



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries octobre 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre

Pas le temps de causer. Les pages du IO117 sur les retraites ne seront disponibles que demain, car je ne parviens pas à les télécharger, il y a un problème avec le serveur (ici en Inde) qui coupe sans cesse, la connection est trop lente !

Tous dans la rue demain, travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, jeunes, lycéens, étudiants, retraités, contre le gouvernement et sa politique anti-ouvrière, antisociale, liberticide.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, les manifestations de demain sont appelées par tous les syndicats ouvriers, lycéens et étudiants, par tous les partis se réclamant de la classe ouvrière, au-delà du double langage des uns et des autres, des positions contradictoires des uns et des autres, bref des manoeuvres des appareils pour diviser, ne pensez-vous pas que la mobilisation de samedi nous donnera une indication plus précise sur l'état d'esprit des masses laborieuses ?

Selon un sondage 70% soutiennent les manifestations de demain, selon un autre sondage 72% rejettent Sarkozy et sa politique, alors s'ils ne descendaient pas dans la rue par millions, qu'est-ce que cela signifierait, ne serait-ce pas que le problème se situe ailleurs que ce qu'on veut bien nous raconter, peut-être parce qu'ils n'entrevoient pas de solution politique à la crise du régime ? Wait and see... (A suivre dans deux jours)

Bonne manif à tous et n'hésitez pas à nous faire part de vos témoignages.

Autre chose.

Une frange de la bourgeoisie se radicalise, des couches du prolétariat également en direction inverse, chez les intellectuels certains s'interrogent sur le bien-fondé de conserver la Constitution de la Ve République, et pendant ce temps-là, comme si de rien n'était, nos dirigeants continuent de nous servir les mêmes discours !

1- Commentaire d'un internaute sur un blog Lepost.fr du 30.09 : "*Le président se fait élire, son parti passe aux législatives, puis c'est la dictature pure et simple pour cinq ans, par la "majorité" et un président qui a une "légitimité" issue des urnes, même si après deux ou trois ans son parti se prend une déculottée aux élections régionales, européennes ou autres, et perd donc tout soutien populaire.*

Sarkozy se croit encore légitime dans tout ce qu'il fait, même si les deux tiers de la population l'exècre. Le système est à revoir. Sarkozy a tué la cinquième république. Je serais assez pour un retour à une constitution où le président a le rôle plus secondaire de garant des institutions, et où le gouvernement (éjectable en cas de défaite de son camp à toute élection de portée nationale) gouverne vraiment. La dictature, non merci. Si Sarkozy est réélu, je pars."

Commentaire.

Vous pouvez remercier le PS qui a fixé les élections présidentiels avant les législatives, bien que nous soyons contre une Constitution comportant un chef de l'Etat.

Vous pouvez aussi remercier le PS pour avoir conservé cette Constitution bonapartiste et antidémocratique lorsqu'il était au pouvoir, ce qui met ce parti hors tout gouvernement ouvrier qui serait issu d'un soulèvement révolutionnaire, pour ne pas dire toute institution politique démocratiquement constituée et élue par la classe ouvrière.

2- *"Je suis convaincu qu'elle sera un jour dans un gouvernement de droite, mais dans longtemps, dans dix ans. Elle n'est pas pire que la CSU bavaroise allemande et plus modérée que la Ligue du Nord italienne !"*

C'est ce que lâche un conseiller de l'Elysée au Parisien de ce jeudi, en parlant de Marine Le Pen, vice-présidente du FN et favorite pour prendre la place de son père à la tête du parti d'extrême-droite, en janvier prochain.

Dans cet article intitulé *"Sarkozy prend la menace au sérieux"*, *Le Parisien* explique que le chef de l'Etat confie à ses conseillers, en petit comité, qu'il craint de voir Marine Le Pen devant lui au premier tour de la présidentielle de 2012. Une sorte de *"21 avril à l'envers"*.

Mais pourquoi une telle crainte? Selon le Parisien, Marine Le Pen a "" en le rendant plus fréquentable.

Un ministre souhaitant garder l'anonymat déclare par exemple dans le quotidien que grâce à son habileté, la vice-présidente du FN donne *"l'impression qu'elle est moins raciste et moins vulgaire"* que son père, *"ce qui malheureusement la rend plus respectable"*.

Marine Le Pen est en effet créditée de 12 à 13% des intentions de vote au premier tour de la présidentielle de 2012 et récolterait même plus de 20% des voix chez les ouvriers. (Lepost.fr 30.09)

La Talonnette ne s'est-il pas fait élire en donnant *"l'impression"* qu'il était *"moins raciste"* et *"moins vulgaire"* que Le Pen, *"ce qui malheureusement"* le rendait *"plus respectable"* que le président du FN ? N'a-t-il pas *"su lisser l'image"* de l'UMP avec sa bande de nazillons au cours de sa campagne électorale ? Les similitudes ne s'arrêtent pas là comme on peut le constater quasi-quotidiennement.

Cela étant, à défaut de conscience politique, n'oublions pas que c'est bien sur de fausses impressions que les masses se déterminent.

3- Nicolas Sarkozy, visage du *«nouvel extrémisme en Europe»*, c'est la une de *Newsweek*, paru mercredi. (20minutes.fr 30.09)

Et c'est pourtant leur "ami" *Sarkozy l'américain*, celui de G.W. Bush !...

4- Ils sont sur la bonne pente.

En octobre, Nicolas Sarkozy atteint son plus haut niveau parmi ceux qui ne lui font pas confiance (72 %, +5 points) et François Fillon est au plus bas chez ceux qui lui font confiance (34 %, -3 points).

Et Le Figaro de noter : Cela étant, les socialistes ne profitent guère de la situation et voient leur cote descendre dans des proportions parfois supérieures à celle des responsables gouvernementaux. (Lefigaro.fr 30.09)

Il est avec sa politique tellement impopulaire que Le Figaro ne peut pas le passer sous silence ou le nier.

Faudra-t-il attendre 2012 pour que les murs du pays se couvrent d'affiches *Sarkozy dehors, à bas les institutions de la Ve République, à bas le capital, République sociale, gouvernement ouvrier* ? Cette question s'adresse à ceux qui dénoncent les partis se fixant 2012 comme seul objectif.

Sarkonapoléon en visite dans l'Yonne jeudi. Une occasion de plus pour célébrer l'alliance du sabre et du goupillon. Extrait de ses érections verbales.

1- *"L'avenir, c'est l'entretien d'un patrimoine qui est notre histoire et qui est notre ciment national"*, a-t-il souligné. *"C'est une affaire de l'identité nationale"*, a-t-il ajouté faisant référence à l'héritage chrétien de la France.

La nation, le pays tel que nous le connaissons aujourd'hui n'existait pas à l'époque où les tyrans en soutane guerroyaient au côté

des seigneurs et se partageaient les terres avec eux, terrorisant les paysans, leur imposant servitude, châtements corporels, misère et la pire crasse ignorance qui soit, pendant qu'eux baignaient dans la luxure et laissaient cours aux perversités sorties de leur imagination déjà très féconde. C'est seulement une fois qu'ils furent renversés par une révolution et leurs privilèges abolis que ce pays prit la forme d'un hexagone qui a pour nom la France.

Voilà le triste héritage que célèbre ce monarque en quête de royaume... et de légitimité !

2- "*C'est le chômage qui aliène. C'est le travail qui libère*", a-t-il souligné.

Dans les deux cas cela ne change rien pour lui !

En régime capitaliste, dans la mesure où le producteur n'exerce aucun contrôle sur la production, que cette production lui est imposée, le produit de son travail lui échappe totalement et lui devient étranger, il se retourne contre lui et il constitue la principale source de son aliénation.

En régime socialiste, dans la mesure où ce sont les producteurs eux-mêmes qui planifient la production en fonction de leurs besoins, ceux de l'ensemble de la population, le produit de son travail devient un bien social participant au bien-être de l'ensemble des producteurs et une source d'épanouissement individuel et collectif.

3- "*votre régime de retraite, à vous les Français, sera non seulement équilibré en 2018 mais bénéficiaire*". "*Je peux dire aux 15 millions de retraités et aux 700.000 retraités de plus chaque année, vos retraites seront payées*", a-t-il souligné.

Il a reconnu que cela suscitait "*du mécontentement*", mais qu'avec cette réforme, les Français n'auront "*pas de souci à se faire*" pour leur retraite.

Il a raison, nous n'aurons plus de "*souci*" à nous faire pour notre retraite... puisque nous ne pourrons plus en profiter, nous serons crever avant ! Il s'est surpassé sur ce coup !

4- Au lendemain de l'annonce du projet de budget pour 2011, il a aussi noté qu'il fallait "*réduire les déficits parce qu'on ne peut pas continuer comme ça*" et qu'il fallait "*qu'on rembourse nos dettes*". (AP 30.09)

Désolé, nous n'avons aucune dette à rembourser : ce ne sont pas les nôtres mais celles de vos amis banquiers et capitalistes !

Retraites. L'intersyndicale jaune à la rescousse de Sarkozy.

Les syndicats CGT, CFDT, CGC, FSU, UNSA et Solidaires appellent à un rassemblement le 5 octobre à Paris, à proximité du Sénat qui entamera ce jour-là l'examen du projet de loi portant réforme des retraites adopté à l'Assemblée nationale le 15 septembre.

"*Malgré un refus majoritaire du pays, le gouvernement reste sourd et bafoue la démocratie. Ainsi, le parlement vient de voter ces dispositions rétrogrades et c'est maintenant au Sénat que ces textes vont être débattus à partir du 5 octobre 2010!*", déclarent les six syndicats dans un communiqué diffusé jeudi.

"*Pour défendre la retraite à 60 ans*", et "*faire entendre l'exigence d'un financement efficace*", avec notamment la "*contribution des revenus financiers des entreprises*", les six syndicats appellent à participer à un "*rassemblement régional unitaire*", le 5 octobre à proximité du Sénat. (AP 30.09)

Il s'agit pour ces valets de la Ve République, d'une part de proposer une alternative à ceux que la date du 2 octobre ne conviendrait pas, ils refont le coup du début septembre qui avait échoué, mais à l'envers cette fois, c'est une opération de division, d'autre part cette initiative est conforme à la position de Chérèque en s'adressant au Sénat dont la majorité UMP-PS soutient également l'allongement de la durée de cotisation.

Ajoutons qu'en voulant faire croire aux travailleurs et aux militants qu'ils devraient attendre quelque chose des institutions de la Ve République dont le Sénat est un des piliers, ils s'opposent à la mobilisation de la classe sur son propre terrain qui peut seule infliger une défaite au gouvernement. Ils viennent ainsi au secours des institutions dont le sommet est rejeté et conspué dans tout le pays : Sarkozy et son gouvernement. On va l'appeler dorénavant l'intersyndicale jaune.

Droit au logement : il doit être sacrifié lui aussi !

Les organismes HLM réunis en congrès ont exhorté jeudi le Parlement à revenir sur le projet de taxe de 2% pendant trois ans sur les loyers sociaux mais le gouvernement leur a opposé une fin de non-recevoir.

Ce qu'ils comparent à un *"hold-up de l'Etat"*, représentera, selon ces organismes qui gèrent le parc d'habitations sociales, un surcoût de 80 euros par an et par locataire et empêchera la construction de 20.000 logements par an.

Le prélèvement, contesté également par la principale association de locataires et l'opposition parlementaire, doit rapporter 340 millions d'euros par an à l'Etat.

Au tollé, le gouvernement répond impératifs budgétaires et politique du *"donnant-donnant"*.

Le ministre du Budget, François Baroin, et le secrétaire d'Etat au Logement, Benoist Apparu, ont rappelé jeudi que la nouvelle taxe, qui figure dans le projet de loi de Finances pour 2011, s'accompagnerait d'un plafonnement des loyers qui empêchera les bailleurs sociaux de répercuter la hausse sur les locataires.

"L'objectif est d'amener les bailleurs sociaux à proposer des loyers modérés pour des gens qui ne peuvent pas se loger ailleurs", a déclaré François Baroin lors des questions d'actualité au Sénat.

Invité à conclure le congrès des organismes HLM, Benoist Apparu a eu du mal à se faire entendre.

"Que cela nous plaise ou non, l'argent public va devenir plus rare dans les 10 ou 15 années qui viennent" mais le budget 2011 consacre *"20 milliards d'euros pour le logement dont neuf milliards pour le logement social"*, a-t-il dit dans un discours ponctué de sifflets et de quelques cris de *"démission"*.

Lors d'une conférence de presse, il a précisé ensuite que l'intégralité des 340 millions d'euros récupérés par l'Etat seraient affectés au logement social, les deux tiers au bénéfice de l'Agence nationale de la rénovation de l'habitat (Anru), un tiers pour les aides à la pierre.

Le secrétaire d'Etat a suggéré aux organismes HLM de développer la vente des logements sociaux à leurs locataires qui en ont les capacités: *"Un pour cent de vente par an, c'est deux milliards de fonds propres"*, a-t-il calculé.

Mais pour les membres de l'Union sociale pour l'habitat (USH), *"cette taxe sur les loyers HLM entraînerait une diminution de la production de 60.000 logements sur trois ans avec ses conséquences sur l'emploi et le bâtiment"*.

"Ce sont dix milliards de travaux qui ne seraient pas engagés", précise une résolution adoptée à la quasi-unanimité en conclusion du congrès de Strasbourg.

Même si le produit de la nouvelle taxe revient au logement social, puisqu'il abondera en partie les *"aides à la pierre"*, l'USH insiste sur la baisse programmée de ces dernières: de 630 millions d'euros en 2010 à 500 millions en 2011, 450 millions en 2012 et 400 millions en 2013. (Reuters 30.09)

Dictature du capital. Sur le plan économique et social.

1- L'Espagne a perdu jeudi la dernière note souveraine suprême "triple A" dont elle bénéficiait encore, le jour même de la présentation au parlement d'un projet de budget qui vise à convaincre les marchés de la résolution du gouvernement à réduire les déficits malgré une conjoncture sombre.

L'agence de notation Moody's a abaissé à Aa1, contre Aaa jusqu'à présent, sa note souveraine de l'Espagne, emboîtant ainsi le pas à ses concurrentes Standard & Poor's et Fitch.

"Une grande partie de la consolidation budgétaire cette année et l'an prochain reposera sur des augmentations d'impôts et des mesures qui ne peuvent être poursuivies pendant de nombreuses années", a expliqué à Reuters par téléphone la principale analyste de Moody's pour l'Espagne, Kathrin Muehlbronner. (Reuters 30.09)

2- L'Irlande a annoncé jeudi que la restructuration de ses banques pourrait coûter au final plus de 50 milliards d'euros à l'Etat, une révision à la hausse qui obligera le gouvernement à adopter de nouvelles mesures d'austérité pour juguler les déficits.

"Bien sûr, ces chiffres sont terribles, mais ils sont gérables sur une période de dix ans", a dit le ministre des Finances, Brian Lenihan. (Reuters 30.09)

Dictature du capital. Sur le plan politique. A bas la répression !

Grèce.

Le gouvernement socialiste grec a menacé de prison jeudi les chauffeurs routiers en grève (depuis le 13 septembre) contre les mesures d'austérité s'ils refusent de se plier à un ordre de reprendre le travail.

Un texte approuvé par 53 voix contre 46 au Parlement verrait les grévistes réfractaires privés de leur licence et passibles de peines allant jusqu'à trois ans d'emprisonnement.

Il s'agit d'une "question de responsabilité sociale, et à un certain point, vous devez fixer une limite quand le marché n'est pas approvisionné de façon correcte", a déclaré le ministre de la Justice Kastanidis jeudi avant le vote au Parlement. La voie des "négociations a été épuisée, et les chauffeurs routiers qui veulent travailler sont menacés".

Les partis d'opposition ont tous voté contre le texte, estimant qu'il violait le droit des Grecs à manifester. "C'est une action dangereuse. Je n'ai jamais rien vu de tel", a lancé le parlementaire de gauche Fotis Kouvelis. "C'est la pire façon possible de traiter un problème", a-t-il ajouté en parlant de "grave erreur". (AP 30.09)

Allemagne.

La police allemande a eu recours jeudi à des canons à eau pour disperser un millier de manifestants qui protestaient contre le projet de construction d'une immense gare dans le centre de Stuttgart, capitale du Land de Bade-Wurtemberg.

Des heurts ont opposé des manifestants aux policiers, pour certains montés à cheval, dans le parc du Schlossgarten, proche de la gare actuelle, où une centaine d'arbres doivent être abattus d'ici février pour faire de la place à la nouvelle gare.

Centrés tout d'abord sur ce projet, les rassemblements se sont transformés peu à peu en l'expression d'un mécontentement plus large contre le gouvernement fédéral, et la chancelière Angela Merkel a estimé que ce projet serait un facteur de premier plan lors des élections au Landtag de Bade-Wurtemberg en mars prochain. (Reuters 30.09)

[Haut de page ↗](#)

Le 2 octobre

Les pages du IO117 sur les retraites ne sont pas encore disponibles, je vous tiendrai informer lorsqu'elles le seront. Ce fichier fait 890 KB et ma connection se coupe à la moitié. Je ne vous raconte pas les emmerdements réguliers auxquels je suis confronté pour pouvoir actualiser le site, j'y passe un temps fou. Je ne peux pas changer de serveur, c'est la seule société qui assure ce service en Inde, un téléphone de bureau sans fil comportant un modem et une connection informatique. En fait c'est l'antenne relais située à proximité de chez moi qui déconne dès qu'il pleut ! Apparemment, car ils m'ont quand même changé trois fois d'appareil depuis le mois de janvier !

Retraites.

1- La grève reconductible, du domaine de "***l'incantation syndicale***".

"Nous ne sommes pas dans l'incantation syndicale. Si nous avons programmé une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 12 octobre, c'est aussi pour poser dans les entreprises le débat avec les salariés sur les modalités d'action", a déclaré le secrétaire général de la CGT sur Europe-1.

"Il y a déjà un certain nombre de secteurs qui réfléchissent, qui discutent, du principe de grèves reconductibles. Mais nous n'allons pas plaquer une seule forme d'action, pour permettre à tous ceux qui sont très largement mécontents de pouvoir s'exprimer", a dit hier Thibault sur Europe-1.

Mais, prévient-il, la grève reconductible "non seulement, ça n'est pas exclu, mais ce n'est absolument pas à exclure". (AP 01.10)

2- Le jaune Chérèque remet cela avec le soutien de ses "***amis***" sénateurs de l'UMP.

"On va élargir le spectre des gens qui nous soutiennent", a dit François Chérèque ce vendredi sur RTL. "Je pense que les sénateurs sont très attentifs à ce que l'on dit et à ce qu'on va faire."

"Les manifestations sont susceptibles d'être importantes", a déclaré le secrétaire d'Etat à la Fonction publique, Georges Tron,

vendredi sur Canal+, mais "*Ça ne changera pas en réalité des points précis*" comme les '*mesures d'âges*' contestées par les syndicats et l'opposition de gauche. (Reuters 01.10)

Opposition de gauche, où a-t-il vu cela dans la vermine qui ose encore parler au nom des travailleurs (PS et Cie.) ? Voilà un amalgame, involontaire, qui ne me plaît pas beaucoup monsieur le ministre ! Pas de quoi changer le nom du site.

3- Faire payer les travailleurs, tous les dirigeants syndicaux y pensent en coeur avec Sarkozy.

La confédération de Bernard Thibault demande aussi une hausse et une réforme des cotisations patronales "*qui pourraient être modulées en fonction, notamment, des politiques d'emploi des entreprises*". Selon FO, favorable aussi à une hausse des cotisations patronales, une augmentation d'un point rapporterait 4 à 5 milliards d'euros.

"*Enfin, il peut être envisagé, si nécessaire, une augmentation des cotisations salariales*", estime la CGT, ce que les autres syndicats ne mettent pas forcément en avant.

Plusieurs syndicats se disent par ailleurs favorables à une augmentation de la CSG. Selon la CFTC, "*une augmentation d'un point de la CSG permettrait de générer plus de 11 milliards d'euros de ressources supplémentaires*", une position partagée par l'UNSA, et par FO qui chiffre le gain à 12 milliards d'euros. (AP 01.10)

Vous retirez votre projet de loi sur les retraites et l'on s'arrange pour que ce soit l'ensemble des travailleurs qui paient la note du soi-disant déficit des caisses de retraite, en réclamant bien sûr une augmentation de la participation financière des entreprises sachant qu'elle ne sera pas suivie d'effet, peu importe finalement, l'essentiel étant de sauver les apparences sur fond d'allongement de la durée de cotisation, CQFD.

Cette position des syndicats expriment les intérêts de l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures ou moyennes du prolétariat pour lesquelles cette baisse du salaire mensuel net perçu sera supportable, d'autant plus qu'elle sera compensée tout ou partie lors de négociations contractuelles ou par le biais de grèves corporatistes que les bureaucrates syndicaux organiseront spécialement pour elles, quand elles ne disposent pas de régimes spéciaux de retraite auxquels l'immense majorité des travailleurs n'ont pas le droit.

Au lieu de s'appuyer sur les besoins des couches de travailleurs les plus défavorisées pour élever leurs conditions aux niveaux de celles des couches supérieures du prolétariat, donc au lieu d'exiger que le sort des premiers soit aligné sur celui des seconds, les bureaucrates syndicaux font exactement l'inverse, quand ils ne bradent pas les intérêts des couches de travailleurs les plus favorisées ou ne les flattent pas, ils abandonnent les autres à leur triste sort. Mais à jeu-là, ils risquent aujourd'hui de tous y perdre, pas dans les mêmes proportions, sans que cela n'ait le même impact sur leurs conditions de travail ou d'existence, c'est sur cet aspect particulier que compte ces alliés de Sarkozy pour les diviser.

La politique contractuelle, les négociations et les accords passés avec le gouvernement et le patronat, bref, la collaboration de classes qui sévit depuis 65 ans, a-t-elle abouti à un autre résultat, renforcer les inégalités au sein de la classe ouvrière qui servent ensuite à mieux la diviser, l'affaiblir, pour finalement mieux préserver les intérêts du régime en place ? Inévitable ? On en reparlera.

Vous êtes jeunes et vous cherchez une "**voie de sortie**", une "**voie positive**", la "**gauche**" vous en propose une : devenez flic à 16 ans !

Charline Belardi a 17 ans et, dans quelques jours, elle fera ses premiers pas sous l'uniforme de la police municipale des Mureaux avec quatre autres adolescents de cette commune des Yvelines proche de Paris.

A partir de lundi, elle se lance dans une formation inédite, créée par la municipalité du maire divers gauche, François Garay, pour tenter d'apporter une réponse aux problèmes d'emploi, de civisme, et de prévention et sécurité.

"*Si, à 16 ans, on sort du système éducatif, on doit disposer d'un ensemble de voies de sortie (...) On ne regarde pas aujourd'hui le coût induit du fait de ne pas mettre les gens dans des voies positives*", souligne-t-il.

"*La question est de savoir si on est dans une société qui distribue des cartons rouges ? Il y aura toujours des gens qui se mettront en marge. Mais souvent, quand on parle de sécurité, c'est parce qu'on n'a pas su travailler sur la règle. Et la règle, ça commence tout petit*", dit François Garay.

Fin 2008, les moins de 26 ans représentaient 20% du total des chômeurs aux Mureaux et 23,3% dans les Zus, contre 11,8% pour l'ensemble de la région. (Reuters 01.10)

Renseignez-vous monsieur Garay, en Argentine c'est à 9 ans qu'ils les recrutent ! Et dans certains pays d'Afrique ils en font de bons petits soldats !

Pour Sarkozy, ce sont les retraites et les 35 heures qui sont responsables des déficits, non les privilèges accordés aux capitalistes : normal, il est leur représentant, leur président !

En visite au Salon de l'automobile, le chef de l'Etat a vanté l'action de l'Etat en faveur du secteur, notamment le Grenelle de l'Environnement, les bonus écologiques et la prime à la casse, et il a évoqué aussi les aides publiques accordées à Renault et PSA Peugeot Citroën au plus fort de la crise en 2008, ainsi que les incitations au développement de véhicules électriques.

"*Tout ce qu'on fait, c'est pas simplement pour que vous créiez des usines à l'autre bout du monde !*", a-t-il déclaré en s'adressant au cours d'une table ronde aux PDG de Renault et PSA, Carlos Ghosn et Philippe Varin.

Avec la suppression de la taxe professionnelle, le crédit impôt recherche et l'augmentation de la contribution de l'Etat au chômage partiel, c'est près d'un milliard d'euros de plus dont bénéficie selon lui l'industrie automobile française chaque année.

Il a assuré que les efforts du gouvernement ne se heurteraient pas aux impératifs budgétaires. "*Je veux que vous pensiez bien qu'il y aura une stabilité fiscale et sociale, qui vous permet d'envisager vos investissements sur le long terme*", a-t-il dit.

"Personne ne reviendra sur les décisions qui sont prises" a-t-il précisé.

Philippe Varin a jugé que le CIR et la suppression de la taxe professionnelle étaient des facteurs "*extrêmement favorables*", et il a ajouté qu'il fallait s'assurer que "*le coût du travail ne dérive pas*" par rapport aux autres pays européens, "notamment nos voisins allemands". "*Il nous paraît essentiel de renverser une tendance que l'on voit depuis plusieurs années*", a-t-il dit.

Nicolas Sarkozy lui a répondu que la réforme des retraites et la lutte contre les déficits participaient aussi de l'effort de compétitivité de l'économie française, qui a payé aussi ces dernières années le prix des 35 heures, qualifiées de "*puissant levier qui pousse à délocaliser*". (Reuters 01.10)

Sarkozy a avoué que l'Etat finançait les délocalisations en disant "*Tout ce qu'on fait, c'est pas simplement pour que vous créiez des usines à l'autre bout du monde !*", ce n'est pas "*simplement*", mais entre autres choses !

Les capitalistes bénéficient d'aides publiques de l'Etat et d'exonérations de cotisations sociales qui contribuent à faire baisser le coût du travail pour rendre les entreprises plus compétitives vis-à-vis de leurs concurrents, afin de permettre à la fois à leurs dirigeants de se verser des salaires mirobolants et à leurs actionnaires d'empocher des dividendes à des niveaux équivalents aux années précédentes. Au même moment le gouvernement et le patronat imposent de nouveaux sacrifices aux travailleurs en bloquant leurs salaires et en taillant à la hache dans leurs acquis sociaux, dont les retraites.

Sarkozy a raison de préciser que "*personne ne reviendra sur les décisions qui sont prises*", entendez par là le PS et ses satellites s'ils parvenaient au pouvoir en 2012, puisqu'ils n'entendent pas rompre avec le capitalisme mais s'approprient à gouverner pour les capitalistes comme entre 81 et 95 ou entre 97 et 2002, il sait de quoi il parle.

Social. « **Bachelot démission** » !

Plusieurs manifestants infirmiers anesthésistes auraient été arrêtés en marge d'échauffourées devant le ministère de la Santé, ce vendredi, selon un manifestant, contacté par 20minutes.fr. «*Ça a été très chaud sur le carrefour, raconte Pascal. Il y a eu des fumigènes et des lacrymos. Pour le moment, ça se calme, mais les CRS sont très armés, il y a des barrières, des boucliers. On se demande s'ils ne sont pas prêts à l'action*».

Pendant ce temps, une délégation était reçue au ministère de la Santé. Selon Marie-Ange Saget, présidente du syndicat national des infirmiers anesthésistes, contactée par 20minutes.fr, la personne les ayant reçus n'était pas habilitée à négocier. Ils demandent donc à rencontrer quelqu'un d'autre et le syndicat Sud a d'ores et déjà prévenu vendredi en fin de soirée: «*lundi, on reprend le mouvement*».

Un peu plus tôt, les infirmiers anesthésistes avaient bloqué les Champs-Élysées. Sur place, les militants, vêtus de blouses, criaient «*Bachelot démission*». Ils étaient 2.000 selon la chaîne d'informations en continu i-télé et réclamaient d'être reçus par la ministre de la Santé. Sur Twitter, ActuSoins a posté une image de la manifestation.

D'autres manifestations ont eu lieu en France ce vendredi. (20minutes.fr 01.10)

Démission, démission, comme vous y allez, vous ne voudriez quand même pas mettre dehors Sarkozy et son gouvernement ?

Ces infirmières sont de vulgaires provocatrices, de sales gauchistes !

2011, l'année des procès de l'UMP.

Le procès de Jacques Chirac pour détournement de fonds publics visant 21 emplois présumés fictifs dans son cabinet de maire de Paris entre 1992 et 1995 se tiendra du 7 mars au 8 avril 2011, a décidé vendredi le tribunal correctionnel de Paris. (Reuters 01.010)

Après l'annonce du procès en appel sur l'affaire Clearstream à la même époque à la demande du ministère de la Justice où sera jugé notamment de Villepin... La campagne électorale va donner lieu à une furieuse cacophonie où l'on entendra encore tout et son contraire, sauf l'essentiel !

Etat policier, régime d'exception ? Touchez pas à nos policiers, ils sont au-dessus des lois et forcément innocents... comme en Equateur !

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a apporté son soutien vendredi au gendarme mis en examen pour la mort d'un jeune gitan en juillet dernier dans le Loir-et-Cher.

"*Je tiens à manifester publiquement mon soutien moral et matériel à ce militaire aujourd'hui dans l'épreuve, à sa famille ainsi qu'à ses 97.000 camarades de la gendarmerie nationale*", poursuit Brice Hortefeux.

Pour le syndicat de la magistrature (SM), en manifestant son soutien au gendarme mis en examen "*Brice Hortefeux instille dans les esprits l'idée selon laquelle cette décision (de justice) serait illégitime*".

Dans une lettre ouverte adressée à la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie, le SM rappelle que Brice Hortefeux n'en est pas à ses premiers commentaires sur le fonctionnement de la justice et suggère, avec ironie, à la ministre de lui "*faire parvenir une demande d'intégration dans la magistrature*".

"*Le port d'une arme ne donne pas le droit de tuer*", a dit Me Jean-Claude Guidicelli, avocat de la famille de Luigi Duquenet.

Dans son communiqué, Brice Hortefeux précise que le gendarme mis en examen bénéficiera "*de la protection juridique que l'Etat garantit à ses agents en pareilles circonstances*". (Reuters 01.010)

Pour rappel, Luigi Duquenet n'a pas fait usage d'une arme à feu contre les gendarmes et il a pris une balle tirée de profil ce qui suffit à démontrer que le gendarme en question se situait en dehors de la trajectoire de la voiture qui aurait foncé sur lui. Une simple reconstitution des faits aurait dû suffire à mettre en évidence le mensonge de ce gendarme et à l'inculper pour meurtre.

Que vaut la vie d'un gitan à côté de celle d'un gendarme ? Rien pour ce nostalgique de Vichy !

L'internationale syndicale jaune en action en Europe.

1- Grande-Bretagne.

Deux syndicats ont appelé à une nouvelle journée de grève de 24 heures dans le métro londonien lundi, après celle du 7 septembre.

Le mouvement débutera dimanche soir. Les syndicats protestent contre un plan de la régie Transport for London prévoyant 800 suppressions de postes, principalement à la vente de tickets. Selon Transport for London, ces suppressions de postes s'effectueront sur la base de départs volontaires. (AP 01.10)

Vive les journées d'action inutiles... sauf pour le pouvoir en place !

2- Portugal.

La CGTP, principale confédération syndicale portugaise, a lancé vendredi 1er octobre un appel à la grève générale pour le 24 novembre contre les nouvelles mesures d'austérité budgétaire du gouvernement socialiste. Cet appel est à destination de "*tous les travailleurs de l'administration publique et du secteur privé*", selon un membre de la direction de la CGTP. Le secrétaire général de la CGTP, Manuel Carvalho da Silva, avait promis jeudi une "*intensification de la lutte*" contre "*le chantage des usuriers internationaux*".

Face à la pression des marchés financiers et de Bruxelles, le gouvernement socialiste portugais a annoncé mercredi soir une série de mesures supplémentaires afin d'atteindre son objectif de réduire le déficit public de 7,3 % du PIB cette année à 4,6 % fin

2011. Selon les grandes lignes de sa loi de finances, le gouvernement prévoit notamment une baisse de 5 % de la masse salariale de la fonction publique et une hausse de deux points de la TVA à 23 %, ainsi qu'une diminution du revenu minimum d'insertion et le gel des retraites.

La deuxième confédération syndicale du pays, historiquement proche des socialistes, a également dénoncé jeudi des *'mesures socialement inacceptables'* et une *'attaque brutale contre les travailleurs'*. L'UGT s'est dit prête à discuter avec les autres syndicats d'une action commune. (Lemonde.fr 01.10)

Nous sommes le 2 octobre. Question : Le 24 novembre de quelle année ?

Ukraine. La Ve République : une dictature ? Comme vous y allez...

Le président ukrainien Victor Ianoukovitch s'est prononcé vendredi pour une révision de la Constitution, quelques heures après la décision de la Cour constitutionnelle d'accroître les pouvoirs présidentiels.

"Je suis favorable à l'idée d'un référendum et aussi à l'idée d'une assemblée nationale constituante (...) afin de consolider la réforme du système politique", a-t-il dit, dans un discours à la nation.

La Cour constitutionnelle ukrainienne a estimé que la loi de 2004 restreignant les pouvoirs du chef de l'Etat n'était pas conforme à la Constitution.

Cet arrêt devrait permettre à Victor Ianoukovitch, élu en février, d'en revenir rapidement à un régime présidentiel plutôt que parlementaire, et de choisir lui-même son gouvernement.

Sa principale adversaire politique, l'ancien Premier ministre Ioulia Timochenko, a qualifié la décision de la Cour d'*"usurpation du pouvoir de l'Etat"*.

"Aujourd'hui restera dans l'Histoire comme le jour de la destruction de la démocratie, de l'établissement de la dictature", a-t-elle dit à des journalistes. (Reuters 01.10)

Le Bonaparte du Palais fait des envieux !

En réalité, tous les régimes présidentiels qui existent dans le monde, tous les Etats qui ont doté leur Constitution d'un président sont antidémocratiques, qu'ils soient élus au suffrage universelle ou par une assemblée de députés. Leur poste est une survivance de l'Ancien régime monarchique dans lequel le roi ou le tsar concentrait à lui seul tous les pouvoirs de l'Etat. Les parlementaires ont juste remplacé les seigneurs qui constituaient leur cour.

Dans ces conditions, c'est se faire des illusions que de penser que le parlementarisme pourrait servir à autre chose que conforter la dictature de la classe qui détient le pouvoir ou qu'il pourrait servir au combat de la classe ouvrière pour son émancipation. Ce n'était peut-être pas le cas à l'époque où Engels était encore en vie, car les partis ouvriers n'étaient pas entièrement subordonnés au capitalisme et ils n'avaient jamais gouverné pour son compte.

Il faut donc revoir l'analyse que l'on en fait ou la préciser, si l'on veut continuer le combat politique sur un terrain de classe indépendant et avant de décider si l'on doit ou non participer à des élections dans le cadre d'institutions antidémocratiques conçues uniquement pour maintenir le prolétariat un état de servitude.

La théorie doit évoluer en fonction des transformations de la société et des rapports entre les classes, elle ne doit être en aucun cas figée pour l'éternité, ce que les militants et a fortiori les travailleurs ont ou auront forcément encore beaucoup de mal à saisir.

Comment ne pas comprendre que participer à des institutions antidémocratiques, c'est déjà se compromettre et légitimer un régime que l'on prétend combattre ? Nulle part dans le monde au cours du XXe siècle on a pu observer que le prolétariat soit parvenu au pouvoir en participant à un tel processus, hormis lorsqu'il était dirigé par un véritable parti communiste, celui des bolcheviks, qui avait justement pour objectif de liquider ces institutions, la Douma et l'Assemblée constituante, et d'instituer un Etat ouvrier, une République démocratique et socialiste.

Un mot après le coup d'Etat manqué d'avant-hier en Equateur.

Les présidents dits de gauche des Etats d'Amérique latine sont parvenus au pouvoir par la voie légale, à l'issue d'un processus électoral s'inscrivant dans le cadre d'une Constitution antidémocratique, sans que la majorité qui les a élue n'ait développé une conscience de classe permettant à la classe ouvrière en s'alliant avec la paysannerie pauvre de devenir la classe dominante, donc sans qu'elle parvienne à détenir tout le pouvoir pour s'attaquer aux fondements du capitalisme et

aux institutions en place. Cette contradiction est à l'origine du risque permanent de coups d'Etat militaire qui existe dans cette région.

Si ces présidents avaient réellement épousé le sort de la classe ouvrière, fort du constat qui vient d'être dressé, comprenant qu'il était impossible dans une telle situation de passer immédiatement au socialisme sans risquer un coup d'Etat militaire, qu'il faudrait se contenter au départ de quelques réformes sociales pour soulager le fardeau qui pèse sur les couches les plus défavorisées du prolétariat, ils disposaient néanmoins des moyens d'éduquer le peuple, de développer des instruments pour favoriser l'élévation de son niveau de compréhension du fonctionnement de la société et du monde, de l'organiser dans la perspective d'une confrontation générale avec la classe dominante, ce qu'aucun n'a entrepris.

Ils sont donc tous destinés à être évincés un jour du pouvoir, par la voie électorale ou par un coup d'Etat au cas où les couches moyennes et la petite bourgeoisie impatientes de voir leur sort s'améliorer s'allieraient avec la bourgeoisie pour les renverser, tandis que le prolétariat s'en détournera, préférant se réfugier dans l'abstention ou la neutralité politique plutôt que soutenir un candidat ou un parti qui finalement n'ont rien changé fondamentalement à sa condition.

Si les brèves informations qui nous ont été communiquées par les agences de presse sont exactes, Correa a commis l'erreur de s'en prendre aux revenus des policiers et des militaires qui sont issus du prolétariat ou de la paysannerie pauvre, peut-être aussi à d'autres couches de travailleurs qui ne se sentent pas particulièrement privilégiés, au lieu de les mettre de son côté pour mieux pouvoir s'attaquer aux vrais privilégiés, les capitalistes et les grands propriétaires terriens. (A suivre)

Barbarie. Juste "**pour rire**".

1- Australie.

Des Taser pour les professeurs. Véritable projet politique pour rétablir la discipline à l'école ou plaisanterie de mauvais goût ? Dans l'État du Queensland, en Australie, cette question a semé le doute dans tous les esprits pendant vingt-quatre heures. À l'origine de la polémique : un texte de l'opposition, le Liberal National Party, proposant d'équiper tous les professeurs de pistolets électriques afin de contrôler leurs salles de classe. Après tout, quoi de plus convaincant qu'une décharge de 50.000 volts afin de rappeler un élève à l'ordre !

Le document se présentait comme une réponse à la plainte perpétuelle des professeurs en matière de discipline. "*Le Taser est un outil de discipline efficace qui permettra aux élèves de rester concentrés*", précise-t-il. Côté financement, tout était prévu : les frais d'armement du personnel scolaire seraient compensés par la réduction du stress et, par conséquent, des arrêts pour maladie des enseignants, désormais en sécurité.

De quoi soulever l'indignation d'associations de parents d'élèves. Pour rien ! Le leader du LNP John-Paul Langbroek s'est excusé publiquement, le 26 septembre, de ce qui était en réalité une blague de mauvais goût de la part de ses assistants parlementaires. Ceux-ci avaient rédigé ce projet "*pour rire*" et l'avaient glissé dans les propositions qui devaient être présentées officiellement. (Lepoint.fr 01.10)

2 Guatemala.

Les Etats-Unis ont présenté vendredi des excuses à des centaines de Guatémaltèques qui ont été infectés à leur insu par la syphilis et la blennorragie dans le cadre d'une étude, dans les années 40. Des excuses? Pas suffisant, selon le chef d'Etat de ce pays d'Amérique centrale, qui ne compte pas en rester là.

«*Ce qui est arrivé à l'époque est un crime contre l'Humanité et le gouvernement se réserve le droit de porter plainte*», a aussitôt lancé Alvaro Colom.

Les chercheurs américains qui ont mené cette étude avaient choisi comme cobayes des personnes vulnérables, y compris des malades mentaux, et ne les ont informées ni de l'objet de leur recherche, ni de ce qui allait leur arriver. Ils les ont encouragés à transmettre des maladies sexuelles et n'ont pas traité ceux d'entre eux qui ont contracté la syphilis.

Bien que ces événements aient eu lieu il y a plus de 64 ans, nous sommes révoltées qu'une recherche aussi répréhensible ait pu être menée en invoquant la santé publique», écrivent les deux ministres. «*Nous regrettons profondément que cela ait eu lieu et présentons nos excuses aux personnes qui ont été affectées par des pratiques de recherche aussi répugnantes*», poursuivent-elles, annonçant le lancement d'une enquête approfondie sur ce qui s'est passé.

L'étude était financée par une bourse des Instituts américains de la santé accordée au Bureau sanitaire panaméricain. (20minutes.fr 01.10)

Peut-on "*excuser*" ou blanchir un acte de barbarie consciemment organisé ? Le vrai visage de la soi-disant démocratie américaine, quoi !

C'est là qu'on s'aperçoit que ceux qui n'ont que le mot démocratie à la bouche sont incapables de définir précisément la nature des régimes en place depuis la seconde guerre monde (ou avant). Partant de ce constat, il est normal qu'ils soient incapables de proposer aux travailleurs une issue politique.

[Haut de page ↗](#)

Le 3 octobre

La participation aux manifestations hier a été à la même hauteur que lors des deux dernières journées de mobilisation pour nos retraites. Au total c'est peut-être 4 millions de travailleurs, jeunes ou retraités (différents) qui sont descendus dans la rue depuis trois mois.

Fallait-il s'attendre à ce que davantage de travailleurs et jeunes se mobilisent un samedi ? Pas sûr, en tout cas tel n'a pas été le cas, même si pour un quart ou moins, ceux qui ont manifesté hier n'avaient pas pu le faire lors des précédentes journées de mobilisation, tandis que d'autres sont restés chez eux parce qu'ils en ont marre de ces journées d'action sans lendemain qui ne sont pas susceptibles d'obliger Sarkozy à retirer sa contre-réforme, ajoutons que bon nombre de travailleurs qui sont opposé au projet du gouvernement n'ont jamais participé à une manifestation de leur vie et qu'ils n'ont pas franchi le pas hier, reste à savoir pourquoi. Voilà pour le constat.

Maintenant on peut estimer qu'une grande partie des travailleurs sont perplexes devant l'obstination de Sarkozy, non pas qu'ils seraient influencés par le discours du gouvernement totalement discrédité dans le pays, mais parce qu'ils ne voient pas qui pourraient résoudre le problème du financement des retraites compte tenu qu'ils pensent que ce problème existe, d'une certaine manière ils n'ont pas tort, la question étant de savoir qui, quel gouvernement prendra les mesures nécessaires pour garantir notre droit à la retraite, sachant que d'un côté l'UMP et le PS ainsi que ses satellites sont sur la même longueur d'onde en préconisant l'allongement de la durée de cotisation, et de l'autre les syndicats qui préconisent tous de relever le niveau des cotisations sociales à la charge des travailleurs ce qui se traduirait par une diminution de leur salaire net mensuel, ce à quoi ils ne tiennent pas vraiment et ils ont raison, finalement, ils se retrouvent face à une situation où ni les syndicats et ni les principaux partis dits ouvriers ne leur proposent de réponses satisfaisantes à leurs questions.

Cette situation traduit l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons en l'absence d'un parti révolutionnaire, sans parler du fait qu'absolument aucun parti ouvrier ne pose la question du combat politique qu'il faudrait engager dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui serait le seul à même de garantir notre droit à la retraite.

Pourquoi voudriez-vous que ces millions de travailleurs se mobilisent lorsqu'ils n'ont confiance dans aucun des syndicats ou des partis dits ouvriers, lorsqu'ils estiment avoir été abandonnés ou trompés par les uns et les autres et ne croient plus en rien ni en personne ? Pour défendre leur statut ? Quel statut, ils n'en ont pas ! Pour défendre leurs avantages acquis ? Ils n'ont même pas de treizième mois, pas de primes, etc. Pour défendre leurs salaires ? Défendre un salaire de misère, c'est une blague ou quoi ! Défendre leurs conventions collectives ? Celle du commerce par exemple est misérable, indéfendable ! Défendre leur garantie d'emploi ? Ils n'en ont pas ! Même défendre le droit à la retraite à 60 ou 65 ans doit leur paraître grotesque tellement c'est tard pour eux 60 ans, que dire des 65 ans, l'odeur du sapin leur monte déjà au nez ! Même le droit de grève les laissera indifférent car ils n'y ont pas le droit dans les faits. Ils ont servi de monnaie d'échange à la collaboration de classes pendant 65 ans entre les syndicats, les capitalistes et leurs représentants, gouvernements ou Medef, et vous voudriez peut-être que du jour au lendemain ils abandonnent le ressentiment qui les habite envers les couches supérieures ou privilégiés de la classe ouvrière, c'est franchement se leurrer et bien mal connaître l'état d'esprit de la classe ouvrière.

D'ailleurs, quand on y regarde de plus près, sur la question des retraites précisément, on s'aperçoit que les syndicats refusent l'alignement du public sur le privé, mais à aucun moment ils ne défendent l'alignement du privé sur le public ou les régimes spéciaux ; y a-t-il un syndicat qui défend la retraite à 55 ans ? Aucun ! Vous croyez que ces travailleurs ne s'en sont pas rendu compte ? Le gouvernement et les médias se sont chargés de leur dire et plus d'un a à l'esprit cette différence de traitement injuste de la part des syndicats et des partis qui leur sont liés.

Au niveau de la mobilisation et des manifestations on retrouve la division qui existe au sein de la classe ouvrière depuis 1945 entre travailleurs du secteur public et du secteur privé, qui n'a cessé d'être renforcée au cours des décennies suivantes pour assurer la stabilité politique du régime. Qu'a-t-il été entrepris pour contrebalancer l'hétérogénéité de la classe ouvrière qui n'a jamais été aussi grande ? Rien. A cela s'ajoute le fait que c'est le secteur privé qui s'est développé ces dernières décennies au détriment du secteur public, dont des pans entiers ont été privatisés. Les syndicats n'ont absolument rien fait pendant ces très longues années pour favoriser le développement d'une conscience de classe collective du prolétariat, et l'on a le droit de traiter avec ironie ceux qui prennent comme référence de mobilisation réussie 1995. Ils s'y sont tellement bien pris que les privatisations sont passées comme une lettre à la poste pour ainsi dire.

Tout finit par se payer un jour, la collaboration de classes, l'opportunisme et la gangrène réformiste qui rongent le mouvement ouvrier depuis des lustres n'échappent pas à cette règle, malheureusement pour les couches les plus défavorisées du prolétariat qui en sont les principales victimes aujourd'hui, une fois de plus.

Comment une grande masse des travailleurs ne se réfugierait-ils pas dans le désespoir ou la passivité en l'absence d'une issue politique conforme à leurs intérêts ?

Pourquoi se mobiliser quand on sait à l'avance que personne ne vous écouterait ? Et que font ceux qui leur expliquent que les capitalistes doivent payer, qu'il faut procéder à une meilleure répartition des richesses quand ils pressentent que c'est impossible en conservant le régime actuel, en l'absence d'issue politique pour y parvenir ? Ils les jettent dans les bras de l'UMP ou du PS. Existerait-il une issue de ce côté-là ? En réalité une bonne partie de ces travailleurs qui ne se mobilisent pas sont plus révolutionnaires que les dirigeants des partis qui se réclament du socialisme et qui prétendent chacun à leur façon qu'il serait encore possible d'obtenir de bonnes réformes, des mesures progressistes dans le cadre du capitalisme et des institutions, ce que ces travailleurs ne croient pas un instant, mais demeurent incapables d'exprimer...

Notre conception de la lutte de classe est complètement faussée par l'adaptation progressive du mouvement ouvrier aux besoins des capitalistes. On entend parler des militants de syndicats de lutte, de syndicats de classe, de combattre classe contre classe, mais en vérité cela ne correspond à absolument rien dès lors que l'on ne remet pas en cause ce qui est à l'origine de la collaboration de classe, qu'on refuse de rompre avec le financement des syndicats par l'Etat par exemple, le nerf de la guerre... contre la classe ouvrière, qu'on refuse d'en finir avec la gestion des organismes sociaux par les syndicats au côté du gouvernement et du patronat, idem avec la politique dite contractuelle ou de négociations systématiques avec eux qui est l'antithèse de la mobilisation de la classe sur son propre terrain, etc. La corruption des syndicats et des partis a atteint un tel degré que les prétendre indépendants de l'Etat relève de la falsification, et bien entendu les travailleurs n'auraient pas leur idée sur la question, ils sont tellement abrutis dès lors qu'ils ne sont pas organisés, c'est bien connu.

Notons enfin qu'il n'y a qu'en France qu'une mobilisation d'une telle ampleur a lieu en Europe pour défendre notre droit à la retraite, alors que tous les gouvernements ont mis en oeuvre la même politique réactionnaire ou s'appêtent à le faire. Quelque part, il est permis d'affirmer que le sort du prolétariat européen (et mondial) est suspendu à la détermination de la classe ouvrière en France à imposer une défaite à Sarkozy, et qu'elle constituerait un formidable exemple à suivre pour l'ensemble du prolétariat international.

Tout repose maintenant sur la capacité des travailleurs et des militants engagés dans ce combat à poursuivre l'organisation de la classe dans l'unité pour imposer leur volonté aux appareils syndicaux, pour qu'ils cessent d'appeler à des journées de mobilisation disloquées et sans lendemain, et leur imposer la grève générale jusqu'à satisfaction, qui dressera inévitablement classe contre classe, débouchera sur une grave crise politique, entraînera la chute du gouvernement Sarkozy-Fillon-Woerth-Kouchner et posera la question d'un Etat et d'un gouvernement ouvrier des partis ayant toujours combattu à ses côtés, et non la question d'élections présidentielles et législatives anticipées, encore moins celle d'un référendum sur les retraites. On se demandera aussi au passage, pourquoi toutes les grèves ou tous les mouvements sociaux qui se déroulent actuellement dans le pays ne sont pas reliés entre eux, pourquoi ils demeurent isolés, sans doute parce que les bureaucrates pourris des syndicats y trouvent leur compte, Sarkozy aussi.

Sarkozy et son gouvernement, le PS et ses satellites expliquent que l'allongement de la durée de vie de la population nécessite l'allongement de la durée de cotisation pour équilibrer les régimes des retraites, soulager le déficit de l'Etat, préserver l'existence du système de retraite par répartition, si tel était le cas, cela signifierait qu'il y aurait incompatibilité entre le vieillissement de la population et l'existence du régime capitaliste, dès lors de deux choses l'une, ne pouvant pas imposer aux travailleurs de crever plus tôt, ne pouvant pas dissoudre le peuple, la seule alternative possible est donc d'en finir avec ce système économique synonyme d'inégalités et d'injustices, de régressions sociales sans fin, de chaos et de barbarie.

Si nos besoins et nos droits qui sont parfaitement légitimes - et nous défendons à quiconque d'en juger à notre place, sont incompatibles avec le régime capitaliste, il doit disparaître, à commencer par les institutions de la Ve République qui sont exclusivement à son service. C'est dans cette perspective politique qu'il faut organiser les travailleurs et non pour mieux les soumettre au capitalisme en leur faisant croire que tout serait possible sans renverser au préalable le régime en place.

Retraites. Sur la journée du 2 et déclarations.

1- Pour commencer un témoignage apparemment fiable sur le comptage des manifestants pour solder cette question.

C'était sans doute un secret de polichinelle mais là, ça a le mérite d'être clair. Le secrétaire général du syndicat Unité police SGP-FO, Nicolas Comte, qui défilait samedi à Paris contre le projet de réforme des retraites, a expliqué que lors des manifestations, *«le nombre compté sur le terrain par les policiers n'est pas toujours celui communiqué»* ensuite.

Selon lui, derrière les chiffres, il y a *«un enjeu politique»* donc *«le chiffre qui est compté sur le terrain par les policiers n'est pas*

toujours celui communiqué» par la préfecture ou le ministère de l'Intérieur.

A titre d'exemple, Nicolas Comte a cité une manifestation de policiers à l'automne 2009. *«Nos collègues avaient compté 5.000 manifestants (...). Pour finir, la préfecture a donné moins d'un millier de manifestants»*, a-t-il raconté. (20minutes.fr 02.10)

Ses "collègues" ont pu aussi compter à leur avantage, mais à défaut de mieux nous ferons quand même plus confiance à Nicolas Comte qu'au ministre de l'Intérieur.

2- Déclarations de dirigeants syndicaux.

CGT. *"On ne reculera pas"*, a prévenu Bernard Thibault.

"Cette journée (contribue) à élargir le mouvement, avec un public de nouveaux participants. C'est la preuve que la zone de mécontentement populaire s'amplifie parmi les salariés. De ce point de vue, l'objectif va être grandement réussi".

CFDT. *"Ce soutien populaire nous engage à continuer"*, a déclaré en écho François Chérèque, qui réclame *"des gestes apaisants du gouvernement pour enfin ouvrir le dialogue et construire une vraie réforme"*.

La mobilisation sur les retraites est *«de longue durée»* et la suite dépendra *«de ce que le gouvernement dira»*. Le numéro un de la CFDT se dit convaincu que *«le gouvernement fait une erreur d'analyse sur ce qui se passe»*.

Au printemps, *"il y avait une campagne publicitaire du gouvernement qui disait: 'nous avons fait une réforme juste'. On est trois mois après et les gens se sont rendu compte qu'on leur a menti"*, a fait valoir le leader syndical.

"Le mouvement a commencé début juin. On en est à la quatrième journée de mobilisation: j'espère que le gouvernement va commencer à dire quelque chose. On est quand même dans une situation extraordinaire où le gouvernement ne dit rien", a déploré le dirigeant syndical.

FO. *"Réunir trois fois trois millions de personnes, c'est forcément une réussite"*, a déclaré le numéro un de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, qui juge le gouvernement *"complètement gelé"* sur sa réforme.

FSU. Jean-François Longo (à Marseille) : *"Le gouvernement a perdu la bataille de l'opinion"*, a-t-il affirmé. *"Ici nous avons su bâtir une unité qui sait assumer ses nuances. C'est un point d'appui pour les prochaines échéances"*.

UNSA. (à Lyon) : *"On a vu des gens qu'on ne voit pas habituellement dans les défilés"*, s'est réjoui Gilbert Debard, secrétaire départemental de l'Unsa, *"soit parce qu'ils travaillent dans de petites entreprises, où il est mal vu de faire grève, soit parce que manifester n'est pas dans leurs habitudes."*

Selon M. Debard *"le mouvement n'est pas seulement syndical, il s'est popularisé"*.

3- Déclaration de dirigeants politiques

PS. *"Puisqu'il dit qu'il pense différemment, le Premier ministre devrait dire: 'On arrête tout, on recommence, on met tout sur la table et on fait une nouvelle réforme juste et efficace"*, a déclaré Martine Aubry.

Martine Aubry demande au Premier ministre François Fillon de *"remettre tout à plat"*. *"Nous sommes dans une démocratie, on ne peut pas réformer sur un sujet si difficile sans écouter"*, a-t-elle déclaré.

Verts. *"beaucoup de simples citoyens sont très résistants"*, résolu à dire non au gouvernement, estime Cécile Duflot

PG. Jean-Luc Mélenchon assure que le rapport de forces est favorable à la gauche et aux syndicats. *"Le rapport de forces est de notre côté"*, affirme-t-il devant quelques journalistes dans la manifestation parisienne.

NPA. Pour Olivier Besancenot, *"Sarkozy s'est gaufré en disant que le mouvement allait s'essouffler. Ca ne s'essouffle pas. C'est une marche supplémentaire de la mobilisation et c'est un bon indice de la préparation du 12"*.

Le collectif **"la retraite une affaire de jeunes"**, qui regroupe 26 organisations politiques et syndicales, a fait état de 15.000 jeunes dans le cortège parisien.

Gouvernement. "*La mobilisation est forte mais du même ordre*", a dit le ministre du Travail Eric Woerth sur France 3.

"*Il y a un supplément d'information à donner à nos concitoyens*", mais "*il y a un cadre général de la réforme (...) qu'on ne peut pas changer*", a-t-il souligné. (Reuters 02.10)

4- Compte-rendu des manifestations.

Entre 900.000 et 3 millions de personnes ont battu le pavé ce samedi. Au total, 229 cortèges ont été recensés par la CGT.

- A Paris, la police annonce 63.000 manifestants, soit 2.000 de moins que le 23 septembre. Les syndicats comptent 310.000 personnes.

- A Toulouse, grosse mobilisation avec 125.000 personnes selon les syndicats, 28.000 selon la préfecture.

- A Clermont-Ferrand, 45.000 manifestants selon les syndicats, 14.000 pour la police.

- A Nice, la police a compté 7.900 manifestants.

- A La Roche-sur-Yon, 20.000 personnes ont battu le pavé, 8.000 selon la police.

- A Montpellier, entre 13.000 et 20.000 personnes ont battu le pavé.

- A Rennes, les syndicats annoncent 20.000 manifestants.

- A Tarbes, il y aurait 30.000 manifestants (18.000 selon la police).

- A Saint-Etienne: 50.000 manifestants selon les syndicats et 8.200 selon la police.

- A Narbonne 6.000

- Entre 4.800 et 10.000 à Besançon, indique Le Pays.fr.

5- Quelques éléments complémentaires sur la situation.

Toute la semaine, des mouvements de grève reconductibles ont émaillé la vie sociale marseillaise. Les salariés de la Régie des Transports Marseillais ont effectué un mouvement de grève reconductible de 48h. Depuis le 26 septembre dernier, les agents territoriaux de Marseille et de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole multiplient les mouvements de grève à l'appel de cinq organisations syndicales, notamment dans les cantines scolaires et les crèches. C'est aussi le cas dans plusieurs communes autour de l'Etang de Berre. Dockers et agents du port autonome de Marseille-Fos ont également lancé un mouvement jusqu'à dimanche soir et qui pourrait être reconduit.

Lors de son intervention à l'issue de la manifestation, Mireille Chessa (CGT) a annoncé que des assemblées générales s'étaient tenues dans les six raffineries du département et que des préavis de grève avaient été déposés dans chacune d'entre elles.

6- Quelques extraits choisis de commentaires d'internautes.

- Je rentre de l'opéra. Une œuvre qui se passe durant la Révolution française. Un moment une tête d'aristocrate est exhibée au bout d'une pique. Des gens ont applaudi dans la salle. Réel.

- Selon les *Echos*, les fonds de pension des 100 premières entreprises américaines accusent un déficit de 460 milliards de dollars. Et ces fonds possèdent des capitaux qui ne couvrent que 70% des pensions qu'ils se sont engagés à couvrir.

Depuis août 2009, l'accroissement en France du chômage selon les statistiques, s'accompagne du fait que le nombre d'inscrits de plus de 50 ans à Pôle Emploi s'est accru de 16,5%.

Selon les *Echos* à nouveau, la rémunération des administrateurs du CrAck40 a augmenté en moyenne de 36% entre 2006 et 2009.

- La manifestation des 3500 dans la ville de 15 000 habitants où j'habite ne peut que me redonner du courage... Là les chiffres de la police et des syndicats sont les même...Mais je ne doute pas qu'en arrivant au ministère de l'intérieur les 3500 deviendront 359...!!!

7- L'internationale socialiste du capitalisme.

Will Hutton, familier des deux frères Miliband, est l'un des principaux penseurs britanniques de l'avenir des gauches au Royaume-Uni comme en Europe continentale. Ancien rédacteur en chef de l'Observer, il est vice-président du think-tank The Work Foundation, proche du Labour. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, il appelle les gauches européennes à proposer aux citoyens un nouveau contrat social.

Le Monde : Samedi 2 octobre, les Français manifestent de nouveau contre la réforme des retraites. Comprenez vous ce combat ?

Will Hutton : En soi, ce n'est pas absurde d'envisager l'allongement de la durée de cotisation alors que l'espérance de vie ne cesse d'augmenter. D'ailleurs en Grande-Bretagne, l'âge de la retraite va être porté à 66 ans en 2016. Et je suis certain qu'en 2030, ce sera 70 ans. Cela ne peut pas être autrement. Aucun Etat ne peut se permettre de financer un système de retraite quand les gens vivent plus de 20 ans après avoir arrêté de travailler.

La gauche française est elle équipée pour une telle tâche ? (un New Deal)

Will Hutton : Malheureusement, le poids qu'a eu le parti communiste en France complique les choses : les socialistes ont du mal à penser par eux mêmes et à envisager ce genre de réformes. Ils ne sont pas capables de se poser la bonne question. A savoir : comment construire un bon capitalisme, qui satisfasse les Français. La gauche française, certainement la plus ancrée à gauche en Europe, est trop utopiste. Elle a pourtant les valeurs les plus sûres mais elle semble incapable de les transposer dans un programme de gouvernement. (Lemonde.fr 02.10)

Social. Quand ils en arrivent à gouverner par décret ou arrêté.

L'Etat (le ministère de l'Ecologie et le ministère de l'Intérieur) a pris un arrêté autorisant la circulation des poids-lourds de plus de 7,5 tonnes dimanche pour empêcher toute pénurie de carburant dans les stations-service, que pourrait provoquer la grève des terminaux pétroliers de Fos-Lavera, dans les Bouches-du-Rhône.

Au sixième jour de grève pour protester contre la réforme portuaire, la situation restait bloquée samedi sur les terminaux pétroliers de Fos et de Lavera.

Selon la direction du Grand port maritime de Marseille (GPMM), 38 bateaux attendent de pouvoir être déchargés, dont 11 pétroliers de brut, 13 pétroliers de produits raffinés, neuf gaziers, trois chimiquiers et deux péniches.

Aucune réunion entre les grévistes et la direction du port n'est prévue avant lundi.

La Fédération nationale CGT des Ports et Docks a de surcroît lancé un appel à la grève jusqu'à dimanche dans tous les ports français pour s'opposer à la mise en place d'une nouvelle convention collective prévue par la réforme portuaire.

Le mouvement réclame en outre la prise en compte de la pénibilité des métiers dans le secteur dans le cadre de la réforme des retraites.

Selon l'Union française des industries pétrolières (Ufip), une grève de deux à trois semaines risquerait de provoquer une fermeture des raffineries et affecterait l'approvisionnement pour les consommateurs.

A l'exception du trafic des ferries à destination de la Corse et du Maghreb, tous les autres secteurs d'activité du port de Marseille, le premier de France, sont à l'arrêt. (Reuters 02.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 octobre

Mon problème avec le serveur sera résolu demain, en principe ! Je n'ai pas corrigé les fautes que j'ai repérées dans les causeries précédentes, je réalise et formate cette page en écrivant directement dans le bloc-note (notepad) prévu à cet usage pour perdre un minimum de temps et je ne prends pas toujours le temps de me relire, je me demande même si je n'ai pas parfois laissé des phrases inachevées ou employés des formules qui voulaient dire le contraire de ce que je pensais ! C'est un boulot de dingue en vérité.

Bonne semaine et bon courage à tous.

Retraites.

1- Forts d'un sondage CSA montrant que 71% des Français ont de la sympathie pour le mouvement et du renfort samedi d'un nouveau public composé de familles et de jeunes, les dirigeants syndicaux affirment qu'ils ne reculeront pas.

"C'est l'une des dernières occasions pour le gouvernement de modifier son texte", a prévenu François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT.

Et ensuite ? Il n'y aura plus qu'à faire avec !

"Si le gouvernement confirme son intransigeance, il ne faudra pas s'étonner si la mobilisation prend d'autres formes", a renchéri Bernard Thibault, le leader de la CGT.

Lâché de ballons, pétition, délégation, grèves isolées, référendum...

Jean-Claude Mailly, le numéro un de Force ouvrière, a appelé dimanche le gouvernement à donner un "*signe d'apaisement*" en suspendant son projet de loi pour rouvrir les discussions.

Pour faire baisser la pression qui pèse sur le gouvernement... et sur les appareils !

Les syndicats se réuniront lundi pour faire un nouveau point de la situation avant la prochaine étape du 12 octobre, qui sera de nouveau accompagnée de grèves.

Tous considèrent que l'exécutif n'a pas pris la mesure de la contestation. Et certaines organisations envisagent désormais des grèves reconductibles, au risque d'ébranler quelque peu l'unité syndicale.

Les fédérations de cheminots doivent ainsi décider lundi d'une éventuelle grève reconductible unitaire à partir du 12 octobre. Une idée désormais appuyée par la CGT, qui pourrait l'étendre au secteur de l'énergie, selon le JDD.

A Marseille, où perdurent plusieurs mouvements sociaux, l'intersyndicale a toutefois repoussé samedi l'idée d'une grève générale. (source : Reuters 03.10)

Ouf !

60 ans contre l'allongement de la durée de cotisation, retrait contre rupture des relations avec le gouvernement et maintenant, grève reconductible contre grève générale. On sent ici que la base pousse et se radicalise.

Les dirigeants syndicaux à la manoeuvre s'arc-boutent pour empêcher une mobilisation générale de la classe contre le gouvernement, d'autant plus que les attaques du gouvernement contre toutes les couches sociales depuis trois ans, leurs liens affichés ou révélés avec les capitalistes milliardaires et leur détermination à ne soutenir que les nantis du régime, leurs attaques notamment contre la justice et les médias pour les mettre au pas, les affaires qui les ont secoués ces derniers mois, l'ambiance délétère qu'ils ont contribué à créer dans le pays pour diviser la population et la détourner des questions sociales brûlantes, l'ensemble de leurs mesures antisociales et leur comportement méprisant envers la quasi-totalité de la population à l'exception d'une poignée de privilégiés de la Bourse conduit chaque mouvement social à prendre un contenu politique de plus en plus marqué et axé contre Sarkozy et le gouvernement, ce qu'observent les dirigeants syndicaux et dicte leur stratégie pour tenter d'éteindre l'incendie qui couve et qui menace la stabilité du régime qu'ils soutiennent par ailleurs.

Car à aucun moment un dirigeant syndical n'a tenu une position correcte depuis qu'est lancée la bataille pour nos retraites.

Ceux qui défendaient les 60 ans étaient pour l'allongement de la durée de cotisation, ceux qui étaient contre l'allongement de la durée de cotisation proposaient une augmentation des cotisations sociales versées par les travailleurs, quand ils réclamaient le retrait du projet de loi du gouvernement, c'était pour immédiatement l'inviter à négocier, ceux qui dénoncent les journées d'action et se prononcent pour une grève de 24h ne veulent pas entendre parler de grève générale ou de manifestation nationale à Paris, et pour finir, ceux qui parlent de grève reconductible dans certains secteurs d'activité rejettent l'idée d'une grève générale, car ils tablent sur l'isolement de ces grèves et leur pourrissement, ils tendent la perche au gouvernement (et au déchaînement des médias aux ordres) qui n'aura plus qu'à expliquer qu'une minorité de grévistes prennent en otage la majorité qui veut continuer de travailler, pour ensuite réprimer les grèves en recourant à la force. On peut imaginer au cas où la radicalisation des masses et des militants se poursuivrait, que certains dirigeants syndicaux se prononceraient pour une grève générale de 24h qui ne servirait à

rien, une fois constaté qu'elle n'aura pas été davantage suivie qu'une grève dans le cadre d'une journée d'action.

On ne peut peut-être pas généraliser une expérience isolée, je me souviens, au début des années 80, que lorsque j'avais proposé de se mettre en grève illimitée à des salariés qui n'avaient jamais fait grève de leur vie et qui n'étaient évidemment pas organisés, ils avaient adhéré à l'idée de cette grève parce que je leur avais indiqué qu'on ne la cesserait qu'une fois qu'on aurait gagné, et à aucun moment je ne leur avais tenu un double langage susceptible d'entamer leur détermination ou de les faire douter. Mais avant de les engager dans cette bataille j'avais pris soin de les consulter, je n'avais fait que leur soumettre une action en leur expliquant comment elle se déroulerait (assemblée générale souveraine chaque jour, discussion avec la direction en leur présence, etc.) et qu'elle risquait d'être longue et dure.

En réalité, ce sont eux qui avaient décidé cette grève illimitée et non le délégué syndical qui devait avoir pour seul rôle de leur proposer et ensuite de l'organiser si les salariés y étaient favorables, car d'une part on n'entraîne pas à la légère des travailleurs dans une grève, d'autre part la grève ne se décrète pas. Il ne suffit pas qu'une situation soit propice à la grève pour la déclencher ou y appeler, il faut que les travailleurs l'envisagent eux-mêmes sérieusement comme le seul moyen d'action pour obtenir satisfaction à leurs revendications.

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, c'est bien beau de connaître cette formule par coeur, c'est mieux d'en comprendre la signification et de commencer à la mettre en application quotidiennement sur le plan syndical et politique. Comment voudriez-vous que ce soit le cas de dirigeants syndicaux étrangers à la classe ouvrière, c'est exiger l'impossible et se leurrer éternellement.

En principe, on appelle à la grève générale quand elle existe déjà dans les faits, entendez par là lorsque des centaines de milliers de travailleurs ou des millions sont déjà engagés dans des actions dans tout le pays pour défendre leurs droits, lorsque ces grèves ou mouvements sociaux concernent de nombreuses couches sociales dans une multitude d'entreprises ou secteurs de la fonction publique. L'appel à la grève générale a pour objectif de rassembler la classe déjà entrée en action pour entraîner l'ensemble de la classe au combat, dans la perspective d'un affrontement direct avec la classe dominante au pouvoir. En paralysant le système économique et en se dressant contre les institutions politiques au service du capitalisme, elle est la négation du régime et du pouvoir en place, elle acquiert un caractère politique et pose la question de savoir quelle classe doit gouverner ou détenir le pouvoir, la question de l'Etat et du pouvoir politique.

La grève générale en soi ne suffit pas pour entrevoir la possibilité de renverser les institutions en place, faut-il encore qu'elle soit organisée, que la classe parvienne à s'organiser indépendamment des appareils corrompus du mouvement ouvrier et qu'elle se dote d'organismes politiques indépendants dans lesquels ses besoins ou aspirations seront réellement pris en compte, afin de définir les tâches qu'elle doit accomplir et les moyens qu'elle doit se donner pour parvenir aux objectifs qu'elle s'est fixés.

L'issue du processus révolutionnaire ainsi engagé dépend ensuite de la capacité de la classe à rompre avec le capitalisme et les institutions bourgeoises qui n'ont pas disparu pour autant, à élire une majorité de délégués parmi le ou les partis combattant pour le socialisme, des délégués ayant une vision claire de la situation et de son développement, bref, de l'existence ou non d'un parti révolutionnaire construit sur les bases du marxisme pour la guider sur voie de la prise du pouvoir, sachant que ce parti peut se construire au cours du développement de la lutte de classe dans ces circonstances exceptionnelles, et dont l'intensité permet d'y voir plus clair parmi toutes les théories en présence et de briser tous les obstacles au rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. On comprend ainsi pourquoi Mailly a écarté l'idée de la grève générale en expliquant récemment qu'elle était par nature "*insurrectionnelle*".

Soit la grève générale demeure contrôlée par les appareils, au quel cas on ne peut en attendre que des miettes ou une défaite du gouvernement sur une revendication particulière, tandis que le lendemain la vie reprendra son cours comme avant. C'est la raison pour laquelle on fera toujours référence à 36 ou 68 avec des réserves. Soit elle débouche sur l'organisation des masses et il est permis d'espérer que le développement du processus révolutionnaire contribuera au mûrissement de leur conscience politique jusqu'à se hisser au niveau des tâches inclus dans le programme de la révolution socialiste.

Pour conclure. Une grève appelée par les appareils est généralement moins suivie qu'une grève spontanée décidée par les travailleurs eux-mêmes avec leurs syndicats. Reste à savoir quel est le nombre de grèves ou de mouvements sociaux actuellement, quels secteurs d'activité ils concernent, quels types d'entreprises, combien de travailleurs y participent, etc. afin de déterminer si le mot d'ordre de grève générale serait suivi ou non et si la mobilisation pourrait se transformer en grève générale illimitée.

On peut toujours échaffauder des hypothèses ou de belles théories, mais si elles reposent sur du vent au lieu de partir de la réalité... On peut justifier un mot d'ordre tout en sachant qu'il n'aura aucune chance d'aboutir et en expliquant qu'il ne servira qu'à montrer la voie qu'il faudrait suivre, encore faut-il en avoir pleinement conscience et savoir quel objectif on poursuit véritablement, sinon les travailleurs ou les militants auxquels vous vous adressez n'y comprendront rien, ils auront le droit d'être "perplexes" ou de ne pas vous prendre très au sérieux.

Si vous avez des éléments de réponses fiables à ces questions, ce serait bien de nous les faire parvenir pour qu'on puisse

les analyser tranquillement. (A suivre)

2- Le député socialiste Arnaud Montebourg a de son côté réclamé que le projet prévoyant le recul de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans soit soumis à référendum. "*Là, ce sera un vrai comptage*", a plaidé l'élu de Saône-et-Loire sur Europe-1. (AP 03.10)

Un référendum qui permettrait à toutes les classes, aux patrons et à tous les réactionnaires que compte ce pays de s'exprimer sur notre droit à la retraite ? Un référendum dont Sarkozy aurait concocté le contenu avec Parisot et ses partenaires de l'Ifop, de telle sorte que la position défendue conjointement par l'UMP et le PS sur l'allongement de la durée de cotisation sortirait automatiquement vainqueur ?

Cette proposition de référendum s'oppose à la mobilisation générale de la classe comme nous l'avons déjà dit, elle est un élément de division introduit dans nos rang. Des travailleurs vont forcément estimer que c'est une bonne idée, meilleure qu'un jour de grève ou de manifestation sans lendemain toutes les deux semaines, sur ce dernier point ils n'ont pas tort. Ils ne se mobiliseront pas le 12 en attendant cet hypothétique référendum, et comme il n'aura pas lieu, ses promoteurs pourront affirmer qu'ils n'y sont absolument pour rien si la mobilisation s'est relâchée et le tour sera joué. Le PS et le PG sont là parfaitement dans leur rôle de diversion et de soutien au régime.

Cette proposition étant l'antithèse de la mobilisation de la classe ouvrière sur son propre terrain, il est permis d'affirmer qu'elle provient d'éléments étrangers à notre classe agissant pour le compte de Sarkozy et du capitalisme, ni le PS ni le PG n'ayant l'intention aujourd'hui ou jamais de rompre ni avec les institutions ni avec le capitalisme comme ils ne cessent de le marteler.

On entend dire que Sarkozy aurait violé la Constitution, l'esprit des institutions de la Ve République, en réalité il ne fait que profiter des pouvoirs dictatoriaux que la Constitution accorde au chef de l'Etat depuis 1958. Pas étonnant que cette Constitution ait servi depuis de modèle à de nombreux régimes qui n'ont de démocratique que le nom.

On entend dire aussi que Sarkozy aurait violé les principes de la République, alors qu'en fait il n'a fait que pousser à l'extrême les contradictions contenues dans ces principes et qui profitent en priorité à la classe dominante. Sous prétexte que Sarkozy serait le président le plus impopulaire de la Ve République, il y en a qui oublient un peu vite que ce sont les mêmes principes qui ont permis pendant 52 ans à la classe des capitalistes de nous exploiter tranquillement, à croire que ceux qui adressent ce reproche à Sarkozy ont vécu confortablement au cours du règne de ses prédécesseurs, ce qui n'a jamais été le cas de millions de travailleurs et leurs familles.

Les nostalgiques des temps heureux que nous n'avons jamais connus ont une mémoire décidément très sélective, qui sert à légitimer leur propre capitulation ou à camoufler leur participation active à la collaboration de classes entre 1945 et 1958, puis leur incapacité à s'opposer au gaullisme (à l'Etat) avec lequel ils ont sans cesse composé. On comprend qu'ils n'osent pas qualifier la démocratie qu'ils entendent défendre ou le contenu de la démocratie politique dont ils réclament le retour, de crainte de dévoiler leurs véritables natures. Les arguments avancés par la plupart de ceux qui critiquent le PS ou les appareils ou la terminologie qu'ils emploient dans leurs discours, quand on les examine d'un peu plus près, révèlent ou trahissent leurs véritables intentions et les liens qu'ils entretiennent avec le régime... C'est très intéressant et passionnant à la fois. On mesure là la distance qui les séparent de la classe ouvrière et du socialisme.

On constatera encore, que s'il est de bon ton d'employer dans le mouvement ouvrier le langage employé par la classe dominante ou celui des staliniens d'hier et d'aujourd'hui, il est devenu pour ainsi dire incorrect d'utiliser celui employé il n'y a pas encore si longtemps par les militants se réclamant du marxisme ou du léninisme. Ce conformisme linguistique témoigne de l'appauvrissement théorique du mouvement ouvrier en général, autant que du manque de détermination et de courage de la part de l'avant-garde à défendre le programme de la révolution socialiste. Même son drapeau il faudrait le cacher dans notre poche ! Chacun peut en faire le constat quotidiennement de son côté, je n'invente rien malheureusement.

Après on nous dit qu'il serait difficile de militer, que les militants n'auraient pas trop le moral, etc. on ne comprend pas vraiment pourquoi puisque la situation sociale est particulièrement favorable à la construction du parti, à moins que ce ne soit le mouvement ouvrier lui-même tel qu'il est devenu qui constitue un obstacle à notre combat pour le socialisme, d'où la nécessité absolue de combattre l'opportunisme sous tous ses masques sans se soucier des critiques que l'on s'attirera forcément.

Pour écrire ces lignes je me suis inspiré de plusieurs documents qui m'ont été adressés et que j'ai décidé de ne pas mettre en ligne, parce qu'ils contenaient la panoplie quasi complète du parfait opportuniste, le site et notre tendance n'ayant pas pour vocation de diffuser des arguments ou positions s'inscrivant dans une perspective politique en grande partie ou en totalité en contradiction avec le combat que nous menons et notre objectif. Ce n'était peut-être pas le cas il y a encore quelques mois, mais depuis nous avons assisté à la radicalisation de la situation politique et nous devons en tenir compte impérativement, y compris à ce niveau-là.

Certains militants ont contesté le bien-fondé de la présence de certains documents dans la Tribune libre au cours des mois précédents, je leur accorde volontiers, c'était volontaire de ma part. A ce moment-là j'avais estimé qu'il était bon que les militants puissent suivre et observer l'évolution du comportement de certaines formations ou organisations, afin qu'ils

puissent comparer leurs arguments ou positions avec ceux que je développais parallèlement dans le site ou ceux d'autres camarades de divers groupes ou partis, à eux ensuite de se forger librement leurs propres convictions. On pourrait concevoir de porter à la connaissance des militants un article volontairement bourré de fautes, pour voir s'ils sont capables de faire preuve de suffisamment d'attention pour les détecter et mesurer leur maîtrise de la langue. Le concept de démocratie est loin d'être parfait et ne répond pas forcément à toutes les situations.

Nombreux sont ceux qui prétendent vouloir combattre classe contre classe, théoriquement seulement, ce serait d'ailleurs une très grave erreur de les croire sur parole, et nous avons constaté que dès lors que les choses commençaient à se préciser et que le moment de l'affrontement avec le pouvoir approchait, les socialistes ou communistes en parole d'hier ressortaient leur idéologie à relent stalinien ou purement réformiste qu'ils n'ont en réalité jamais abandonnée sous les nouveaux masques qu'ils ont revêtus au cours des dernières années ou décennies. On pourrait dresser le même constat avec les démocrates ou républicains qui se révéleront être demain parmi les plus antisocialistes ou contre-révolutionnaires. On ne va pas passer notre vie à mettre en garde les militants contre le danger qu'ils représentent pour le mouvement ouvrier, notre priorité est de le remettre sur la voie du socialisme et de développer nos propres arguments afin qu'un nombre toujours plus grand de militants et de travailleurs s'en saisissent. (A suivre)

a name="

Le 5 octobre

Les techniciens de Tata me suggèrent de changer d'ordinateur en réponse au mauvais fonctionnement du logiciel de la compagnie du même nom ! C'est cela l'Inde en plein développement ! Je leur ai expliqué qu'il avait été mal téléchargé par un de leur technicien au mois de janvier et qu'il fallait le télécharger à nouveau et que j'en étais incapable, mais apparemment pas un ne veut comprendre pourquoi. Ma connection coupe automatiquement au bout de 7 ou 8 minutes, ce qui fait que c'est impossible de charger un fichier volumineux dans le serveur du site, et cela depuis 5 jours, disons que le problème s'est amplifié, sans compter qu'il m'est impossible de télécharger des vidéos encore plus volumineuses.

Un technicien est passé ce matin à 8h30, ensuite j'ai reçu 4 coups de téléphone de personnes différentes de Tata en moins d'une heure, elles ont parlé avec moi puis avec Mageswary en tamoul, donc ils ne peuvent pas dire qu'ils n'ont pas compris mon anglais, bref, un autre technicien doit passer en fin de journée. Vous comprenez pourquoi je n'ai jamais fait appel à eux pour résoudre ce problème qui date de janvier, c'était la prise de tête assurée ! Je vous garantis qu'il faut bien réfléchir avant de faire appel à quelqu'un ici, pour n'importe quoi, que ce soit un médecin ou un mécanicien, et il faut s'armer de patience.

Voilà pourquoi parfois j'en arrive à faire de grosses conneries, j'attends, j'attends, jusqu'au jour où je me retrouve coincé car un problème que j'avais bien identifié quelques mois ou années (sic!) auparavant s'est accentué, je me retrouve acculé, c'est ainsi qu'au lieu de me faire soigner une dent, il a finalement fallu me l'arracher, j'ai un problème sous le pied gauche depuis des années, pourvu qu'il ne faille pas un jour me couper le pied, et je n'ose pas me faire soigner les yeux par crainte de devenir aveugle, je n'exagère rien cela arrive régulièrement à des Indiens, j'ai vu cela à la télé ! Cela vous fait peut-être marrer, tenez depuis environ trois semaines je ne peux plus lever le bras gauche sans ressentir une douleur très vive, j'attends que cela se passe, que faire d'autre de mieux ?

S'il y en a encore qui pensent encore que je suis un privilégié, qu'ils viennent donc partager le quotidien des Indiens que je partage, et on en rediscutera après. Mais bon, c'est cela la vie dans leur vieux monde ! Passons aux news du jour.

Social.

1- Retraites.

- Selon un communiqué, les syndicats CFTD, CFE-CGC, CFTC, CGT, FSU, Solidaires et UNSA ont décidé lors d'une réunion de se revoir vendredi, car ils considèrent "*qu'il faudra donner des suites*" à la journée d'action du mardi 12 octobre.

A la veille de l'ouverture du débat au Sénat, elles exhortent leurs organisations à "*élargir*" et à "*amplifier*" la mobilisation unitaire par des "*initiatives dans les territoires, des rencontres avec les salariés*" et à "*interpeller les sénateurs en utilisant très largement la lettre ouverte unitaire au président de la République et aux parlementaires*". (AP 05.10)

- Premier syndicat de l'entreprise publique, la CGT-RATP a déposé un préavis de grève illimité à compter du 12 octobre, nouvelle journée d'action interprofessionnelle contre le projet de réforme des retraites du gouvernement.

Force ouvrière a également déposé un préavis illimité, a précisé la direction. (Lepost.fr 04.10)

- Gérard Rodriguez, conseiller confédéral CGT en charge des retraites "*La suite dépendra de la réussite du 12. Mais la question*

de plus en plus posée est celle des modalités d'action. Tout cela sera ébauché lors de l'intersyndicale. On va notamment voir comment consolider les appels dans les différents secteurs. Les salariés ont vraiment le sentiment de ne pas être entendus. Dans ce cadre là, est posée la question d'actions reconductibles. Nous allons poursuivre des actions au niveau des entreprises et interpeller les sénateurs." (Lepost.fr 04.10)

- Plaidant pour que le 12 octobre prenne *"une autre configuration que l'arrêt de travail et la manifestation classiques que nous avons connus ces dernières semaines"*, le secrétaire général de la CGT cheminots a souhaité que plusieurs secteurs professionnels soient *"en capacité, après en avoir débattu avec les salariés, d'engager un mouvement plus long que le 12 octobre avec des actions reconductibles, qui peuvent être des grèves"*. (Lepoint.fr 04.10)

- 70% des personnes interrogées sont contre le projet de loi du gouvernement mais sont-elles *"derrière les organisations syndicales"* comme l'a affirmé Alain Olive de l'Unsa ?

- L'Elysée serait *"convaincu que la répétition des journées d'action tient du rituel social en France et que le mouvement de contestation (...) finira par s'effriter comme en 2003"*, note *Le Monde*.

D'où la stratégie adoptée par l'exécutif de jouer la montre, en ne dévoilant rien pour *"garder des cartouches en réserve avant la prochaine mobilisation, le 12 octobre"*, expliquent *Les Echos*.

"L'exécutif pense que le temps joue pour lui et sait que la CFDT et la CGT n'ont aucune envie de s'engager dans des grèves reconductibles qu'elles estiment à hauts risques pour les salariés et pour le syndicalisme", note encore *Le Monde*, qui juge cette stratégie *"dangereuse"*.

"La CGT n'appelle pas de ses vœux la radicalisation mais il y a une volonté de se faire entendre de la part des salariés. Ce sont eux qui décident. S'ils décident de durcir leurs actions, ce n'est pas un problème pour nous", déclare au Post Gérard Rodriguez. (Lepost.fr 04.10)

La suite est entre les mains des militants qui combattent à la base quotidiennement au côté de la classe ouvrière pour assurer l'unité des militants et des travailleurs sur la position du retrait inconditionnel du projet du gouvernement, à la fois contre les appareils, le gouvernement, le patronat et les médias. C'est l'unité des militants de tous les syndicats et de tous les partis qui fait actuellement obstacle à la capitulation des appareils dont l'unité est au service du gouvernement.

2- Mouvements sociaux en cours.

- Le mouvement de grève d'infirmiers anesthésistes se poursuivait ce lundi.

La ministre de la Santé Roselyne Bachelot avait assuré samedi sur RTL avoir *"écouté et entendu"* les infirmiers anesthésistes en colère, ajoutant avoir déjà *"apporté des garanties"* pour répondre à leurs revendications. (Lexpress.fr 04.10)

- Les terminaux pétroliers de Fos-Lavera, dans les Bouches-du-Rhône, étaient toujours bloqués lundi par une grève des salariés qui s'opposent à la réforme portuaire.

Une réunion entre la direction et le syndicat CGT n'a pas permis de débloquent une situation qui pourrait se durcir, les syndicats de l'industrie pétrochimique prévoyant de rejoindre le mouvement avant le 12 octobre et n'excluant pas un blocage des raffineries du pourtour de l'Etang de Berre.

Interrogé sur la perspective d'un blocage des raffineries, Jean-Marie Michelucci, délégué syndical CGT chez Arkema a déclaré: *"Bien sûr que cela peut s'imaginer, tout peut s'imaginer, c'est une piste. Dans tous les cas, ce sera avant la journée du 12"*.

"Quand on est au bout d'un processus social, ça gratouille un peu et comme il y a en plus le débat sur les retraites, ça gratouille fort", a estimé Dominique Bussereau.

"Je ne suis pas inquiet parce que cette réforme, il la faut", a-t-il ajouté. *"Sinon, la France perd son rôle de grande puissance exportatrice capable d'avoir des ports compétitifs"*. (Reuters 04.10)

3- Suppression d'emplois.

Le groupe industriel Alstom va supprimer 4.000 postes d'ici mars 2012 dans ses activités "Power" (fabrication de turbines et de centrales électriques), dont 1.000 par non-renouvellement de contrats temporaires et *"départs naturels"*, a-t-il annoncé lundi dans un communiqué. Les 3.000 autres suppressions de postes seront menées *"avec l'ensemble des mesures d'accompagnement disponibles"*, écrit Alstom dans son communiqué.

Une centaine de postes sont concernés en France sur 5.400 personnes employées par Alstom Power dans l'Hexagone, a indiqué un porte-parole du groupe. (Lepoint.fr 04.10)

Politique.

1- La survie du capitalisme = Psychose mondiale.

Sécurité renforcée à Sanaa en raison d'une menace terroriste, selon des responsables yéménites - AP

Un vaste complot terroriste aurait été déjoué au Nigeria - Reuters

2- TVA antisociale. Pourquoi ne pas amplifier les injustices ? En voilà une bonne idée. *'Si on augmente la TVA et si on baisse parallèlement les cotisations sociales employeurs et salariés, on fait reculer notre coût du travail, donc on favorise l'emploi dans le pays en faisant contribuer les importations aux ressources de la Sécurité sociale'*, explique J-F. Copé dans un entretien à paraître mardi dans *Le Figaro*.

"Il s'agit tout bonnement de ne plus faire peser tout le financement de notre protection sociale sur les travailleurs", ajoute Jean-François Copé, qui suggère de baptiser cette hausse d'impôts *"TVA antidélocalisation"*. (Lemonde.fr 04.10)

Privatiser les organismes sociaux, le droit à la santé ou la retraite, augmenter la TVA, c'est pour le bien-être des travailleurs évidemment ! Mieux encore, s'ils taxent les importations provenant d'Asie, ce sont toutes les marchandises à bas prix que les plus pauvres achètent de préférence parce qu'ils n'ont pas le choix qui seront taxées en priorité, c'est donc taxer les plus pauvres. Il fallait y penser. Continuez dans cette voie messieurs du parti de l'ordre, vous allez bien finir par embraser tout le pays...

3- Xénophobie d'Etat, suite.

La controverse enfle entre le ministre de l'Immigration, Eric Besson, et le cirque tzigane Romanès, qui s'estime menacé par les mesures prises par le gouvernement français sur les Roms.

"Nous sommes tous menacés, ils veulent nous mettre dans l'avion", a déclaré lundi à Reuters le responsable de la troupe, qui a représenté la France à l'exposition universelle de Shanghai en juin.

Alexandre Romanès explique avoir appris à son retour de Chine, au début de l'été, que les permis de séjour initialement délivrés à ses musiciens roumains étaient annulés.

Selon un porte-parole du cirque, l'Inspection du travail a justifié son revirement par le fait que le salaire minimum n'était pas respecté.

"C'est faux, la législation du travail est strictement respectée, mais ils sont payés au cachet", a-t-elle dit, insistant sur le fait que le spectacle aurait beaucoup de mal à exister sans les musiciens roumains.

L'Inspection du travail a toutefois mis en avant une autre infraction à la législation française: la participation des enfants de la troupe au spectacle.

"On vient nous chercher des poux dans la tête, jusqu'à présent c'était toléré", rétorque Alexandre Romanès.

"De multiples infractions au Code du travail ont été relevées, notamment aux règles relatives à l'emploi d'enfants dans le spectacle, aux dispositions concernant le travail dissimulé, et aux sanctions qui s'appliquent en cas d'obstacles aux fonctions d'agents de l'Inspection du travail, d'outrage, et de violence", a-t-il dit, ajoutant qu'un inspecteur du travail avait été agressé.

Une soirée de soutien au cirque, qui tentera de reprendre ses spectacles le 6 novembre, était organisée lundi soir à Paris.

Le cirque Romanès, créé il y a 17 ans, parcourt l'Europe pendant toute l'année et s'installe généralement l'hiver dans la capitale française. (Reuters 04.10)

4- Les médias attaquent Sarkozy, insupportable : réformons les institutions !

L'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin (UMP) a déploré dimanche sur BFM-TV un climat politique actuellement *"très tendu, d'une brutalité extrême"*, alimenté selon lui par les Unes *"violentes"* de certains hebdomadaires contre Nicolas Sarkozy.

"Au fond, c'est vrai que le climat politique devient très tendu, d'une brutalité extrême et je trouve que c'est très préoccupant pour l'équilibre de notre démocratie", a-t-il ajouté.

Alors qu'on lui présentait la dernière couverture de L'Express (une photo de Nicolas Sarkozy surmonté du titre "Pourquoi il suscite la haine"), le sénateur de la Vienne a fustigé "une Une d'une violence, d'une brutalité difficilement acceptables".

Parlant de "dérives liées, non pas aux personnes, mais à la pratiques des institutions", il a aussi jugé que le président de la République était actuellement "trop exposé", alors que l'esprit de la Constitution de la Ve voulait qu'il soit davantage protégé par son Premier ministre.

"Aujourd'hui, le président en première ligne en permanence fragilise notre système institutionnel, et pour l'apaisement il faudrait inventer une nouvelle pratique institutionnelle", a poursuivi l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac en prônant "une nouvelle réforme" des institutions. (Lexpress.fr 04.10)

Les médias doivent refléter la situation qui existe dans le pays s'ils ne veulent pas perdre leur clientèle, voilà tout. Cela n'en fait pas pour autant des instruments au service de notre classe. Que la liberté de presse, déjà conditionnée par l'inégalité des moyens financiers dont disposent les patrons de presse ou les partis politique soit remise en cause, parce qu'elle n'est plus compatible avec la politique de réaction sur toute la ligne du gouvernement, n'a rien d'étonnant.

Economie.

1- Sommet Europe-Asie.

Aux États-Unis, en particulier, le mécontentement monte. La Chambre des représentants américaine vient d'adopter un projet de loi prévoyant des mesures de rétorsion contre la Chine, que nombre d'élus américains accusent de sous-évaluer volontairement sa monnaie. Ce texte permettrait l'imposition de droits de douane pénalisant les produits importés de pays dont la monnaie est sous-évaluée.

Les responsables européens ne disent pas autre chose. Mardi, le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker, et le président de la Banque centrale européenne ont prévu de convoyer ce message une nouvelle fois auprès de Wen Jiabao, qu'ils doivent rencontrer en marge du sommet de l'Asem.

Récemment, Jean-Claude Juncker a jugé que l'Europe devait faire preuve de "plus d'insistance" dans ses discussions sur les taux de change avec la Chine et que "le yuan est toujours sous-évalué", car les efforts des Chinois ne sont pas "suffisants" à ses yeux. Les États-Unis et les Européens ne sont plus les seuls à perdre patience. Le Brésil vient à son tour de s'inquiéter d'une "guerre des changes" alimentée selon lui par les pays asiatiques désireux de maintenir leurs monnaies au plus bas niveau possible pour exporter le plus possible.

Et samedi, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a appelé les grandes économies mondiales à coopérer pour prévenir une "guerre de devises" qui risque d'empêcher la reprise économique mondiale. "Nous voyons dans le monde la possibilité d'un éclatement d'une guerre de devises", a-t-il déclaré. (Lepoint.fr 04.10)

2- France.

Les taux d'intérêt des crédits immobiliers n'en finissent pas de baisser. Ils ont atteint en septembre leur plus bas niveau depuis l'après-guerre, à 3,30% en moyenne, selon une étude de l'Observatoire Crédit Logement/CSA publiée lundi.

En revanche les prix de l'immobilier continuent eux d'augmenter. Depuis la fin des années 90, la hausse a été de 140% et les prix ont même été multipliés par 22 depuis 1964, soit bien plus que l'inflation. (20minutes.fr 04.10)

3- Grèce.

Le gouvernement grec a proposé lundi un projet de budget 2011 encore plus austère, avec l'objectif de ramener le déficit à 7% du PIB d'ici à la fin de l'année 2011.

Cet objectif est encore plus ambitieux que les 7,6% fixés par le Fonds monétaire international et les pays de la zone euro ayant accordé des aides financières à Athènes. (AP 04.10)

Le 6 octobre

Dictature du capital. Un bouc émissaire. Il faudrait juger et condamner les banksters.

Le tribunal correctionnel de Paris a condamné mardi l'ex-trader de la Société générale Jérôme Kerviel à cinq ans de prison dont trois ferme, retenant sa responsabilité exclusive dans la perte historique de 4,9 milliards d'euros subie par la banque en 2008.

Jérôme Kerviel devra rembourser cette somme, le tribunal ayant conclu qu'aucun élément ne permettait de penser que la banque avait pu tolérer ou suspecter ses agissements.

"Par leur ampleur, leur spécificité et le contexte de crise dans lequel ils se sont inscrits, ces actes ont incontestablement porté atteinte à l'ordre public économique international", ont ajouté les juges.

Rien ne permet de penser qu'il ait eu *"l'appui, même tacite de sa hiérarchie"*, dit le tribunal et il est donc impossible de dire que la banque a ordonné ou même suspecté ses agissements.

Il a donc agi de manière *"occulte"*, disent les juges, qui condamnent son *"cynisme"* et estiment qu'il a tenté de *"renverser les rôles en se positionnant en victime d'un système"*.

L'ex-trader, tout en admettant lors du procès des fautes et exprimé des *"regrets"*, avait incriminé sa hiérarchie, qui aurait selon lui fermé les yeux sur ses agissements et avait accusé plus largement le système financier et son fonctionnement. (Reuters 05.09)

Comment peut-on croire un seul instant qu'un employé aurait pu engager la banque pour laquelle il travaillait dans des opérations à hauteur de 50 milliards d'euros sans que personne n'en ait été informé, sans que personne parmi sa hiérarchie ne s'en aperçoive ? La ficelle est un peu grosse à avaler.

Qu'on se souvienne de l'escroquerie à 50 milliards de dollars de B. Madoff, certains de ses proches qui en profitaient s'étaient rendu compte qu'il ne répondait pas aux questions qu'ils lui posaient ce qui leur avait mis la puce à l'oreille sur la légalité des opérations auxquelles il se livrait, plusieurs acteurs à Wall Street parmi les *"gendarmes"* de la Bourse new-yorkaise en étaient arrivés au même constat sans pour autant lever le petit doigt.

Et puis on a connu pire, lorsque Bush décida d'attaquer l'Irak sous prétexte que le dictateur Saddam Hussein possédait des armes de *"destruction massive"* sans jamais en fournir les preuves, ce qui n'a pas empêché pratiquement tous les Etats de le suivre aveuglément dans son entreprise guerrière. On pourrait aussi évoquer le 11 septembre 2001 et l'empressement qu'ont témoigné tous les chefs d'Etat à se ranger derrière la version officielle donnée par Bush aujourd'hui largement contestée, alors qu'on n'a jamais retrouvé le plus petit morceau du boeing qui se serait soi-disant écrasé sur l'une des façades d'un bâtiment du Pentagone.

Pour un peu ce trader nous serait sympathique, car c'est le système pour lequel il travaillait qui l'a conduit à prendre des risques inconsidérés pour engrener un maximum de profits en un minimum de temps pour le compte de ses patrons, les actionnaires de la Société générale.

L'acharnement des banquiers avec la complicité de l'Etat, du gouvernement, la sévérité du parquet et de ses juges qui en résulte, le grotesque de leurs arguments, pour un peu avec une perte de quelques milliards d'euros c'était la planète financière entière qui menaçait d'exploser, pourquoi ne pas lui imputer la crise actuelle, ce que suggèrent ses procureurs qui agissent comme des empereurs tout puissants de l'univers, c'est insupportable.

Les banquiers se goinfrent et doivent ressortir blancs comme neige, ils ne sont pas responsables et doivent bénéficier de l'impunité, tel est le message.

Commentaire d'un internaute client de la Société Générale : On ne me fera pas croire que la Société Générale ne s'est aperçue de rien. Dès que l'on dépasse le découvert autorisé de 1€ le compte est débité de 40€ d'agios et la banque ne nous prévient pas (c'est de la malhonnêteté, soit dit en passant!). Au début de la crise l'Etat a versé des millions à la SG qui s'est empressée de les rembourser bien avant la date prévue pour pouvoir continuer à nous arnaquer tranquillement. Signe que la SG n'allait pas si mal. Jérôme Kerviel sert d'alibi à leur irresponsabilité. (Lexpress.fr 05.10)

Retraites.

1- Rassemblement devant le Sénat.

- Mardi, quelques heures avant le début du débat, 2.000 personnes, selon la police, se sont rassemblées à proximité du Sénat

à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, CGC, FSU, Solidaires et UNSA pour exiger une remise à plat complète du texte et l'ouverture de négociations sur la réforme.

- Le numéro un de la CGT n'a pas découragé l'organisation de grèves reconductibles, insistant surtout pour que les formes d'action choisies "*reposent sur des décisions collectives*". "*Ne cherchons pas une uniformité des modes d'expression et d'action (...)* Qui dit mouvement social dit multiples formes", a-t-il déclaré.

- La Première secrétaire du PS Martine Aubry a mis en exergue "*l'exaspération qui est en train de monter dans le pays*", lançant un "*appel*" au gouvernement : "*il faut arrêter, suspendre ce débat et il faut remettre tout sur la table, et convoquer l'ensemble des organisations syndicales*".

- Aveu. Quand le renégat Mélenchon comptait sur les centristes.

« Les centristes, comme d'habitude, sont comme des bouffons flottants. Il ne faut avoir aucune confiance en eux parce qu'ils nous ont toujours manqué dans les moments difficiles », lance Mélenchon, ex-sénateur PS.

Il ajoute, sans nuance : « *Donc un centriste est toujours un être fourbe et faux qui trahit au moment où on a besoin de lui* »...

Ils "*vous ont toujours manqué*" parce que vous espériez secrètement une autre attitude de leur part ? Quel philistin celui là et comme "*fourbe et faux*" il se pose là en créant un parti soi-disant de gauche qui finalement s'aligne sur la politique des sociaux-libéraux. Socialiste en parole... La preuve.

"*Le Sénat doit pour une fois montrer que cette chambre peut être autre chose qu'un lieu de réaction*", a dit Jean-Luc Mélenchon, devant le Sénat.

Comme s'il fallait attendre quelque chose des sénateurs UMP-Nouveau Centre-Modem-PS !

2- Les dernières prises de position par secteurs d'activité.

- A la RATP, plusieurs organisations (CGT, FO, Sud et l'UNSA-Transport notamment) ont déjà déposé des préavis de grève reconductible à compter du 12 octobre. La CFDT doit en décider mercredi.

L'UNSA-Transport, premier syndicat parmi les conducteurs du métro parisien et deuxième pour les bus et les RER, "*va déposer un préavis reconductible*", a déclaré M. Babec mardi à l'Associated Press.

- A la SNCF, FO, la CFTC et la CFE-CGC ont également annoncé, mardi, avoir déposé un préavis de grève reconductible pour la même date. Les syndicats majoritaires des cheminots (CGT, CFDT, UNSA et Sud-Rail) doivent se réunir mercredi pour prendre une décision. Mais la fédération Sud-Rail ne cache d'ores et déjà pas qu'elle prendra le même chemin.

"*Dans certains secteurs, les salariés sont disponibles pour des grèves qui ne se limiteront pas à vingt-quatre heures*", a déjà prévenu le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, l'un des deux principaux syndicats de la SNCF avec SUD. Le responsable de la CGT Cheminots, Didier Le Reste, s'est dit prêt à durcir le mouvement '*si les cheminots ne sont pas seuls*' et si '*d'autres secteurs stratégiques*' suivent.

- Les principales fédérations syndicales du transport (qui regroupent notamment les syndicats des transports urbains des villes de province) doivent également se réunir mercredi pour décider des suites à donner à la journée de mobilisation du 12 octobre.

Selon la CGT, les premières remontées de la base "*tendent vers un durcissement du mouvement à partir du 13. Reste à en trouver les formes*". Sans attendre la réunion, la CGT-Transports a déposé un préavis de grève couvrant la période du 12 au 30 octobre pour tous les transports urbains de province.

"*On a la responsabilité de créer un phénomène d'entraînement. S'il y a un mouvement interprofessionnel qui se déclenche dans la durée, on a une chance de faire bouger les choses. Mais s'il n'y a que les transports et pas d'autres secteurs d'activité, ce sera très compromis*", a toutefois prévenu Philippe Touzet, porte-parole du syndicat Sud-RATP, mardi à l'Associated Press.

- "*Les salariés du transport routier marchandises sont aussi prêts à se mobiliser à partir du 12 octobre 2010*", prévient la CGT.

- Dans le secteur de la chimie, la CGT du groupe Total -majoritaire- appelle elle aussi à la grève reconductible, une question également en débat dans toute la fédération CGT de la Chimie.

La CGT-Total appelle à une grève reconductible à compter du 12 octobre "*dans toutes les raffineries*" du groupe contre la réforme des retraites, a-t-on appris mardi auprès du porte-parole du syndicat Charles Foulard.

- La question se pose dans d'autres fédérations syndicales. La CGT-Métallurgie de l'Isère a ainsi décidé de réunir l'ensemble de ses syndicats en assemblée générale, jeudi, afin de "*décider et de débattre ensemble de nouvelles actions permettant de durcir le mouvement et de la suite à donner*" aux grèves de mardi prochain, selon un communiqué du syndicat.

Et c'est dans ce contexte que l'intersyndicale nationale, qui a déjà confirmé la mobilisation du 12 octobre, doit se réunir vendredi.

3- Les dernières déclarations.

- «*On fait face à un mur, a justifié mardi Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO, invité de l'Association des journalistes de l'information sociale. On réunit par deux fois trois millions de manifestants et le gouvernement n'en tient pas compte. C'est donc normal qu'il y ait, ici ou là, une radicalisation.*» Mais pas question pour autant que la confédération FO appelle à la grève générale. «*C'est aux salariés, par secteur ou entreprise, de décider*», précise Jean-Claude Mailly.

- Même son de cloche à la CFDT, où l'on ne croit guère à la vertu de la grève. Tant par idéologie que par crainte de l'échec. «*On aurait l'air fin si on appelait les salariés à la grève illimitée et qu'ils ne nous suivaient pas*», avoue l'un de ses cadres, qui préfère s'en tenir aux manifestations régulières pour tenter d'arracher des concessions aux sénateurs.

- Quant à la CGT, elle ne cesse de mettre en garde le gouvernement des conséquences d'un durcissement, mais se garde bien de donner des consignes claires à ses militants. «*Le principe d'arrêts de travail doit être discuté partout*», s'est borné à déclarer mardi Bernard Thibault. Le patron de la CGT souffle le froid et le chaud, coincé entre la nécessité de rassurer sa base radicale et son souhait de ne pas se couper de la CFDT, hostile à toute radicalisation. (Lefigaro.fr 05.10)

- Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, a mis en garde mardi contre le "*désastre que pourraient constituer des grèves reconductibles ou à caractère illimité*" contre la réforme des retraites. Il faut que chacun prenne "*la mesure du désastre que pourraient constituer des grèves reconductibles ou à caractère illimité, comme certaines formations syndicales l'évoquent*", a déclaré Jean-François Copé sur Radio Classique. "*Ce serait évidemment très préoccupant pour notre économie*", a-t-il dit.

(source : AP, Lepost.fr, Lemonde.fr, Lepoint.fr 05.10)

Mouvement social.

1- France.

Quelque 38% des 10.000 conseillers bancaires de La Banque Postale, selon la direction, plus de 40% selon les syndicats, ont fait grève mardi pour réclamer de meilleures conditions de travail et des augmentations de leur rémunération.

Les grévistes étaient «*plus de 40%*» selon FO, «*environ 50%*» selon Sud PTT. Ces deux syndicats ainsi que la CGT, la CFDT, la CFTC et la CGC appelaient les conseillers financiers, clientèle et patrimoine à se mobiliser.

Pour FO, le mouvement de mardi «*est un avertissement adressé à la direction de La Poste, d'autant plus que cette mobilisation a atteint une ampleur historique*». (Libération.fr 05.10)

2- Roumanie.

Environ 6 500 enseignants roumains, selon la gendarmerie, ont manifesté mardi 5 octobre à Bucarest afin de protester contre la baisse de leurs salaires dans le cadre d'un plan d'austérité.

Le gouvernement roumain a décidé d'appliquer une baisse des salaires du secteur public de 25 % depuis le mois de juillet dans l'espoir de contrôler le déficit public. La TVA a également été augmentée de 19 % à 24 %.

"*L'année dernière à la même période, mon salaire mensuel net était de 1 800 lei (421 euros), aujourd'hui, après les coupes de 25 % et de certaines primes, il est de 1 200 lei [281 euros]. On s'en sort seulement grâce à l'aide de la famille*", explique Oana Leuta, professeur de mathématiques dans un lycée de Bucarest, venue manifester devant le siège du gouvernement. "*Dans la nouvelle grille harmonisé des salaires, les professeurs sont au bas de l'échelle, ce n'est pas normal*", ajoute-t-elle.

Les manifestants ont scandé "*démission, démission*" en se tournant vers le siège de l'exécutif. (Lemonde.fr 05.10)

Politique.

1- La DCRI et le procureur de Paris aux ordres du monarque .

- Invoquant le "*secret-défense*", la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) a refusé de livrer au parquet de Paris les résultats de son enquête sur les sources du journal *Le Monde* dans l'affaire Woerth-Bettencourt, écrit le *Canard enchaîné*.

Prié de réagir à cette information, le cabinet du procureur de Paris Jean-Claude Marin n'a fait aucune déclaration. La direction de la police nationale s'est refusée à tout commentaire. (Reuters 05.10)

2- La blanchisserie.

En 2008, lorsqu'elle était garde des sceaux, Rachida Dati a demandé que soient 'clôturées les investigations' du juge d'instruction, magistrat indépendant, dans l'affaire Visionex, affirme *Le Canard enchaîné* à paraître mercredi 6 octobre.

Selon le *Canard*, l'ex-ministre de la justice a écrit en marge d'une lettre de sa collègue Michèle Alliot-Marie, à l'époque ministre de l'intérieur, concernant Visionex : '*Merci de clôturer les investigations dans le cadre de la commission rogatoire, car la bonne foi a été prouvée.*' Ce document a été saisi par les policiers de la brigade de répression du banditisme (BRB) lors de la perquisition du domicile de David Sénat, ex-conseiller ministériel de Michèle Alliot-Marie au ministère de la justice, mis en examen le 1er octobre dans ce dossier Visionex, selon l'hebdomadaire.

L'ancien directeur de cabinet de Michèle Alliot-Marie au ministère de l'intérieur, Michel Delpuech, a confirmé devant les policiers que les annotations avaient été portées par Mme Dati. Citant un procès-verbal de la police, le journal assure que M. Delpuech a déclaré aux enquêteurs : '*Je peux vous dire que c'est Mme Dati qui a écrit ces annotations en marge d'un courrier de Michèle Alliot-Marie sur Visionex.*' (Lemonde.fr 05.10)

3- Quand un complexé gouverne le pays, tout peut arriver.

Daniel Bouton, l'ancien PDG de la Société générale, a été la cible d'une vengeance de Nicolas Sarkozy furieux d'avoir été tenu à l'écart lors de la découverte de la perte de 4,9 milliards d'euros en janvier 2008, estime dans un livre Hugues Le Bret, l'ancien directeur de la communication de la banque.

Daniel Bouton a fini par démissionner de ses fonctions de président de la Société générale en avril 2009, se disant la cible d'attaques et de pressions répétées.

"*Il (Nicolas Sarkozy - NDLR) ne réagit pas en homme d'Etat qui chercherait à préserver l'une des grandes banques du pays en équilibre sur un fil, mais en homme humilié d'avoir été écarté de la gestion de la crise*", précise Hugues Le Bret à propos du président de la République. "*Il en fait une affaire personnelle.*" (Reuters 05.10)

4- Déballage... et ce n'est que le début de la fin de "*l'ouverture*".

Lundi soir, France 2 dressait le portrait de la secrétaire d'Etat à la Ville, Fadela Amara.

Alors que la ministre faisait le point sur la politique menée par le gouvernement pour la banlieue, Fadela Amara tacle les conseillers du Premier ministre François Fillon.

"*Par exemple, à Matignon, autour de Fillon, vous avez des conseillers qui sont à l'ouest, complètement à l'ouest.*"

"*Ils ne comprennent pas du tout la politique de la Ville. Cela ne leur parle pas.*"

"*Ils ne savent pas ce qu'est le malaise de la banlieue, la souffrance sociale. C'est des mecs qui ont fait l'ENA, des types qui ne souffrent pas le quinze du mois.*" (Lepost.fr 05.10)

International.

1- Australie.

La vidéo date de 2008 mais n'a été diffusée que lundi. Elle montre un homme en garde à vue, sans arme, qui refuse de se soumettre à une fouille à nu. Pour le maîtriser, les neuf policiers présents lui envoient des décharges à treize reprises, à l'aide de leurs pistolets à impulsions électriques de type Taser. Une vidéo qui tombe mal, puisque ce même jour un homme est mort dans le pays après

avoir été tasé en pleine poitrine.

Après une enquête interne de la police, deux agents ont écopé d'amendes de 1.200 dollars canadiens (environ 850 euros) et \$750 (530 euros) pour recours excessif à la force. Mais la polémique est relancée concernant l'utilisation des pistolets électriques. Un rapport de la commission du crime a noté que ces derniers sont de plus en plus employés pour faire obéir les contrevenants, alors qu'il est recommandé de ne les utiliser qu'en cas de menace imminente grave. (20minutes.fr 05.10)

2- Italie.

Le dirigeant de droite italien, Gianfranco Fini, pose actuellement les fondations d'un nouveau parti, venant contester le vote conservateur à son ex-allié, le président du Conseil Silvio Berlusconi. (AP 05.10)

3- Irlande. Boycott de Ryanair !

La compagnie aérienne irlandaise Ryanair a appelé, mardi, à retirer le droit de grève aux contrôleurs aériens en Europe, après un nouveau mouvement la semaine dernière en Belgique qui l'a obligée à annuler des vols.

"Il est ridicule que les contrôleurs du ciel belges, français et espagnols puissent faire grève de manière répétée sans aucune pénalité financière, tandis que les compagnies aériennes sont obligées de s'occuper de leurs passagers et supportent le coût de ces interruptions", s'est insurgé le patron de Ryanair, Michael O'Leary, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. "Il est temps de retirer le droit de grève pour ce service essentiel, comme c'est le cas aux États-Unis. Si ces gens ne veulent pas travailler, alors remplaçons-les par des militaires ou d'autres contrôleurs du ciel qui veulent travailler", a-t-il insisté.

"Ryanair va entamer une action judiciaire contre Belgocontrol après les grèves sauvages de mardi dernier en Belgique, qui ont causé l'annulation de plus de 90 vols Ryanair, touchant plus de 15.000 passagers", a indiqué la compagnie dans un communiqué. (Lepoint.fr 05.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 7 octobre

Les documents d'octobre de la Tribune libre ne sont toujours pas disponibles. Je ne sais pas comment résoudre le problème dont je vous ai parlé ces derniers jours, je ne sais pas s'il provient de mon ordinateur, du serveur de Tata ou du serveur qui héberge le site. A suivre donc.

En Inde, rien ne fonctionne correctement hormis la poste ! Tiens, ils viennent de couper le courant, il est 12h02, c'est la cinquième ou sixième fois en quatre heures, normal quoi ! Camarades, n'exigez pas de moi que je sois plus patient que je ne le suis déjà !

Juste un mot sur les manoeuvres des appareils.

Les dirigeants syndicaux n'appellent pas à la grève reconductible ou générale dans tout le pays dans l'espoir que peu de secteurs se lanceront dans une grève reconductive en attendant que les autres s'y lancent et ainsi de suite, pour ensuite pouvoir expliquer que puisque peu de secteurs s'y sont lancés, c'est que les travailleurs n'y sont pas favorables, etc. par conséquence il faut abandonner ce mot d'ordre et oublier celui de la grève générale qui leur fait faire des cauchemars, et le tour est joué pensent-ils... pas si sûr !

Il faudrait coordonner tous les secteurs en grève, qu'ils élisent leurs délégués, qu'ils appellent toute la classe et leurs représentant à les suivre, à les soutenir, etc.

Passons aux news du jour.

Retraites.

1- Luc Chatel a estimé que les centrales syndicales *"ne sont pas dans une logique de grève reconductible, de durcissement, et autre"*, aucune n'appelant nationalement à la grève reconductible.

Il a estimé mercredi matin que la menace de grèves reconductibles brandies par certains syndicats du transport seraient sans effet en raison de la loi sur le service minimum.

"Le droit de grève ne peut pas aboutir au blocage du pays", a-t-il dit sur RMC.

2- Interrogé par Le Monde daté 8 octobre, Raymond Soubie, conseiller social de Nicolas Sarkozy, relativise lui aussi le tournant pris mercredi, jugeant que les organisations syndicales veulent "occuper le terrain" pendant le débat au Sénat.

"Des grèves reconductibles, j'aurais préféré qu'il n'y en eût point. Mais ce n'est pas anormal compte tenu de l'importance du projet", explique-t-il.

Selon lui, il y aura des "actions de jonction" du 12 au 16 octobre et des assemblées générales dans le secteur public, mais sans appel à des grèves illimitées.

3- À l'Élysée, on souligne que les centrales syndicales ont été prudentes en laissant la base se déterminer au cas par cas. «Il n'y a jamais eu de réforme des retraites sans mouvement de ce genre», analyse le conseiller social du président, Raymond Soubie. «En 2003 et 2007, les grèves ont duré neuf jours», rappelle-t-il. Autant dire qu'à ce jour, les journées d'action et de grèves restent très raisonnables, vues de l'Élysée.

Les menaces des partenaires sociaux résonnent donc toujours, à l'Élysée, comme celles d'un film connu par cœur.

«On est plus dans le rituel que dans le combat», notait, il y a quelques jours, un conseiller du président. L'Élysée attend donc la fin du rituel.

4- Les salariés des terminaux pétroliers du port de Marseille, en grève depuis dix jours, ont été rejoints mercredi par les agents du port de marchandises et tentaient de rallier ceux des raffineries.

"Il faut que ces mouvements, qui sont scandaleux pour l'avenir du port de Marseille, cessent", a déclaré le secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau, à l'Assemblée.

5- La CFDT a déposé mercredi un préavis de grève reconductible à la RATP à partir du 12 octobre dans le cadre du mouvement national contre la réforme des retraites, a annoncé le syndicat dans un communiqué.

"La reconduction du mouvement dépendra de l'importance de la mobilisation (du 12 octobre) et de la réponse du gouvernement", précise la CFDT-RATP.

6- "Avec une grève reconductible, on a les moyens de faire plier le gouvernement, au moins de l'obliger à ouvrir des négociations", a estimé Bruno Duchemin, secrétaire général de la CFDT-Fgaac, qui représente les cheminots.

7- La Fédération nationale des Mines et de l'Energie CGT (FNME-CGT, majoritaire dans ce secteur) a annoncé mercredi dans un communiqué le dépôt d'un préavis de grève "illimitée" à partir du 12 octobre, contre la réforme des retraites. Lire la suite l'article

"La FNME-CGT, couvrant 140 entreprises du secteur de l'énergie (170.000 salariés), déposera (jeudi matin) un préavis de grève illimitée à partir du 12 octobre 2010", annonce la fédération.

"Ce préavis de grève a pour objectif de permettre aux salariés d'élargir et d'amplifier le rapport de forces suite à l'action unitaire du 12 octobre 2010", précise le syndicat fortement présent notamment à EDF et GDF.

(source : Reuters, AP, Lemonde.fr et Lefigaro.fr 06.10)

8- Dans son éditorial daté du mercredi 6 octobre 2010 *Maintenant, quelles suites?*, J-C Mailly martèle "nous voulons une autre réforme des retraites".

Il écrit "Si les manifestations ne suffisent pas, alors la responsabilité des confédérations est de lancer un appel unitaire (pour que ce soit efficace) à vingt-quatre heures de grève interprofessionnelle. Si au soir de cette journée, on a le sentiment que pendant vingt-quatre heures le pays a été quelque peu bloqué, la donne est aussi différente pour le gouvernement. S'il ne répond pas, alors il appartient aux salariés, avec leurs syndicats dans l'unité d'action, de décider de poursuivre ou non le mouvement."

Donc pas question de continuer le 13, surtout pas ! Pourquoi un appel à vingt-quatre heures de grève interprofessionnelle serait-il plus suivi ? Est-il certain que les travailleurs saisiront la différence avec un appel classique à la grève et à une journée de mobilisation ? S'ils font un amalgame des deux formules, ils ne seront pas plus nombreux à faire grève et les appareils pourront en déduire que les travailleurs ne sont pas prêts à se lancer dans une grève générale pour défendre leur droit à la retraite... N'est-ce pas l'objectif recherché par tous les appareils, y compris celui de FO ?

Pourquoi les syndicats n'ont-ils pas organisé la coordination de tous les secteurs et entreprises déjà en grève ou qui ont manifesté leur intention de se mettre en grève à partir du 12 afin de rompre leur isolement ? Pour les affaiblir et éviter que la grève ne se répande à tout le pays dès le 12 ? Il n'y a pas que le gouvernement qui a choisi la stratégie du pourrissement pour faire passer cette contre-réforme.

Politique.

Le stalinisme est mort ? Pas ses méthodes.

Jeudi 30 septembre, à la veille de la clôture des inscriptions pour participer au processus de fusion des Verts et d'Europe Ecologie, quelque 400 adhésions (dont 200 émanant de la communauté tamoule de Sevran) étaient arrivées au siège, de manière groupées avec un chèque collectif ou du liquide.

Les dirigeants écolos avaient immédiatement suspecté une adhésion "*clientéliste*" pour faire plaisir à Stéphane Gatignon, maire de Sevran et ardent défenseurs de la communauté tamoule. L'élu, ex-communiste, qui est arrivé voici un an à Europe Ecologie a pris sa plume pour justifier sa démarche.

Dans une lettre ouverte à Cécile Dufлот, numéro un des Verts, datée du 5 octobre, il s'indigne tout d'abord du "*discrédit*" jeté sur l'engagement de ses amis tamouls "*qui sont une composante à part entière de notre société*" et "*libres de s'engager ou non dans Europe Ecologie*".

"*Je peux garantir que toutes [les adhésions] ont été le fait d'un engagement individuel dûment acté par la signature du bulletin d'adhésion*", écrit M. Gatignon. Il dément que ces adhésions soient "*louches*" et contre-attaque en accusant ceux qui les ont mises en doute de racisme latent.

"*Ce faux procès me révolte, réagit Pascal Durand, délégué général d'Europe Ecologie. On n'a aucun problème à discuter avec des associations communautaires qui veulent rejoindre notre mouvement. Mais elles n'ont pas vocation à intégrer en masse et à une semaine d'un vote important.*"

D'autres ne cachent pas leur exaspération face à ce qui ressemble à leurs yeux à une "*leçon de cosmopolitisme malvenue*", précisant que les adhésions déposées n'ont pas été bloquées. "*Les principes ont été rappelés*", explique Jean-Paul Besset, possible président du futur mouvement.

Les adhérents sont maintenant appelés à se prononcer sur les textes fondateurs et les statuts lors d'assemblée régionales le 9 octobre. Quant aux 400 nouveaux adhérents de Sevran, ils pourront voter comme les autres. (Lemonde.fr 06.10)

J'entame ma 17e année au Tamil Nadu (1990-92 et 1996-2010) et ma compagne est d'origine tamoule. Trouver autant de Tamouls dans une seule association qui se préoccupent des problèmes d'environnement au point d'adhérer en groupe à la même formation politique, c'est plus que "*louche*", c'est impossible ! Je pourrais questionner 10 000 Tamouls autour de moi que je n'en trouverai pas une poignée pour adhérer à une formation "écologiste".

Enfonçons le clou pour les tiers-mondistes débiles : les Tamouls qui ont passé 20 ou 30 ans ou plus en France se comportent quand ils reviennent en Inde comme s'ils n'y avaient jamais mis les pieds, aussi incroyable que cela puisse paraître, j'en ai fait plus d'une fois l'amère expérience, ils n'ont pas eu besoin de se laver le cerveau, ils n'ont tout simplement rien appris au cours de ces longues années passées en France. Je parle de personnes aisées, médecins, architectes, militaires, chefs d'entreprises, etc.

Un exemple. Le docteur Nalam, propriétaire de la clinique du même nom, président de l'Alliance française depuis plus de 10 ans, décoré de la légion d'honneur par Chirac, lorsqu'il consulte, il regarde en même temps la télévision et mange pendant que cinq ou six patients debouts en file indienne devant son bureau attendent leur tour, deux trois questions, il gribouille quelques mots sur un bout de papier et au suivant... Quand il m'a opéré en 1997, j'étais allongé sur la table d'opération, il a fait installer une toile cirée sur moi pour éviter que l'eau qui égouttait du plafond ne me transforme en éponge... Dans ma chambre plutôt crade, il y avait un nid de fourmis et un maçon est passé faire quelques petits travaux, la routine quoi. Et attention, cette clinique était encore conseillée il n'y a pas si longtemps aux Français installés ici par le consulat et le lycée français ! J'ai plein d'autres histoires du même tonneau, je n'invente rien malheureusement.

Je tiens à préciser que l'Inde est un pays à part, où si l'on ne se conforme pas au mode de vie de la majorité on est rejeté. Quand ma belle-mère jette un papier par terre ou urine dans la douche au lieu de se servir des toilettes, mon épouse n'ose pas lui dire quelque chose, et quand Magueswary revient en Inde, elle reprend systématiquement ses vieilles mauvaises habitudes en oubliant au passage jusqu'aux règles d'hygiène élémentaires, ce qui peut avoir des conséquences catastrophiques sur sa santé déjà très précaire. Quand elle est seule avec moi et sa mère, elle reste couchée la plupart du temps car elle a besoin de repos, et quand sa (nombreuse) famille nous rend visite, c'est-à-dire plusieurs fois par semaine, elle passe la journée debout à

s'agiter dans tous les sens car elle doit donner l'impression qu'elle est une femme forte, déjà qu'une femme ne vaut pas grand chose ici, alors une femme faible, imaginez, c'est un sous-être humain... La suite, après elle est de mauvaise humeur et épuisée et c'est moi qui paie les pots cassés, je passe évidemment après sa famille, ses coutumes, l'Inde et le reste, mais bon, j'ai l'habitude, je m'en tape et cela ne change en rien mon comportement.

Economie.

Etats-Unis.

L'emploi dans le secteur privé aux Etats-Unis s'est contre toute attente dégradé au mois de septembre, ravivant les anticipations de nouvelles mesures d'assouplissement monétaire par la Fed pour soutenir la reprise économique dès le mois prochain.

En septembre, 39.000 postes ont été détruits dans le secteur privé montre mercredi l'enquête mensuelle du cabinet spécialisé ADP.

Un autre rapport publié également mercredi montre que le nombre de licenciements prévus a augmenté légèrement en septembre, selon l'enquête Challenger, Gray & Christmas.

Le Fonds monétaire international (FMI) a de son côté déclaré mercredi que la croissance économique américaine serait plus faible qu'attendu cette année ainsi qu'en 2011, ne laissant donc pas présager d'une reprise rapide de l'emploi. (Reuters 06.10)

Pourquoi créer des emplois aux Etats-Unis (ou en France) quand la main d'oeuvre (les coûts de production, l'électricité et les services) coûte par exemple dix fois moins chère en Chine ou dans un autre pays dit émergent ? Elémentaire, non ? Les conditions existantes en Chine sont arrivées à maturité, comme par exemple en Corée du Sud depuis bientôt trois décennies, pour produire toutes les marchandises dont le monde a besoin, de la serpillière au satellite, et même si le coût de la main d'oeuvre était multiplié par 3, 5 ou 10, il demeurerait toujours nettement inférieur (en comptant les cotisations sociales) à celui pratiqué dans les pays occidentaux.

A défaut d'une guerre mondiale qui aurait constitué un moyen de sortir de cette crise en provoquant de gigantesques destructions à l'échelle planétaire et 50, 100, 300 millions de morts ou plus, l'équivalent officiel du nombre de chômeurs dans le monde, le chômage de masse va s'inscrire dans la durée ou augmenter encore dans tous les pays dominants dont la capacité à exporter est faible et l'endettement intérieur élevé. C'est un des principaux éléments fiable de l'orientation du capitalisme mondial.

L'autre conséquence à prévoir de cette orientation du capitalisme sera la précarisation et la paupérisation croissante de couches toujours importantes du prolétariat en Europe notamment, au cas où le mouvement ouvrier enregistrerait encore de sévères défaites et la résistance de la classe ouvrière serait vaincue, autrement dit, si les différents gouvernements parvenaient à imposer une augmentation importante de la productivité, de l'exploitation, en remettant en cause tous nos droits sociaux dont les aspects de la législation du travail encore favorables aux travailleurs, ce qui n'est pas à écarter, il suffit de voir ce qui s'est passé en Allemagne notamment, où le patronat et les syndicats ont signé des accords de modérations salariales ou de blocage des salaires, Hartz IV ou les salaires à 1 euro de l'heure...

Le combat contre la fermeture des usines textiles dans les années 70-80 en France pour ne prendre qu'un exemple, a été mené sur le seul mot d'ordre : à bas les délocalisations, ce qui signifiait ou sous-entendait que le capitalisme pouvait continuer d'exister en France, mais pas au Bangladesh, ce qui était une position purement opportuniste puisque rien ne pourrait entraver dans l'avenir le développement du capitalisme dans d'autres pays alors en situation de sous-développement.

Ce combat s'est situé strictement sur le terrain du capitalisme et non sur celui des intérêts de la classe ouvrière, par conséquent il ne pouvait être que stérile et conduire à une impasse, pire, la classe ouvrière n'en tirera absolument aucun enseignement. Pour qu'il en fut autrement, pour aider la classe à rompre avec le capitalisme, il aurait fallu mener ce combat en avançant la nécessité d'exproprier les propriétaires des usines dans la perspective d'un Etat et un gouvernement ouvrier les seuls capables de s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Cela ne signifie pas pour autant qu'on aurait pu éviter ces fermetures d'usines, mais au moins ce combat aurait eu une valeur éducative sur le plan politique pour l'ensemble des travailleurs, et une partie des ouvriers qui ont participé à ce combat auraient pu saisir qu'il existait une issue politique au problème auquel ils étaient confrontés, ce qui aurait permis de construire le parti...

A bas les délocalisations, quand ce mot d'ordre ne s'inscrit pas dans la perspective du socialisme, c'est un mot d'ordre social-patriote.

Irlande.

L'agence Fitch a abaissé mercredi la note de l'Irlande en arguant du coût énorme de l'assainissement de son système bancaire, alors que les autorités irlandaises s'inquiètent d'une montée des risques de crédit dans l'immobilier et que le moral des ménages s'effondre.

Cette nouvelle série de mauvaises nouvelles, au lendemain de l'avertissement d'une autre agence de notation, Moody's, sur le risque de dégradation de la note souveraine de Dublin, a provoqué de nouvelles tensions sur le marché de la dette irlandaise, ce qui pourrait accroître les difficultés du gouvernement à reprendre le contrôle des finances publiques.

Non contente de ramener sa note à A+ contre AA- jusqu'à présent, Fitch a assorti cette nouvelle note d'une perspective négative, laissant entendre qu'une nouvelle baisse était envisageable à court ou moyen terme.

Le président de l'autorité nationale de régulation du secteur financier, Matthew Elderfield, a déclaré mercredi devant une commission parlementaire que 36.000 ménages étaient déjà en situation de défaut sur leur emprunt immobilier, soit 4,3% du nombre total des prêts.

"Nous savons que ces statistiques ne reflètent pas la situation dans son ensemble parce qu'elles ne montrent pas le niveau des prêts rééchelonnés", a-t-il ajouté. Il a aussi expliqué que de nombreux établissements de crédit avaient insuffisamment provisionné leurs portefeuilles de prêts immobiliers.

La dégradation de la situation économique et budgétaire du pays a fait considérablement monter ces derniers mois le coût de sa dette: l'Irlande est aujourd'hui forcée de rémunérer près de trois fois mieux les investisseurs que l'Allemagne pour se financer sur les marchés. (Reuters 06.10)

Corée du Sud.

L'Union européenne et la Corée du Sud ont paraphé mercredi un accord de libre-échange qui pourrait doubler les échanges entre les deux parties, estimés à 55 milliards d'euros en 2009.

Cet accord, qui est le premier de ce type signé par le bloc communautaire avec un pays asiatique, doit prendre effet le 1er juillet 2011, une fois que les parlements européen et coréen l'auront à leur tour approuvé.

Il prévoit l'élimination de barrières douanières et de régulations dans une série de secteurs de l'industrie manufacturière et des services.

L'automobile, la pharmacie, les produits électroniques ou encore les spiritueux devraient être les principaux bénéficiaires de l'accord, qui pourrait pousser les Etats-Unis ou le Japon à offrir un accès plus grand à leurs marchés nationaux aux producteurs européens et coréens afin d'obtenir eux-mêmes des concessions en Europe et en Corée. (Reuters 06.10)

FMI.

La Chine et d'autres puissances émergentes contrebalancent la faiblesse des Etats-Unis et de l'Europe et tireront probablement l'économie mondiale en 2010 et 2011, selon les prévisions publiées mercredi par le Fonds monétaire international (FMI).

Le FMI estime que les pays présentant de lourds déficits commerciaux et budgétaires comme les Etats-Unis doivent donner un coup de fouet à leurs exportations tandis que ceux qui enregistrent un fort excédent commercial comme la Chine doivent réduire leur dépendance aux exportations et renforcer leur demande intérieure.

L'organisation souligne que la reprise, après la récession, reste vulnérable, notamment à l'explosion des déficits budgétaires dans de nombreux pays, et que des programmes de réduction de ces déficits s'imposent de façon urgente. (AP 06.10)

Qui a dit, il faut :

- "Accroître le nombre d'actifs, rééquilibrer les finances publiques et encourager la concurrence."

- " il faut que davantage de gens travaillent et que le travail devienne plus productif."

- " L'Europe a bien avancé en matière de modération des salaires et de suppression des retraites anticipées. Au cours de la décennie passée, il y a eu aussi des réformes du marché du travail et, même si les changements ont été plutôt timorés, les résultats sont là."

- "On ne peut pas, d'un côté, parler de réformes visant à pérenniser le modèle social et, de l'autre, adopter des budgets impliquant un accroissement des déficits et des taux d'endettement publics alors que le vieillissement de la population va s'accroître."

" il existe des actifs disponibles pour participer au financement de ces prestations et ainsi sauvegarder le modèle social. Les politiques à mener pour susciter la création d'emplois sont certes politiquement difficiles, mais elles sont bien connues : plus de souplesse dans les règles d'embauche et de licenciement, poursuite de la modération salariale et, pour les chômeurs, meilleures incitations à rechercher un emploi."

" En outre, en disciplinant la fixation des prix, la concurrence plus forte se traduit par un accroissement des revenus réels et donc de la consommation, ce qui aide à compenser l'effet de freinage de la modération salariale seule. On peut ainsi tirer davantage de la modération salariale en termes de croissance de l'emploi et de la production."

(source : le bulletin du 19 septembre 2005 du FMI, Michael Deppler, Directeur du Département Europe)

J'ai retrouvé ce passage dans un des articles que j'avais publié en 2005.

Etrange, on pourrait penser que la crise a servi à accélérer la mise en oeuvre de cette politique réactionnaire prônée par le FMI et que tous les gouvernements s'emploient aujourd'hui à appliquer à la lettre. A ceci près qu'ils en ont rajouté une couche depuis, car ils n'avaient pas imaginé quelle ampleur prendrait cette crise. Les prix ont baissé pour repartir rapidement à la hausse et ils ont augmenté les tarifs de tous les services sur fond de pillage de la Sécu et de privatisations, ce qui contribue à appauvrir la population, donc réduire sa capacité à consommer... Peu importe, ce sont les couches moyennes et la petite-bourgeoisie en Chine, en Inde, au Brésil et dans d'autres pays dits émergents qui ont pris la relève, certes, elles ne disposent peut-être pas d'un niveau de rémunération équivalent à celles des pays dits développés, mais sur la masse ou le volume les capitalistes s'y retrouvent.

Le 8 octobre

Complément de l'après-midi.

Les documents de la Tribune libre sont disponibles.

J'ai copié sur un CD-ROM tous les fichiers du logiciel FTP qui sert à télécharger les documents d'un serveur vers un autre, j'ai pris soin de vérifier chez moi que l'application fonctionnait correctement à partir du CD-ROM, puis je suis allé en moto à Pondichéry dans un webb center et en 20 secondes l'affaire était réglée pour une somme dérisoire, je suis stupide de ne pas y avoir pensé avant ! Ce soir un informaticien doit passer chez moi, car il se pourrait que le problème provienne de mon ordinateur.

A demain et bon week-end.

Mon problème avec le serveur n'est toujours pas résolu, donc je ne peux mettre en ligne que de petits fichiers. Pour vous dire à quel point on nage ici en plein délire, hier soir et il y a dix minutes nous avons reçu un coup de téléphone de Tata, mon opérateur téléphonique, la personne nous a demandé si nous avons bien payé la dernière facture, on lui répond par oui, elle insiste malgré tout et nous demande à combien elle se montait avant de lui raccrocher au nez. Immédiatement après je téléphone au bureau où j'ai réglé le 2 octobre ma facture, une personne me répond que c'est normal qu'on me contacte pour s'assurer que j'ai bien payé, en ajoutant que cette personne ne dispose pas des données pour le vérifier et que c'est la routine ! No comment ! Souvenez-vous de cette petite histoire lorsque vous lirez l'extrait d'un article sur l'Inde plus loin. Passons aux choses sérieuses.

Tout d'abord il faut briser le service minimum dans les transports et les écoles, ce régime n'a aucune légitimité pour imposer une restriction de notre droit de grève. La grève pose la question de la remise en cause de l'ordre établi et des fondements du capitalisme dont la légalité est contestée. Donc de deux choses l'une, soit il est possible de remettre en cause la légalité du système économique en place par la grève, soit ce n'est pas possible parce que le capitalisme n'a pas besoin de justifier son existence et ni rien ni personne ne peut lui contester.

Les appareils s'arc-boutent pour empêcher à tout prix que l'ensemble de la classe se dresse contre le gouvernement. Y est-elle prête ? C'est la question qu'on évitera de se poser, n'est-ce pas ? Il semble acquis que Sarkozy et le gouvernement se sont trop avancés sur cette question des retraites pour pouvoir retirer leur projet de loi, seul un affrontement direct avec la classe pourrait le forcer à reculer. L'atomisation et l'hétérogénéité de la classe sont-elles favorables à une grève générale qui entraînerait la majorité de la classe à engager le combat contre le gouvernement en l'absence de toute perspective politique ? N'est-ce pas la question qui va déterminer l'attitude des travailleurs en dernier ressort ?

Les bataillons de la fonction publique peuvent se lancer dans une grève reconductible ou illimitée, ils sont en mesure de bloquer l'économie du pays, mais ils peuvent devenir très vulnérables si le secteur privé et la jeunesse ne suivent pas et la mobilisation retomber au bout de quelques jours. A l'opposé, ils peuvent entraîner le secteur privé dans la bataille, mais sur une

seule revendication, aussi importante soit-elle, il n'est pas certain que les quelques 20 ou 23 millions de travailleurs du privé soient sur la même longueur d'onde sachant qu'ils sont loins d'être tous logés à la même enseigne et perçoivent la question des retraites sous le même angle.

Il faut se mettre dans la peau des travailleurs isolés qui ne sont en contacts avec aucun militant et qui forgent leur opinion à partir de ce que les médias principalement leur disent à travers les différents moyens de communication qui relaient la bonne parole du gouvernement et des dirigeants syndicaux ou des partis. Si l'ensemble des travailleurs a bien compris le sens de la contre-réforme de Sarkozy, il n'en demeure pas moins que pour des millions, c'est la question du chômage et du salaire qui demeure prioritaire au quotidien, car il faut bien trouver les moyens de survivre en attendant de partir peut-être un jour à la retraite.

Se mettre en grève, lorsque ce n'est pas prendre le risque de se faire virer, représente un énorme sacrifice pour des millions de travailleurs et leurs familles, ils ne vont certainement pas prendre cette décision à la légère. Par contre, s'ils sont de la partie, en fonction du développement de la situation, une fois passée l'étape décisive où ils auront acquis la certitude qu'ils n'ont plus rien à perdre et qu'ils ne peuvent plus reculer non plus, devenus totalement insensibles au discours du gouvernement et ses valets, ils seront les plus déterminés à aller jusqu'au bout pour obtenir satisfaction, y compris monter en première ligne pour affronter violemment l'Etat. Les fonctionnaires et les travailleurs des grandes entreprises peuvent lancer le coup d'envoi de cette bataille contre le gouvernement, mais ce sont ces bataillons les plus défavorisés et les plus résolus qui mettront à bas le régime et les institutions.

Tout dépendra de l'organisation de la classe avant, pendant et après cette mobilisation contre le gouvernement, si elle trouve les moyens de s'organiser indépendamment des institutions pour qu'elle parvienne à poser clairement la nécessité d'une issue politique à la crise du capitalisme...

Toute solution politique qui ne remplirait pas cette condition serait vouée à l'échec, je ne parle même pas d'un gouvernement dirigé par le PS, on a déjà donné et on a vu à quoi cela avait mené dans une situation politique plus favorable qu'aujourd'hui, tout du moins sur le plan des conditions subjectives, à cette époque le niveau théorique et politique des militants et de la classe était plus élevé qu'aujourd'hui, le mouvement ouvrier était moins divisé, moins soumis au capitalisme, la classe également, et il suffit d'observer ce qui se passe dans tous les autres pays soumis aux mêmes mesures antisociales alors que des partis similaires au PS et ses alliés sont au pouvoir, pour se convaincre qu'un tel processus en France aboutirait infailliblement au même résultat.

Il y en a encore qui prônent un gouvernement de ces partis en guise de gouvernement ouvrier, ce n'est pas une blague malheureusement, mais en l'absence de l'organisation de la classe, ce serait quoi ce gouvernement sinon un gouvernement anti-ouvrier, un gouvernement reposant sur la seule classe organisée dans la société, la classe des capitalistes, et il ne leur vient pas un instant à l'esprit que les travailleurs ne le sauraient pas, alors pourquoi ne se précipitent-ils pas par centaines de milliers ou millions vers ces partis s'ils estimaient qu'ils pourraient leur proposer une issue politique conforme à leurs intérêts, tout simplement parce qu'ils n'ont aucune illusion dans ces partis, et ce n'est certainement pas à nous de les jeter dans les sales pattes de ces partis ou de faire naître des illusions dans ces partis dans la tête des travailleurs, tout simplement parce qu'on n'a rien de mieux à leur proposer, autrement dit, parce qu'on n'a pas été foutu de construire un parti révolutionnaire en 70 ans...

Le paradoxe de la situation fait que les masses n'ont aucune illusion dans le PS et ses satellites, encore moins dans l'UMP, et qu'elles en ont de moins en moins dans le capitalisme sans toutefois adhérer au socialisme, tout en étant toujours incapables de s'organiser et de se doter d'une nouvelle direction.

Sur quel facteur déterminant l'Etat qui organise la classe dominante peut-il compter en dernier lieu pour parvenir à ses fins ou assurer sa survie ? Sur l'inorganisation de la classe qui coïncide ou fournit une indication précieuse sur son niveau de conscience politique.

Retraites.

1- Quelque 1 500 lycéens, selon la police, ont parcouru jeudi matin le centre-ville de Rodez, et 250 autres ont bloqué une avenue devant leur établissement à Toulouse, pour protester contre la réforme des retraites.

A Toulouse, plus de 200 élèves du lycée d'enseignement professionnel Galliéni ont pour leur part bloqué une partie de la matinée l'avenue menant à leur établissement, avec des palettes et des poubelles. Ils ont établi un barrage filtrant à l'entrée du lycée, sous l'oeil de policiers et de CRS et ont accroché sur les grilles de l'établissement une banderole indiquant : '*La retraite à 67 ans. Pourquoi pas à 69 tant qu'à se faire baiser.*' (Lemonde.fr 07.10)

Jusqu'à présent, les lycéens étaient plutôt discrets dans les cortèges, mais jeudi, des centaines de lycéens ont défilé dans de nombreuses villes moyennes de province pour protester contre le projet de réforme des retraites.

En fin de journée, le ministère de l'Education nationale indiqué que 116 lycées, soit "*moins de 3 %*" des 4.302 lycées du pays, avaient connu des "*perturbations*" et "*six*" un "*blocaje*". (Lexpress.fr 07.10)

2- Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, se refuse, jeudi matin sur RTL, à avancer le mot d'ordre de grève générale contre la réforme des retraites et dénonce *'le syndrome de l'avant-garde éclairée'* dont est frappé selon lui le gouvernement. Interrogé à plusieurs reprises sur le principe de la grève générale, Bernard Thibault a notamment répondu : *'C'est un slogan pour moi qui est tout à fait abstrait, abscons (...). Ça ne correspond pas à la pratique par laquelle on parvient à élever un niveau de rapport de force.'* L'absence d'appel à la grève générale, a-t-il ajouté, *'n'a pas empêché des dizaines de millions de salariés de participer déjà, d'une manière ou d'une autre, depuis le mois de mai, à des initiatives de protestation à l'égard du gouvernement.'*

"J'appelle tous ceux qui sont encore un peu hésitants à être présents le 12 octobre et (il faut) pousser à la tenue d'assemblées générales pour définir ensemble le rythme, le contenu de la reconduction de ce mouvement", a-t-il souligné.

"J'ai dit dès septembre que si le gouvernement maintient sa position, nous serons dans une situation de blocage. J'ai dit aussi que la CGT irait jusqu'au bout sur ce sujet mais nous n'allons pas décréter, nous, ce que veulent ou peuvent faire les salariés face à ce projet", a fait valoir le dirigeant syndical.

"Il n'y a aucune ambiguïté de notre côté sur les objectifs et la démarche à suivre dans les rangs de la CGT. Ceux qui pensent pour se rassurer qu'il y aurait un problème de stratégie vont être démentis par les faits", a prévenu Bernard Thibault. (Reuters 07.10)

3- Les syndicats d'Air France ont appelé jeudi à une grève de 24 heures le 12 octobre, dans le cadre la nouvelle journée de mobilisation contre la réforme des retraites.

Dans un communiqué, la CFDT, la CFE/CGC, la CFTC, la CGT, l'UGICT/CGT et UNSA Aérien appellent les salariés à *"participer le plus largement possible"* au mouvement mardi prochain.

Dans un communiqué distinct, la CGT dit réfléchir *"dès à présent"* à appeler les salariés à une grève reconductible, comme l'ont fait les syndicats de la SNCF et de la RATP. (Reuters 07.10)

4- La CGT compte se faire entendre au Mondial de l'Automobile. Le syndicat appelle les salariés de ce secteur à manifester, vendredi à Paris, pour la défense de l'emploi et des conditions de travail, des salaires, et contre la réforme des retraites.

Un rassemblement est prévu en fin de matinée dans le XV^e arrondissement, à proximité de la station de métro Javel, avant un défilé qui devrait conduire les protestataires porte de Versailles où se tient le Mondial de l'Automobile. (AP 07.10)

5- Le syndicat FSU de la protection judiciaire de la jeunesse a appelé jeudi à la grève reconductible à compter du 12 octobre contre la réforme des retraites.

"C'est maintenant qu'il faut peser: tous en grève reconductible!", déclare le SNPES-PJJ/FSU dans un communiqué diffusé jeudi. *"Tout au long de cette mobilisation, le SNPES-PJJ a défendu l'idée que la grève reconductible était indispensable pour faire céder le gouvernement, que, face à son refus d'entendre les revendications, il fallait construire la reconduction. Aujourd'hui nous y sommes"*, ajoute le syndicat.

Le SNPES-PJJ appelle donc *"l'ensemble des personnels"* de la protection judiciaire de la jeunesse à *"être massivement en grève le 12 octobre"*, et à *"se réunir en assemblées générales le lundi 11 ou le mardi 12 octobre pour décider des modalités de la reconduction de la grève"*.

Le syndicat appelle aussi les personnels à *"prendre tous les contacts avec les secteurs en lutte pour construire des actions locales interprofessionnelles"*. (AP 07.10)

5- La voix du gouvernement et son écho.

Face au risque de radicalisation du mouvement contre sa réforme des retraites, Nicolas Sarkozy a concédé jeudi des aménagements en faveur des femmes et des parents d'enfants handicapés.

Pour le directeur de l'institut Viavoice, François Miquet-Marty, *"ce sont des concessions secondaires qui ne remettent pas en cause l'architecture du projet et le coeur de la réforme"* et elles ne constituent certainement pas un *"recul"*.

"Le scénario le plus envisageable maintenant c'est le pourrissement", estime le directeur de Viavoice.

"Mais cela ne résoudrait pas les problèmes de fond et le risque serait d'une accentuation de l'exacerbation sociale", avertit cet analyste. Car la réforme des retraites *"cristallise"* la révolte d'une bonne partie des Français contre la situation économique et sociale et ce ne sont pas ces concessions qui *"changeront la donne"*.

Guy Groux, du Centre de recherches politiques (Cevipof) de Sciences Po Paris, voit également dans l'annonce de ces aménagements une "*tentative de neutraliser*" les appels à la grève reconductible dans le secteur public, qui pèsent sur le débat au Sénat en menaçant le pays de paralysie.

"*Est-ce que cela peut suffire ? J'en doute*", juge ce spécialiste des mouvements sociaux en France. "*Aujourd'hui, la question essentielle posée par les syndicats, notamment par la CGT, c'est l'ouverture de vraies négociations.*"

Mais lui aussi est sceptique sur les suites du mouvement en l'absence d'une véritable mobilisation dans le secteur privé.

"Si la question est de savoir s'il peut y avoir une mobilisation de type mai 1968, la réponse est non. Nous n'en sommes certainement pas là", explique-t-il

"*Ce ne sont pas là des éléments de nature à modifier la critique fondamentale sur le projet de réforme*", a cependant déclaré le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault.

La CFDT a salué une "*avancée*" et un "*pas en avant*" mais son secrétaire national chargé du dossier a déclaré à Reuters que cela ne remettait en rien en cause l'appréciation globalement négative de la réforme par la centrale. (Reuters 07.10)

5- Les dernières déclarations de responsables syndicaux.

«*C'est la base qui nous demande de faire une grève reconductible*», a affirmé sur France Info ce jeudi le cheminot Bruno Duchemin, de la FGAAC-CFDT, qui estime que les syndicats de la SNCF sont «*dans l'obligation de durcir*» le mouvement.

«*C'est la dernière cartouche, sinon il faudra plier les gaules*», estime Philippe Touzet, délégué central Sud-RATP, contacté par 20minutes.fr. «*On va quand même essayer, mais ça va dépendre de comment ça embraye ailleurs [dans les autres secteurs]*», ajoute-t-il, estimant que la RATP et la SNCF sont les porte-étendards du mouvement.

«*On voit qu'il y a quelque chose qui cloche et ça déçoit tout le monde. On attend des leaders qu'ils invitent les gens au sens large (à se mobiliser) et pas qu'à défilier dans la rue. Les préavis de 24h, ça déstabilise, mais ça ne suffit pas. La grève, c'est bloquer l'économie, sinon, il faut tourner la page*», ajoute Philippe Touzet.

Ce fatalisme n'est pas partagé par Eric Nabet, son homologue de la CGT-RATP, qui estime, «*déterminé et confiant*», que sa confédération dans son ensemble va «*dans la même logique*», et pas seulement la base. «*La CGT travaille à ce que l'ensemble des secteurs, selon leur capacité, puisse se mettre en marche*», indique le syndicaliste à 20minutes.fr, promettant que sa confédération «*ne baissera pas les bras au-delà du 12 octobre*». «*Ce n'est pas un baroud d'honneur. On est dans la continuité, dans la même dynamique d'élargissement du mouvement*», ajoute-t-il.

Pourtant, tout en haut de l'échelle, le discours est beaucoup plus mesuré. «*La CGT n'appelle pas à la grève reconductible. Mais nous, on l'a toujours dit: ce sont les salariés qui décideront de ce qu'ils feront. Si certains veulent reconduire, ils reconduiront*», indique Eric Aubin à 20minutes.fr. Même son de cloche à la CFDT. «*On n'a aucun appel en faveur d'une grève illimitée. Et c'est loin d'être la majorité pour une grève reconductible. Ils sont en situation de crise, ils ne peuvent pas se le permettre financièrement*», explique Jean-Louis Malys, secrétaire national du syndicat, à 20minutes.fr.

«*La grosse question, c'est: Est-ce que les salariés vont suivre?*», s'interroge pour sa part Jean-Louis Besnard, de l'Unsa, joint par 20minutes.fr. L'autre risque, récurrent lors des grèves reconductibles, c'est la réaction de l'opinion publique, malgré les sondages favorables au mouvement. «*Le public est versatile, c'est un mouvement à gérer prudemment*», estime-t-il. Et Jean-Louis Malys d'ajouter: «*La force du mouvement, c'est sa largeur. S'il y a radicalisation, il y a un risque que l'opinion se retourne*». (20minutes.fr 07.10)

Social.

1- France.

Payer sa chambre individuelle à l'hôpital à un tarif digne d'une chambre d'hôtel ? La mesure est envisagée très sérieusement par l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Une mesure déjà appliquée par de nombreux CHU de province, mais inédite dans les hôpitaux parisiens.

Le premier à évoquer cette mesure pour s'en indigner a été le professeur André Grimaldi, chef du service de diabétologie de la Pitié-Salpêtrière, le 29 septembre sur France Culture : '*J'ai appris hier que désormais, quand vous voudrez une chambre seul à la Pitié-Salpêtrière, il vous en coûtera 40 euros la nuit. On était l'hôpital-entreprise, maintenant on est l'hôpital-hôtel !*

Contactée par Le Monde.fr, l'AP-HP confirme cette information, faisant valoir qu'elle ne fait qu'appliquer, '*par souci d'équité vis-à-vis des autres établissements (à Lyon ou Marseille par exemple)*', une disposition prévue par le code de la Sécurité sociale. L'Assistance publique espère que la mesure sera effective fin 2010 ou début 2011. (Lemonde.fr 07.10)

2- Grèce.

Moins de 3.000 personnes ont défilé dans le calme aux cris de "*Voleurs*", "*Escrocs*", sous des banderoles proclamant "*Taxe des riches*" ou "*Pas de sacrifices pour le FMI*".

Le cortège était bien plus réduit que lors de défilés similaires pendant l'été. En juillet, 12.000 personnes avaient marché dans les rues de la capitale. Ils étaient 50.000 le 5 mai.

Les syndicats ont organisé six grèves générales cette année sans parvenir à faire reculer le gouvernement et la mort de trois personnes lors d'une violente manifestation en mai a encore ajouté au sentiment de découragement.

Le syndicat du secteur privé GSEE a dit qu'il ne prévoyait pas de nouvelles grèves avant un moment, levant une partie de la pression sur les épaules des socialistes au pouvoir. Le principal syndicat du secteur public, Adedy, a en revanche prévenu qu'il ne renoncerait pas à protester contre les baisses de salaires qui frappent la fonction publique. (Reuters 07.10)

Politique.

1- Un flic-président hystérique à la tête de l'Etat. La police fait du zèle.

La gendarmerie a constitué un fichier sur les Roms et les gens du voyage, illégal et clandestin. Ce fichier ethnique, dont *Le Monde* révèle l'existence (édition papier du 8 / 10) est d'ailleurs baptisé MENS – minorités ethniques non sédentarisées.

Des associations de Roms et de gens du voyage ont porté plainte, mercredi 6 octobre, pour constitution de fichier non déclaré, et conservation "*de données à caractère personnel qui font apparaître les origines raciales et ethniques*".

Alain Bauer, le président du groupe de contrôle des fichiers, dit au *Monde* ne pas connaître pas lui non plus le fichier MENS, et annonce qu'il va faire son enquête : "*Beaucoup de ces institutions mentent avec aplomb, ce n'est pas le premier fichier non déclaré qu'on découvrirait*", rapporte le blog Libertés surveillées sur Le Monde.fr.

Le Monde.fr, dans sa version pour les abonnés, mentionne plusieurs exemples, indiquant que ce fichier "non existant" a été utilisé .

Par exemple: Dans une fiche, à "*diffusion restreinte*", les gendarmes écrivent sans sourciller : "*L'environnement généalogique effectué par l'OCLDI (Office central de lutte contre la délinquance itinérante) à partir des procédures et des renseignements recueillis, ainsi que la consultation de notre base documentaire de données (fichier MENS), permet d'indiquer que certains individus suspectés appartiennent à la communauté française des gens du voyage, se connaissent soit par des liens familiaux, soit par relations criminelles d'habitude.*" (Lepost.fr 07.10)

2- Le parquet de Paris est une officine de l'UMP.

Le parquet de Paris s'est opposé jeudi à l'ouverture d'une enquête par un juge indépendant sur des soupçons de corruption lors d'une vente de sous-marins au Pakistan en 1994, un dossier susceptible d'inquiéter Nicolas Sarkozy.

Peu après la signature par le juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke d'une ordonnance lançant des investigations pour "*corruption et abus de biens sociaux*", le procureur Jean-Claude Marin, lié hiérarchiquement au pouvoir, a annoncé qu'il faisait appel en invoquant des problèmes de "*procédure*". (Reuters 07.10)

3- Sarkozy le ridicule.

Nul n'ignore plus que l'UMP, après nous avoir expliqué pendant trois ans qu'il fallait un bouclier fiscal en France parce que les Allemands en avaient un... a désormais le toupet d'expliquer qu'il faut supprimer ledit bouclier au nom de la convergence avec l'Allemagne, qui n'a pas de bouclier. Or, il semble que la majorité soit décidée à utiliser la même grosse ficelle au sujet de la TVA sur la restauration.

Depuis juillet 2009, la TVA dans la restauration a été abaissée à 5,5%.

Le 14 décembre 2009, lors d'une conférence de presse Nicolas Sarkozy est interrogé par une journaliste de Paris Match sur l'opportunité de maintenir une TVA réduite qui donne de si piètres résultats. Il sort alors son "joker" allemand : "*Si c'était si étrange que cela, je vous pose la question : pourquoi Mme Merkel vient-elle de décider de faire la même chose? Si c'était un tel échec, je pose la question de savoir pourquoi Mme Merkel, à la tête de la première économie d'Europe, vient de décider de baisser la TVA sur la restauration à 7%? Madame Merkel est quelqu'un de censé, quelqu'un qui réfléchit*".

Et Sarkozy de continuer son numéro: "*Essayez d'élargir votre réflexion aux autres. Non seulement cette décision qu'a prise la France n'est pas combattue par les autres, mais dans son programme, Madame Merkel a dit: "une des premières décisions économiques que je vais prendre, c'est de baisser la TVA dans la restauration en Allemagne"*."

Problème, il n'y a pas plus de TVA abaissée sur la restauration en Allemagne que de bouclier fiscal. La TVA dans la restauration est à 19%. Au moment où parle Sarkozy, il y a tout au plus outre-Rhin une décision d'abaisser le taux de TVA... dans l'hôtellerie au 1er janvier .

Sarkozy ignore visiblement aussi que la décision de baisser la TVA dans l'hôtellerie n'est pas une lubie de Merkel comme il le présente, mais qu'elle émane du libéral FDP, parti de coalition. Bref, Sarko a tout faux. Mais au moins le mensonge a réussi à faire taire l'insolente auteure de la question.

Comme le bouclier fiscal, la mesure pourrait donc être supprimée. D'aucuns à l'UMP suggèrent ainsi que la TVA sur la restauration soit remontée à un niveau intermédiaire, entre 10 et 12%. Reste à trouver un moyen de faire passer le retour en arrière.... Et ce moyen est visiblement tout trouvé : la fameuse convergence fiscale... avec l'Allemagne. Après avoir découvert qu'il n'y avait pas de bouclier fiscal en Allemagne... l'UMP s'apprête à découvrir que la TVA sur la restauration y est de 19%...

Le 25 août, lors de son déplacement à Berlin, le ministre du Budget François Baroin a évoqué le rapprochement des taux de TVA entre les deux pays. Quelques jours plus tard, Jérôme Chartier, secrétaire national de l'UMP en charge de la fiscalité, a été plus explicite. Sur le site de l'UMP, il expliquait ainsi benoitement, à propos des pistes de convergences fiscales entre les deux pays: "*Nous regarderons par exemple les taux de TVA. On parle beaucoup de la TVA sur la restauration, on regardera quelle est la TVA sur les activités d'hôtellerie, de restauration, qui est pratiquée en Allemagne. Ce sera un bon enseignement*" (à partir de 1mn30 sur la vidéo). Or, l'enseignement est d'ores et déjà connu : en dépit de ce qu'affirmait Sarkozy, il n'y a pas de taux réduit de la TVA sur la restauration en Allemagne. Les restaurateurs français peuvent commencer à se faire du souci... (Libération 07.10)

3- Inde. Le pays où la délation fait office de civisme, un devoir.

Grâce à Facebook, les habitants de New Delhi se substituent à la police pour relever les infractions des automobilistes.

La page créée par la police de circulation de la mégapole recense des commentaires sur l'état du trafic, mais aussi des photos, et des vidéos d'automobilistes violant les règles de la circulation. On y voit des motards, y compris des policiers, sans casques, des automobilistes qui empruntent les couloirs de bus, voire même des éléphants qui empruntent la sacrosainte voie de circulation réservée aux athlètes et officiels des Jeux du Commonwealth.

Depuis sa création, en mai 2010, 32 000 habitants utilisent déjà le service sur Facebook. Deux ou trois agents de la circulation passent désormais leur journée assis devant leur ordinateur pour relever les numéros de plaque d'immatriculation aperçus sur les photos et envoyer les contraventions aux fautifs pris en flagrant délit. Ceux qui reçoivent la contravention ont la possibilité de contester la faute. "*Mais jusqu'à maintenant, les 1000 qui ont été envoyées n'ont jamais été contestées*", explique Satyendra Garg, le commissaire adjoint de la police de la circulation.

Les utilisateurs de la page Facebook de la police de circulation de Delhi sont désormais plus nombreux que les agents de circulation. Ces derniers ne sont que 5000 dans une mégapole qui compte 14 millions d'habitants, soit un agent posté, en moyenne, tous les six kilomètres. Difficile, dans ces conditions, de repérer le moindre embouteillage ou le feu de circulation tombé en panne, surtout que les caméras de surveillance dans les avenues sont encore rares. Les conducteurs signalent alors un embouteillage, l'effondrement d'une chaussée ou la procession religieuse improvisée sur Facebook, en temps réel, grâce à leurs téléphones portables. La police relaie les informations sur Twitter et dépêche sur place des agents de la circulation. (Lemond.fr 07.10)

Lu cette inscription en anglais et en tamoul repeinte régulièrement depuis des lustres sur la façade du commissariat de police de Bussy street à Pondichéry, une des plus grandes artères de la ville : il y a un citoyen sous chaque uniforme et il y a un policier dans chaque citoyen. Cela doit être un héritage du Raj britannique ! Mais ce serait une démocratie paraît-il, une démocratie policière quoi ! Vous imaginez l'ambiance, les rapports nauséabonds que les gens entretiennent.

Il existe même des associations de citoyens du type *Les amis de la police*, je l'ai découvert en me connectant sur la page Internet de la police du Tamil Nadu. J'ai été jusqu'à imprimer des pages entières que j'ai déposées sur le bureau du commissaire de police de mon district pour le rappeler à son devoir et que tous les citoyens (et étrangers) avaient les mêmes droits et que la police était censée les faire respecter et les respecter par la même occasion. Il a beaucoup apprécié, surtout que je lui ai demandé ce

qu'il faisait dans la police ! Des réunions sont organisées conjointement entre les gens de ces associations et la police, ils patrouillent la nuit accompagnés par un ou quelques policiers... Cela vous donne une autre image, pas très sympathique, de l'Inde exotique, non violente, religieuse et j'en passe.

4- Chine. Quand le parti unique et l'économie planifiée qui y est liée sont des obstacles au développement du capitalisme en Chine.

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao est-il entré en dissidence? Ses surprenantes déclarations faites dimanche dans une interview accordée à CNN pourraient le donner à penser. Il appelle ouvertement à la liberté de parole, à l'abandon du rôle dirigeant du parti et, à demi-mots, au multipartisme.

Conséquence de ce qui apparaît être une audace inédite, les propos du Premier ministre sont totalement censurés en Chine. Aucun journal ni forum officiel n'en a fait état depuis dimanche. Par contre, sur les rares forums Internet échappant à la censure, on ne parle que de ça.

«Si le premier ministre parvient réellement à pousser les réformes politiques, il deviendra le premier grand homme du nouveau siècle», dit un internaute. D'autres sont plus sceptiques. «Ne soyons pas naïfs (...) vous pensez vraiment qu'ils vont creuser leur propre tombe?»

Le Premier ministre chinois s'est distingué cet été en appelant à des «réformes politiques» - sans toutefois en définir le contenu. *«Le besoin de démocratie du peuple chinois est irrésistible»*

Dimanche, il est allé beaucoup plus loin: *«Je crois que la liberté de parole est indispensable pour tous les pays, les pays développés comme les pays en développement. La liberté de parole est d'ailleurs dans la constitution chinoise (...) le désir et le besoin de démocratie du peuple chinois est irrésistible»,* dit-il en réponse à une question du journaliste de CNN Fareed Zakaria, qui lui demande de préciser ce qu'il entend par «réformes politiques».

«J'ai profondément réfléchi à la question, lui répond sereinement Wen. Mon opinion est qu'un parti politique, une fois qu'il est au pouvoir, doit être différent de l'époque à laquelle il luttait pour le pouvoir. La principale différence est que ce parti doit agir conformément à la constitution et au droit.»

Wen poursuit en préconisant de dissoudre le parti communiste dans l'Etat. *«Les politiques et les propositions de ce parti peuvent être fondées dans la constitution et les textes de loi par des procédures appropriées.»*

En disant cela, Wen remet en cause la sacro-sainte «suprématie du parti» - tout comme l'avait fait vingt ans plus tôt l'un de ces prédécesseurs, le premier ministre Zhao Ziyang, purgé après l'écrasement du mouvement de Tiananmen en 1989. Suggérant que le multipartisme est le but à atteindre, Wen ajoute: *«Tous les partis politiques, toutes les organisations, et tout le monde sans exception, doivent se soumettre à la constitution et aux lois en vigueur. C'est, de mon point de vue, l'essence même d'un système politique moderne.»*

Plus surprenant encore, Wen brise l'une des règles fondamentales du parti communiste auquel il appartient - le «centralisme démocratique» - en étalant les divisions du politburo au sujet des réformes politiques. *«En dépit de certains débats et points de vues, et en dépit de certaines résistances, je vais agir en accord avec mes idéaux, sans relâche, et faire avancer la refonte politique dans les limites de mes capacités.»*

Sachant pertinemment qu'il risque très gros, Wen se présente déjà en martyr potentiel de la cause. *«Je voudrais vous dire, afin de souligner davantage encore ce que je viens de dire, que je ne faiblirai pas devant la force des bourrasques et de la pluie, et que je persisterai jusqu'au dernier jour de ma vie.»*

Dans une dernière tirade digne de Mirabeau, il assène: *«On ne peut pas arrêter les désirs et la volonté du peuple. Le succès appartient à ceux qui suivront la vague, et l'échec à ceux qui tenteront d'aller dans le sens inverse.»*
«Paradoxalement, remarque le sinologue australien Geremie Barmé, les propos tenus par Wen Jiabao ne sont pas très différents de ceux qui ont valu onze ans de prison au dissident prodémocrate Liu Xiaobo...». (Libération.fr 07.10)

Il a dit *«Tous les partis politiques, toutes les organisations, et tout le monde sans exception, doivent se soumettre à la constitution et aux lois en vigueur. C'est, de mon point de vue, l'essence même d'un système politique moderne.»*, à partir de là, si la constitution intime l'ordre à chacun de respecter la propriété privée des moyens de production, où est le problème, l'essentiel est sauvé pour les dirigeants du PC chinois !

Il semblerait que ce qui demeure de l'économie planifiée constitue dorénavant un obstacle au développement du capitalisme en Chine et que les autorités aient décidé de remédier à cette situation. Les dirigeants du parti au pouvoir n'auront qu'à se partager le gâteau des entreprises privatisées ou s'octroyer des postes en or comme cela s'est produit en URSS et le tour sera joué. (A suivre)

Economie.

Comment faire semblant de s'attaquer aux plus riches.

Quatre-vingts députés UMP ont réclamé jeudi la suppression simultanée du "*bouclier fiscal*" et de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) dès 2011 pour lutter contre les déficits et partager l'effort de rigueur.

Le député UMP Michel Piron, qui a déposé un amendement en ce sens dans le cadre du débat à venir sur le budget 2011, a annoncé que la liste, qui compte donc plus d'un quart des 314 députés du parti présidentiel, allait encore grossir.

Le bouclier fiscal et l'ISF seraient, selon l'amendement, "*remplacés par l'imposition des revenus du patrimoine ainsi que la création d'une nouvelle tranche d'impôt supplémentaire sur les revenus supérieurs à 100.000 euros*".

Un nouveau taux marginal d'impôt sur le revenu de 46% serait appliqué pour la fraction supérieure à ce montant. (Reuters 07.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 9 octobre

Retraites.

1- Gouvernement.

Le conseiller syndical de l'Elysée, Raymond Soubie, a réaffirmé vendredi matin que le gouvernement ne lâcherait rien sur les principaux points de la réforme, qu'il espère voir votée d'ici le 23 octobre. "*Il est clair que sur le coeur du projet, à savoir les mesures d'âge, la retraite à 62 ans pour l'essentiel, le gouvernement ne bougera plus*", a-t-il déclaré sur RTL.

Commentaire.

Aucun gouvernement en Europe n'a lâché, car dans aucun pays le mouvement ouvrier divisé, corrompu et gangrené par le réformisme n'est prêt à affronter le gouvernement en place, pourquoi devrait-il en être autrement en France ? Une grande partie de la classe ouvrière est prête à en découdre immédiatement dans tous les pays de l'UE, mais en l'absence de perspective politique une minorité seulement se mobilise et seule une infime minorité se reconnaît dans les syndicats et les partis dits ouvriers, devrait-il en être autrement ?

Le double langage ou les lacunes politiques des trois partis POI, NPA et LO fait qu'ils ne sont pas crédibles aux yeux des travailleurs. Le premier se souvient en parole (dans une déclaration) les jours de fête qu'il se réclame du socialisme, le second a oublié jusqu'à l'existence des institutions de la Ve République depuis sa fondation, quant au troisième il est incapable de relier le programme transitoire au programme socialiste, en réalité ce défaut est partagé par ces trois partis.

Exiger le retrait du projet de loi du gouvernement sans immédiatement poser la question du gouvernement ouvrier qui serait capable de satisfaire notre droit à la retraite, revient à brasser du vent en guise d'action et à opposer au gouvernement une impasse politique. Devrait-il en être autrement sachant que cette question du pouvoir politique et de l'Etat a été systématiquement écartée, bradée ou niée pendant des décennies au profit des revendications immédiates ou de réformes, laissant le soin au régime capitaliste d'en tirer tout le profit sur le plan politique ?

Pourquoi du jour au lendemain les travailleurs devraient-ils se dire : mais c'est bien sûr, pourquoi n'y avons-nous pas pensé plus tôt, voilà la solution, un gouvernement ouvrier ? Ce sont ceux qui n'ont eu d'autres perspectives à proposer pendant des décennies que les revendications spontanées des masses, qui voudraient nous faire croire que la majorité des travailleurs pourraient rompre avec cette vieille habitude ancrée dans leur esprit que tout serait possible en régime capitaliste et que dans le cas contraire c'était uniquement parce que la situation ne le permettait pas, sans remettre un instant en cause le système économique en place, que tout hélas n'était finalement pas possible dans ce bas monde et qu'il faudrait faire avec. C'était le meilleur moyen sans en avoir l'air de subordonner plus solidement le prolétariat au capitalisme. Même en étant les principales victimes des conséquences de la crise du capitalisme les masses ne sont pas parvenues à commencer à poser la question déterminante de leur rupture avec le capitalisme.

Si demain la contre-réforme des retraites passe, le gouvernement expliquera que finalement c'est la raison qui l'a emporté et qu'il a le soutien de la majorité des exploités, alors qu'en réalité, c'est seulement au capitalisme que les masses demeurent soumises.

Pour bien montrer à quel point ces partis et les syndicats tentent de préserver le régime en place chacun à leur manière, on pourrait ajouter que si la majorité des travailleurs sont contre le projet sur les retraites du gouvernement, mais ne voit pas comment ils pourraient lui infliger une défaite compte tenu de la détermination qu'il affiche quasi-quotidiennement sur cette question précise, ils se sont bien gardés de joindre à l'exigence du retrait l'ensemble des revendications non satisfaites du prolétariat, des couches moyennes et de la petite-bourgeoisie qui n'ont cessé de s'accumuler au cours des dernières années, car alors serait apparu un peu trop clairement qu'il n'y avait rien à attendre de ce gouvernement et des institutions et qu'il fallait orienter résolument le combat contre l'Etat.

A l'opposé, et ceci explique cela, ils ont expliqué aux travailleurs et aux militants que le PS et ses satellites n'étaient pas vraiment ce qu'ils croyaient, idem pour les malheureux dirigeants syndicaux tombés dans le "piège" tendu par Sarkozy, que la solution passerait forcément par ces partis qui ont déjà gouverné pour le compte des capitalistes comme si les travailleurs et les militants étaient amnésiques, qui plus est soutiennent ouvertement Sarkozy, idem envers les dirigeants syndicaux dont tout le monde a bien évidemment oublié les multiples trahisons et leurs liens avec le pouvoir, le tout tendant à affaiblir la détermination des travailleurs et devant servir à les empêcher de trouver une issue politique en dehors du régime en place et des institutions dont font partie le PS et ses alliés. Ils ont été jusqu'à leur expliquer que tout était possible dans ce régime capitalisme, par exemple, voyez les réformes qui ont été adoptées entre 1945 et 1958 quand le pays était en ruine, pourquoi ce qui a été possible à cette époque ne le serait-il pas aujourd'hui, faisant au passage les louanges de l'union nationale en vigueur, un argument qui a dû empêcher de dormir Sarkozy et ses amis du CAC 40 !

Opposer au gouvernement et aux institutions, à l'Etat, la longue liste des revendications non satisfaites de toutes les couches d'exploités revenait à dresser un jugement sans appel contre le capitalisme, qui aurait indiqué aux masses quel contenu et quelle orientation politique elles devaient donner à leur combat, ce qui ne devait pas manquer de les mettre sur la piste de la seule alternative existante au capitalisme, le socialisme. Impensable, quelle horrible perspective !

On peut également concevoir que les travailleurs et les militants estiment que c'est le capitalisme mondial qui est à l'origine de leurs problèmes et souffrances, et que par conséquent il leur est impossible de lutter sur ce terrain, ils se sentiraient impuissants à s'attaquer au FMI, à la Banque Mondiale, etc. Par contre, il leur est possible de combattre sur le terrain politique contre le gouvernement et les institutions qui sont en fait les représentants de ces institutions internationales du capital. Or, et ce n'est pas un hasard non plus si c'est justement sur ce terrain que personne ne veut mener le combat ou relier le combat pour la défense de nos droits ou acquis à la question politique du pouvoir politique.

Vous ne voudriez quand même pas après que tout a été fait pour mieux embrouiller les travailleurs, qu'ils se fassent une idée claire de la situation et qu'ils soient en mesure de se situer sur un terrain de classe indépendant du capitalisme, le croire serait se leurrer une fois de plus. Avez-vous analysé le contenu politique de la résistance des travailleurs ? Quelle est aujourd'hui 9 octobre 2010 la nature sociale du mouvement ouvrier ?

Mon analyse n'a pas pour objet de prétendre que la révolution serait possible demain matin ou qu'elle aurait été possible depuis 1945, mais de démontrer qu'on aurait pu (et qu'on peut encore) s'y prendre autrement afin d'élever le niveau de conscience politique de la classe, de l'organiser et de construire le parti qui nous fait tant défaut, et que si ces conditions avaient été réunies on ne serait peut-être pas aujourd'hui dans cette situation quasi inextricable. La résurgence de théories toutes plus foireuses ou opportunistes les unes que les autres et que l'on pouvait penser remises au musée des antiquités, suffit à démontrer à quel point le mouvement ouvrier et son avant-garde se sont fourvoyés au cours des décennies précédentes, après qu'il s'est écarté ou qu'il a rompu avec le socialisme.

J'ai oublié de préciser un point important.

Pourquoi le mot d'ordre du retrait n'a-t-il pas été accompagné depuis le début systématiquement du refus de l'allongement de la durée de cotisation pour lequel Chérèque (et la CGC) est favorable ? Pour éviter de briser l'intersyndicale jaune ? Pour mieux permettre à chacun (des appareils) de manoeuvrer et de sortir les mains propres de cette bataille ?

2- Intersyndicale jaune.

L'intersyndicale appelle à une nouvelle journée d'action contre la réforme des retraites le samedi 16 octobre et annonce une nouvelle rencontre entre les syndicats le 14 octobre "pour évaluer à nouveau la situation et envisager les suites", selon une déclaration commune diffusée vendredi et signée par les syndicats CGT, CFDT, CFTC, FSU, UNSA, et Solidaires.

Commentaire.

Ils jouent la carte du pourrissement déjà adoptée par le Palais, normal, non ? Vous vous attendiez à quoi au juste ?

3- Sur le terrain.

- Des préavis de grève ont été déposés dans 85 réseaux de transports urbains, dont 29 préavis reconductibles

- La contestation contre la réforme des retraites gagne du terrain dans les lycées avec une hausse du nombre d'établissements bloqués.

Le mouvement a touché vendredi, à des degrés divers, 81 lycées, avec des blocages ou des tentatives de blocage et un fort taux d'absentéisme, a-t-on appris auprès du ministère de l'Education nationale, qui souligne que moins de 2% des 4.302 établissements du pays étaient concernés.

Le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, a critiqué dans un communiqué *"l'irresponsabilité de tous ceux qui mettent les lycéens en danger en les appelant à des actions qui risquent de dégénérer"*.

4- Syndicats pro-capitalistes.

Unsa.

L'Unsa-RATP a ouvert une brèche dans le front syndical en renonçant à appeler à la grève le 12 octobre contre une réforme des retraites que ses adhérents estiment jouée d'avance.

Le deuxième syndicat du métro parisien a pris sa décision après avoir consulté sa base. Il en ressort qu'elle estime être manipulée politiquement, a expliqué vendredi à Reuters Frédéric Sarrassat, l'un des responsables de l'Unsa-Transports.

"Encore une fois, on met les transports en première ligne en sachant pertinemment qu'au Sénat on est en train de voter les lois et que rien ne sera vraiment modifié sur le fond", a-t-il dit, ajoutant qu'on a *"l'impression qu'on utilise les gens des transports comme de la chair à canon"*.

Pour Frédéric Sarrassat, les syndicats ne se sont pas donné les moyens de combattre la réforme. *"Une fois de plus, on se sert de nous pour faire fléchir le gouvernement mais on ne met pas toutes les armes de notre côté, à savoir les transports routiers, les grandes entreprises, notamment"*, a-t-il dit.

"On va faire grève en sachant pertinemment que structurellement, la réforme va passer. Donc, à un moment il y a un jeu de dupes qui s'instaure et visiblement nos adhérents ont été très sensibles à ça", a ajouté Frédéric Sarrassat.

Commentaire.

L'Unsa a lâché le morceau.

Effectivement, pour empêcher cette contre-réforme de passer et demain pour obtenir son abrogation il faudrait quasiment un soulèvement de la classe ouvrière menaçant l'existence du régime qui entraînerait une grave crise politique sur fond de situation pré-révolutionnaire, perspective totalement impensable évidemment pour des lieutenants du capital déguisés en syndicalistes ouvriers.

CFTC.

Le président de la CFTC, Jacques Voisin, s'est opposé vendredi au mot d'ordre de grève reconductible à la SNCF, affirmant que son syndicat chez les cheminots n'est plus représentatif depuis 2009.

Dans un communiqué, il explique que sa confédération *"ne cautionne en aucun cas les grèves reconductibles"* à la SNCF.

Selon lui, d'anciens dirigeants dissidents de la CFTC-Cheminots ont déposé des préavis de grève reconductible en région Alsace, Lorraine, à Lyon et au dépôt Paris-Est où ils sont représentatifs.

Mais ces dissidents *"ont été déchus à titre définitif de leurs mandats syndicaux par une décision du conseil confédéral de la CFTC au mois de septembre"*.

Commentaire.

Camarades cheminots de la CFTC : quittez ce syndicat jaune, adhérez à la CGT, à FO ou à SUD !

6- FO

Pour Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, les choses sont toutefois loin d'être jouées.

"Beaucoup de préavis reconductibles sont déposés - FO, systématiquement, y est présent. Moi je dis 'bien malin celui qui peut dire 'voilà ce qui peut se passer la semaine prochaine et la semaine d'après'", a-t-il déclaré sur France Inter.

Commentaire.

Pourquoi FO n'appelle-t-il (à ma connaissance) nationalement à reconduire la grève à partir du 12 ?

7- Sarkozy-Woerth = DSK-Hamon, UMP=FMI=PS.

Dans un document publié cette semaine, le FMI assure noir sur blanc que le recul de l'âge légal de la retraite est la meilleure méthode pour assurer à l'avenir le niveau des pensions. *«Une augmentation de deux ans de l'âge légal de départ à la retraite suffirait à stabiliser la part des pensions dans le PIB pour les deux prochaines décennies»,* peut-on lire.

Dès sa diffusion, la droite s'est emparée du rapport pour enfoncer un coin chez les socialistes. Le ministre du Travail, Éric Woerth, s'est fendu d'un hommage sur Public Sénat : *«Merci Dominique Strauss-Kahn de ne pas être, au fond, dans une posture idéologique et uniquement électoraliste et d'être un homme d'État responsable.»*

Autant d'éléments qui apportent de l'eau au moulin du gouvernement.

Au PS, on minimise donc l'impact du rapport. *«On ne va pas feindre la surprise. Le FMI est une institution au diapason des traditions libérales»,* a expliqué le porte-parole, Benoît Hamon. *«C'est une position du FMI, ce n'est en rien une position qui concerne le PS»,* a renchéri le numéro deux du parti, Harlem Désir. Marisol Touraine relativise elle aussi : *«Le rapport ne dit pas que le relèvement de l'âge de départ est la seule politique possible.»*

Les socialistes rappellent qu'ils défendent l'allongement de la durée de cotisation, ce qui implique pour beaucoup de personnes un report de l'âge de départ effectif. À les entendre, il faudrait distinguer le directeur et le Fonds : DSK, c'est DSK, le FMI, c'est le FMI. *«Ce rapport est indépendant de sa volonté»,* explique Jean-Christophe Cambadélis. *«Le principe de fonctionnement de cette institution implique que le directeur n'assiste pas aux débats qui portent sur son pays.»*

Selon Cambadélis *«Les gens ont compris que DSK n'est pas Nicolas Sarkozy et que le FMI n'est pas l'Élysée. Dominique Strauss-Kahn ne décide pas seul.»*

Commentaire.

Exercice périlleux, impossible en réalité de pouloir faire croire qu'il existerait une différence entre la politique réactionnaire de Sarkozy et celle menée par le FMI en Grèce sous la direction de Strauss-Kahn, par exemple. Autre point commun entre l'UMP et le PS : leurs dirigeants ont l'art de prendre les travailleurs pour des abrutis ! Pas sûr que cela prenne toujours.

Et ne rigolez pas, selon certains Benoît Hamon représenterait la "gauche" du PS : *«C'est une position du FMI, ce n'est en rien une position qui concerne le PS»,* et la position de DSK n'est celle ni du FMI ni du PS bien que les uns et les autres sont exactement sur les mêmes positions avec le soutien à l'allongement de la durée de cotisation.

Au PS (et leurs satellites), qu'est-ce qu'ils en ont à foutre de rester dans "l'opposition", ils conservent leurs postes, leurs retraites et leurs prébendes, c'est l'essentiel quand on a pour seul objectif d'assurer la stabilité et la survie de l'ordre établi, non ?

(source des différents extraits d'articles : Reuters, AP et Lefigaro.fr 08.10)

Social.

1- Belgique.

Le syndicat socialiste CGSP, majoritaire au sein de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB), a décrété jeudi une grève de 24 heures qui devrait paralyser l'ensemble du rail belge le lundi 18 octobre, a-t-il annoncé dans un communiqué.

Cette grève sera précédée par le "blocage total du trafic marchandise sur le réseau ferré belge" lundi 11 octobre, selon le communiqué.

La CGSP, qui compte dans ses rangs 65% des cheminots syndiqués, proteste contre le blocage des discussions avec la direction dans plusieurs dossiers, a précisé à l'AFP son président, Gérard Gelmini.

Le second syndicat de la SNCB, la centrale chrétienne CSC, ne s'est à ce stade pas associé à ces actions. (Lexpress.fr 07.10)

2- Italie.

Des milliers d'étudiants et d'enseignants ont manifesté vendredi dans une cinquantaine de villes italiennes contre des réformes et des coupes budgétaires décidées par le gouvernement dans l'éducation.

En plus des manifestations dans les villes du pays, enseignants et assistants annoncent des grèves régulières jusqu'en décembre contre les réformes. (Reuters 08.10)

Economie.

1- France. 12% d'augmentation en deux ans... la hausse des salaires et des retraites ? Tu fumes trop...

Le prix des cigarettes et du tabac augmentera le lundi 8 novembre de 6 % en moyenne, a annoncé vendredi 8 octobre la Confédération des buralistes, un an tout juste après la précédente hausse.

Le ministre du budget, qui ne décide pas du prix mais doit homologuer les tarifs chaque trimestre, avait indiqué qu'il allait 'donner une suite favorable à la demande de hausse des prix de la part des industriels et des fournisseurs à un niveau identique à celui de l'an dernier, de l'ordre de 6 %, et ce avant la fin de cette année'.

En valeur, le marché du tabac a augmenté de plus de 5 % sur la même période en raison de la hausse des prix, au bénéfice de l'Etat (les taxes représentent 80 % du prix d'un paquet), des buralistes (qui sont rémunérés 8 % sur chaque paquet vendu) et des industriels. (Lemonde.fr 08.10)

2- Chine. Sur fond de guerre et de crise économique mondiale.

Extrait de la Charte 08 qui a valu le Prix Nobel de la paix au Chinois Liu Xiaobo (traduction réalisée en décembre 2008 par le site Rue 89).

"14- Protection de la propriété privée. Nous devrions établir et protéger le droit à la propriété privée, et promouvoir un système économique de marché libre et honnête. Nous devrions abolir les monopoles gouvernementaux sur le commerce et l'industrie, et garantir la liberté de créer de nouvelles entreprises. Nous devrions créer un comité des entreprises d'État, responsable devant le Parlement, qui supervisera le transfert de la propriété de l'État vers le secteur privé d'une manière honnête, concurrentielle, et ordonnée. Nous devrions mettre en oeuvre une réforme agraire qui favorise la propriété privée de la terre, qui garantisse le droit d'acheter et de vendre la terre, et permettre à la véritable valeur de la propriété privée de se refléter dans le marché."

Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a réitéré vendredi l'appel de Paris à la libération du dissident. Le président américain Barack Obama a également exhorté la Chine à libérer rapidement Liu Xiaobo.

L'organisation Reporters sans frontières a accueilli cette nouvelle "avec une immense émotion", évoquant "un geste d'une portée historique en faveur du mouvement pour la liberté d'expression en Chine". "Nous y voyons un message d'espoir pour le lauréat (...) mais également pour les dissidents en détention à travers le monde et pour le peuple chinois", souligne RSF dans un communiqué. (AP et Lepoint.fr 08.10)

Commentaire.

On comprend l'empressement des dirigeants du vieux monde et ses laquets de soutenir le successeur du dernier prix Nobel de la paix qui terrorise quotidiennement le peuple afghan depuis qu'il a été élu, Obama.

Lire les articles du Réseau Voltaire sur RSF, une officine réactionnaire soutenue par l'impérialisme américain.

3- Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont perdu des emplois en septembre pour le quatrième mois d'affilée, et à un rythme bien plus rapide que le

mois précédent, selon des chiffres officiels publiés vendredi 8 octobre. Les économistes et analystes anticipaient en moyenne une stabilité du marché de l'emploi. Le taux de chômage est resté stable à 9,6 %.

Comme les mois précédents, l'Etat a mis fin aux contrats d'un grand nombre de personnes embauchées temporairement pour le recensement décennal. Cela a touché encore 77 000 personnes en septembre, auxquelles sont venues s'ajouter 76 000 suppressions de postes dans les administrations des Etats fédérés et les collectivités locales.

Le secteur privé, vers lequel se porte tous les regards, a continué d'embaucher, mais moins rapidement que les mois précédents. Le solde net des créations d'emplois n'y a été que de 64 000, soit moins que les 74 000 attendus par les analystes, et 31 % de moins qu'en août, qui avait déjà marqué une baisse par rapport à juillet. (Lemonde.fr 08.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 10 octobre

Quelques mots à propos du site.

J'ai actualisé quelques pages d'accueils de plusieurs rubriques du site. Je n'ai pas encore résolu le problème de transfert de fichiers volumineux vers le serveur qui héberge le site, en fait cela proviendrait de la lenteur de la connection. A vol d'oiseau j'habite dans un village de pêcheurs à moins de 3 kms de Pondichéry, mais c'est comme si je me trouvais à 200 kms ! Je vais voir si l'opérateur public BSNL couvre la zone où j'habite, ce n'était pas le cas il y a deux ans, mais les choses évoluent très vite ici. En attendant je suis obligé de me taper 10 Kms en moto pour actualiser le site, mais bon je n'ai pas le choix.

Un de mes anciens élèves qui bosse dans une boîte d'informatique m'a proposé de m'aider. Il est passé hier soir avec un de ses potes informaticiens de retour de Singapour avec des copies des versions les plus récentes des logiciels que j'utilise, dont la totalité des logiciels d'Adobe.

De mon côté je me débrouille pour trouver tous les logiciels dont j'ai besoin pour le fonctionnement du site et faire des économies, par contre je ne peux souvent pas vous copier les articles entiers parus dans *Le Monde* ou *Les Echos* notamment, parce qu'ils sont réservés aux abonnés, dont je ne fais pas partie évidemment par mesure d'économie. Vous vous comptez en euros, moi je compte en roupies, un euro c'est peu de chose, sauf pour les plus pauvres, mais 60 roupies c'est déjà le prix d'un paquet de cigarettes ou de 3 litres de lait, vous multipliez cela par dix ou par cent et vous arrivez à une somme non négligeable ici, je ne vais pas dépenser pour seulement deux abonnements l'équivalent de la moitié de ce que je dépense pour vivre un mois, je dois penser que je n'aurai pas de retraite, donc je dois restreindre et contrôler en permanence mes dépenses. Si je me prive de certains produits alimentaires que je sais bénéfique pour la santé, si je n'ai pas mis les pieds dans un restaurant depuis plus d'un an, ce n'est certainement pas pour m'abonner au *Monde* ! Si je ne compte pas le temps que je consacre à l'actualisation du site, il me faut bien compter pour avoir de quoi vivre le restant de mes jours, comme mes parents l'ont toujours fait pour survivre, comme quoi je n'ai pas changé de classe !

Tenez j'ai un exemple tout frais. Ce matin je voulais mettre en ligne un article intéressant d'un banquier d'affaires chez Rothschild paru dans *Le Monde* d'hier, selon lui "*notre société ressemble de plus en plus à celle de l'Ancien Régime*", mais ne figurait en ligne gratuitement qu'un court extrait, du coup j'ai laissé tomber. Vous ne le saviez peut-être pas parce que j'ai oublié de vous le signaler, mais dans bien des cas dans les articles de presse que je mets en ligne, ne figurent que les premiers paragraphes. Avis aux militants qui souhaiteraient soutenir financièrement le site et améliorer le service qu'il vous apporte, en toute indépendance de l'Etat et du capitalisme, dans tous les sens du terme je précise.

Retraite.

1- Une majorité des Français estiment justifié la mobilisation contre la réforme des retraites du 12 octobre, selon un sondage Ifop repris par L'Express.fr. A près de 71 %.

Les catégories populaires approuvent davantage les manifestants, de même que les salariés du secteur public, précise le site de l'hebdomadaire.

Autre enseignement de ce sondage : 90 % de sympathisants de gauche et 66 % adhèrent à cette opinion. (Lepost.fr 09.10)

C'est la quasi-totalité des travailleurs manuels et intellectuels de tout le pays qui est contre le projet scélérat de Sarkozy au profit du capitalisme financier. Cependant chacun n'en fait pas la même lecture, ce qui explique en partie pourquoi la mobilisation piétine.

La question est donc de savoir de quelle manière ce rejet peut s'exprimer ou être organisé pour avancer sur la voie qui conduirait au retrait de cette contre-réforme.

Nous ne reconnaissons aucune légitimité à Sarkozy à toucher à nos retraites, nous exigeons même qu'elles soient améliorées et que chaque travailleur partant à la retraite entre 50 et 55 ans soit certain de disposer de quoi vivre normalement jusqu'à son dernier souffle, ce qui inclus qu'aucune retraite soit inférieure à 1 500 euros, ainsi que le respect de notre droit à la santé qui va avec, dans lequel le gouvernement ne cesse de tailler à la hache...

Les militants auront sans doute apprécié à sa juste valeur les appels au front unique en direction du PS sachant que ce parti était sur la même ligne que l'UMP.

Le PS a ainsi fourni opportunément matière à Woerth et au gouvernement pour expliquer que finalement "*tout le monde*" était pour une réforme, réforme qui devrait forcément se traduire par une nouvelle remise en cause du droit à la retraite pour l'ensemble des travailleurs, réforme qu'ils accepteraient de bon coeur à partir du moment où "*l'effort*" demandé serait réparti entre toutes les classes précisait le PS, au nom de "*l'équité*", c'était la seule distinction purement démagogique et au demeurant insoutenable avec le projet du gouvernement, puisque les propositions du PS consistaient à amplifier la financiarisation des organismes de retraite, processus qui devrait justement conduire à la privatisation complète des retraites, l'objectif final que s'est fixée l'aristocratie financière dont Sarkozy défend les intérêts.

Cette position affichée par le PS depuis le départ aurait dû entraîner immédiatement le rejet de ce parti dans le camp de l'UMP, puisqu'ils étaient d'accord sur l'essentiel de cette contre-réforme (l'allongement de la durée de cotisation), au lieu de vouloir l'associer à tout prix au combat du mouvement ouvrier et du prolétariat et d'introduire de ce fait dans leurs rangs un élément qui leur est étranger, en réalité un facteur supplémentaire de division pour affaiblir notre combat, prêter main-forte à Chérèque... et peut-être finalement aboutir à la dislocation de la mobilisation contre le gouvernement.

J'ai pris soin ici de bien distinguer le PS du PCF et du PG qui s'opposent à l'allongement de la durée de cotisation, distinction que je n'ai peut-être pas toujours faite quand il le fallait d'ailleurs, par précipitation et non volontairement. Ceci pour dire qu'il aurait fallu isoler le PS de ces partis pour tenter de les amener sur le terrain d'un front unique de classe conforme aux intérêts du prolétariat, ce qui n'est évidemment pas le cas du front unique qui s'est constitué autour des formations politiques réunies autour de l'appel de la Fondation Copernic. Une fois le PS remis dans son camp naturel au côté de l'UMP, il aurait été plus difficile au PCF, au PG et au NPA de s'y associer sans passer à leur tour pour des partisans de la contre-réforme du gouvernement aux yeux de leurs militants, et il aurait été plus difficile à leurs dirigeants de justifier leur refus de s'associer au POI.

Le loup est entré dans la bergerie en soutenant l'allongement de la durée de cotisation rejeté unanimement par l'immense majorité des travailleurs, il a poursuivi son travail de sape en martelant qu'une réforme s'imposait puisqu'il n'était pas question de s'attaquer aux intérêts des capitalistes, voyant que cela ne suffisait pas, il a tenté un coup de bleuf en prétendant qu'il rétablirait la retraite à 60 ans s'il parvenait au pouvoir en 2012, constatant que cet enfumage des masses n'avait pas suffi à affaiblir la détermination des travailleurs, le PS a sorti l'artillerie lourde en reprenant à son compte la proposition de Mélenchon et Royal d'un référendum dans l'espoir que cela suffirait cette fois à éteindre le feu qui couve. Voilà où nous en sommes en gros sur fond de journées d'action dispersées et sans lendemain pour permettre à Sarkozy de parvenir à ses fins.

L'opportunisme qui consiste à faire appel au PS comme s'il s'agissait d'un parti ouvrier et d'en attendre quelque chose, ne pourra jamais palier ou faire oublier l'absence du parti révolutionnaire. Il conduira sans doute la classe ouvrière et les militants dans une impasse et à connaître un échec politique qui aura des répercussions dans toutes l'UE, sans que le prolétariat n'en tire le moindre enseignement politique pour la suite de son combat, comme d'habitude depuis 60 ans. Ne parlons même pas de la construction du parti, qui sur de telles bases relève de la fabulation ou de l'escroquerie. La suite va dépendre de la capacité des masses à se situer exclusivement sur le terrain de ses intérêts. On aura l'occasion d'en reparler d'ici peu.

2- Ces derniers jours, la mobilisation étudiante a commencé à croître avec une multiplication des assemblées générales au sein des campus.

Ces AG n'ont pas encore réuni en masse, mais ont déjà permis d'organiser de petits comités de mobilisation et de prendre un certain nombre de décisions. Les assemblées vont se poursuivre la semaine prochaine, avec sûrement davantage d'étudiants à la clé.

Voici les chiffres des AG organisées la semaine dernière dans différentes universités. Au total, près de 2.000 étudiants se sont réunis :Rennes : 150 ; Montpellier : 150 ; Paris : 270 ; Orléans : 110 ; Metz : 80 ; Perpignan : 40 ; Toulouse : 110 ; Reims : 120 ; Brest : 70 ; Lyon : 60 ; Bordeaux : 320 ; Angers : 100 ; Clermont : 200 ; Nantes : 110. (Lepost.fr 09.10)

Politique.

1- France.

Le conseil national du Nouveau Centre (NC) a entériné samedi le principe d'une candidature de centre droit à la présidentielle de 2012 même s'il a repoussé la décision finale au début de la campagne électorale, dans un an.

Avec 15.000 adhérents revendiqués, 2.000 élus locaux et 40 parlementaires, le Nouveau Centre se veut le pôle d'attraction d'une famille centriste aujourd'hui éclatée mais qui, bien que fidèle à la droite, a toujours eu un candidat pour porter ses couleurs à la présidentielle. (Reuters 09.10)

2- Belgique.

Selon le sondage TNS Media réalisé pour radiodiffusion publique flamand VRT et le journal De Standaard, 18% des Flamands veulent l'indépendance de leur région, qui forme la partie nord de la Belgique. (Reuters 09.10)

3- Italie.

Des milliers d'Italiens actifs et retraités ont participé samedi à Rome à une manifestation organisée par deux des principaux syndicats du pays pour réclamer une réforme du système fiscal propre à stimuler la croissance économique.

La CISL et l'UIL, deuxième et troisième syndicats du pays, font pression en faveur d'une série de réductions d'impôts pour les salariés, les retraités, les familles et les entreprises. Ils prônent aussi une lutte accrue contre la fraude fiscale.

"Nous avons besoin de récupérer notre argent, l'argent que nous payons en impôts, et nous payons beaucoup d'impôts", a déclaré Emilio Baratto, syndicaliste et retraité, au milieu d'un groupe de manifestants qui agitaient drapeaux et ballons.

Le plus important des syndicats italiens, la CGIL, n'a pas pris part à la manifestation, signe de divergences marquées entre les divers groupes syndicaux sur les efforts du constructeur automobile Fiat pour accroître la productivité dans ses usines italiennes.

La CISL et l'UIL soutiennent les initiatives prises par des employeurs comme Fiat pour réaménager les contrats de travail dans une perspective de flexibilité plus grande. Ils reprochent à la CGIL sa position sur cette question, nettement plus dure que la leur. Les adhérents de la CGIL envisagent des manifestations séparées dans les prochaines semaines.

La plupart des syndicats italiens sont restés assez calmes jusqu'ici, le pays traversant la crise financière internationale sans adopter de budgets d'austérité aussi drastiques que ceux de la Grèce ou de l'Espagne.

Dans le cadre d'un plan d'austérité italien portant sur 25 milliards d'euros, les âges d'accession à la retraite sont repoussés de trois à six mois, les salaires de la fonction publique font l'objet d'un gel et ceux des hauts fonctionnaires subissent des réductions.

Vendredi, étudiants et enseignants ont manifesté dans une cinquantaine de villes italiennes contre des réformes et des coupes budgétaires décidées par le gouvernement dans le secteur de l'éducation. (Reuters 09.10)

Economie.

Cadeau de l'Etat des banquiers... aux banquiers bien sûr !

La Société générale a récupéré 1,7 milliard d'euros sur les 4,9 milliards perdus en 2008 dans l'affaire Kerviel grâce à un dispositif fiscal.

La fiscalité des sociétés leur permet de bénéficier, en cas de pertes exceptionnelles sur un exercice donné, d'une déduction d'impôt. Elle atteint un tiers de la somme perdue, soit le taux d'imposition normal des sociétés. (Libération.fr 09.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 11 octobre

Retraites.

1- Quelque 31% des Français souhaitent que le mouvement de grève reconductible à partir de mardi, journée d'action pour les retraites, dure au-delà de quelques jours, et 44% pensent que cela va être le cas, selon un sondage Ipsos pour Europe 1 communiqué dimanche. (Libération.fr 10.10)

2- Les deux tiers des Français soutiennent le durcissement du mouvement contre la réforme des retraites qui s'exprime par les préavis de grève reproductibles dans les transports, selon un sondage BVA diffusé dimanche qui montre que les jeunes sont les plus en pointe.

D'après ce sondage réalisé pour M6, 66% des Français soutiennent ce durcissement et 31% sont contre.

Les jeunes y apparaissent comme les plus favorables à ce durcissement de la contestation: parmi les 15-24 ans, la proportion est de 72%; elle est de 71% parmi les 25-34 ans, de 67% chez les 35-49 ans, de 64% auprès des 50-64 ans et de 58% pour les 65 ans et plus. (Reuters 10.10)

Hier après-midi, donc avant de prendre connaissance de ces sondages, je me posais ces questions : Les masses sont-elle résolues à affronter le régime ? Dans quelle proportion ? Quels secteurs et quelles couches de travailleurs ? Je me méfie autant des instituts de sondage que des déclarations de dirigeants proclamant que tout serait possible alors que l'absence d'orientation et d'objectif politique fait cruellement défaut à la mobilisation des masses, or c'est l'élément déterminant pour la suite du combat engagé contre le gouvernement.

Trotsky notait en 1936 (Où va la France ?) : *"le chiffre de deux millions de grévistes témoigne d'un esprit de lutte élevé de la part du prolétariat français"*, alors qu'il y avait *"sur le papier"* 4 millions de syndiqués à la CGT. 74 ans plus tard, le nombre de travailleurs a doublé et celui des syndiqués a été divisés par 3, et le nombre de grévistes le 7 octobre 2010 n'a pas dû dépasser le chiffre de 1936. Par conséquent, on ne peut donc pas dire que le rapport de force serait particulièrement favorable à la classe ouvrière.

Cependant, si l'on tient compte des transformations qui ont eu lieu au sein de la classe ouvrière depuis cette époque, on peut en déduire que 2 millions de grévistes concentrés dans les secteurs clés de l'économie pourraient suffire à paralyser le pays et entraîner l'ensemble du prolétariat au combat.

Qu'on ne vienne pas nous dire que les précieuses analyses ne valent plus rien aujourd'hui, voici ce qu'il écrivait et dites-nous en quoi les choses auraient changé fondamentalement :

"Le capitalisme a porté les moyens de production à un niveau tel qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires qu'il a ruinées. De ce fait, tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture. Non seulement le capitalisme ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même de simples petites aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère de "contre-réformes" économiques et politiques. La politique de spoliation d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces, dans l'Europe entière."

On croirait ces lignes écrites spécialement pour nous, non ?

"La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir" écrivait-il encore, raison de plus pour poser la question du pouvoir dans notre agitation, ce que refusent de faire encore aujourd'hui tous les partis.

"L'unique facteur progressif de l'histoire aujourd'hui n'est pas l'esprit de combinaison des députés et des journalistes: c'est la haine légitime créatrice des opprimés contre les oppresseurs. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus profondes. Il faut faire appel à leur raison et à leur passion. Il faut rejeter cette mensongère "prudence" qui sert de pseudonyme à la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison. Le Front unique doit prendre pour devise la formule de Danton: "De l'audace, toujours de l'audace, et encore de l'audace"."

C'est justement ce dont nos dirigeants sont incapables jusqu'à présent.

"Le parti du prolétariat est le plus important facteur politique quant à la formation d'une situation révolutionnaire. Si ce parti tourne le dos aux tâches révolutionnaires, en endormant et en trompant les ouvriers pour jouer aux pétitions et pour fraterniser avec les radicaux, il doit alors se former non pas une situation révolutionnaire, mais une situation contre-révolutionnaire.", on remplacera de nos jours le Parti radical par le Parti socialiste qui s'est avéré être depuis longtemps un formidable outil de gestion de la société pour le compte du capitalisme en période de crise et dont la classe ouvrière s'est détournée.

"L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que

par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.

La thèse marxiste générale : les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout.

Mais même les plus grandes "concessions", dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir."

Comme vous y allez camarade Trotsky, vous allez effrayer nos dirigeants ! Ils exigent le retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites mais ils sont incapables d'aller plus loin, écrivons donc la suite à leur place : si notre droit à la retraite est incompatible avec l'existence du capitalisme en crise, soit on accepte la liquidation de ce droit et de crever au boulot, soit il nous faut s'attaquer aux fondements du capitalisme et pour cela commencer par chasser Sarkozy et son gouvernement, renverser les institutions conçues uniquement pour servir les intérêts du capitalisme, construire un Etat ouvrier sur la base de nos besoins, dont celui de ne pas passer toute sa vie au travail, partant du principe que l'on travaille pour vivre et non que l'on devrait vivre pour travailler.

"L'idée finale de la résolution programmatique du Comité central (du PC - Ndlr) couronne dignement tout l'édifice. Citons-la littéralement :

"En combattant chaque jour pour soulager les masses laborieuses des misères que leur impose le régime capitaliste, les communistes soulignent que la libération définitive ne peut être obtenue que par l'abolition du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat."

Cette formule ne sonnait pas mal à l'aube de la social-démocratie, il y a un demi-siècle et plus. La social-démocratie dirigeait alors non sans succès la lutte des ouvriers pour des revendications et des réformes isolées, pour ce qu'on appelait le "programme minimum", en "soulignant" bien que l'affranchissement définitif du prolétariat ne serait réalisé que par la révolution. Le "but final" du socialisme était alors tracé dans le lointain nébuleux des années. C'est cette conception, qui déjà à la veille de la guerre s'était complètement survécue, que le Comité central du Parti communiste a transportée inopinément dans notre époque, en la répétant mot pour mot, jusqu'à la dernière virgule. Et ces gens invoquent Marx et Lénine !

Quand ils "soulignent" que l'"affranchissement définitif" ne peut être obtenu que par l'abolition du régime capitaliste, ils s'ingénient à l'aide de cette vérité élémentaire à tromper les ouvriers. Car ils leur suggèrent l'idée qu'une certaine amélioration, même importante, peut être obtenue dans les cadres du régime actuel. Ils représentent le capitalisme pourrissant et déclinant comme leurs pères et leurs grands-pères représentaient le capitalisme robuste et ascendant. Le fait est indiscutable: les staliniens se parent des dépouilles du réformisme.

La formule politique marxiste, en fait, doit être celle-ci :

En expliquant chaque jour aux masses que le capitalisme bourgeois pourrissant ne laisse pas de place non seulement pour l'amélioration de leur situation, mais même pour le maintien du niveau de misère habituel, en posant ouvertement devant les masses la tâche de la révolution socialiste comme la tâche immédiate de nos jours, en mobilisant les ouvriers pour la prise du pouvoir, en défendant les organisations ouvrières au moyen de la milice - les communistes (ou les socialistes) ne perdent pas, en même temps, une seule occasion pour arracher, chemin faisant, à l'ennemi telle ou telle concession partielle, ou, au moins, pour l'empêcher d'abaisser encore plus le niveau de vie des ouvriers.

Comparez attentivement cette formule aux lignes de la résolution du Comité central citées plus haut. La différence, espérons-nous, est claire. D'un côté le stalinisme, de l'autre, le léninisme. Entre eux, un abîme."

La différence était si claire, que les partis de l'avant-garde du prolétariat ont été incapables de concevoir qu'il était possible de continuer le combat pour le socialisme en avançant conjointement sur le terrain des revendications transitoires et celui de la révolution socialiste, privilégiant l'un ou l'autre, privilégiant l'un au détriment de l'autre, en l'excluant de leur propagande, alternant gauchisme, dogmatisme et sectarisme, et socialisme réformiste le reste du temps à la remorque des appareils pourris du PS et/ou du PCF, celui-ci l'emportant dans la dernière période, plus aucun parti ne mettant en avant sur le plan politique les tâches de la révolution socialiste sous des prétextes aussi nombreux que divers, ainsi va l'opportunisme.

Il ne suffit pas d'affirmer dans une déclaration "*telles sont (nos) positions*" comme l'a fait le Conseil fédéral du POI le 3 octobre en attendant la prochaine déclaration pour en entendre parler, faut-il encore mener l'agitation sur ces "positions" pour que

les travailleurs puissent s'en saisir, pour les convaincre qu'il existe une issue à la crise du capitalisme, afin de donner une orientation politique à leur combat.

Voici un extrait de cette déclaration parue dans le n°118 d'*Informations ouvrières* :

"Quel gouvernement prendra de telles mesures d'urgence ?

A l'évidence, un gouvernement qui déciderait de rompre toute attache vis-à-vis de la classe capitaliste, refusant en particulier de se soumettre à l'impératif de la « dette » au nom de laquelle on prétend imposer les plans meurtriers contre les travailleurs et le peuple.

Un tel gouvernement ne pourrait être qu'un gouvernement qui décide de rompre avec l'Union européenne et de remettre en cause les institutions antidémocratiques de la Ve République, celles-là mêmes qui ont vu l'Assemblée croupion adopter la contre-réforme.

Un tel gouvernement tirerait sa légitimité du mandat donné par la majorité du peuple souverain représenté par ses délégués élus dans une Assemblée constituante.

Telles sont les positions du Parti ouvrier indépendant."

Si nous partageons le constat dressé dans la première partie de ce passage, nous ne pouvons pas adhérer au moyen que préconise le POI pour parvenir à mettre fin à la crise du capitalisme, car il y manque l'essentiel.

D'une part, la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et son organisation à l'échelle de tout le pays, condition indispensable sans laquelle le prolétariat ne prendra jamais le pouvoir, ils sont incapables de nous dire d'où sortiraient ces "délégués élus" qui devraient constituer une Assemblée constituante, ce serait sans doute aux travailleurs et aux militants d'éclaircir cet épais mystère ! Déléguer le pouvoir à une Assemblée constituante sans qu'elle s'appuie sur l'organisation permanente des masses, revient à dessaisir les masses du pouvoir, conduit à leur démobilisation et fraie la voie à la réaction. Observez donc ce qui se passe en Bolivie, où chaque jour qui passe la réaction reprend du poil de la bête... sans parler de la majorité des travailleurs qui demeurent dans un état de pauvreté, comme si finalement rien n'avait changé dans le pays. Votez, élisez vos députés, on se chargera du reste... Remplacez députés par délégués et vous avez le contenu de l'issue politique que nous propose le POI.

D'autre part, le refus du POI d'indiquer qu'il combat pour prendre le pouvoir en tant que parti, comme si le pouvoir devrait forcément tomber entre les mains d'autres partis, revient pratiquement à refuser de construire le parti qu'il nous faut pour vaincre notre ennemi de classe en s'inspirant des enseignements de la révolution russe de 1917 et de tenir compte de toutes les tentatives qui ont systématiquement avorté ou conduit à des échecs au cours du XXe siècle pour s'en être écartées, rabaisant au passage le parti au rôle de simple aiguillon de la lutte de classe au lieu d'affirmer qu'il combat pour prendre la direction du mouvement ouvrier et de constituer le premier gouvernement ouvrier provisoire révolutionnaire avec les partis qui seront restés fidèles aux intérêts de la classe ouvrière...

A ceux qui estiment qu'il ne faut surtout pas poser la question du pouvoir avant que la situation soit mûre pour la révolution, voici ce que Trotsky en pensait :

"Au moment du premier mouvement gréviste impétueux en Russie (aux alentours de 1902 - Ndlr) , il y eut une seule fraction de la social-démocratie russe qui tenta de se borner à des revendications économiques partielles: ce fut ceux qu'on appela les "économistes". Selon leur opinion, il fallait repousser le mot d'ordre: "A bas l'autocratie!" jusqu'à l'apparition d'une "situation révolutionnaire". Lénine jugea les "économistes" comme de misérables opportunistes. Il montra qu'il fallait préparer activement une situation révolutionnaire même en période de mouvement gréviste."

Aujourd'hui avons-nous préparé le prolétariat et la petite-bourgeoisie dans cette perspective ? Vous connaissez la réponse.

Trotsky ajoutait un peu plus loin *"Il est en général absurde de tenter de transporter mécaniquement en France les diverses étapes et les divers épisodes du mouvement révolutionnaire russe. (...) A l'école de Lénine, il faut apprendre la méthode d'action et non pas changer le léninisme en citations et en recettes, bonnes pour tous les cas de la vie."*, d'où la nécessité d'adapter les enseignements du marxisme à notre époque, ce que l'on essaie de faire pour ne pas tomber dans le piège du dogmatisme.

Puisque nous sommes partis à citer Trotsky, continuons à propos de la grève générale, cela pourrait donner des indications précieuses aux militants pour mieux comprendre la situation actuelle. Cela va ravir les adeptes des citations des marxistes dont je ne suis pas ! Je ne vais pas commenter chaque citation, à vous de le faire et de nous faire part de vos réflexions.

1- *"La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève générale ne se trouve possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives, s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la*

légalité et l'illégalité et mobilise la majorité du prolétariat, en l'opposant activement à la bourgeoisie et à l'Etat. Au-dessus de la grève générale, il ne peut y avoir que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle soit apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes: la grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation."

2- *"Mais la grève générale est-elle possible dans un proche avenir ?*

A une question de ce genre, il n'y a pas de réponse a priori, c'est-à-dire toute faite d'avance. Pour avoir une réponse, il faut savoir interroger. Qui ? La masse. Comment l'interroger? Au moyen de l'agitation.

L'agitation n'est pas seulement le moyen de communiquer à la masse tels ou tels mots d'ordre, d'appeler les masses à l'action, etc. L'agitation est aussi pour le parti un moyen de prêter l'oreille à la masse, de sonder son état d'esprit et ses pensées et, selon les résultats, de prendre telle ou telle décision pratique. C'est seulement les staliniens qui ont transformé l'agitation en un monologue criard : pour les marxistes, pour les léninistes, l'agitation est toujours un dialogue avec la masse.

Mais pour que ce dialogue donne les résultats nécessaires, le parti doit apprécier correctement la situation générale dans le pays et tracer la voie générale de la lutte prochaine. A l'aide de l'agitation et du sondage de la masse, le parti doit apporter dans sa conception les corrections et les précisions nécessaires, en particulier dans tout ce qui concerne le rythme du mouvement et les dates des grandes actions.

La situation dans le pays a été définie plus haut : elle a un caractère pré-révolutionnaire avec le caractère non-révolutionnaire de la direction du prolétariat. Et puisque la politique du prolétariat est le principal facteur dans le développement d'une situation révolutionnaire, le caractère non-révolutionnaire de la direction prolétarienne entrave la transformation de la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire déclarée, et par cela même contribue à la transformer en situation contrerévolutionnaire.

Dans la réalité objective il n'y a pas, bien entendu, de strictes délimitations entre les différents stades du processus politique.

Une étape s'insère dans l'autre, en résultat de quoi la situation révèle diverses contradictions. Ces contradictions, assurément, rendent plus difficiles le diagnostic et le pronostic, mais ne les rendent nullement impossibles."

Maintenant on doit se méfier du compte-rendu de l'agitation des partis qui comptabilisent le nombre de signatures sur une pétition en oubliant de préciser le nombre de travailleurs auxquels ils l'ont proposée par exemple, ce qui ne permet pas de se faire une idée exacte de l'état d'esprit des travailleurs. 100 signatures obtenus le dimanche matin lors d'une diffusion peut sembler important, reste à savoir combien de militants étaient présents sur le marché et combien de travailleurs sont passés sans la signer, sans parler du contenu de leur signature qui reste à analyser.

3- *"Or, dans un pays capitaliste comme la France, il ne peut y avoir de luttes révolutionnaires sans grève générale : si les ouvriers et les ouvrières, pendant les journées décisives, restent dans les usines, qui donc se battra ? La grève générale s'inscrit ainsi à l'ordre du jour.*

Mais la question du moment de la grève générale est la question de savoir si les masses sont prêtes à lutter et si les organisations ouvrières sont prêtes à les mener au combat."

Quelles "organisations ouvrières sont prêtes" aujourd'hui à les mener à ce combat ? Réponse : aucune du côté des syndicats ! On pourrait répondre le POI, le NPA et LO, mais ces partis sont faibles et n'ont qu'une influence très limitée sur le reste du mouvement ouvrier et les masses.

4- *"Les masses veulent-elles lutter ?*

Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant! Quand approche une crise révolutionnaire, de nombreux chefs, qui craignent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. L'histoire nous enseigne que quelques semaines et même quelques jours avant l'insurrection d'octobre, des bolcheviks marquants comme Zinoviev, Kamenev, Rykov (de certains comme Losovsky, Manouïlsky, etc., inutile de parler) affirmaient que les masses étaient fatiguées et ne voulaient pas se battre. Et pourtant Zinoviev, Kamenev et Rykov, comme révolutionnaires, étaient cent coudées au-dessus des Cachin, Thorez et Monmousseau.

Celui qui dit que notre prolétariat ne veut ou n'est pas capable de mener la lutte révolutionnaire, celui-là lance une calomnie, en reportant sa propre mollesse et sa propre lâcheté sur les masses laborieuses. Jusqu'à maintenant il n'y a eu aucun cas ni à Paris

ni en province où les masses soient restées sourdes à l'appel d'en-haut.

Le plus grand exemple est la grève générale du 12 février 1934. Malgré la complète division de la direction, l'absence de toute préparation sérieuse, les efforts tenaces des chefs de la C.G.T. de réduire le mouvement au minimum, puisque ne pouvant pas l'éviter complètement, la grève générale eut le succès le plus grand qu'elle pût avoir dans les conditions données. C'est clair: les masses voulaient combattre. Tout ouvrier conscient doit se dire: la pression de la base doit être bien puissante, si Jouhaux lui même est sorti pour un moment de l'immobilité. Certes, il ne s'agissait pas d'une grève générale au sens propre, mais seulement d'une manifestation de 24 heures. Mais cette limitation ne fut pas apportée par les masses : elle fut dictée d'en haut.

La manifestation de la place de la République, le 10 février de cette année, confirme la même conclusion. Le seul instrument qu'aient utilisé les centres dirigeants pour la préparation fut la lance de pompiers. Le seul mot d'ordre que les masses entendirent fut: Chut! Chut! Et, néanmoins, le nombre des manifestants dépassa toutes les attentes. En province, la chose s'est présentée et se présente dans la dernière année absolument de la même façon. Il est impossible d'apporter un seul fait sérieux qui témoignerait que les chefs veulent lutter et que les masses se refuseraient à les suivre. Toujours et partout, on observa un rapport absolument inverse. Il garde toute sa force encore aujourd'hui. La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger et il peut aboutir à une véritable catastrophe."

Nous sommes exactement dans la même situation en l'absence du parti révolutionnaire.

5- *"Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les "chefs", c'est-à-dire: dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des "revendications partielles immédiates". Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter.*

Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées- et cette heure n'est peut-être pas si loin - le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. A la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre.

Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation."

6- *"Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire."*

Excellente idée, non ?

7- *"L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat.*

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison ?

Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie: les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire ils livrent le prolétariat au fascisme.

Ou la capitulation complète ou la lutte révolutionnaire pour le pouvoir - telle est l'alternative qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat."

Je ne sais pas si la question de la grève générale correspond précisément à l'état d'esprit actuel des masses, les masses ne

se limitent pas aux fonctionnaires plus prompts à se mettre en grève que le reste du prolétariat ou aux 8 ou 9% de syndiqués dans le pays, une chose est certaine en revanche, c'est que la décomposition du pouvoir en place et son rejet par l'immense majorité des travailleurs pose avec accuité un peu plus chaque jour la question du pouvoir politique, par quoi remplacer cet Etat aux ordres de l'aristocratie financière. Par contre, les masses ne se sont pas encore données d'orientation politique, c'est l'aspect le plus préoccupant de la situation, si elles n'y parvenaient pas, elles seraient vaincues une fois de plus.

8- *"La question de la grève générale se complique par le fait que la C.G.T. proclame son monopole à déclarer et à conduire la grève générale. Il en résulte que cette question ne regarde pas du tout les partis ouvriers. Et ce qui est, à première vue, le plus étonnant, c'est qu'il se trouve des parlementaires socialistes qui pensent que cette prétention est dans l'ordre des choses; en vérité, ils veulent simplement se débarrasser de cette responsabilité.*

La grève générale, comme l'indique déjà son nom, a pour but d'embrasser, autant que possible, tout le prolétariat. La C.G.T. ne réunit dans ses rangs probablement pas plus de 5 à 8 % du prolétariat. L'influence propre de la C.G.T. en dehors des limites des syndicats est absolument insignifiante, dans la mesure où, dans telle ou telle question, elle ne coïncide pas avec l'influence des partis ouvriers. Peut-on, par exemple, comparer l'influence du Peuple à l'influence du Populaire ou de l'Humanité?

La direction de la C.G.T., par ses conceptions et ses méthodes, est encore incomparablement plus loin des tâches de l'époque actuelle que la direction des partis ouvriers. Plus on va des sommets de l'appareil vers la base des syndiqués moins il y a de confiance en Jouhaux et en son groupe. Le manque de confiance se change de plus en plus en méfiance active. L'appareil conservateur actuel de la C.G.T. sera inévitablement balayé par le développement ultérieur de la crise révolutionnaire.

La grève générale est, par son essence même, une opération politique. Elle oppose la classe ouvrière dans son ensemble à l'Etat bourgeois. Elle rassemble les ouvriers syndiqués et non-syndiqués, socialistes, communistes et sans-parti. Elle a besoin d'un appareil de presse et d'agitateurs tels que la C.G.T. seule n'en dispose absolument pas.

La grève générale pose carrément la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat. La C.G.T. tourne et tourne le dos à cette tâche (les chefs de la C.G.T. tournent la face vers le pouvoir bourgeois). Les chefs de la C.G.T. eux-mêmes sentent assurément que la direction de la grève générale est au-dessus de leurs forces. S'ils proclament, néanmoins, leur monopole à la diriger, c'est uniquement parce qu'ils espèrent par cette voie étouffer la grève générale avant même sa naissance.

Bien entendu, dans la préparation et la conduite de la grève générale, les syndicats auront un rôle très influent; mais non pas en vertu d'un monopole, mais côte à côte avec les partis ouvriers. Du point de vue révolutionnaire, il est particulièrement important de collaborer étroitement avec les organisations syndicales locales, sans la moindre atteinte, bien entendu, à leur autonomie."

Bien entendu que partis et syndicats doivent lutter ensemble pour la grève générale à partir du moment où l'on estime qu'elle est à l'ordre du jour, y compris pour la prise du pouvoir.

9- *"Attendre", "faire durer", "gagner du temps", tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens, Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille pour nous. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation pré-révolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous."*

Nous avons déjà perdu tellement de temps que ce serait criminel de ne pas indiquer clairement aux travailleurs que la situation met à l'ordre du jour la question du combat pour le pouvoir face à la décomposition du régime qu'incarne l'épileptique du Palais et sa bande de nazillons.

10- *"Un état-major révolutionnaire ne peut naître de combinaisons de sommets. L'organisation de combat ne coïnciderait pas avec le parti, même s'il existait en France un parti révolutionnaire de masse, car le mouvement est incomparablement plus large qu'un parti. L'organisation de combat ne peut pas non plus coïncider avec les syndicats, qui n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe et sont soumis à une bureaucratie archi-réactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus arrêtée. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire. Il n'est pas besoin ici d'inventer des formes nouvelles: il y a des précédents historiques. Les ateliers et les usines élisent leurs députés, qui se réunissent pour élaborer en commun les plans de la lutte et pour la diriger. Il n'y a même pas à inventer de nom pour une telle organisation : ce sont les soviets de députés ouvriers."*

Mais non, mais non camarade Trotsky, tu n'y es pas, ces "précédents historiques" sont tombés dans les oubliettes de l'histoire de la lutte des classes, ce sont des "délégués élus" par on ne sait qui au cours d'un processus dont on ignore tout, provenant d'on ne sait quels partis, qui doivent constituer cette "organisation" nommée Assemblée constituante, dixit le POI qui se trompe de révolution et de classe à la fois. Le POI a au moins le mérite de proposer une orientation, ensuite on a le droit de la partager ou de la critiquer loyalement, le NPA et LO ne sont même pas foutus de proposer quoi que ce soit !

11- *"Le 9 juin 1936, nous écrivions: "La Révolution française a commencé." Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée. Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute. Crise de la situation internationale de l'impérialisme français; liée à elle, crise interne du capitalisme*

français; crise financière de l'Etat; crise politique de la démocratie; désarroi extrême de la bourgeoisie; absence manifeste d'issus dans les anciennes voies traditionnelles. Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915: "Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse suffisamment puissantes pour briser (...) l'ancien gouvernement qui, jamais, même en période de crise, ne "tombe" si on ne le "fait" pas tomber." L'histoire récente a apporté une série de tragiques confirmations au fait que la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire, mais qu'une situation révolutionnaire devient contre-révolutionnaire si le facteur subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire, ne vient pas à temps en aide au facteur objectif."

Il semblerait que Trotsky ait sous-estimé la puissance contre-révolutionnaire du stalinisme ou plutôt l'absence d'un parti révolutionnaire en 36 qui est l'élément déterminant au cours d'un processus révolutionnaire ; je l'avais déjà écrit ailleurs puisque je ne pratique pas le culte de la personnalité, et si je m'autorise de critiquer Trotsky c'est sans me prendre pour autant pour ce que je ne suis pas.

La situation que décrit Trotsky ressemble à celle que nous connaissons aujourd'hui, et c'est peut-être à tort que j'ai rejeté la caractérisation de D. Gluckstein qui prétendait que la situation était pré-révolutionnaire.

Cependant, je ne suis pas certain que la situation objective des masses soit vraiment mûres, qu'elles ne disposent pas encore des moyens de continuer de vivre comme avant compte tenu des importantes améliorations de ses conditions d'existence au cours de la seconde moitié du XXe siècle, à l'exception des couches les plus défavorisées du prolétariat dont les conditions de vie sont restées pratiquement inchangées et proche de l'indigence, il faut noter aussi que les différents gouvernements qui se sont succédés se sont employés à multiplier les mesures sociales en faveur des plus pauvres (relayées par les associations à vocation "humanitaire") afin d'éviter que la situation ne tourne à l'émeute dans les quartiers ouvriers et d'assurer la stabilité du régime.

Quant au "*désarroi extrême de la bourgeoisie*", il se manifeste à travers la crise qui secoue le parti de l'ordre, l'UMP, et les sommets de l'Etat avec les multiples affaires auxquelles sont mêlés Sarkozy et les membres de son gouvernement, de son parti, sans pour autant entraîner jusqu'à présent l'éclatement de l'UMP, bien qu'il soit en proie à des tensions très vives et des désaccords sur la stratégie a adopté pour imposer au prolétariat une batterie de mesures antisociales sans aller jusqu'à déclencher une révolution et mettre en péril le régime.

Il faut tenir compte aussi du fait que les générations des années 80 et suivantes n'ont jamais connu autre chose que la société telle qu'elle est devenue aujourd'hui avec son lot d'injustices et d'inégalités de plus en plus accentuées et banalisées par les médias, les Ong, etc., comme si le fatalisme qui s'est emparé de la majorité de la population et la régression sociale qui l'accompagne ne faisaient que suivre le destin du monde écrit quelque part depuis l'éternité, contre lequel on ne peut pas lutter ou plutôt sans qu'on puisse inverser le cours de l'histoire, et qu'il fallait s'estimer déjà heureux de ne pas connaître pire situation au regard de ce qui se passe dans d'autres pays. Il faut donc compter sur l'extraordinaire faculté de l'homo sapien sapien de s'adapter aux situations les plus extrêmes qui dessert notre cause, en se demandant s'il possède réellement les moyens de développer les facultés nécessaires à la compréhension du monde dans lequel il vit pour le changer, nous le pensons mais jusqu'à présent il n'en a pas vraiment donné la preuve.

Admettons provisoirement que le refus de vivre de plus en plus mal, d'accepter de nouveaux sacrifices, suffit à palier l'immaturité des conditions objectives, par contre il ne peut pas palier l'absence de maturité des conditions subjectives, de perspective politique, il ne faut pas se raconter d'histoires.

Tout n'est pas perdu pour autant comme le notait Trotsky, car le parti peut encore se construire au cours du processus révolutionnaire, il s'appuyait encore sur l'exemple du parti bolchevik pour avancer cet argument.

Politique.

1- Toujours plus bas... jusqu'à la chute finale !

Nicolas Sarkozy a perdu quatre points en un mois à 30% de Français satisfaits de son action, selon un sondage OpinionWay diffusé dimanche.

Nicolas Sarkozy retrouve ainsi ses niveaux de satisfaction et de mécontentement de juillet, les plus défavorables depuis son élection à la présidence de la République en 2007. (Reuters 10.10)

Petit à petit ils le font descendre au niveau le plus bas enregistré par un institut de sondage il y a déjà environ un mois, c'est-à-dire à 26%, estimation sans doute encore généreuse. En dehors de la classe des capitalistes qu'il représente et les couches supérieures de la petite-bourgeoisie, il n'a plus aucun soutien parmi le reste de la population.

2- Hypocrisie et gesticulation médiatique.

François Hollande s'est étonné dimanche que 'le contribuable paie' au sujet des milliards d'euros perdus par la Société Générale dans l'affaire Kerviel et en partie récupérés en déductions d'impôts par la banque.

'Parmi toutes les choses choquantes dans cette affaire, et il y en a beaucoup, maintenant on apprend que la Société Générale va être remboursée pour son manque de vigilance et de diligence par rapport à ce qui devait être fait pour surveiller un de ses traders', a-t-il dit. 'C'est pour cela qu'il faut changer aussi un certain nombre de lois', a-t-il ajouté. (Lemonde.fr 10.10)

Parce qu'Hollande ignorait jusqu'à présent l'existence de ce privilège accordé par l'Etat aux capitalistes...

3- Israël. Un Etat théocratique ne peut pas être démocratique.

Le gouvernement israélien s'est prononcé dimanche en faveur d'un projet de loi qui exige que tout candidat à la citoyenneté israélienne promette loyauté "à l'Etat juif et démocratique d'Israël".

"Quiconque demande à recevoir la citoyenneté israélienne par la naturalisation déclarera qu'il sera un citoyen loyal à l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif et démocratique", a dit à la presse Benjamin Netanyahu.

"C'est l'essence du sionisme et de l'Etat d'Israël", a ajouté le Premier ministre. (Reuters 10.10)

Le 12 octobre

J'ai corrigé le lien vers le tract du CCI-T, avec mes excuses.

Les camarades ont sans doute entendu parler du *Programme du Conseil national de la Résistance* auquel font références certaines formations politiques tout en ignorant son contenu. Je le mets en ligne pour ceux qui ne le connaîtraient pas et qui penseraient encore à tort que certains droits de la classe ouvrière seraient des acquis de sa lutte de classe, alors qu'en réalité ils ont été finalement le produit d'un marchandage, de la collaboration de classes à l'issue de la seconde guerre mondiale, de la soumission et de la capitulation des réformistes et des staliniens devant de Gaulle qui représentait à l'époque les intérêts de l'Etat des capitalistes. Une simple lecture de ce document permet de ne laisser place à aucun doute sur cette question. Le Conseil national de la Résistance n'était qu'une forme d'union nationale.

Si vous vous demandiez encore comment s'est mise en place la collaboration de classe entre l'Etat et les syndicats à partir du milieu des années 40, comment fut-elle pour ainsi dire institutionalisée, d'où proviennent les importantes concessions (mal nommées acquis) accordées aux syndicats par les capitalistes et leurs représentants, vous trouverez une partie des réponses à ces questions dans ce document, qui vous permettront également de comprendre comment par la suite elle n'a pas cessé de se développer pour assurer la stabilité du régime jusqu'à nos jours. Une autre fois, si j'en trouve le temps, on reviendra sur la IVe République qui prépara le terrain au retour de de Gaulle au pouvoir et à l'avènement de la Ve République en 1958.

J'ai terminé mon boulot pour ce matin, alors que devez être en train de prendre votre petit-déjeuner, il est 11h59 ici. La suite peut-être dans la journée. Bonne manif camarades !

Retraites.

1- Leur principale préoccupation.

- Bernard Vivier, directeur de l'Institut Supérieur du Travail : "*Les centrales confédérales ne poussent pas aux grèves reconductibles. Mais attention, il arrive un moment où les appareils ne contrôlent plus leurs bases, leur ligne dure en interne.*". (Lexpress.fr 11.10)

La question est de savoir si cette "*ligne dure*" est seulement le produit de la conscience de classe des militants ou si elle exprime également la radicalisation des travailleurs.

- «*Toute la question est maintenant de savoir si les grèves seront effectivement reconduites par les assemblées générales à partir de mercredi. Il est clair que le mouvement ne peut pas continuer sous la forme de journées de mobilisation de 24 heures tous les quinze jours. Il va sinon s'essouffler*», analyse pour 20minutes.fr Joël Sohier, auteur d'un ouvrage sur Le syndicalisme en France (éd. Vuibert).

Pour le spécialiste, une seule chose décidera les salariés à reconduire leur mouvement: l'appel de l'intersyndicale à la grève générale.

«*Soit l'intersyndicale parvient donc cette semaine à unifier le mouvement pour aller au choc frontal avec le gouvernement, soit la mobilisation risque de faiblir*», conclut Joël Sohier. (20minutes.fr 11.10)

Ce "spécialiste" n'a pas observé que les dirigeants syndicaux appelaient à la grève générale lorsqu'elle existait déjà pratiquement dans le pays... A entendre cet ignare qui en plus est sourd, si le mouvement n'est pas "unifié", cela ne proviendrait pas du manque de volonté de l'intersyndicale d'y parvenir, car voyez-vous ce serait son objectif !

Il vient au secours des Chérèque et consorts qui expliqueront d'ici peu, que si la contre-réforme de Sarkozy est passée, c'était finalement la faute des travailleurs qui ne sont pas mobilisés à la hauteur des espérances de l'intersyndicale, car de son côté elle a fait son travail et ne doit souffrir aucun reproche.

2- Jeunes : circulez il n'y a rien à voir ! La "**rue**" est dangereuse (Chatel) : dites donc cela aux chômeurs de plus de 50 ans !

- Chérèque : appeler les lycéens à manifester, ce serait "*l'arme du faible*". (Lexpress.fr 11.10)

Et appeler les vieux, les retraités à manifester, usés physiquement, faibles, incapables de courir devant une charge de CRS, c'est insupportable !

- M. Sarkozy n'est pas téméraire avec les jeunes. Il avait retiré illico la réforme des lycées de Xavier Darcos fin 2008, lorsque les lycéens ont commencé à en découdre. Dès la rentrée 2010, il a renoncé à supprimer l'aide au logement des étudiants fiscalement rattachés à leurs parents. (Lemonde.fr 11.10)

Ils craignent par dessus tout la jeunesse idéaliste, rebelle, insoumise, désobéissante, indomptable, bref : révolutionnaire !

3- Parole de briseur de grève.

- Chérèque : "*C'est une des dernières occasions de faire reculer le gouvernement*". (Lepoint.fr 11.10)

- Chérèque : "*Inévitablement, nous remettrons ce sujet des retraites dans le débat des élections de 2012*". (Lepoint.fr 11.10)

"*Reculer*" dans la bouche de Chérèque signifie obtenir des concessions à la marge sans remettre en cause les points essentiels de cette contre-réforme chère à Sarkozy et à l'industrie financière. Sa première déclaration est à double tranchant, car des travailleurs peuvent se dire : si c'est la dernière occasion d'empêcher le report de l'âge du départ à la retraite, j'en serai.

Justice..

Souvenez -vous, on vous avait parlé de ce jeune homme, condamné à trois mois de prison ferme et 750 euros de dommages et intérêts, pour "outrage sur un agent de l'autorité" via Facebook.

Dans un article publié vendredi, l'avocat Maître Eolas affirme sur son blog que la condamnation est illégale.

Contacté par Le Post, Maître Eolas nous explique en quoi cette condamnation est illégale.

Pourquoi cette condamnation est illégale ?

Les faits remontent au 24 janvier, Alexandre P. se fait contrôler à bord d'une voiture en état d'ivresse. Une fois rentré chez lui, il fait part de sa colère sur son compte public Facebook.

"*BAIZE LES KEPI NIKER VS MERE BANDE DE FILS DE PUTE DE LA RENE DES PUTE... NIKER VS MERE VS ARIERE GRAN MERE ET TT VOTRE FAMILLE BANDE DE FILS DE PUTE DE VS MOR*", a-t-il écrit sur son profil Facebook.

Six mois plus tard, les gendarmes sont amenés à rechercher l'identité du jeune homme impliqué dans une affaire de voiture brûlée. C'est là, qu'ils découvrent les propos injurieux mis en ligne par Alexandre P.

Ce dernier se trouve donc convoqué par le tribunal de Brest pour "*outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique*". Il écope de trois ans de prison ferme.

Selon Me Eolas, cette condamnation ne tient pas.

S'appuyant sur la définition de l'outrage énoncée dans l'article 433-5 du Code pénal, l'avocat constate qu'il ne s'agit pas d'un outrage.

Pourquoi ?

"Constituent un outrage (...) les paroles, gestes ou menaces, les écrits ou images de toute nature non rendus publics."

Or, les propos d'Alexandre P. ont été rendus public. C'est d'ailleurs ce que confirme la copie du jugement que s'est procuré Le Post : *"Attendu qu'en tenant des propos outrageants à l'égard de la gendarmerie sur Facebook, facilement accessible à tous"*

"Si le jeune homme avait envoyé une lettre privée aux gendarmes, il aurait pu être condamné pour outrage, mais, ce n'est pas le cas", nous explique Me Eolas.

"Il aurait dû être relaxé", ajoute-t-il.

Pour autant, le jeune homme aurait pu être condamné pour injure publique, relevant de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Cet article de loi prévoit une condamnation de 12.000 euros, mais en aucun cas à de la prison.

Par ailleurs, ce délit pouvait faire l'objet de poursuite sous un délai de trois mois. Mais, l'écrit injurieux a été découvert 6 mois plus tard...

L'injure ne pouvait pas être poursuivie, affirme Me Eolas sur son blog.

"Ce jeune homme risque de faire 3 mois de prison pour un délit qu'il n'a pas commis. C'est dramatique. Je n'ai jamais vu ça", s'insurge au Post l'avocat.

L'absence d'avocat est sans doute à l'origine de cette erreur judiciaire explique-t-il.

"Le parquet ne respecte pas la loi en toute connaissance de cause. Il viole la loi en toute impunité. La loi est la même pour tous. Quelle leçon le parquet se permet de donner au jeune condamné après cela?", s'interroge l'avocat sur Le Post.

Pour sa défense, le procureur de Brest, qui avait requis 6 mois de prison ferme à l'encontre d'Alexandre P, affirme au JDD que son lourd dossier *"explique en partie la sévérité de la peine"*.

Mais sur la copie du jugement, il apparaît clairement que le jeune Alexandre P. comparait seulement pour *"outrage à une personne dépositaire de l'autorité publique"*.

Alexandre P. aurait appris sa condamnation dans la presse locale.

"Ok, je suis toujours le premier à foncer dans les embrouilles. Mais là, c'est pas normal. Faut arrêter! Je ne veux pas aller en prison pour ça. Tout le monde insulte les schmidts [gendarmes] sur Facebook. Moi je prends trois mois ferme alors que personne ne prend jamais rien !", a-il-déclaré dans un entretien au JDD.

Il a ajouté qu'il comptait faire appel de son jugement. (Lepost.fr 11.10)

Le parquet est placé directement sous les ordres d'un flic-président qui se prend pour un monarque au pouvoir absolu, il se croit donc tout permis, rien de plus normal en somme.

Commentaires d'internautes :

- Brassens Brel et Léo Ferré auraient été en prison s'ils avaient vécu aujourd'hui ! et Gainsbourg aurait passé le reste de ses jours en prison aussi pour avoir calomnié maintes fois les Autorités ! Drole d'époque !

- Brassens et Gainsbourg, c'est de l'insulte... Un gorille qui enfle un policier, ça ferait scandale aujourd'hui !

- Et après on va s'indigner que des discidents chinois soient en prison en raison de leurs écrits sur le net.

Economie.

1- France

Le Parlement français a adopté définitivement lundi soir le projet de loi sur la régulation bancaire et financière qui entend tirer les leçons de la crise en renforçant les pouvoirs des organismes de contrôle.

Le texte présenté par la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, doit transposer en droit français des décisions du G20 de Pittsburgh de septembre 2009 et plusieurs directives européennes. (Reuters 11.10)

Ah ben alors, déjà qu'il fallait rompre avec l'UE avant de pouvoir rompre avec la Ve République, voilà qu'il va falloir rompre aussi au préalable avec le G20... On en connaît qui vont avoir du pain sur la planche pour tenter de nous faire avaler cela.

2- Le mode d'emploi de l'esclavagisme des temps modernes récompensé.

Le prix Nobel d'économie 2010 a été décerné aux Américains Peter Diamond et Dale Mortensen ainsi qu'au Britannico-chypriote Christopher Pissarides pour une méthode d'analyse des marchés portant sur les difficultés à harmoniser offre et demande, en particulier pour l'emploi, a annoncé lundi à Stockholm le comité Nobel.

Officiellement dénommé «*prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel*», le Nobel d'économie, le seul non prévu dans le testament du philanthrope suédois, est le dernier prix à être décerné pour la saison 2010.

Le résultat de leurs travaux démontre notamment comment «plus les allocations chômage sont importantes, plus le taux de chômage est élevé et la durée de recherche est longue», détaille le Comité Nobel. «*Par exemple, si les chômeurs ne reçoivent pas d'allocations, ils vont accepter le premier job venu*», explique l'économiste Alexandre Delaigue. «*Avec des allocations, ils vont pouvoir allonger leur durée de recherche et trouver un emploi qui correspond mieux à leur qualification.*» (Libération.fr et JDF 11.10)

Que disent-ils ces laquais de l'impérialisme américain à propos des 250, 300, 400 millions de chômeurs dans le monde et dont l'immense majorité d'entre eux vivent dans des pays où il n'existe pas d'allocations chômeurs ? Il faut croire qu'ils doivent être pour eux génétiquement fainéants et donc irrécupérables, tout juste bon à faire de la chair à canon.

Hier en fin de journée.

Il est déjà 17h à Pondichéry ce lundi, j'ai bossé toute la journée en prévision de la bataille qui va peut-être prendre une autre tournure à partir de demain. Je vous livre mes dernières réflexions. A demain, on vaincra !

Question : sur une question aussi déterminante pour le capital que la privatisation à terme des retraites, peut-on envisager sérieusement que Sarkozy pourrait "*reculer*" autrement dit, dans quelles conditions Sarkozy pourrait-il être amené à retirer son projet de loi ou doit-on considérer d'ores et déjà qu'il le maintiendra jusqu'au bout quel qu'en soit le prix politique à payer et que seul le combat engagé pour le renverser pourrait en venir à bout afin de préserver l'essentiel, le régime ?

Le capital et ses représentants n'ont pas vraiment à s'inquiéter des conséquences politiques qui découleraient d'une telle défaite, puisque les masses sont loin d'adhérer à une issue politique remettant en cause le régime, elles ignorent même encore dans leur immense majorité qu'une telle issue politique existe, le socialisme. Et puis, le PS et ses acolytes prendraient le relais de l'UMP au pouvoir sans que rien ne change, comme en Espagne ou en Grèce par exemple, les deux partis continuant de collaborer tranquillement au sein des institutions comme ils l'ont toujours fait.

Pour mettre fin provisoirement au "*désordre*" de la rue, ce serait même plus avantageux pour les capitalistes que le PS, le PCF, le PG et les Ecologistes soient aux commandes de l'Etat pour gérer la société pour leur compte, cela embrouillerait un peu plus la tête des travailleurs qui n'ont certes pas d'illusions dans ces partis, mais qui ne sont jamais parvenus à comprendre qu'ils combattaient en réalité au côté de leur ennemi de classe parce qu'ils étaient organiquement liés au régime. Si l'on doit bien faire une distinction entre l'UMP et le PS, il n'en demeure pas moins qu'ils ont en commun que leur existence est liée au régime et à sa survie, et que la chute du régime sous les coups de buttoirs d'une révolution signerait leur arrêt de mort.

Avec la crise aigue du capitalisme mondial et particulièrement du capitalisme français, la petite-bourgeoisie s'impatienterait et se tournerait vers l'extrême droite qui serait leur dernier recours, tandis que les positions de la frange la plus droitière de l'UMP se radicaliseraient et entraîneraient l'adhésion de l'ensemble des adhérents du parti l'ordre sous prétexte de ne pas céder du terrain au FN, pour sauver la démocratie !

L'hypothèse que les capitalistes s'en remettraient au FN ne paraît pas plausible à partir du moment où l'UMP pourrait réunir les conditions pour remplir la même fonction, mieux encore, tout en se transformant en un parti fasciste. Le FN peut leur paraître trop indiscipliné et trop hétérogène pour qu'ils mettent leur sort et la survie du régime entre ses mains.

Quant aux nostalgiques de la démocratie bourgeoise (quelques pans de l'UMP, le Modem, le Nouveau Centre et le Parti radical principalement), réduits à l'impuissance et au silence, il y a fort à parier qu'une fois de plus leur fourberie proverbiale et totalement justifiée leur servirait de bonne conscience en attendant de revenir au premier plan et de reprendre les commandes de l'Etat une fois le prolétariat écrasé, son avant-garde décimée et l'ordre rétabli.

Pour que la petite-bourgeoisie se tourne au contraire vers le prolétariat, il faudrait que celui-ci manifeste son intention d'en finir avec le régime et aspire à prendre le pouvoir. Or, en l'absence d'un parti révolutionnaire pour le guider sur cette voie, on ne voit pas comment spontanément la classe ouvrière pourrait emprunter ce chemin, sauf à se faire de dramatiques illusions.

Le développement de la situation peut tourner à la catastrophe pour la classe ouvrière, comme il peut tourner à son avantage pour peu qu'un parti développe un programme socialiste révolutionnaire et qu'elle réussisse à s'en saisir à temps. En dehors du POI et à condition qu'il corrige rapidement son orientation politique, on ne voit pas quel parti pourrait être en mesure de lui proposer un programme transitoire et socialiste capable d'emporter l'adhésion de larges masses, pour construire le parti indispensable à la conquête du pouvoir. (A suivre)

Extraits commentés d'un article du 6 octobre du NPA intitulé : *Une seule solution: grève générale reconductible !*

- "Il n'y a pas d'autre solution pour bloquer ce plan de destruction de notre système de retraites, que de bloquer l'activité économique et sociale du pays".

- "Partout nous devons susciter, amplifier les mobilisations, les grèves, les débrayages, les blocages. Il ne faut plus seulement débattre de la grève reconductible mais gagner partout l'engagement de la mobilisation sur cette voie."

"L'action concertée des équipes syndicales et des militants convaincus et sincèrement engagés dans la construction de l'affrontement peut modifier le rapport de forces et faire reculer le gouvernement."

Vous aurez noté que le NPA est totalement incapable de proposer la moindre orientation politique aux travailleurs engagés dans cette mobilisation contre le gouvernement. Il n'envisage pas un seul instant que le retrait du projet de loi du gouvernement pourrait intervenir autrement que sous le règne de Sarkozy et des institutions de la Ve République, alors qu'en réalité, c'est la chute de Sarkozy qui est la condition préalable à remplir à l'annulation ce projet de loi.

Peut-on faire "reculer" le gouvernement sans le faire chuter ? C'est ce que prétend le NPA, j'ose émettre un avis contraire.

C'est mal connaître les ressources dont dispose encore le régime qui peut compter sur les médias et le rôle de briseurs de grève des appareils des syndicats et du PS ainsi que ses satellites, afin d'éviter que la situation ne dégénère en affrontement direct entre les classes. Il faudrait que la mobilisation des masses échappe au contrôle des appareils traîtres, qu'elles parviennent à s'organiser indépendamment des appareils et que Sarkozy réprime violemment les grévistes, pour que la chute du gouvernement soit envisageable sérieusement et que dans ces conditions il retire in extremis son projet de loi ou qu'il soit annuler de fait.

Du côté de Lutte ouvrière. Arlette Laguiller a écrit le 9 octobre dans un article intitulé *Réussir le 12 octobre ! Continuer et amplifier la lutte !*, extraits :

"Alors, puisque nous n'avons rien à attendre des changements électoraux, il ne nous reste qu'une seule voie, celle de la lutte, d'une grève explosive allant en se généralisant et faisant réellement peur au gouvernement et au grand patronat.

De Gaulle était un dirigeant de la bourgeoisie d'une toute autre envergure que ceux qui sont en place aujourd'hui. Et, pourtant, devant les grèves de mai 68, massives et imprévisibles, il s'était affolé au point de se jeter dans les bras du général Massu.

Nous avons la force de les faire reculer non seulement sur les retraites mais aussi sur les licenciements, sur le chômage et sur les salaires. Il nous faut apprendre à nous servir de notre force."

Quelle incurie politique ! Comme ils doivent avoir "peur" à l'UMP en lisant ces lignes ! Sarkozy est tout simplement le produit du capitalisme à une autre époque caractérisée par l'aggravation sans précédent de ses contradictions, ce que ne peut pas comprendre Laguiller.

Nos désaccords avec le NPA et LO proviennent notamment du fait que nous ne faisons pas la même analyse de la situation, du développement et de l'orientation du capitalisme depuis un demi-siècle.

Dans la mesure du possible, j'actualiserai le site aussi souvent que nécessaire dans les jours qui viennent selon le développement de la situation, n'hésitez pas à nous transmettre vos réflexions ou documents que nous mettrons immédiatement en ligne.

A bas Sarkozy et son gouvernement au service des banquiers et des capitalistes : dehors ! Notre droit à la retraite n'est pas négociable...

[Haut de page ↗](#)

Le 13 octobre

Je cavale pour actualiser le site et il me reste à peine du temps pour réfléchir ! Car je m'active toujours pour vendre ma maison, quelle corvée ! et par exemple pour actualiser le fichier des articles de presse je dois encore aller à Pondichéry, j'espère régler le problème de connection dans les jours qui viennent... Passons à l'essentiel.

Depuis un peu plus de trois ans, Sarkozy s'est employé avec acharnement et persévérance à s'attaquer à toutes les couches exploitées de la société, et finalement il a réussi à les dresser contre le gouvernement et les capitalistes dont il est le représentant.

Son obstination contraste avec la fragilité du régime qui craque de partout jusque dans les rangs de son parti, et de toute évidence sa tentative de détourner l'attention des travailleurs sur des boucs émissaires a échoué, et sa farouche détermination à s'en prendre systématiquement aux couches les plus faibles des masses tandis qu'il n'a pas cessé de répondre favorablement aux besoins pressants de l'aristocratie financières et des capitalistes en général, conduit à un affrontement direct entre les classes.

S'il a pu compter jusqu'à présent sur le soutien des appareils des syndicats et des principaux partis se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme (PS et ses satellites) pour appliquer son programme de démolition de tous nos droits, ces derniers sont dorénavant obligés de tenir compte du refus croissant des masses d'accepter de nouveaux sacrifices comme en témoigne la mobilisation hier, pour ne pas perdre le contrôle des masses entrées en action, le pire scénario pour Sarkozy serait que les travailleurs parviennent à submerger les obstacles dressés par les appareils pour protéger le régime en s'organisant indépendamment d'eux, en se dotant d'organismes politiques indépendant à l'échelle de tout le pays qui pourraient constituer un embryon d'Etat ouvrier mettant à l'ordre du jour à la prochaine étape, l'objectif de liquider les institutions de la Ve République, l'Etat des capitalistes.

Nous n'en sommes visiblement pas encore là, mais c'est l'orientation politique que nous devons proposer aux travailleurs à partir du moment où il n'existe aucune issue politique possible à la crise du capitalisme dans le cadre des institutions de la Ve République, où il est impensable, où il a été amplement démontré au cours des décennies précédentes, qu'il est impossible d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté qui ne cessent de croître, d'entrevoir la satisfaction de nos besoins et droits légitimes sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, sans liquider l'Etat des capitalistes et avancer sur la voie du socialisme.

Développer cette orientation politique devant les travailleurs répond au besoin de les armer théoriquement et politiquement pour qu'ils se saisissent de l'idée que vivre dans une société et un monde meilleur est possible à partir du moment où l'on prend notre destin en mains et que l'on part du principe que nos besoins et nos droits sont légitimes, qu'absolument rien ne peut justifier le chaos et la barbarie dans lesquels le capitalisme entraîne l'humanité entière.

La mobilisation de millions de travailleurs et jeunes s'inscrit en contradiction avec l'idée que la décomposition de la société dont ils sont les principales victimes serait une fatalité. A nous de nourrir ou de les aider à approfondir cette idée, à les convaincre qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme et que pour qu'elle se concrétise ils doivent s'organiser.

La propagande du gouvernement et ses laquais du PS, des médias et de la majorité des intellectuels, a pour principale fonction d'éviter à tout prix que cette idée ne germe un jour dans la tête des travailleurs et de la jeunesse, car une fois qu'elle aura pris pied dans leur tête, il deviendra impossible de l'en extraire, elle ne pourra plus que se développer jusqu'au moment où ils auront acquis la certitude qu'une alternative au capitalisme existe : le socialisme. Voilà une bonne base pour construire le parti, non ?

Je n'ai plus le temps d'analyser en détail la situation.

Retraites.

1- Vue par les médias.

1.1- "*Record battu, depuis le début de la mobilisation contre la réforme des retraites*", doit concéder Public Sénat.

1.2- "*Les syndicats ont réussi à mobiliser davantage ce mardi contre la réforme des retraites, notamment avec l'entrée remarquée*

de lycéens dans le mouvement selon *Les Echos* dépités par cette mauvaise nouvelle.

1.3- "*Records battus! Pour la sixième fois depuis fin mai et la quatrième en à peine plus d'un mois, les syndicats ont réussi à mobiliser en masse les Français contre la réforme des retraites. Ils affichent leur meilleure mobilisation de ces vingt dernières années*", si c'est *Le Figaro* qui le dit, c'est que cela doit être vrai !

1.4- "*A l'Élysée, on s'attendait à "une journée suivie", avait déclaré un proche de Nicolas Sarkozy ce mardi matin. Peut-être pas à ce point". Alors que les protestations au long cours ont tendance à "s'essouffler", et les cortèges à mincir au fil des journées d'action, la réforme des retraites semble fédérer de plus en plus contre elle*", relève *L'Express*.

1.5- "*A l'évidence, Nicolas Sarkozy n'avait pas prévu ça. Loin de s'essouffler, la mobilisation contre la réforme des retraites s'est accentuée, ce mardi, dans toute la France*", note *20minutes.fr*.

1.6- "*Aujourd'hui, alors que le cocktail est potentiellement plus explosif au cas où trois phénomènes prendraient corps (grèves reproductibles, mobilisation massive des jeunes et pénuries d'essence), l'Élysée la joue donc profil bas pour ne pas mettre de l'huile sur le feu*", selon *Lepost.fr*.

2- Témoignage de la radicalisation.

A Lisieux. La mobilisation contre la réforme des retraites a été égale, voire supérieure à 1995 : plus de 3.500 personnes dans la rue !

A l'opposé, on a eu peu de retour sur la mobilisation dans le secteur privé, par exemple dans l'automobile, la construction...

3- Comptage.

A Marseille, au lieu de 24.500, les policiers auraient en fait compté au moins 100.000 manifestants, selon *Europe 1*.

Unité SGP police, syndicat majoritaire chez les gardiens de la paix, redoute que cette façon de "*travestir*" la contestation sociale risque en définitive de "*ridiculiser la police*."

4- Quelques réactions.

4.1- Gouvernement.

Le Premier ministre François Fillon qui a jugé "*irresponsable*" la "*tentation de l'extrême gauche et d'une partie du PS*" de "*mettre des jeunes de 15 ans dans la rue*", s'adressant à des députés UMP à l'Assemblée.

« *Nous sommes décidés à mener cette réforme à son terme* » parce qu'elle est « *raisonnable, juste et indispensable* », a lancé le premier ministre à l'Assemblée nationale.

Pour M. Fillon, le gouvernement ne peut tout simplement plus revenir en arrière car "*on est au bout de ce qui est possible*" sur les concessions sur les retraites. "*Maintenant, ce qu'il faut, c'est du sang-froid et pas de provocation*", a-t-il lancé à sa majorité. L'Élysée a rappelé en début de journée que "*des avancées ont été faites*" pour répondre "*aux légitimes inquiétudes des syndicats et salariés: pénibilité, carrières longues, parents d'enfants handicapés ou de trois enfants*".

"*Dans deux ans, les Français nous diront : 'Oui, vous avez raison d'avoir fait la réforme des retraites'*", s'est convaincu Eric Woerth. M. Woerth assure que le gouvernement "*n'a pas perdu la bataille de l'opinion. Nous sommes très calmes, il faut qu'on soit raisonnable*".

4.2- CGT.

«*C'est une participation exceptionnelle qui témoigne d'une mobilisation grandissante, d'une détermination renforcée des salariés, des privés d'emploi, des retraités*», s'est félicité Bernard Thibault, le patron de la CGT.

«*La réussite de cette journée d'action est un encouragement à continuer*», a lâché Bernard Thibault.

Les Echos affirment que la CGT a donné des consignes pour «*favoriser le vote à bulletins secrets en assemblée générale, afin d'éviter une trop grande radicalisation*». «*Il y a longtemps, au niveau de la SNCF, que l'on a usité à certains endroits les votes à bulletins secrets. Tout ça, ça se décide de façon tout à fait démocratique*», dit aussi le secrétaire général de la CGT-cheminots, Didier Le Reste, sur *France Info*.

4.3- CFDT.

L'absence de réponse du gouvernement, véritable «appel à une forme de radicalisation», selon François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, pour lequel *«la fermeté est aussi dans notre camp»*.

«Le gouvernement et le Parlement doivent répondre aux mobilisations croissantes et faire enfin le choix du dialogue, a martelé la CFDT. Ils ne peuvent prendre le risque de l'affrontement ou de la désespérance alors que le pays doit relever les défis majeurs de l'emploi, de la rénovation des protections sociales et de la fiscalité.»

"Le gouvernement et le parlement doivent répondre aux mobilisations croissantes et faire enfin le choix du dialogue. Ils ne peuvent prendre le risque de l'affrontement ou de la désespérance alors que le pays doit relever les défis majeurs de l'emploi, de la rénovation des protections sociales et de la fiscalité", déclare la CFDT dans un communiqué.

4.4- FO

«Malgré tout ce que le gouvernement essaie de faire comprendre depuis plusieurs semaines et ces derniers jours, ça ne freine pas la mobilisation, ça l'amplifie», a abondé Jean-Claude Mailly, son homologue de FO.

A propos du vote en assemblée générale. Sur Europe 1, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière, ne dément pas : *«Cela ne me choque pas du tout que ce soit un vote à bulletin secret.»*

4.5- FSU

«Nous n'en resterons pas là», a promis Bernadette Grison, la patronne de la FSU, qui clame: «Le gouvernement accélère les procédures, alors accélérons la riposte.»,

4.6- Solidaires.

« On n'a plus d'autre choix que de monter le rapport de force et de tout faire pour que, dans les jours qui viennent, on soit dans un situation de blocage du pays », estime Annick Coupé, porte-parole de Solidaires.

4.7- CFE-CGC

«Chaque journée d'action, on a des personnes différentes qui manifestent et c'est l'addition de ces mobilisations qui montrent qu'on a des dizaines de millions de Français (sic) insatisfaits de cette réforme», a surenchéri Bernard Van Craeynest, le président de la CFE-CGC.

4.8- UNEF et FIDL

Selon les étudiants de l'UNEF, quelque 150 000 jeunes ont manifesté, dont 90 000 lycéens selon l'UNL, premier syndicat lycéen, qui affirme que 800 lycées ont été "mobilisés". La FIDL recensait "des actions diverses et variées allant du simple barrage filtrant avec distribution de tracts au blocage, notamment à Paris".

4.9- PS.

Pour Ségolène Royal, *"le gouvernement doit entendre l'avertissement que viennent de lui lancer les Français. Il doit suspendre sa réforme, autrement il sera tenu responsable de ce qui se passera ces prochains jours dans la rue". "Peut-on raisonnablement conduire une réforme comme celle-ci contre les Français ?", a demandé la socialiste, qui a également appelé le gouvernement à étudier la possibilité d'un référendum sur la question. "Les Français sont entrés en résistance. Car si cette réforme des retraites passe, elle fera s'effondrer un des premiers piliers du modèle social français."*

Martine Aubry, première secrétaire du Parti Socialiste, a dénoncé dans un communiqué l'"entêtement" du gouvernement sur les retraites "qui ne mène nulle part, sauf à des risques d'affrontement", appelant l'exécutif à "faire preuve de responsabilité".

5- La grève par secteurs d'activité.

5.1- Transports. Grève reconduite à la RATP et à la SNCF. A la SNCF, la direction recense 40,4 % de grévistes, la CGT 53,8 %. La direction prévoit de nouveau des perturbations mercredi, d'un niveau comparable, les premières assemblées générales ayant voté la reconduction du mouvement.

La RATP n'a pas attendu la fin de journée pour reconduire le mouvement de grève. Les assemblées générales des réseaux bus, métro et RER ont largement voté la reconduction à main levée pour mercredi. Le mouvement était suivi à hauteur de 17 % selon la direction, plus que lors de la grève du 23 septembre.

Côté transports aériens, environ 30% des vols étaient annulés à l'aéroport parisien de Roissy et 50% à celui d'Orly.

5.2- Secteur pétrolier. La grève est également très suivie dans le secteur pétrolier. Dans les raffineries, la mobilisation était très suivie. Onze des douze raffineries en métropole étaient touchées par des grèves, parfois partielles, mais reconductibles sur la plupart des sites. Les six raffineries Total étaient affectées par des grèves, mais le mouvement n'avait pas de répercussions sur le ravitaillement des carburants d'après la direction.

A une grande majorité, la grève reconductible a été votée mardi matin à la Raffinerie de Normandie de Gonfreville-L'Orcher (Seine-maritime).

L'intersyndicale SUD-CGT de la plus grande raffinerie de France a annoncé par la voix de son porte-parole Didier Bocquet que "la production allait être minimum et qu'aucun produit n'entrerait ni sortirait de la raffinerie jusqu'à nouvel ordre".

A Marseille, quatre-vingt-cinq navires, dont 56 pétroliers et 29 bateaux de marchandises, sont bloqués en mer pour cause de grève

5.3- Dans l'Education, 22,13% de grévistes selon le ministère, 48% dans le primaire et 45% dans le secondaire selon la FSU.

5.4- A La Poste, 16,53% d'agents sont en grève selon la direction, soit autant que le 23 septembre mais moins que le 7 septembre (22,07%). Le syndicat Sud-PTT annonce lui plus de 30% de grévistes.

(source : Les Echos, Reuters, AP, Lemonde.fr; Lepost.fr; Lefigaro.fr et Lepoint.fr 12.10)

Economie.

Monnaie

Après une assemblée générale du Fonds monétaire international (FMI) sans résultat tangible ce week-end, les pays asiatiques redoublent d'efforts pour contenir des flux de capitaux qui tendent à faire monter leurs monnaies au détriment de leurs exportations.

Le gouvernement thaïlandais a imposé une retenue à la source de 15% sur les plus-values et les revenus des intérêts des investissements étrangers dans la dette souveraine dans le but d'infléchir le baht, qui est au plus haut depuis la crise financière asiatique de 1997.

Une semaine avant que la Thaïlande n'annonce sa mesure, le Brésil avait doublé une taxe sur investissements étrangers en obligations souveraines et autres actifs financiers, et ce pour le même motif: freiner le réal.

Le Japon, aux prises avec un dollar à un plus bas de 15 ans face au yen, a souligné qu'il reviendrait à nouveau sur le marché des changes si le besoin s'en faisait sentir, même si son intervention en solitaire le mois dernier lui a valu quelques reproches.

Quant à la Chine, elle ne lie pas forcément réforme des changes et appréciation du yuan. Le fait que la Chine insiste sur le fait que la hausse du yuan doit être progressive contribue largement à freiner une appréciation des taux de change en Asie, nécessaire à la résorption des déséquilibres mondiaux, affirment certains responsables monétaires.

La Chine, mais aussi d'autres pays, soutiennent eux que la perspective de voir la Réserve fédérale faire marcher la planche à billets risque de se traduire par un afflux massif de dollars sur le marché mondial.

Cet afflux provoquerait un affaiblissement du billet vert et a contrario une hausse des devises des pays émergents, les investisseurs s'employant à trouver ailleurs des rendements qu'ils ne trouvent plus dans les grandes puissances économiques où les taux sont très bas voire nuls.

Ce mouvement généralisé des pays émergents contre une appréciation trop vive de leurs monnaies fait craindre l'apparition de mesures plus ou moins protectionnistes susceptibles de donner un coup d'arrêt à la croissance mondiale.

Un journal chinois a de fait pris acte de ce risque. "*La crise financière pourrait dégénérer en une crise des monnaies*", écrit le

China Securities Journal. "Personne n'en sortira gagnant." (Reuters 12.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 14 octobre

Ceux qui pourraient se mettre en grève ou poursuivent la grève ne le font pas forcément d'après les dernières infos, et ceux qui voudraient s'y mettre ne le peuvent pas sans prendre le risque d'être virés. Nous y reviendrons plus tard.

"Ce gouvernement ne conserve les mains libres que parce que, dans leur majorité, les dirigeants des confédérations syndicales se refusent à avancer l'exigence du retrait et à lancer dans l'unité l'appel à la grève à laquelle aspirent tous les travailleurs" écrit le POI dans la déclaration de son conseil fédéral national du 3 octobre.

Et quand ils appellent au retrait, FO et SUD, c'est pour aussitôt demander à Sarkozy de négocier sans doute une "bonne réforme", ce qui revient à dessaisir les travailleurs de la question pour laquelle ils se mobilisent.

Cette analyse du POI est superficielle et incomplète.

L'offensive de Sarkozy depuis son arrivée au Palais coïncide avec l'absence d'issue politique à laquelle la classe ouvrière pourrait adhérer. A l'UMP ils savent pertinemment où en est l'état d'esprit et le niveau de conscience politique des travailleurs. Si la politique antisociale du gouvernement contribue à la radicalisation de l'état d'esprit du prolétariat, qui se traduit concrètement par l'amplification de la mobilisation que nous avons observé au cours des semaines et des mois précédents, il n'en demeure pas moins que leur conscience politique peine à progresser, et il leur est toujours difficile d'entrevoir une solution politique au-delà du régime capitaliste et des institutions en place.

C'est à la fois sur cette subordination des travailleurs au capitalisme et aux institutions que s'appuient les appareils des syndicats, le gouvernement et les fidèles serviteurs du régime, le PS en tête. C'est l'incapacité des masses d'imaginer que la société pourrait être organisée et fonctionner sur la base de l'appropriation sociale des moyens de production et rompre avec le système économique capitaliste, qui constitue la toile de fond de la situation politique et qui explique l'impasse dans laquelle nous nous trouvons.

C'est quand même extraordinaire qu'on ne mette pas l'accent sur ce point précis et déterminant pour tenter de déclencher un déclic dans la tête des travailleurs. Comment est-il possible que l'on évoque quotidiennement tout un ensemble de problèmes économiques ou sociaux liés à la survie du capitalisme en France ou dans le monde sans leur opposer nos propres besoins, sans même y penser, sans se dire que toutes nos revendications sont parfaitement légitimes et que l'on n'a pas besoin de les justifier, devrait-on par exemple justifier notre droit à la santé, à la retraite ?

C'est bien de dénoncer et de combattre les capitalistes qui continuent d'accumuler des milliards d'euros ou de dollars, tandis que tous nos droits ou acquis sont systématiquement remis en cause et qu'on devrait accepter de nouveaux sacrifices, c'est mieux de leur opposer nos propres besoins, car c'est se situer sur un terrain de classe indépendant qui contribue à indiquer ou à faire comprendre aux travailleurs qu'une issue politique conforme à leurs intérêts ne peut être envisagée sans rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République forgées pour servir les intérêts de la classe des capitalistes.

Ce qu'on veut dire par là, c'est qu'il sera impossible aux travailleurs d'orienter leur combat dans la bonne direction aussi longtemps qu'ils n'auront pas commencé à rompre avec le capitalisme, qu'ils ne réussiront pas à imaginer leur destin à partir de leurs propres besoins et non à partir de ce qu'il leur paraît possible ou raisonnable d'obtenir dans le cadre du régime capitaliste.

Bref, il manque aux travailleurs une réelle conscience de classe, et ce n'est pas parce qu'ils manifestent leur opposition au gouvernement ou à une mesure quelconque qu'ils auraient acquis une conscience de classe indépendante.

Comment le pourrait-il quand tout est fait pour qu'ils demeurent enchaînés au capitalisme ?

On est effaré de lire les réponses apportées aux questions de travailleurs qui se demandent à quel jeu jouent les appareils ou les dirigeants du PS et ses satellites (voir le IO n°116 très instructif). En réalité, on ne leur fournit aucune réponse, on les laisse imaginer ce qu'ils veulent, ils peuvent en arriver à penser que ces dirigeants sont des traîtres, mais sans comprendre pourquoi cela ne sert strictement à rien, puisqu'on ne leur explique pas qu'ils agissent de la sorte parce qu'ils sont liés au capitalisme et qu'ils ne le remettront jamais en cause, que leur raison d'être est justement de protéger le régime contre toute tentative de la classe ouvrière de le remettre en cause ou de le renverser. On peut être un traître un jour et ne plus l'être un autre, on peut se tromper aujourd'hui par ignorance et demain adopter une orientation correcte, après tout, une lacune, une faiblesse, une erreur, cela se corrige, ce n'est pas bien grave ou irrémédiable, irréversible, pourquoi devrait-on en faire tout un plat, laissant

place au passage à toutes les illusions possibles.

On nous explique et on l'a bien compris, que le meilleur moyen de combattre les appareils consiste à développer notre politique et non à les traîner de tous les noms, encore faut-il que lorsque nous dénonçons leurs manœuvres, nous allions au bout de notre analyse au lieu de s'arrêter en chemin.

Autre point de désaccord avec le POI et sa méthode, toujours dans cette déclaration : "*Car c'est une évidence : en contraignant le gouvernement à retirer sa loi sur les retraites et à renoncer aux contre-réformes qu'il veut engager dans la foulée, la classe ouvrière ouvrira une première brèche dans la voie d'une issue politique conforme aux intérêts de la population laborieuse et de la démocratie.*". Ne serait-ce pas parce que la classe ouvrière est incapable d'entrevoir une issue politique qu'elle est incapable de se mobiliser à un niveau qui mettrait en échec Sarkozy ? N'est-ce pas sa principale faiblesse avec son faible niveau d'organisation ? Je suis décidé à changer de boulot parce que je n'en peux plus, mais je ne suis pas irresponsable au point de quitter mon emploi avant d'en avoir trouvé un autre ailleurs. Et si je me mets à chercher un autre boulot, c'est parce que j'estime que c'est possible d'en trouver un, sinon je m'abstiens, non ?

Pas un travailleur normalement constitué n'a envie de travailler plus longtemps, alors qu'est-ce qui les empêche de concevoir que ce serait possible demain de ne pas travailler plus longtemps, sinon l'absence des conditions politiques qui permettraient de partir à la retraite (à taux plein) plus tôt, non ? L'unité des travailleurs sur la question des retraites est largement réalisée, le problème n'est donc pas là, par contre, l'unité sur une issue politique qui permettrait de satisfaire tous nos besoins ne peut pas exister, puisque les travailleurs n'ont aucun idée de ce que pourrait être cette issue politique.

Répétons-le au risque de faire encore bondir des militants, notre seul objectif est d'aider la classe ouvrière à comprendre la nécessité de rompre avec le capitalisme et d'adhérer au socialisme, de construire le parti sur cette base, tout le reste est secondaire. Au-delà de l'issue du combat que nous menons et dont nous ne sommes pas comptables, puisque nous ne dirigeons pas le mouvement ouvrier, devrions-nous nous fixer une autre tâche ?

Une fois ces précisions apportées, on peut soutenir l'initiative du POI de préparer une conférence pour l'unité le 11 décembre prochain, et appeler tous les militants à y participer loyalement dans le respect des convictions de chacun. L'appel à cette conférence a le mérite de partir de la situation et de poser la question du gouvernement ouvrier, de la liquidation des institutions de la Ve République et de la rupture avec le capitalisme, ce que ne fait aucun autre parti, simple constat.

Un courriel d'un camarade.

"Ce mail pour te signaler que les étudiants de la fac de Rennes 2 ainsi que de l'IUT carrières sociales de Rennes 1 sont en grève avec blocage.

Mentions aussi succinctes que malhonnêtes de ces faits dans la presse bourgeoise : <http://www.rennes.lemensuel.com/actualite/article/2010/10/13/rennes-2-lassemblee-generale-vote-le-blocage-7069.html> http://www.rennes.maville.com/actu/actudet_-Des-assemblees-generales-a-Rennes-2-et-a-l%E2%80%99IUT-carrieres-sociales-votent-le-blocage_loc-1547329_actu.Htm

Toujours à Rennes, les personnels des lycées rennais Émile Zola, Coëtlogon et Chateaubriand sont en grève reconductible ! Enfin, présence massive des lycéens à la manifestation du mardi 12 et un nouveau défilé lycéen (environ 2500 participants) a eu lieu ce mercredi.

Je fais court, la mobilisation contre le saccage de nos retraites m'occupe 16h par jour donc je suis fatigué..."

Merci à toi et bonne continuation !

On enchaîne sur ce qui se passe dans d'autres secteurs.

Pas facile de savoir ce qui se passe réellement. On nous dit qu'à 100% les assemblées générales de cheminots ont reconduit la grève, formidable, sauf que le niveau de la mobilisation et donc le taux de participation ont diminué, on ne vous le dit pas aussi ouvertement, on vous dit seulement en substance que le nombre de grévistes a baissé, ceci étant à mettre en rapport avec cela.

Compte-rendu arrangé et propagande du gouvernement, désinformation et falsification des faits par les médias, donc quand on rend compte d'une situation, il faut être aussi précis qu'un horlogier, il faut de la rigueur et de la discipline en toute chose si l'on veut être crédible et pris au sérieux.

Retraites.

1- La tactique des grèves tournantes ou isolées, du pourrissement.

Un point sur quelques secteurs en grève en fonction des informations distillées par les médias.

- A la SNCF, la quasi totalité des assemblées générales de cheminots ont reconduit la grève jusqu'à jeudi mais l'entreprise comme les syndicats ont constaté une baisse du nombre de grévistes.

"Le sentiment global est qu'il y a une situation contradictoire entre la baisse du nombre de grévistes et la mobilisation qui reste très forte aux assemblées générales", a déclaré Roger Dillenseger, numéro deux de l'Unsa cheminots.

- A EDF, 70 assemblées générales se sont tenues mercredi et la plupart ont reconduit des grèves de deux à quatre heures, a annoncé la CGT-Energie.

Selon la CGT-Energie, qui avait déposé un préavis de grève reconductible, «un décompte du nombre de grévistes et de grèves n'est pas encore possible».

"Ces actions vont se poursuivre tous les jours", a déclaré Marie-Claire Cailletaud, responsable de la CGT-Energie.

- A la RATP, le mouvement avait été reconduit dès mardi par la CGT, FO, Sud et la CFDT mais l'Unsa, deuxième organisation, n'appelait pas à la grève et le trafic était normal ou quasi normal mercredi, dans le métro comme dans le RER. La CFDT-RATP a annoncé la levée de son préavis.

- A La Poste: tout juste 4 % de grévistes selon la direction. La mobilisation est concentrée dans certains départements selon les deux syndicats (FO et Sud) qui ont déposé un préavis de grève illimité.

- Le port pétrolier de Fos-Lavera, près de Marseille, est par ailleurs entré dans son 17e jour de grève, empêchant les pétroliers bloqués en mer de ravitailler les raffineries.

Selon le président de l'Union française des industries pétrolières (Ufip), Jean-Louis Schilansky, des problèmes localisés de ravitaillement pourraient survenir la semaine prochaine et le gouvernement doit se poser dès maintenant la question de l'utilisation des stocks stratégiques.

- Les enseignants des écoles primaires (maternelles et élémentaires) de Paris sont appelés à reconduire la grève contre la réforme des retraites «dès jeudi», annonce dans un communiqué la section parisienne du SNUipp-FSU.

L'Union nationale lycéenne (UNL) appelle à une journée spécifique d'actions des lycéens demain jeudi, contre la réforme des retraites, avec assemblées générales, rassemblements et manifestations. A Paris, l'UNL prévoit un rassemblement devant le siège du Medef, à 15h30.

- Dans les hôpitaux, une grève reconductible d'au moins une heure par jour a été votée par une intersyndicale au CHU de Nice. Idem à l'hôpital de La Timone à Marseille. Dans la Fonction publique territoriale, 27 départements ont voté mercredi la reconduction de la grève jeudi, d'après la CGT. Sont notamment concernés: les Bouches-du-Rhône, la Haute-Garonne, la Gironde, le Nord, Paris, la Seine-et-Marne, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. Dans le privé, des débrayages ont affecté plusieurs entreprises (Alstom et Bombardier dans le Nord, Rhodia dans le Rhône...). Chez Arkema, 6 des 18 sites ont connu des débrayages, selon la direction.

- Depuis 6h mercredi matin, l'intersyndicale SUD-CGT bloque les accès de la zone industrielle et portuaire du Havre (Seine-Maritime), provoquant de grosses difficultés de circulation aux abords de la ville, a-t-on constaté sur place.

Un barrage avec feux de palettes et embrasement de pneus été érigé au carrefour du boulevard Jules Durand qui mène au Pont VII bis, "l'un des points stratégiques de la zone industrielle", a expliqué Ludovic Leblanc, de l'union locale CGT.

- Le ramassage des ordures ménagères est largement perturbé à Marseille depuis mardi, les agents du nettoyage ayant décidé de se joindre au mouvement de protestation contre la réforme gouvernementale liée aux retraites, a-t-on appris mercredi auprès du syndicat FO.

Patrick Rué, délégué FO, a précisé mercredi sur France Bleu Provence qu'il s'agissait là du "seul moyen de se faire entendre". (Reuters, AP, 20minutes.fr et Libération.fr 13.10)

2- Quelques déclarations.

CGT.

Bernard Thibault a appelé à «*trouver les moyens d'augmenter la pression sur le gouvernement*» pour obtenir une négociation sur les retraites, alors que des assemblées générales doivent décider d'éventuelles reconductions de grèves. «*Nous avons besoin d'un engagement qui demeure de la part des salariés*», a déclaré le secrétaire général de la CGT sur France Inter.

PG.

Mélenchon l'extincteur !

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, appelle Nicolas Sarkozy à «*sortir par le haut*» du conflit en organisant un référendum sur le projet de loi, au lieu de jouer à un «*Thatcher ou un Reagan du XXI^e siècle*». «*Chiche! faites voter le peuple!*», lance l'eurodéputé, invité de l'Association des journalistes parlementaires. (libération.fr 13.10)

Gouvernement.

Lors d'un déjeuner à l'Élysée auquel était convié les députés du Nouveau centre, le Président a affirmé que le gouvernement «*ne peut plus aller plus loin*» dans les concessions sur la réforme des retraites. (Libération.fr 13.10)

Nadine Morano a affirmé que le «*blocage des lycées est totalement interdit*».

Michèle Alliot-Marie a jugé que «*des manifestations dans la rue, cela présente toujours un certain risque*».

Xavier Bertrand a répété «*la détermination*» du gouvernement «*à aller jusqu'au bout de la réforme*». (20minutes.fr 13.10)

3- CRS sarkoSSistes.

Le préfet de police de Paris a décidé mercredi de saisir l'Inspection générale des services (IGS) suite à une vidéo montrant un journaliste, exhibant sa carte de presse, se faire molester par des CRS à la fin de la manifestation mardi à Paris contre la réforme des retraites. Vidéo disponible sur le site lepost.fr. (20minutes.fr 13.10)

Social.

Dans son édition du 6 octobre, *Le Canard enchaîné* raconte que le ministre a lancé une grande campagne contre l'absentéisme des fonctionnaires : les congés maladie abusifs représenteraient 10% de l'ensemble et coûteraient 500 millions d'euros à la Sécurité sociale. Sauf qu'en juillet 2009, une étude de la Direction générale de l'administration de la fonction publique (DGAFP) démontrait exactement le contraire :

""Réalisé sur la base de l'enquête emploi effectuée en 2008 par l'INSEE, ce document affirme qu'en moyenne, selon la DGAFP citée par *Le Canard*, 14% des fonctionnaires "ont été absents pour raisons médicales la semaine précédent l'enquête", contre "19% des salariés du secteur". Si on limite ce pointage à la seule fonction publique d'Etat (sans les hôpitaux et les collectivités locales), ce pourcentage tombe à 9%. Ce n'est pas tout : l'arrêt maladie qui a causé l'absence au travail des fonctionnaires durant la semaine de référence est plus court que dans le secteur privé : 89 jours contre 93"".

Pourquoi le ministre a-t-il caché ce rapport plutôt positif ? D'après *Le Canard*, il y aurait d'autres rapports du même type, mais un haut fonctionnaire explique dans l'hebdomadaire que ""ce n'est pas le moment pour féliciter les agents de l'Etat. Particulièrement sensibles à la réforme des retraites, soumis à des purges dans leurs rangs (32 000 fonctionnaires en moins dans le prochain budget) et au gel de leurs salaires, ils risqueraient d'en tirer argument pour revendiquer"". Une bonne raison pour cacher ce rapport effectivement." (d'un internaute sur 20minutes .fr 13.10 à la suite d'un article sur les retraites.)

Politique.

Allemagne.

Selon Gesine Löttsch (la dirigeante de ce parti -Ndlr), Die Linke qui a recueilli 11,9% des voix aux élections fédérales de 2009 et se situe à environ 12% dans les sondages, a de bonnes chances d'obtenir pour la première fois le poste de ministre-président dans deux Länder aux élections régionales de l'an prochain.

Die Linke (La Gauche) pourrait jouer les arbitres à l'issue du prochain scrutin fédéral si les sociaux-démocrates (SPD) et les Verts ont besoin d'un troisième partenaire.

Son score a progressé de 8,8% en 2005 à 11,9% en 2009 tandis que celui du SPD tombait de 34,2% à 23% en 2009. Die Linke continue de réclamer le retrait des troupes allemandes d'Afghanistan, raison pour laquelle le SPD a refusé en 2009 de former une coalition au niveau fédéral avec ce parti.

Mais depuis, les deux formations ont tempéré leurs positions.

"Nous ne voulons bien sûr pas rester à jamais dans l'opposition", reconnaît Gesine Löttsch. "Nous voulons que le gouvernement de centre droit quitte le pouvoir. Mais nous ne nous joindrons à un gouvernement fédéral que si nous pouvons exercer une influence. Nous ne voulons pas n'être que des potiches".

Selon elle, il existe désormais une convergence d'idées entre Die Linke, le SPD et les Verts sur le salaire minimum et les réformes concernant la politique sociale et la santé.

Mais ils restent en désaccord sur l'Afghanistan, bien que Löttsch dit comprendre qu'un retrait ne sera pas immédiat et prendra du temps.

"L'important est que nous soyons d'accord sur le fait que l'armée quittera l'Afghanistan à un moment donné", dit-elle. (Reuters 13.10)

Pas seulement... mais notamment *"des potiches"*, merci pour cet aveu qui nous évitera de nous faire traiter de calomniateur, une potiche, ce que serait assurément le PG dans un gouvernement PS-PCF-MRC-PRG-Ecologistes-PG !

La dernière affirmation donne une idée assez précise du degré d'opportunisme de ce parti : il suffirait que le SPD se prononce pour le retrait des soldats allemands présents en Afghanistan un jour, dans un avenir indéterminé, pour que la dirigeante de Die Linke s'en satisfasse. C'est ce qu'on appelle être rigoureux sur les principes que l'on prétend défendre. Et l'abolition d'Hartz IV ? Un jour indéterminé sans doute !

Economie.

France. Ryanair : boycott !

La compagnie aérienne irlandaise à bas coûts Ryanair a annoncé mercredi, lors d'une conférence de presse dans l'enceinte de l'aéroport Marseille-Provence, à Marignane (Bouches-du-Rhône), qu'elle fermerait son unique base française, à compter du 11 janvier 2011. Lire la suite l'article

Cette décision fait suite, selon son PDG Michael O'Leary, présent en personne mercredi, à l'ouverture d'une procédure judiciaire à l'encontre de sa société. Ryanair a été mise en examen le 28 septembre dernier pour *"travail dissimulé et prêt illicite de main-d'oeuvre"*. La procédure faisait suite à une plainte d'un syndicat de pilotes.

La compagnie aérienne est soupçonnée d'avoir embauché 120 salariés sous contrat irlandais, alors qu'ils travaillent sur le territoire français, ce qui lui permet de payer moins de charges.

"Nous sommes très déçus par la décision de la France d'engager des poursuites contre la base de Ryanair à Marseille", a tenu à indiquer Michael O'Leary, qui a estimé que la législation appliquée par sa société est "totalement conforme à la réglementation de l'Union européenne pour les travailleurs mobiles des transports". (AP 13.10)

Grande-Bretagne.

- Le gouvernement britannique a amorcé mercredi la privatisation de Royal Mail, les services postaux britanniques, dont il prévoit de céder 90% du capital, le solde étant réservé aux salariés du groupe.

Selon un article publié mercredi par le Times, l'entreprise pourrait être évaluée à 700 millions de livres, dette incluse.

Vince Cable a affirmé que le gouvernement, en plein effort de réduction du déficit budgétaire, ne pouvait pas financer les investissements nécessaires au développement des activités du groupe.

"Si Royal Mail a dû faire face à de terribles difficultés, l'entreprise est en train de se moderniser, et on peut soutenir qu'elle a potentiellement un bon avenir devant elle; mais cet avenir dépendra de la capacité à engager d'importants investissements", a-t-il déclaré.

"Or le gouvernement ne peut engager ces investissements, pour des raisons financières évidentes." (Reuters 13.10)

- Une coalition sans précédent de médias a appelé le gouvernement britannique à se pencher avec attention sur les ambitions de Rupert Murdoch de rachat de British Sky Broadcasting Group, susceptibles à ses yeux d'avoir de graves conséquences sur la pluralité de l'information.

Les terres médiatiques de Murdoch au Royaume-Uni sont déjà étendues et controversées. Les journaux que contrôle le magnat âgé de 79 ans représenteraient 37% de la presse nationale britannique en termes de tirage. Le "Sun", le principal quotidien de Grande-Bretagne, se vante d'être en mesure de peser sur les élections. Quant au "News of The World", il a été accusé d'avoir procédé à des écoutes téléphoniques illégales, avec des journalistes espionnant des personnalités politiques, des vedettes sportives, des célébrités et même des membres de la famille royale.

Le pouvoir de ces journaux a porté ses fruits sur le plan politique. L'ancien rédacteur en chef du "News of The World", Andy Coulson, est désormais conseiller en chef communication du Premier ministre David Cameron, en dépit du fait qu'il ait été accusé d'avoir eu connaissance de ces écoutes -ce qu'il dément farouchement.

Mais la volonté de Murdoch de prendre le contrôle total de BSkyB, dont son groupe News Corporation détient déjà 39,1%, amène ses adversaires à se mobiliser et à faire du lobbying auprès du gouvernement pour le pousser à intervenir.

Une lettre, qu'a pu voir Associated Press, a été envoyée lundi au ministre du Commerce Vince Cable pour l'informer des inquiétudes suscitées par le projet Murdoch. Ce courrier émanait notamment des dirigeants de la BBC, du Guardian Media Group et de l'opérateur de télécommunications BT Group.

Le rôle dans la vie politique britannique de celui qui a révolutionné Fleet Street au cours des années 1980 a souvent fait l'objet de débats, mais cette dernière controverse est différente dans la mesure où elle rassemble quasiment tous les grands médias qui ne font pas partie de News Corp., du Telegraph Media Group au "Daily Mail".

Le "Guardian", l'un des acteurs de cette offensive, a porté le combat devant ses lecteurs avec cette question: "Rupert Murdoch est-il en voie de devenir le Berlusconi de la Grande-Bretagne?". Une référence au président du Conseil italien et maître d'un empire médiatique Silvio Berlusconi, accusé par l'opposition d'étrangler la démocratie italienne.

Le contrôle total de BSkyB serait un grand coup pour l'empire international de Murdoch, qui contrôle de l'autre côté de l'Atlantique Fox Filmed Entertainment ("Avatar" de James Cameron), la chaîne conservatrice Fox News et le "Wall Street Journal", acquis il y a près de trois ans.

BSkyB représente les deux tiers des abonnements en matière de télévision payante en Grande-Bretagne, et détient une "position dominante incontestée" dans la diffusion télévisée des événements sportifs au Royaume-Uni, selon un récent rapport préparé par la société Enders Analysis.

Les opposants craignent que Murdoch ne lie ses titres de presse au divertissement populaire ou aux produits Internet. Par exemple, les clients de Sky pourraient obtenir un abonnement en ligne au "Times" de Londres avec leur accès à Internet.

Outre ces inquiétudes sur le plan commercial, les rivalités sont d'ordre idéologique. James Murdoch a ouvertement attaqué la BBC, "vieille dame" financée par la redevance, quand le "Guardian", qui penche à gauche, n'a pas fait secret de ses objections à la ligne éditoriale des titres de l'empire Murdoch. (AP 13.10)

Etats-Unis.

JPMorgan Chase, numéro deux du marché américain par les actifs, a réalisé au troisième trimestre un bénéfice net de 4,4 milliards de dollars (3,1 milliards d'euros), contre 3,6 milliards un an auparavant. (Reuters 13.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 15 octobre

Pas le temps de causer, alors qu'il y a encore tellement à dire.

Par exemple et ce serait à développer, ne dites pas Sarkozy se trompe ou nous trompe, il a tort ou il est dans l'erreur, il défend simplement des intérêts qui ne peuvent pas être les nôtres. Dites plutôt qu'il a parfaitement raison du point de vue où il se place qui ne peut pas être le nôtre, demeurons strictement sur notre propre terrain de classe, et si on vous reproche de faire

preuve d'intolérance, nous revendiquons cette intransigeance, effectivement nous avons un esprit rigides, étroits et bornés, nous ne pensons qu'à nos intérêts de classe.

On perd souvent notre temps à commenter ses arguments bien que ce soit nécessaire. Partons plutôt des besoins de notre classe, habituons les travailleurs et les militants à penser à partir de leurs propres besoins pour qu'ils parviennent à les considérer comme les seuls légitimes, c'est une des conditions déterminantes pour aller de l'avant et les aider à rompre avec le capitalisme. C'est d'ailleurs l'attitude de la jeunesse, ce qui préoccupe et complique la vie de Sarkozy en ce moment. Cessons de baisser la tête et de marcher courber, redressons-nous, prenons conscience de notre propre force, comment avancer sinon...

Quand on lit les articles relatifs au fonctionnement de l'économie mondiale, on ne peut s'empêcher de penser que ce sont de véritables gangsters qui dirigent le monde... Et il y en a encore dans nos rangs qui veulent discuter ou faire prendre conscience aux banquiers et aux rentiers qui ne savent plus quoi faire de leurs milliards et mènent l'humanité à la barbarie, des conséquences catastrophiques de leurs actes criminels, on croit rêver ! Ne devrait-on pas caractériser la situation comme étant la dictature mondiale du capital que le parti de l'ordre et ses valets légitiment et soutiennent, pour lui opposer la dictature du prolétariat ? Après tout ils ont bien trouvé les mots pour la justifier, on ne devrait pas avoir trop de difficultés à en trouver pour justifier la dictature du prolétariat, non ? Bien entendu, il ne faut pas craindre d'effaroucher le petit-bourgeois !

Autre sujet à développer qui a un rapport avec le conditionnement des masses à travers la propagande gouvernementale et des institutions, les médias et les prestations des représentants des partis à la télévision. Suite à la grève d'une partie du personnel de TV5Monde Asie le 12 au soir, on a eu le droit à 20h30 au journal de 13h de France 2, puis hier soir j'ai regardé la présentation de l'émission *Mots croisés* consacrée aux retraites, avant de couper pour commencer à préparer les infos en bref d'aujourd'hui. C'est surtout cette dernière qui m'a choqué.

Je n'ai pas noté les noms et les titres de chacun des participants, il y avait D. Le Reste de la CGT, G. Longuet de l'UMP, B. Hamon du PS, un représentant du patronat et un économiste de service notamment. Tout ce beau monde était apprêté comme des sous neufs, maquillés, bien propres sur eux, tous habillés en gris je crois, le regard droit, hautain, des gens qui assurément savaient de quoi ils allaient parler et ce qu'ils allaient dire. C'était tellement parfait, trop même, que j'en ai ressenti un malaise, un profond dégoût pour être honnête en les regardant, on ne pouvait pas s'empêcher de penser que tout avait été arrangé d'avance, qu'ils étaient tous de connivences, chacun jouant sa partition sans fausse note pour baisser des téléspectateurs réputés pour être des "veaux", et salut à la prochaine. Bref, une comédie bien réglée qui avait pour objectif de nous faire avaler la contre-réforme de Sarkozy. En voyant ces comédiens bien trop polis pour être honnêtes, je me suis senti spontanément étranger à tous ces gens, au monde qu'ils représentent, je vous avouerais que j'aurais voulu regarder cette émission mais j'en ai pas trouvé la force, j'ai coupé au bout de deux minutes.

Je me suis demandé ensuite, si les travailleurs, qui en France assistent à cette misérable mise en scène, perçoivent la même chose que moi, comprennent-ils qu'on se fout ouvertement d'eux, qu'on les prend quotidiennement pour des abrutis ? Ces beaux parleurs affichent une telle assurance, qu'ils doivent ainsi en épater encore plus d'un me suis-je dit, quand on les observe, ils nous paraissent tellement supérieurs que l'on arrive même à comprendre pourquoi Sarkozy le complexe ne les supporte pas, ce qui est normal par ailleurs puisqu'il ne supporte personne d'autre que lui-même et sa Barbie insignifiante à la démarche langoureuse, au teint laiteux et le regard vide. Ils sont la vérité faite homme, ils en imposent à la plèbe qui apparemment est encore assez arriérée pour les écouter.

Pour conclure, ce qui est frappant au premier abord et ne se dément pas par la suite, c'est la distance qui existe entre ces gens-là à qui de toute évidence rien ne manque, le régime fait en sorte qu'ils ne manquent de rien et vivent confortablement, et la situation modeste, difficile, compliquée de la majorité de la population du pays qui trime dure et doit souffrir pour s'en sortir ou tout simplement survivre. Un gouffre énorme sépare ces deux mondes qui n'ont rien en commun, qui n'ont rien à se dire, ce qui est finalement dans l'ordre des choses. Je me demande si les militants portent le même regard que moi sur ces gens-là et s'il est partagé par beaucoup de monde.

Demain je reçois la personne qui en principe doit acheter notre maison, reste à fixer le prix, en principe, et je suis prêt à la brader pour m'en débarrasser, quel boulet la propriété privée !

Sur ce, bonne manif demain camarades, je serai comme toujours en pensée avec vous.

Retraites.

1- Répression.

1.1 - De violents affrontements ont eu lieu, mardi 12 octobre, entre policiers et manifestants devant un local du Medef à Caen.

L'intersyndicale du Calvados a qualifié d'"*agression policière*" le recours à des gaz lacrymogènes, selon elle en "*tir tendu*", par les forces de l'ordre. "*Nous condamnons l'agression policière et les arrestations, indiquent les syndicats CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FSU, FO, UNSA et Solidaires. Le pouvoir a ainsi consciemment mis en danger les jeunes et pris le risque de les*

blessé par tir tendu".

Thierry Lepaon, secrétaire régional de la CGT, affirme que le jeune homme souffre d'une "fracture du crâne" et a "huit points de suture". Le manifestant a été ensuite évacué, conscient, un bandage et du sang sur la tête. "Il a pris une cartouche à la suite d'un tir tendu de bombe lacrymogène. Il a été procédé à un acte interdit par la réglementation policière", seuls les tirs en cloche étant autorisés, indique M. Lepaon. "Il a saigné abondamment. Heureusement un médecin était à ses côtés et l'a soigné et il a pu être évacué par des militants puis par les pompiers. Les tirs tendus sont dangereux, on peut y perdre un œil". (Lemonde.fr 14.10)

1.2- Un lycée a été «légèrement» blessé au visage ce jeudi matin, en marge d'une manifestation lycéenne contre la réforme des retraites, à Montreuil, selon la préfecture de Seine-Saint-Denis, contactée par 20minutes.fr. Véronique Bourdais, adjointe à la sécurité de la ville évoque sept tirs de flashball en début de matinée. Un chiffre non confirmé par les autorités. (20minutes.fr 14.10)

2- Sur la mobilisation

2.1- Education nationale.

- L'université Rennes-2 a été fermée ce jeudi pour toute la journée "pour des raisons de sécurité", a annoncé la direction. Cette fermeture intervient alors qu'une assemblée générale d'étudiants a voté le blocage du site dans le cadre du mouvement contre la réforme des retraites. (AP 14.10)

- Il n'y a quasiment pas d'enseignants grévistes dans les écoles primaires (maternelles et élémentaires) à Paris, avec un taux de 0,8%. Les sections parisiennes du SNUipp-FSU, principal syndicat du primaire, du Snudi-FO, de Sud-Education, de la CGT Educ'action et de la CNT avaient appelé mercredi à reconduire la grève dans écoles de la capitale. (Libération.fr 14.10)

- L'UNL, premier syndicat de lycéens dispose de nouveaux chiffres à la mi-journée. Quelque 1.100 établissements sont mobilisés à divers degrés (sitting, tractage, blocage, etc.), dont 40 à Paris. Dans la capitale, 30 d'entre eux sont bloqués, selon le syndicat joint par Libération. Les lycéens ont prévu de se rassembler, cet après-midi, notamment à 15h30, devant le siège parisien du Medef. (Libération.fr 14.10)

À Paris, des lycéens ont marché toute la journée aux cris de "Sarko, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue !"

Le plus important cortège a rassemblé 5.000 personnes, selon l'UNL, entre Saint-Sulpice et l'Opéra Garnier. Un autre rassemblement prévu devant le siège du Medef a mobilisé 2.500 jeunes, selon l'Unef.

Selon le syndicat étudiant, quelque 10.000 jeunes ont défilé à Toulouse, 8.000 à Rennes, 7.000 à Bordeaux, 5.000 à Brest, 4.000 à Reims, 2.000 à Perpignan, 2.000 à Orléans, 2.000 à Tours, 1.500 à Montpellier, 1.000 à Caen. (Reuters 14.10)

2.2- Secteur privé.

- Une trentaine d'entreprises industrielles du Nord Pas-de-Calais, notamment dans la métallurgie, la chimie, l'agro-alimentaire et le textile, connaissent des débrayages de plusieurs heures à l'appel de la CGT. Parmi elles, Alstom et Bombardier, près de Valenciennes. (libération.fr 14.10)

- Entre 3.000 et 3.500 personnes -salariés et lycéens-, manifestent dans les rues de Bordeaux. Sont notamment représentés, dans un premier cortège, France Telecom, Ford, des agents territoriaux et beaucoup de cheminots. La jonction avec quelque 2.000 lycéens s'est faite place de la Victoire. (libération.fr 14.10)

3- Déclarations et communiqués.

3.1- L'intersyndicale jaune.

Les organisations de l'intersyndicale, qui se réunissaient au siège parisien de la CFDT pour convenir de la suite du mouvement, viennent d'appeler à une nouvelle journée de grève et de manifestations, mardi prochain (le 19). A la veille de la date prévue pour le vote solennel de la réforme au Sénat. (libération.fr 14.10)

3.2- NPA Olivier Besancenot (NPA) appelle à «un nouveau Mai 68», jugeant que «pour faire échec à ce gouvernement qui pratique le mépris et la répression» face aux manifestants opposés à la réforme des retraites, «il faut être plus fort qu'en 1995 ou en 2003».

Pour rempiler pour 42 ans sous la Ve République ? Non merci !

3.3- PS.

- Hamon. *«Il faut retirer ce projet, tout remettre à plat, engager (...) une négociation qui aille au-delà et qui pose aussi la question des salaires, la question du droit du travail», réclame Benoît Hamon, porte-parole du PS, sur France Info, regrettant qu'«aujourd'hui, le gouvernement n'est pas à la hauteur de cette tâche».* (libération.fr 14.10)

Négocier quoi avec l'hystérique du Palais, la facture du banquet au Fouquets avec les patrons du CAC40 ? Même pas, car ce sont sans doute eux qui ont réglé la facture, c'était la moindre des choses. Hamon regrette parce qu'il attendait quelque chose de Sarkozy, nous, nous n'avons jamais rien attendu d'autres de sa part, que des coups.

- Aubry. La patronne du PS, Martine Aubry, a appelé jeudi 14 octobre le président de la République Nicolas Sarkozy à "suspendre le débat" sur les retraites en cours au Sénat. *"La France ne veut pas de cette réforme. Je m'adresse au président de la République : je lui demande de suspendre ces discussions au Sénat, mais aussi de mettre aussitôt les syndicats autour de la table, de remettre tout à plat", a-t-elle déclaré lors de l'émission "A vous de juger" sur France 2*

"Il faut une réforme des retraites, on est tous d'accord. Pour la faire, il faut discuter, il faut négocier, et il faut surtout la justice", a-t-elle dit, en appelant le gouvernement à "ne pas jouer la politique du pire".

"Nous reviendrons aux 60 ans pour ceux qui ont travaillé tôt et qui ont fait des travaux pénibles", a-t-elle assuré. Le Parti socialiste accepte par contre l'allongement de la durée de cotisations à l'horizon 2020, prévu dans la réforme Fillon de 2003. "Il y aura demain 41,5 ans de cotisation, il faut prendre en compte la démographie", a-t-elle justifié. Elle a fait valoir que le PS souhaitait "la liberté individuelle". Ainsi, ceux voulant "travailler plus longtemps" bénéficieront alors "de surcotes". (Lemonde.fr)

Vive le front unique avec le PS et ses satellites qui tiennent le même discours que Sarkozy et soutiennent le régime ! La Talonnette a dû lui téléphoner après l'émission pour la féliciter de sa prestation. A bas le PS !

4- Sondage.

Les Français sont favorables à 54% à ce que *«les syndicats organisent une grève générale comme en 1995»* si le gouvernement refuse de revenir sur sa décision de repousser l'âge de départ à la retraite, selon un sondage BVA pour Canal Plus, diffusé jeudi.

Les plus favorables sont les 25 à 34 ans (68%), les salariés du secteur public (71%) et les ouvriers (70%). Les plus de 65 ans sont au contraire seulement 35% à y être favorables. (Libération.fr 14.10)

5- Comptage.

Mardi dernier, France Soir fait venir un institut espagnol spécialisé dans le comptage, le site Mediapart envoie sur le pavé des journalistes armés de clics-clics. L'AFP ici, France Bleue là se mettent à compter. Leurs résultats se recoupent tous : partout où ils ont oeuvré, ces enquêteurs-compteurs ont relevé des chiffres inférieurs à ceux de la police. À la louche, 80.000 à Paris quand les syndicats en annoncent 330.000. 20.000 à Marseille pour 230.000 de source syndicale. À les croire, la manifestation à 3,5 millions se dégonflerait au million. (Lepoint.fr 14.10)

Pas le temps de chercher comment ils ont monté cette manipulation. Mediapart se referait-il une santé (morale et financière) pour continuer d'être financé par l'Etat ? C'est marrant les policiers de Marseille ont compté 100 000 manifestants le 12, alors que la préfecture en a annoncé 24 500. Plénel plus royaliste que les fidèles serveurs du monarque du Palais, il faut bien assurer son avenir...

6- Les braves petits-patrons.

La Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR) a demandé au ministère de l'Industrie le déblocage prioritaires des stocks de carburant pour faire face à des difficultés d'approvisionnement. (Reuters 14.10)

Quelques heures plus tard.

Le gouvernement français a autorisé jeudi l'ouverture des stocks de réserve et l'importation de carburant pour les transporteurs routiers, a annoncé la Fédération nationale des transporteurs routiers.

Les pouvoirs publics ont annoncé d'autres mesures aux transporteurs routiers, comme l'autorisation pour les camions de 44 tonnes de transporter des hydrocarbures - et non plus 40 tonnes -, la possibilité de transporter des hydrocarbures le dimanche dans toute

la France, et l'interdiction pour les pétroliers de continger ou restreindre les fournitures de carburant aux entreprises.

"Ça va permettre de fluidifier le marché ou de remédier aux difficultés d'approvisionnement, constatées dans le Sud-Est, en Alsace ou en Bretagne", a dit Nicolas Paulissen.

Mais la poursuite des grèves dans les raffineries poserait "des problèmes beaucoup plus sérieux au-delà d'une semaine", a-t-il dit. (Reuters 14.10)

Social.

1- Patrons voyous.

1.1- Le groupe américain Molex a annoncé mercredi qu'il enclenchait la liquidation judiciaire de sa filiale française Molex Automotive SARL, chargée du paiement des congés de reclassement et du Plan de sauvegarde de l'emploi pour son ancienne usine de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), et que de ce fait il cessait de financer le plan social.

Cette décision intervient suite au recours déposé le 24 septembre dernier devant le tribunal des prud'hommes de Toulouse par 188 anciens salariés de l'usine, licenciés en octobre 2009, qui contestent leur licenciement pour motif économique.

L'usine Molex de Villemur-sur-Tarn a fermé ses portes en octobre 2009, entraînant le licenciement de 283 salariés. Ces derniers s'opposaient depuis plusieurs mois à cette décision, estimant que le site était économiquement viable. Le 15 septembre 2009, le fonds d'investissement américain HIG avait signé une reprise partielle de l'activité de l'usine de connectique automobile et s'était engagé à reprendre entre 20 et 60 salariés la première année. Actuellement, 39 anciens employés de Molex travaillent au sein de la société Villemur-Industrie, la filiale d'HIG créée spécialement pour reprendre le site.

Sur les 283 salariés licenciés, 19, tous représentants du personnel, sont encore en congés de reclassement. Ils n'ont pas reçu l'intégralité des sommes qui leur sont dues au titre du PSE, dont le versement de leur congé de reclassement pour le mois de septembre. (AP 14.10)

1.2- L'équipementier automobile américain Dura Automotive (220 salariés) a utilisé des hélicoptères, jeudi, pour contourner les piquets de grève installés depuis quatre jours aux entrées de son usine de La Talaudière (Loire), près de Saint-Etienne, a-t-on appris de sources syndicale et judiciaire.

Plusieurs hélicoptères sont repartis avec des produits finis pour aller livrer, à plusieurs centaines de kilomètres de distance, les commandes les plus urgentes destinés aux chaînes d'assemblage de ses clients, qui sont principalement les constructeurs français Renault et PSA Peugeot Citroën.

Vingt-deux salariés de l'entreprise ont comparu jeudi devant le TGI de Saint-Etienne, à la demande de leur direction qui les a assignés en référé pour le "caractère illicite de la grève", eu égard à l'entrave à la circulation des marchandises. Le tribunal rendra sa décision vendredi matin. (AP 14.10)

2- Réduire le nombre de représentants du personnel dans les entreprises.

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris propose, au nom d'une meilleure efficacité, la fusion des instances représentatives des salariés : délégués du personnel, comité d'entreprise et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Subsisteraient à leurs côtés seulement les délégués syndicaux.

La nouvelle instance, baptisée RUP (représentation unique du personnel), aurait les mêmes attributions et le même nombre d'heures pour exercer ses fonctions que les trois organes supprimés, ses membres ne siégeant plus que dans une seule assemblée qui se réunirait une fois. Le rapport préconise, en revanche, une réduction des effectifs de 20 % pour les titulaires et de 50 % pour les suppléants. (Lepoint.fr 14.10)

Politique.

Le roi a dit : moi je, le peuple a dit : nous voulons !

Nicolas Sarkozy ce jeudi lors d'un déplacement en Gironde, pour la deuxième fois en deux jours, le chef de l'Etat a fait l'éloge de la réforme. Mercredi 13 octobre, en recevant à déjeuner les députés Nouveau Centre, Nicolas Sarkozy a indiqué qu'il mènerait des réformes "jusqu'à la dernière minute" de son quinquennat. "Les majorités qui sont mortes sont mortes parce qu'elles n'avaient plus d'idées (...) Moi, je travaillerai jusqu'à la fin de mon quinquennat", a-t-il annoncé, à quelques semaines d'un remaniement que l'on imagine d'ampleur. (Lexpress.fr 14.10)

Sa "*dernière minute*" pourrait être aussi son dernier souffle, c'est ce qu'on lui souhaite. C'est la bassesse et la médiocrité qui caractérisent le mieux ce régime, le propre de toutes les dictatures.

Il a dit aussi qu'il se consacrerait entièrement à son combat politique pour rempiler en 2012 pour 5 ans. Il peut dérapier grave, comme disent les jeunes qui écrivent le mot *révolution* sur les pancartes en carton qu'ils brandissent dans les manifestations. Il est discrédité dans tout le pays, même dans le sud-est tranquille et cossu les lycéens sont dans la rue.

De quelle majorité peut-il se revendiquer, il est ultra minoritaire et par conséquent illégitime.

Economie.

1- France. Racket de l'Etat, suite.

1.1- Les amendes de première catégorie vont passer de 11 à 20 euros en 2011, en cas d'adoption définitive d'un amendement UMP voté en commission des Finances à l'Assemblée nationale dans la nuit de mercredi à jeudi.

«*Cette majoration entraînera un surcroît de recettes de 382 millions d'euros pour l'Etat, si le nombre d'amendes reste constant*», écrit le rapporteur général du Budget, Gilles Carrez (UMP), dans son amendement au projet de budget 2011.

Les amendes de première catégorie s'appliquent aux infractions simples au Code de la route, comme les mauvais stationnements. (Libération.fr 14.10)

1.2- Confirmant la poursuite du rebond du secteur du luxe, LVMH a vu ses ventes grimper de 24% au troisième trimestre, tirées par une dynamique asiatique toujours très vigoureuse mais aussi par une solide demande en Europe et aux Etats-Unis.

Premier groupe du secteur à publier ses chiffres, le numéro un mondial du luxe a dépassé les attentes avec un chiffre d'affaires de 5,11 milliards d'euros. Surtout, sa croissance organique s'est maintenue à 14%, comme au premier semestre.

Sur neuf mois, la croissance organique atteint deux chiffres pour l'ensemble des divisions. Les ventes de vins & spiritueux (Dom Perignon, Moët & Chandon, Ruinart) grimpent de 17%, celles de la mode-maroquinerie progressent de 14%, tirées par une hausse "à deux chiffres" de Louis Vuitton, principal centre de profit du groupe.

La hausse atteint 22% pour les montres et la joaillerie (Tag Heuer, Chaumet ou Zenith), qui avaient le plus souffert de la crise. Elle ressort à 10% pour les parfums et les cosmétiques (Dior, Givenchy ou Guerlain) et à 14% pour la distribution sélective (parfumeries Sephora, réseau DFS de ventes hors taxes et Le Bon Marché).

Le titre LVMH a signé depuis le début de l'année une hausse de plus de 42%, une performance comparable à celles des grands noms du luxe portés par une forte reprise de la consommation.

Le géant suisse Richemont, propriétaire de Cartier ou de Van Cleef & Arpels, s'adjuge 40% depuis janvier, PPR (Gucci, Balenciaga) progresse de 41,3% et Swatch de 41%. Le groupe Hermès a vu sa valeur s'envoler de plus de 90% depuis le début de l'année. (Reuters 14.10)

2- Etats-Unis

2.1- Le déficit commercial des Etats-Unis s'est creusé plus que prévu en août. La balance des échanges affiche un déficit de 46,35 milliards de dollars, selon les chiffres publiés jeudi par le département du Commerce. (Reuters 14.10)

2.2- Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont augmenté contre toute attente aux Etats-Unis lors de la semaine au 9 octobre, à 462.000, a annoncé jeudi le département du Travail. (Reuters 14.10)

2.3- Les 50 Etats américains ont ouvert mercredi une enquête conjointe sur les pratiques du secteur du crédit immobilier, une initiative qui pourrait, selon certains spécialistes, menacer la reprise des ventes de logements.

Moins de deux heures avant la clôture, Bank of America, la première banque américaine, cède 6,3%, JPMorgan Chase abandonne 4,0%, tandis que l'indice KBW des bancaires recule de 3,8%.

A plus long terme, certains craignent que la rentabilité des banques ne soit réduite à néant lorsqu'elles rachèteront des milliards de dollars de prêts immobiliers détenus par des investisseurs qui ont acquis des titres adossés à des créances immobilières (MBS).

Bank of America, numéro un des crédits immobiliers aux USA, pourrait ainsi se voir obligée de racheter jusqu'à 74 milliards de dollars de prêts, selon une estimation de Branch Hill Capital.

Le marché s'interroge aussi sur la pratique des "*signataires robot*" et sur le retour de bâton qu'elle pourrait impliquer pour les banques.

Le Financial Times, citant une déposition faite au tribunal, écrit ainsi qu'une employée de Wells Fargo signait jusqu'à 500 documents de saisie par jour.

Cette employée, au nom de Xee Moura, signait les documents au nom de Wells Fargo et se contentait de vérifier que son nom et son titre apparaissaient correctement, poursuit le quotidien financier.

L'enquête ouverte par les procureurs généraux tente notamment de déterminer si certaines banques ont fait preuve de négligence dans l'examen de tels documents ou si elles ont fait de fausses déclarations pour chasser les mauvais payeurs de leur domicile. (Reuters 14.10)

3- Monnaie.

Le dollar a inscrit un nouveau plus bas de 15 ans face au yen et est retombé à son niveau d'il y a huit mois par rapport à l'euro, après l'annonce inattendue par Singapour d'un élargissement de la fourchette de fluctuations de sa monnaie.

Par ricochet, la baisse du billet vert profite aux métaux, comme le cuivre, à son plus haut niveau depuis deux ans, et surtout l'or dont le cours spot a enregistré un nouveau record historique, à 1.380,45 dollars l'once.

L'euro est monté à un point haut de huit mois face au dollar, s'approchant de 1,41 dollar, à 1,4083 dollar tandis que le dollar australien frôlait la parité avec le billet vert.

En attendant le prochain sommet du G20 le 11 novembre à Séoul, les investisseurs continuent de vendre du dollar pour acheter des actifs dans les pays émergents ainsi que des matières premières. (Reuters 14.10)

Le 16 octobre

J'ai rectifié le lien vers le fichiers *Sur les retraites. (POI)* du 6 octobre, avec mes excuses.

La polémique sur le nombre de participants aux manifestations a pris de l'ampleur sans que l'on puisse dire quel chiffre correspond à peu près à la réalité, les deux partis n'étant pas plus honnêtes l'une que l'autre, d'un côté les dirigeants syndicaux annoncent en coeur à 10h du matin le nombre total de participants alors que de nombreuses manifestations n'ont même pas commencé et d'autres se dérouleront dans l'après-midi, de l'autre côté, le gouvernement, la police et les médias s'ils attendent la fin des manifestations pour communiquer leurs chiffres, il semble avéré qu'ils soient systématiquement inférieures à la réalité.

Pourquoi on revient sur ce sujet ? Parce que 76 ou 89 000 manifestants et 330 000, ce n'est pas du tout pareil. A Albi, quand un huissier et la police comptent 4 380 et 4 200 manifestants, les syndicats en comptent 20 000 pour une population de 50 000 habitants environ. On peut admettre une marge d'erreur assez large de 20 ou 30%, mais là c'est de l'ordre de 300 à 400% ! A Marseille les policiers ont compté 100 000 manifestants, la préfecture en déclare officiellement 24 500, les syndicats 230 000.

Personnellement, et sans le moindre outil fiable pour me prononcer, je préfère le préciser, je retiens un chiffre correspondant à la moitié environ de celui indiqué par les syndicats, ainsi le comptage des policiers de Marseille doit être assez proche du nombre réel de manifestants le 12 octobre. Si ce genre de manipulations est conforme à ce que l'on est en droit d'attendre de dirigeants syndicaux qui doivent dorénavant gagner la bataille de la représentativité syndicale pour continuer à exister, on se demandera ce que les partis dits ouvriers qui leur emboîtent le pas ont à y gagner, certainement pas de la crédibilité auprès des travailleurs.

Surestimer consciemment dans de telles proportions le nombre de manifestants faussera forcément l'appréciation que les travailleurs porteront sur la mobilisation en cours et plus généralement sur la situation, est-ce souhaitable et dans quel but, la question est alors de savoir si l'on peut ou doit recourir à cette méthode au titre de l'agitation, personnellement je répondrais par non, car personne n'est dupe en dernier ressort. Quel intérêt aurions-nous à faire partie du club peu honorable des menteurs et des manipulateurs professionnels ? Aucun, car qui triche sur les chiffres peut très bien tricher sur ses réelles intentions.

On ne cesse de répéter que tout est embrouillé dans la tête des travailleurs, de remarquer que tout est fait dans cette société pour

les empêcher de faire la part des choses, et voilà qu'on devrait collaborer à une entreprise qui n'a pas vraiment vocation à les aider à résoudre ce problème, il faudrait peut-être savoir un jour ce que l'on veut en tant que militant et dans la vie. Cela fait penser au refus de regarder la réalité en face et de ne pas dire la vérité aux travailleurs, aussi dure soit-elle. Comment définir une tactique et une stratégie correctes en partant d'un tel principe ? Impossible ! Comment convaincre les travailleurs et gagner leur confiance ? Impossible.

Cet état d'esprit qui consiste à tromper délibérément les autres ne nous épargne pas car on se trompe soi-même, il n'est pas le produit du hasard ou il ne correspond pas à un état d'âme passager, il a pour origine l'incompréhension de la situation et notre incapacité à définir les tâches qui permettraient un jour d'agir dessus ou de la changer. Comment peut-on envisager ou prétendre sérieusement aller de l'avant en partant d'une analyse erronée de la situation ? Quand on ment sur le nombre de grévistes, de manifestants, de militants véritablement actifs dans son parti, camoufler ses réelles intentions, falsifier les rapports entre les classes ou à l'intérieur des classes pour justifier sa ligne politique ne pose plus véritablement de problèmes non plus, non ?

A ce propos justement et je terminerai par là aujourd'hui, il est plus facile de commenter l'actualité ou d'analyser superficiellement la situation que de se pencher sur les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, apparemment un exercice qui répugne à nos dirigeants, quand je dis se pencher sur ces rapports, je veux dire par là les examiner à la loupe, les décortiquer minutieusement, couper les cheveux en quatre dans ce domaine également, au lieu de se contenter de généralités ou de généraliser une situation particulière, procédé qui aboutit par exemple à proclamer que tout serait possible... avec des si, à prendre ses désirs pour la réalité en guise d'orientation politique... et à déchanter par la suite.

Pourquoi les différents sujets abordés dans ce site ne le sont-ils pas dans la presse ouvrière ou pourquoi nos dirigeants ne traitent-ils pas certaines questions sous des angles différents ; vous les avez déjà vu écrire ou prononcer par exemple les expressions suivantes : ouvriérisme, aristocratie ouvrière, embourgeoisement de la classe ouvrière ou du mouvement ouvrier ? Non, et pour cause, pour eux la classe serait forcément une et indivisible, homogène, révolutionnaire ! Comme la nation et la République quoi ! Nous savons que ce n'est pas le cas parce que nous employons la méthode de Marx et Engels, alors pourquoi ne pas le dire aux travailleurs ?

Hier dans deux articles de presse j'ai relevé ces précisions : dans le premier, un journaliste affirmait que le mouvement s'amplifiait mais ne se radicalisait pas, alors que la plupart des militants estiment qu'il se radicalise. Dans le second, un autre journaliste expliquait que si les jeunes sont plus nombreux à descendre dans la rue, c'est sans orientation ou direction précise, donc sans danger pour le gouvernement. C'est juste et c'est juste également pour l'ensemble des travailleurs qui sont mobilisés, comment pourrait-il en être autrement sans direction politique et sans qu'ils entrevoient une issue politique à la crise du capitalisme ? Pourquoi ne pas le dire aux travailleurs et aux militants puisque c'est là l'élément déterminant de la situation ?

On nous dit encore que des millions de travailleurs descendent dans la rue pour exiger le retrait du projet de loi de Sarkozy. Est-ce vraiment exact ou un nombre important d'entre eux exigent-ils une autre réforme ? Refusent-ils tout nouveau sacrifice ou sont-ils prêts à en accepter sous certaines conditions, ce qui n'est pas du tout la même chose ? Là-dessus non plus, on ne nous fournit aucune analyse précise et fiable. Dans le premier cas, ils seraient au bord de la rupture avec le capitalisme en se situant sur leur propre terrain de classe. Dans le second ils ne feraient que manifester leur subordination au capitalisme en se situant sur son terrain.

Comment peut-on aborder les travailleurs et construire le parti quand on n'a pas tous ces éléments-là en tête ?

La déclaration du bureau national du POI permet de poser ces questions pour peu qu'on en ait la volonté, et elle a cela d'intéressant qu'en posant la question du gouvernement ouvrier, en fonction de l'accueil que lui réserveront les travailleurs, nous aurons une idée plus précise sur leur niveau de conscience politique. Je m'avance peut-être un peu, car sans vouloir être médisant mais connaissant suffisamment bien ce parti, il paraît peu probable que c'est cette question que les militants du POI mettront systématiquement en avant lors de leurs discussions avec des travailleurs.

Bonne manif camarades !

Retraites.

1- La situation vue par un média.

Depuis le début du mouvement de grogne contre la réforme des retraites, les grands leaders syndicaux ont toujours cherché à éviter de souffler sur les braises. Ainsi Bernard Thibault qui a répété à plusieurs reprises que "notre but n'est pas de bloquer le pays". Problème: sa base la plus radicale organise des grèves reconductibles, qui n'entraînent pas les autres (les taux restent faibles à la RATP, et pas si importants que ça à la SNCF).

Face au spectre de la grève générale et illimitée, brandie par les syndicats les plus remontés (SUD), la CGT et la CFDT ont pris la main sur l'organisation des journées de mobilisation, et reconduisent la stratégie des 2 rendez-vous par semaine. Mais

sans convaincre tout le monde.

Les acteurs syndicaux sont divisés sur la stratégie à adopter:

- il y a ceux qui estiment qu'il faut continuer sur la lancée du succès des manifs précédentes. "*Je ne sais pas si on arrivera à faire changer les choses, mais notre rôle est de répondre aux demandes des salariés. Ils estiment que la réforme est injuste, on doit répondre à cette aspiration de justice sociale*" explique Jean Grosset de l'UNSA sur RMC.

- ceux qui trouvent que 2 jours par semaine, ça ne résout rien Au sein même de la direction du premier syndicat de France, on critique l'action du patron, comme Jean-Paul Delannoy, dans Le Monde: "*La stratégie de mobilisations épisodiques à répétition type 'saute-mouton' n'est pas la bonne et sera un échec si nous n'amplifions pas le mouvement et si nous n'écoutons pas la base, qui nous réclame des actions concrètes*".

- ceux qui estiment qu'on ne peut pas trop compter sur les lycéens Le renfort des lycéens est vu comme un trompe l'oeil par plusieurs responsables, car les vacances de Toussaint approchent, comme par hasard au moment où le gouvernement veut tourner la page en promulguant la réforme (votée mercredi prochain au Sénat normalement) et en remaniant (d'après RMC, c'est prévu pour le 24 ou le 26 octobre).

- et ceux qui craignent qu'on fasse la manif de trop... La nouvelle journée d'action, décidée pour le mardi 19 octobre, n'a pas fait l'unanimité, notamment auprès des petits syndicats (UNSA, CFE-CGC, CFTC) qui auraient préféré des rassemblements symboliques. Dans Le Monde, un responsable confie: "le 19 octobre risque d'être la journée de trop car la mobilisation n'atteindra pas le niveau du 12 octobre". (Lepost.fr 15.10)

2- Mobilisation

2.1- Secteur pétrolier.

Trois dépôts pétroliers ont été débloqués vendredi sous la pression des forces de l'ordre et sur décision de l'Elysée tandis que se précisait la menace d'une pénurie de carburant.

La décision de le faire a été prise jeudi soir à l'Elysée, a-t-on appris de source proche de la Présidence.

Les salariés des 12 raffineries françaises sont en grève vendredi, ont annoncé les représentants des syndicats CGT et CFDT.

Dix raffineries ont entamé ou vont entamer dans les heures qui viennent des procédures d'arrêt complet de la production qui prennent plusieurs jours. (Reuters 15.10)

"*L'objectif en soi des mouvements de grève, notamment dans le secteur de l'énergie, n'est pas de stopper l'activité économique. L'objectif de cette mobilisation c'est bien d'obtenir des discussions pour un autre avenir de nos retraites.*", selon Thibault vendredi matin sur LCI. (Lepost.fr 15.10)

2.2- Chauffeurs routiers.

La CFDT, premier syndicat de chauffeurs routiers, a appelé les salariés du secteur à se joindre au mouvement en organisant des barrages filtrants ou des opérations "escargot".

Est envisagée aussi l'aide aux syndicalistes du secteur de l'énergie pour bloquer les dépôts de carburant et les raffineries ainsi que les plates-formes de ravitaillement desservant la distribution, a dit à Reuters le secrétaire général de la CFDT Route, Maxime Dumont. (Reuters 15.10)

2.3- Lycées.

Le nombre de lycées touchés à des degrés divers était vendredi de 306 selon le ministère de l'Education nationale et de 900 selon l'UNL, premier syndicat lycéen.

La mobilisation des lycéens et des étudiants s'est amplifiée jeudi en dépit des mises en garde du gouvernement contre des risques de "*manipulation*" et de dérapages qu'il voit dans la participation de jeunes à ce mouvement social.

Lemonde.fr publie un télégramme du ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, envoyé vendredi à tous les préfets et leur demandant de limiter l'usage de la force. "*J'attire votre attention sur la nécessité d'être particulièrement vigilant sur les conditions d'intervention*

et de limiter l'usage de la force au strict nécessaire", écrit-il. (Reuters 15.10)

Economie.

1- France. Les conseils d'un banquier du PS à Sarkozy.

La commission Attali remet ce vendredi à Nicolas Sarkozy 25 propositions pour améliorer la croissance de la France et réduire ses déficits records.

Près de la moitié des propositions portent sur la maîtrise des finances publiques et justifient a posteriori la politique d'austérité lancée par le gouvernement actuel.

Elle juge impératif de réduire de 50 milliards d'euros en trois ans les dépenses publiques et d'augmenter de 25 milliards les recettes en élargissant l'assiette des prélèvements fiscaux et sociaux.

La commission suggère en outre de geler jusqu'à 2013 le point d'indice sur lequel est calculée la rémunération des fonctionnaires et de prolonger le principe de non remplacement d'un fonctionnaire partant en retraite sur deux aux collectivités locales et à la Sécurité sociale.

Pour réduire le déficit de l'assurance maladie, la commission propose de nouveaux remboursements de médicaments et la prise en charge d'une partie des coûts des affections de longue durée par certains malades.

Ils suggèrent un rôle accru des assurances santé complémentaires, une assurance-dépendance complémentaire obligatoire et la concentration de l'allocation personnalisée d'autonomie sur les personnes les plus dépendantes.

La commission préconise en outre une baisse de 1,0% en valeur, c'est-à-dire sans correction de l'effet de l'inflation, des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales.

Elle propose aussi la mise en place de la taxe carbone, provisoirement enterrée par le gouvernement.

Pour favoriser la création d'emploi, en particulier en faveur des jeunes, les auteurs du rapport proposent notamment de transférer une partie des charges sociales sur la TVA.

Ils recommandent de rémunérer, sous la forme d'un contrat d'activité à durée indéterminée - un "*contrat d'évolution*" - la phase de recherche d'emploi et de formation et suggèrent de renforcer les formations initiales en alternance.

Ils proposent de confier aux partenaires sociaux le soin de définir un contrat de travail "*à droits progressifs*".

Pour garantir un bon niveau du système éducatif, ils proposent "*une évaluation rigoureuse de l'engagement des enseignants*", susceptible d'influer sur leur carrière, et l'augmentation des obligations de service. (Reuters 15.10)

Vive l'unité avec Attali, Strauss-Kahn, Lamy et Cie ! Après on nous expliquera qu'il est parfaitement justifié de se tourner vers ce parti, au nom du front unique évidemment. On vous laisse faire les poubelles !

On vient d'apprendre qu'un journaliste, François Malye, et un historien, Benjamin Stora (ex-dirigeant de l'OCI), ont enquêté pendant deux ans sur le rôle joué par François Mitterrand pendant la guerre d'Algérie, avant de publier leur livre *François Mitterrand et la guerre d'Algérie* selon La Dépêche.

François Mitterrand a été ministre de la Justice du gouvernement socialiste de Guy Mollet pendant seize mois du 1er février 56 au 21 mai 57.

A cette période, il y avait la guerre d'Algérie. Les auteurs révèlent que François Mitterrand "a laissé sans broncher couper les têtes des nationalistes algériens, qu'ils aient ou non du sang sur les mains".

A son départ du ministère en mai 1957, ce ne sont pas moins de 45 nationalistes qui avaient été guillotins.

Selon l'ouvrage, François Mitterrand s'était opposé à 80% des demandes de grâces. Les auteurs décrivent l'ex-chef de l'Etat qui avait alors 40 ans comme étant "dur et ambitieux". (Lepost.fr 15.10)

Pour rappel, un "trotskyste", le dénommé Stentor avait osé écrire dans *Informations ouvrières* que Mitterrand avait été de gauche...

Au diable les principes ! A part cela, on devrait s'interdire de se poser des questions sur les réelles intentions et la politique menée par feu Pierre Lambert et les dirigeants de son parti qui était aussi le mien à la fin des années 70, ben voyons !

2- Portugal.

Le gouvernement socialiste a présenté ce vendredi au Congrès un plan d'économies drastiques.

José Socrates joue son va-tout. Le premier ministre portugais présentait ce vendredi au Congrès un nouveau budget d'austérité pour 2011, le troisième en moins d'un an, le plus sévère depuis quinze ans.

Coupes de 5 à 10% sur les salaires des fonctionnaires à partir de 1500 euros brut mensuels, gel de pensions, relèvement de deux points de TVA à 23%, suppression de plusieurs abattements fiscaux et sociaux, imposition des retraites les plus élevées, taxe bancaire...

Pendant une décennie, le pays a vécu à crédit, consommant plus de richesses qu'il n'en produisait. Les ménages et les entreprises se sont massivement endettés et le secteur public n'a cessé de gonfler. «*De nombreux secteurs, comme l'énergie, les télécoms ou les banques, pratiquent des prix bien supérieurs aux standards internationaux, explique Nicolau Santos, le directeur adjoint d'Expresso. L'ajustement pour restaurer la compétitivité ne pourra se faire que sur les salaires.*» De quoi réveiller la contestation sociale. Pour la première fois depuis près de vingt ans, les deux grandes centrales syndicales, CGTP et UGT, font front uni et appellent à une grève générale le 24 novembre. (Lefigaro.fr 15.10)

3- Etats-Unis. Faites chauffer la planche à billets !

Le niveau élevé du chômage et la faiblesse de l'inflation appellent un nouvel assouplissement de la politique monétaire aux Etats-Unis, dont l'ampleur doit encore être évaluée, a déclaré vendredi le président de la Réserve fédérale américaine Ben Bernanke.

Avec la multiplication des signes d'un affaiblissement de la reprise aux Etats-Unis dans le courant de l'été, la Fed a activement nourri les anticipations des marchés sur une reprise de ses rachats massifs d'actifs pour soutenir la croissance.

La plupart des économistes s'attendent à un programme de rachats de titres à long terme d'environ 500 milliards de dollars d'ici la fin de l'année, selon une enquête Reuters publiée jeudi.

La Fed, qui maintient son principal taux directeur à des niveaux proches de zéro, dispose encore de moyens d'assouplir les conditions financières, a déclaré Ben Bernanke en ajoutant qu'elle devait faire preuve de prudence. (Reuters 15.10)

Politique.

1- La France est favorable à la mise en place en Europe du bouclier anti-missile proposé par les Etats-Unis.

"S'agissant du bouclier anti-missile, non seulement la France n'est pas contre mais elle est franchement pour", a déclaré vendredi l'Elysée. "Elle conçoit le bouclier comme un complément utile à la force de dissuasion, qui demeure, elle, irremplaçable."

"Non seulement nous ne sommes pas contre mais nous sommes prêts à y apporter notre contribution, qu'il s'agisse d'une contribution financière ou en nature", a-t-on ajouté de même source. "La France a des capacités technologiques non négligeables dans ce domaine." (Reuters 15.10)

2- Martine Aubry a réaffirmé jeudi que les deux grands favoris des sondages, le directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn, et elle-même n'iraient "pas l'un contre l'autre" aux primaires. "Moi et Dominique c'est clair, parce que nous sommes sur la même ligne", a-t-elle dit. (Lepoint.fr15.10)

Vaut mieux que les militants se le gravent une fois pour toute dans le crâne : PS = DSK = FMI.

Le 17 octobre

Un extrait de trois commentaires d'internautes :

1- "Que vous soyez de droite ou de gauche, peu importe: ce à quoi nous assistons de la part de nos politiques doit s'arrêter maintenant. A quand des gens moraux?! Si cela doit passer par un pays sans essence pour enlever le vers de la pomme

et enfin assainir les assemblées des représentants du peuple français de ces sangsues de droite comme de gauche qui se fichent totalement du commun des mortels et ne servent que leurs propres intérêts, alors qu'il en soit ainsi."

Commentaire :

Il n'est pas loin de poser correctement le problème : que dit-il quand il affirme qu'il faudrait trouver "*des gens moraux*" ? Des "*gens*" qui prennent comme base ou qui prennent en compte les besoins légitimes de la majorité de la population, des dirigeants qui partent exclusivement de nos besoins sans se soucier de savoir si leur satisfaction est compatible avec l'existence du capitalisme.

Quant aux "*sangsues de droite comme de gauche*, elles ne font pas que "*(servir) leurs propres intérêts*", elles servent en premier lieu les intérêts des capitalistes, elles agissent en fonction des besoins du capitalisme, ce que cette personne n'a pas compris apparemment.

Nous sommes donc là en présence d'une personne qui a parfaitement compris que l'UMP et le PS était aussi pourri l'un que l'autre, mais qui n'a pas compris que la politique qu'ils mettaient en oeuvre leur était dictée par les besoins des capitalistes, c'est donc bien le fonctionnement du capitalisme que cette personne n'a pas encore compris.

Finalement, elle fait face à une contradiction qu'elle a très bien exprimée, qui consiste à exiger que les besoins des travailleurs soient pris en compte par ceux qui dirigent le pays, sans comprendre que pour satisfaire ces besoins il fallait rompre au préalable avec le capitalisme, condition que cette personne est encore incapable de saisir. Ses illusions ne se concentrent pas sur les partis institutionnels, mais sur le capitalisme.

2- "Je l'ai toujours dit ! Les représentants du parti socialiste ne sont rien d'autre que des centristes, aujourd'hui ! Rien à voir avec le PS des années 70. Ils sont loin, très loin des préoccupations des salariés, employés et travailleurs, qui eux sont payés à coups de lance-pierres, n'est-ce pas ? Moi, je n'ai pas les moyens de partir à Venise en pleine période de travail ! Des baratineurs avérés ces responsables sociaux et bourrés de fric, en plus ! Représentent-ils vraiment les pauvres gens ? J'en doute fortement, vraiment."

Commentaire.

Passons sur les années 70 puisque la situation a évolué depuis, disons seulement que les représentants du parti socialiste n'étaient que des socialistes en parole, ce qu'ils ont amplement démontré par la suite lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, en gérant la société pour le compte des capitalistes, sans remettre en cause ni les fondements du capitalisme ni les institutions de la Ve République.

Cette personne explique que le PS est étranger à la classe ouvrière, que ses dirigeants sont des bourgeois ou des petits-bourgeois plein de fric et puants, faudrait-il la désavouer et lui répondre : mais non, mais non mon brave monsieur, vous faites fausse route, le PS n'est pas un parti au service du capital, c'est un parti ouvrier ?

Voilà sans doute une personne appartenant aux couches moyennes qui n'a aucune illusion dans le PS, devrait-on lui dire qu'elle se trompe ? Au contraire, il faudrait l'aider à aller au bout de son analyse en lui posant deux questions : d'après vous pourquoi le PS est-il "*très loin des préoccupations des salariés, employés et travailleurs* ? Un parti n'est pas une coquille vide, il agit au quotidien, il fait de la politique, s'il ne défend pas les intérêts des travailleurs, quels intérêts défend-il alors et pourquoi ? Si vous oubliez de lui demander pourquoi, vous faites comme les dirigeants (du POI notamment) qui ne vont pas au bout de leur analyse et qui ne veulent pas se prononcer sur la nature sociale du PS, parce qu'ils ne veulent pas rompre avec ce parti ou son idéologie, celle de la classe dominante.

3- "Bernard, 45 ans, cadre informatique dans une société d'aéronautique. "C'est ma deuxième journée, j'étais venu aussi le dernier samedi. Je pense que si on continue, ça peut bouger. Ce sont quasiment mes premières manifs. Des collègues qui n'étaient jamais venus sont là aussi. Je trouve que plus ça va, et plus ça devient difficile. La finance prend le pas sur la politique. Bientôt on va se demander à quoi servent les politiques... Je suis allé quelques fois dans les pays anglo-saxons, j'ai vu des papis de 70 ans vendre des chaussures. Je ne trouve pas que ce soit un bon modèle de société..."

Commentaire.

Toutes les couches exploitées dans leur immense majorité sont contre le projet du gouvernement, mais ils ne sont pas forcément pour une solution qui remettrait en cause le capitalisme, ne nous emballons pas camarades.

La dictature du capital sous l'égide des gangsters de l'aristocratie financière est incompatible avec toute forme de démocratie politique, ce que l'on comprend lorsque l'on observe l'évolution des Etats-Unis. C'est le modèle américain qui est en train de s'imposer à tous les pays du monde ou plutôt que les représentants du capital au pouvoir dans chaque pays tentent petit à petit d'imposer.

C'est la seule réponse possible de la part du capital aux exigences croissantes de tous les peuples à vivre mieux ou à pouvoir accéder au marché, à pouvoir satisfaire leurs besoins au même titre que les peuples vivant dans les pays les plus riches (en ignorant que ce n'est pas toujours le cas pour des millions de travailleurs), qu'il ne veut pas satisfaire... sans ne plus être le capital !

Tout est possible effectivement, à condition de liquider le capitalisme, ce qui passe par une issue politique puisque son pouvoir est suspendu aux institutions politiques, à l'Etat. Si le pouvoir des capitalistes repose sur les rapports de production existant, la propriété privée des moyens de production, c'est l'Etat qui à travers les institutions et la législation en vigueur permet seul à ces rapports de continuer d'exister, l'Etat n'étant pas au-dessus des classes, mais représentant et défendant à la fois les intérêts et l'existence d'une classe déterminée, en l'occurrence celle des capitalistes, d'où la nécessité impérieuse de "*détruire de fond en comble*" (Marx-Engels) cet Etat, et de le remplacer par un Etat ouvrier pour pouvoir s'attaquer vraiment aux fondements du capitalisme. Et non l'inverse, comme le scandent par ignorance ceux qui réclament une "*meilleure répartition des richesses*" sans renverser au préalable les institutions.

Quand cette personne dit "*la finance prend le pas sur la politique*", inconsciemment ce qu'elle veut dire notamment, c'est qu'en fait la finance voudrait faire disparaître la lutte des classes, celle du prolétariat évidemment, son ennemi de classe, ce qui est évidemment impossible.

Elle ne comprend pas non plus que le système capitalisme a ses propres limites, au-delà desquelles il entre en putréfaction et entraîne dans sa chute l'ensemble de l'humanité, parce que plus le temps passe et plus l'existence et les besoins de 6,7 milliards d'habitants sont incompatibles avec l'appropriation des richesses produites par une infime minorité et dont l'origine se trouve être la propriété privée des moyens de production, cette contradiction conduisant à terme à la guerre et à la révolution.

Donc pour "*prend le pas*" sur la finance, pour la combattre sérieusement et efficacement, il faut s'engager dans un parti politique, car c'est seulement sur le terrain politique que nous pourrions la vaincre et enfin vivre dans un monde meilleur.

Plus le temps de commenter les déclarations ou la journée d'hier, juste un mot très rapidement.

Les dirigeants syndicaux accusent le gouvernement de jouer la carte du pourrissement pour qu'on ne retourne pas cet argument contre eux, ruse minable qui ne trompera pas la majorité des travailleurs et des militants mobilisés.

Les appareils contre-révolutionnaires en appellent à Sarkozy, aux sénateurs, donc aux institutions, normal en somme, puisque ce devrait être contre elles, contre l'Etat, que notre combat devrait être dirigés, ce dont ces lieutenants du capital ne veulent absolument pas entendre parler. Aux millions de travailleurs mobilisés encore en grande partie inconsciemment contre l'Etat, ils en appellent aux institutions, ainsi sans le vouloir mais ils n'ont pas le choix, ils leur désignent l'objectif qu'ils doivent se donner d'abattre, participant (involontairement) de la sorte à la maturation politique des masses.

Nos dirigeants ont le choix entre, réorienter le combat de la classe ouvrière contre le gouvernement et l'Etat dans la perspective de les renverser puisque c'est le seul moyen politique pour garantir à terme notre droit à la retraite et satisfaire l'ensemble de nos revendications ou plier bagages en lançant un énième appels stériles en direction des appareils des partis contre-révolutionnaires qui oeuvrent au côté de l'UMP. Il faut s'appuyer sur l'avant-garde du prolétariat, sur ces éléments les plus déterminés qui sont d'ores et déjà mobiliser, donner une orientation politique à leur combat car c'est ce qu'il leur fait le plus défaut aujourd'hui, c'est aussi la condition sans laquelle l'unité de la classe est un vain mot, nourrir la maturation politique en cours des travailleurs pour que les plus larges masses prennent conscience des tâches politiques qu'elles doivent accomplir.

Le mot d'ordre de grève générale illimitée et de manifestation nationale à Paris devant et contre l'Assemblée nationale correspond aux tâches que devrait accomplir le prolétariat dans la situation actuelle, afin d'avancer vers une issue politique mettant à l'ordre du jour la constitution d'un Etat ouvrier.

J'arrête là.

Il m'est venu une idée qui mérite peut-être d'être creusée, je n'ai pas encore eu le temps d'y réfléchir, je vous la livre brut de décoffrage.

Puisqu'il y a des manifestations dans plus de 200 villes du pays, pourquoi ne pas envisager qu'à l'issue de ces manifestations, les participants à l'appel des partis ouvriers se constituent en assemblée populaire (ou une autre appellation) en élisant démocratiquement leurs délégués, ou que soient distribués des centaines de milliers de tracts appelant l'ensemble des travailleurs à se réunir à une date déterminée pour constituer cet organisme politique indépendant intégrant les partis ouvriers combattant au côté de la classe ouvrière, un embryon de pouvoir politique, d'Etat ouvrier face aux institutions de la Ve République. Cet appel s'adresserait à la classe ouvrière, aux couches moyennes et plus largement à la petite-bourgeoisie.

Maintenant la situation n'est peut-être pas encore mûre pour lancer une telle initiative, cela se discute évidemment. Au moins

on proposerait une issue politique concrète, sérieuse, crédible, qui romprait avec le carcan des institutions et renouerait avec la tradition révolutionnaire du prolétariat et les enseignements de la révolution russe de 1917, ces assemblées étant l'équivalent des soviets (comité en français).

A quoi bon manifester tous les trois jours entend-on dire, à quoi voter tous les cinq ans pour finalement constater que la situation sociale ne cesse de se dégrader entend-on encore, au moins cette proposition aurait le mérite de répondre à ces questions, de leur apporter une réponse politique conforme aux intérêts collectifs de l'ensemble des exploités. Les travailleurs ont besoin d'objectifs politiques concrets pour s'en saisir le moment venu et non de déclarations comportant de graves lacunes ou des mystères (sic !) et qui les laisseront forcément "perplexes".

Dites-vous bien que c'est l'absence de toute perspective politique qui retient des millions de travailleurs de se mobiliser ou de s'organiser, et quand bien même nous leur en proposerions une, ils nous demanderaient par quelles étapes il faudra en passer avant d'atteindre notre objectif finale, la prise du pouvoir. Négliger cette question sous prétexte qu'on ne connaît pas à l'avance les rythmes et les délais dans lesquels nous pourrions avancer vers cet objectif, relèverait de l'amalgame qui consisterait à prétendre que, parce qu'on ne saurait pas avec certitude comment le processus révolutionnaire va se développer, et il ne peut pas en être autrement, on serait forcément incapable de définir les différentes étapes qui nous séparent de notre objectif, or ce n'est pas le cas si l'on s'inspire des enseignements de notre histoire, précisons, qu'il faut forcément adapter à notre époque.

Au lieu de gaspiller des centaines de milliers d'euros en campagnes électorales, les dirigeants du POI, du NPA et de LO pourraient s'emparer de cette idée et la proposer comme perspective politique aux travailleurs. Chacun de ces partis peut se saisir de cette proposition, ils en ont séparément les moyens financiers si leurs dirigeants en ont la volonté. Vous aurez remarqué que cette proposition s'appuie sur la mobilisation des masses, que je ne propose pas de constituer des soviets ou une assemblée constituante comme on sort un gadget d'une pochette surprise, soyons sérieux ! Faites-moi part de vos réactions à cette proposition. (A suivre)

Retraites.

La CGT a estimé à «*près de trois millions*» le nombre de manifestants contre la réforme des retraites samedi, un nombre identique à celui du samedi 2 octobre. A l'inverse, le ministère de l'Intérieur fait état du «*plus bas niveau de participation*» depuis la rentrée, avec quelque 825.000 personnes qui ont défilé dans 264 cortèges.

1- Déclarations.

- Les syndicats ont réclamé une suspension du débat parlementaire, à l'instar de Bernard Thibault qui a demandé au Sénat de " *ne pas voter en l'état* " le projet de loi. Le Parti socialiste qui avait d'abord demandé le retrait pur et simple du texte, avant de constater que ce n'était pas la position de la majorité des syndicats, est désormais sur la même ligne, une suspension devant permettre l'ouverture de négociations.

- Une fois franchie l'étape de samedi et celle de mardi, le plus dur ou presque restera à faire pour les syndicats : s'accorder sur la suite et trouver les moyens de préserver une unité d'action, que le vote du Sénat va mettre à rude épreuve.

Jeudi 14 octobre, lors de la dernière intersyndicale, de premiers désaccords étaient apparus entre le camp des réformistes, emmené par la CFDT et l'UNSA, et celui des contestataires (Solidaires, Force Ouvrière, et parfois la CGT). Les syndicats réformistes considèrent que le vote du projet de loi au Sénat imposera d'autres formes d'action, autrement dit la fin du mouvement. " *Nous sommes en démocratie. A un moment donné, le politique prend le pas sur le social. Quand le Parlement vote une réforme, même si elle ne nous convient pas, nous ne pouvons pas faire comme s'il ne se passait rien* ", analyse Jean Grosset (UNSA).

Le numéro deux de la CFDT, Marcel Grignard, est sur la même ligne. Il l'a dit avec beaucoup de fermeté à ses partenaires de l'intersyndicale, y compris à Nadine Prigent de la CGT. Cela n'a pas empêché Bernard Thibault et François Chérèque, le "patron" de la CFDT d'afficher leur entente sur Canal +, mais cela laisse augurer des tensions fortes dans les jours à venir.

La direction de la CGT n'a pas poussé ses troupes aux grèves reconductibles. Bien au contraire. Mais elle ne veut pas assumer le risque politique de mettre fin, même avec d'autres, à la mobilisation. Ce serait admettre que les luttes ne paient pas toujours, du moins à court terme. Et surtout ce serait ouvrir une crise frontale avec cette partie de la CGT qui reste opposée à la ligne d'ouverture défendue par Bernard Thibault.

Signe de ces tensions, la centrale ouvrière a été l'une des rares organisations à ne pas reconnaître que les grèves s'essouffaient. Elle n'exclut pas de proposer de poursuivre le mouvement après mercredi 20, voire d'"*enjamber*" les vacances de la Toussaint pour le relancer ensuite.

Une telle perspective n'est pas du tout du goût des réformistes. Eux font valoir que le syndicalisme a démontré dans la contestation

de la réforme des retraites son sens des responsabilités, sa force et sa capacité à se faire entendre. Ce qu'il a engrangé pèsera à leurs yeux à l'avenir, et notamment au moment de l'élection présidentielle de 2012. Fort de cette conviction, le camp réformiste pense que le syndicalisme gagnerait à reconnaître qu'il ne peut pas tout. Et qu'il est temps de penser à sortir de l'impasse actuelle, plutôt que de prendre le risque de voir le mouvement s'effiloche, s'affaiblir ou dégénérer. Dans ces conditions, l'intersyndicale du 21 octobre promet d'être tout sauf facile.

1.1- CGT. Le leader de la CGT, Bernard Thibault, juge notamment que le mouvement «s'élargit». «On va aller aussi loin qu'il le faut et continuer aussi longtemps qu'il le faut», a-t-il averti.

Bernard Thibault a demandé aux sénateurs "de ne pas voter en l'état" le projet de loi sur les retraites.

1.2- FO. «Cela augure d'une mobilisation encore plus forte» pour la journée d'action de mardi prochain, a pour sa part indiqué Jean-Claude Mailly (FO), avant de mettre en garde le gouvernement : «Ce n'est pas parce qu'une réforme est votée qu'elle s'applique».

1.3- CFDT. «Je fais une proposition simple, une proposition de bon sens : puisqu'il est toujours temps avant le vote du Sénat, on suspend le débat (au Sénat, ndlr) et on construit cette réforme, a dit le numéro un de la CFDT sur TF1 samedi. Si le dialogue reprend cette semaine, le problème est réglé dans le blocage d'une partie de l'économie».

1.4- FSU. Bernadette Groison, la secrétaire générale de la FSU, a souligné que lorsque le processus parlementaire serait achevé, "ça restera une loi injuste, inefficace et inacceptable et nous n'en resterons pas là".

1.5- UNSA. Alain Olive a estimé sur RTL qu'«il y a deux batailles: la bataille de la légalité devant le Parlement. La réforme peut effectivement être votée, le gouvernement a une majorité pour ça». Mais «il y a une autre bataille, pour nous aussi importante, c'est une bataille pour la légitimité. Même votée cette réforme sera entachée d'une forme d'illégitimité dans le pays, et tôt ou tard il faudra la remettre sur les rails et rediscuter», a-t-il ajouté.

1.6- UNEF. Jean-Baptiste Prévost a déclaré à l'Associated Press : "plus le gouvernement dira aux jeunes que leur place n'est pas dans la rue, plus ils se mobiliseront".

1.7- PS. «Arrêtez, suspendez aujourd'hui votre projet au Sénat, mettez tout le monde autour de la table», a réclamé la chef de file du PS, Martine Aubry, en marge d'une manifestation à Lille.

"Il reste des jours et des jours de discussion encore au Sénat, c'est l'occasion de dire maintenant on suspend, je l'ai dit au président de la République, quand on écoute le peuple, on ne se diminue pas, on se grandit", a estimé la maire de Lille.

Pour Harlem Désir, le numéro 2 du PS, «Nicolas Sarkozy met, par son attitude, la France en colère». Il a par ailleurs rappelé que le Parti socialiste proposait «une sortie de crise par le dialogue, la suspension du texte et l'ouverture d'une véritable négociation avec les syndicats». «C'est la voie de la responsabilité et de la sagesse», a-t-il conclu.

Pendant ce temps-là, ce samedi, pas de Ségolène Royal sous les feux des projecteurs. Tandis que se déroulait la cinquième journée de mobilisation contre les retraites, l'ex-candidate à la présidentielle ne s'est pas jointe aux manifestants. La présidente de Poitou-Charentes a préféré s'offrir un week-end de détente à Venise.

NPA. Olivier Besancenot, le porte-parole du NPA, a pour sa part affirmé que le gouvernement devait «céder sur la réforme» ou sinon «céder sa place». «S'il y a un moyen plus efficace que la grève générale reconductible pour gagner, eh bien il faut dire quel est ce moyen: moi je ne le connais pas», a-t-il assuré, appelant à «établir un rapport de force qui soit supérieur à celui du gouvernement».

Besancenot n'a rien compris à la situation, il est loin d'être le seul !

2- Mobilisation.

2.1- La mobilisation dans le transport routier contre la réforme des retraites pourrait s'amplifier la semaine prochaine, les syndicats du secteur appelant les salariés à se prononcer à partir de lundi matin sur de nouvelles actions et notamment d'éventuelles grèves. (20minutes.fr 16.10)

2.2- Dans le secteur des transports de fonds, des grèves ont déjà été décidées localement et les salariés seront appelés lundi matin lors d'assemblées générales à se prononcer sur d'éventuelles grèves. «Des agences comme Chambéry (Brinks, Loomis, Banque de France) seront en grève à partir de lundi, des agences comme Valence suivront derrière et nous sommes en attente pour des grosses agences comme Paris, Toulouse, Marseille», a indiqué Stéphane Debosque, de la CGT Loomis.

«*usqu'à présent, les convoyeurs ont participé aux manifs mais de façon minoritaire. Là, le but est de passer à une étape supérieure*», a ajouté Patrick Noszkowicz, de la CGT Brink. (20minutes.fr 16.10)

3- Quand le banquier du PS J. Attali préconise de liquider le régime de retraite par répartition.

Dans le rapport qu'elle a rendu vendredi au président Nicolas Sarkozy, la commission Attali "*pour la libération de la croissance*" propose d'étudier pour l'après-2020 une refonte plus profonde du système français par répartition pour l'orienter vers une retraite à la carte.

Elle suggère d'accompagner la réforme de mesures favorisant le recrutement et le maintien dans l'emploi des seniors.

Mais elle recommande surtout de mettre dès maintenant à l'étude deux pistes, proches de celles proposées par le syndicat CFDT, par exemple, pour préparer l'après-2020.

La première consiste à permettre aux actifs d'arbitrer "*plus librement*" entre durée de retraite et niveau de pension par le jeu de la durée de cotisation et des surcotes ou décotes.

La commission insiste sur le rôle essentiel du niveau des décotes et surcotes (diminution ou augmentation du niveau des pensions en fonction de la durée de cotisation).

"*Les montants actuels découragent les départs précoces et n'encouragent pas du tout les départs retardés*", écrit-elle.

La deuxième orientation consisterait à mettre en place un système de comptes individuels de cotisation retraite, inspiré du modèle suédois.

Chacun cotiserait le même pourcentage de son salaire et ces cotisations, qui continueraient à financer le régime par répartition, seraient créditées sur des comptes individuels.

"*Tout euro versé ouvrirait des droits, à tout âge, quel que soit son statut*", expliquent les auteurs du rapport.

Les actifs pourraient, là aussi, arbitrer librement entre montant de leur pension et durée de leur retraite. Au départ à la retraite, le compte individuel serait converti en pension et le niveau de celle-ci calculé selon l'âge et la génération.

Pour la commission, ce dispositif a l'avantage de clarifier les droits à la retraite des jeunes générations et de bénéficier directement aux salariés modestes qui ont des carrières longues et dont le compte serait alimenté plus longtemps. (Reuters 16.10)

Vous serez "*libre de choisir*" entre une retraite misérable si vous voulez partir tôt à la retraite ou si vous y êtes contraint parce que vous êtes trop usé pour continuer à travailler, et une retraite décente si vous travaillez jusqu'à un âge très avancé aux alentours de 70 ans ou plus, autrement dit si vous travaillez jusqu'à votre dernier souffle. Bien entendu cette fausse alternative ne concerne pas les nantis qui auront pu amasser un capital substantiel tout au long de leur vie ou qui dispose déjà d'un capital qui leur est tombé tout cuit dans le bec à la naissance.

Vous avez dit liberté, égalité, fraternité ? La liberté de crever dans la misère ou de crever au boulot, choisissez ! A bas la République du capital, vive la République sociale !

Social.

1- Patrons voyous, suite.

Décidément, Air France est dans le viseur de la justice en ce qui concerne les contrats de travail. Après le travail illégal au sein de sa filiale Cityjet, la répétition de contrats intérimaires de façon abusive.

Il sont 16 à se plaindre de n'avoir touché aucune indemnité de licenciement de la part d'Air France alors qu'ils avaient travaillé plusieurs années pour la compagnie, par le biais de contrats intérimaires.

Air France a abusé de l'«*exploitation permanente d'une main d'oeuvre précaire*», explique Maître Philippe Missamou, leur avocat, dont les propos sont rapportés par Le Parisien ce samedi.

Certains des plaignants ont travaillé presque dix ans dans des conditions de contrats courts et renouvelables, dans l'espoir, un jour,

de passer la porte des ressources humaines d'Air France. Ces intérimaires portaient «le même costume, les mêmes badges» que les permanents... mais ne bénéficiaient pas «du même traitement».

«Air France, qui ne pouvait ignorer cette situation, a violé délibérément les lois», accuse l'avocat des plaignants dans les colonnes du journal parisien.

Les seize intérimaires souhaitent que leurs contrats soient requalifiés en CDI par la justice afin de justifier leur demande de 100.000 euros d'indemnités de licenciement par personne. (Lefigaro.fr 16.10)

2- Dictature du capital. Etat voleur. Une méthode d'escroc.

Laurent Hénart, député UMP et président de l'Agence nationale des services à la personne, dans un entretien accordé au Journal du dimanche, propose aux Français de sacrifier une journée de RTT pour financer les dépenses liées à la dépendance des personnes âgées. (Lefigaro.fr 16.10)

Après la vignette auto, le lundi de Pentecôte, vous avez fait des heures supplémentaires pour vous payer un jour de congé supplémentaire, donnez-nous le, on en fera bon usage ! C'est du vol pur et simple, ils veulent nous voler un jour de travail. C'est machiavélique, ils ont pondu une loi permettant aux travailleurs de capitaliser des heures supplémentaires pour les transformer en jours de congés au lieu de se les faire payer par les employeurs s'ils le souhaitaient, pour ensuite faire main basse dessus, c'est un procédé d'escrocs !

Quand ils parlent de taxer la participation avec la bénédiction des dirigeants syndicaux, c'est le même procédé qui est à l'oeuvre : on n'augmente pas votre salaire, mais en échange on vous verse une partie des profits réalisés par l'entreprise (par vous en fait !) que vous pourrez capitaliser sur un compte, puis on ponctionnera ce compte en vous imposant ou en augmentant la cotisation sociale attachée à ce compte.

Le 18 octobre

A terme, c'est la conjonction et la maturation des conditions objectives et subjectives qui permettra d'aboutir à un soulèvement général des masses exploitées, faisant voler en éclats les obstacles dressés par les appareils. Ce processus est en cours et s'accélère. S'il ne parvenait pas à son terme sur la question des retraites, ce ne serait que partie remise, car Sarkozy a décidé de continuer son offensive contre tous les acquis ou droits des travailleurs, ce qui ne pourra que conduire à la radicalisation sociale et politique de la situation.

Il arrivera bien un moment où quoi que dise ou fasse le gouvernement il s'attirera les foudres de la majorité de la population, jusqu'au moment où excédée elle deviendra totalement sourde à ses appels au calme ou à la retenue, incontrôlable, la situation lui échappera ainsi qu'aux appareils, la classe ouvrière cherchera une issue politique sur son propre terrain de classe et les moyens de l'affrontement avec l'Etat, elle s'organisera massivement pour vaincre son ennemi de classe.

Nous ne sommes manifestement pas encore parvenus à cette situation, mais la question est bien de s'y préparer et d'y préparer les militants et les travailleurs, d'où l'importance des initiatives qui sont prises par différents partis pour les organiser, dont le POI et le NPA.

Autre chose.

Il est significatif que les 33 mineurs chiliens tout juste sortis à l'air libre aient lancé en direction des travailleurs du monde entier un appel à combattre en faveur de l'amélioration des conditions de travail. Effet inattendu et paradoxal de la médiatisation planétaire de leur "sauvetage", dans la foulée et la précipitation les autorités chinoises annonçaient qu'elles allaient programmer une inspection de toutes les mines du pays pour régler les problèmes de sécurité, au même moment on apprenait que des dizaines de mineurs chinois venaient encore de périr dans une mine...

Cela rappelle la fin de la Première et la Seconde guerre mondiale, lorsque le prolétariat s'était soulevé pour faire payer à la bourgeoisie le prix des années de souffrances atroces qu'il venait de subir, ne se trompant pas d'ennemi en désignant la classe des capitalistes comme la seule responsable de la situation sociale catastrophique à l'issue de la guerre.

Quelle ingratitude franchement ces ouvriers, alors que les représentants du capitalisme mondial se sont mis en quatre pour les sauver - le matériel et la technologie employés pour les sortir de l'enfer de la mine où ils étaient retenus prisonniers et voués à la mort provenaient des quatre coins du monde, notamment du Japon, d'Allemagne et d'Afrique du Sud (entendu hier soir sur TV5Monde Asie lors de l'émission Kiosque), voilà qu'ils appellent le prolétariat international à combattre le capital !

Bref, la lutte des classes va redoubler d'intensité à l'échelle mondiale dans les mois et les années à venir, il n'y a pas si longtemps on disait encore que c'était la révolution socialiste mondiale qui était en marche, peut-être faudrait-il à nouveau la mettre au goût du jour si l'on veut que la classe ouvrière renoue avec la tradition révolutionnaire du prolétariat du début du XXe siècle et règle son compte une fois pour toute au capitalisme, non ? Face à la réaction mondiale, face à la dictature de plus en plus ouverte du capital, y aurait-il une autre perspective à proposer aux travailleurs du monde entier ? Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Retraites.

1- Mobilisation et déclarations.

1.1- Les routiers sont "*contents de rentrer dans l'action. La semaine prochaine sera décisive, tout le monde le sait*", a lancé Maxime Dumont, de la CFDT-Transport. Le syndicat, majoritaire du secteur, a promis des "*actions en tout genre dans l'hexagone*" dès l'aube lundi, n'excluant pas d'investir des sites pétroliers ou des axes stratégiques.

1.2- Les convoyeurs de fonds envisagent des grèves, qui pourraient à terme entraver l'approvisionnement des distributeurs bancaires. "*Ca peut partir très vite*", prévient Patrick Noszkowicz, de la CGT Brinks.

1.3- Chez les cheminots, qui malgré des préavis de grève reconductible n'ont pas réitéré la paralysie de 1995, l'appel aussi est lancé. Didier Le Reste, secrétaire général de la fédération CGT, a exhorté ses troupes à "*poursuivre la grève et à la renforcer à partir de dimanche soir*".

"*Nous avons recensé 26,55% de grévistes parmi le personnel devant travailler dimanche*", a indiqué Didier Le Reste, secrétaire général de la CGT-Cheminots

Quatre syndicats de cheminots - CGT, Unsa, Sud-Rail et CFDT - ont appelé à étendre les grèves dimanche soir et demandé à ceux qui avaient suspendu le mouvement de le reprendre.

1.4- Du côté de la RATP, le taux de grévistes était samedi de 5%, identique à celui de vendredi, a précisé la direction.

1.5- CGT. "*Le pays n'est pas bloqué. Ceci étant, la perturbation sur la vie quotidienne commence à être réelle. Le pays est ancré dans la mobilisation durable*", a averti le leader de la CGT Bernard Thibault, qui a appelé à "*suspendre*" le vote au Sénat et reprendre des négociations.

1.6- CFDT. "*Si le dialogue reprend cette semaine, le problème est réglé*", a insisté son homologue de la CFDT, François Chérèque, à propos du "*risque de blocage de l'économie*".

1.7- PS. Ségolène Royal a dit pour sa part: "*Personne ne souhaite le blocage d'un pays*".

(source : Libération.fr, Lexpress.fr et Reuters 17.10)

Ainsi le PS apparaît à visage découvert, réactionnaire, pourri jusqu'à la moelle, en tenant exactement le même discours que Sarkozy, Fillon, Hortefeux ou Estrosi. (lire ci-dessous leurs réactions)

Nous attendons ou plutôt nous exigeons de la part des dirigeants du POI notamment, qu'ils veuillent bien fournir des explications aux travailleurs et aux militants après pendant des mois et des décennies (à l'époque du PT, du PCI et de l'OCI) leur avoir expliqué qu'il fallait s'adresser aux dirigeants de ce parti afin qu'ils réalisent l'unité sur les revendications de la classe ouvrière, comme s'il était un parti ouvrier, alors qu'il apparaît clairement aujourd'hui que c'est un parti fondamentalement réactionnaire dont la place est au côté de l'UMP dans le camp des ennemis du prolétariat.

Vous avez sans cesse colporté auprès des travailleurs et des militants des illusions criminelles dans le PS et le PCF en ayant parfaitement conscience de la nature contre-révolutionnaire de ces partis, au nom du front unique ouvrier que vous avez complètement dénaturé, vous avez induit consciemment en erreur les travailleurs, vous partagez donc avec les dirigeants du NPA et de LO la responsabilité de la situation et l'absence du parti révolutionnaire. On pourrait ajouter les terribles défaites à venir. Vous allez dénoncer demain les propos de Marie-Ségolène Royal ou d'autres dirigeants du PS qui tiennent le même discours de briseurs de grève, mais quelle crédibilité aura votre propre discours ? Les militants et les travailleurs perdraient-ils la mémoire d'une semaine sur l'autre, après avoir voulu leur faire croire que le plomb pouvait se transformer en or ?

Attention camarades, je n'accuse pas le POI, le NPA ou LO d'être responsable des déclarations ou des positions du PS, ce qui serait absurde et grotesque, de la même manière que le PS serait monté au créneau pour défendre le régime que ces partis existent ou non, la question n'est pas là, je les accuse d'avoir camouflé leur véritable nature et d'avoir prétendu qu'ils pourraient être autre chose que ce qu'ils sont en réalité, d'avoir tenu en permanence un double langage à propos de ces partis, d'avoir

prétendu que ces partis étaient incontournables en référence à leur origine avec laquelle ils avaient rompu en fait depuis belle lurette, niant au passage que l'évolution de ces partis n'avait pas échappé aux lois dialectiques de la transformation de la quantité en qualité au cours de la lutte des classes au XXe siècle. Par exemple, bien que le PS ait été au pouvoir pendant de longues années, ils n'ont pas estimé nécessaire de modifier la caractérisation qu'il en donnait avant, comme si en réalité ces années-là n'avaient jamais existé, très fort, non ? Après cela, ils vous donneront des cours de dialectique ou de marxisme ! Stop, la cour est pleine on n'en peut plus !

Tous les militants ont encore en mémoire vos appels récents en direction des dirigeants de ces partis, donc personne ne pourra nous accuser de fabuler ou de vous calomnier, à chacun d'assumer ses responsabilités. Les faits, rien que les faits répétez-vous à satiété pour qu'on ne vous soupçonne pas de vous arranger avec la réalité, alors allons-y. Dites-nous quels avantages la classe ouvrière a-t-elle pu tirer de ces appels ? Absolument aucun. Voilà un parti qui se place ouvertement au côté de l'UMP contre les travailleurs en grève dans les raffineries et les cheminots et demain -comme hier, c'était prévisible, inévitable évidemment, osez-vous encore prétendre que ceux qui vont adhérer au PS ne savaient pas à quel type de parti ils avaient à faire, briseur de grèves... pour justifier vos appels opportunistes en direction de ce parti ?

L'heure des comptes et de la clarification théorique approche camarades, on l'attend avec impatience et l'on s'en réjouit d'avance.

Certains camarades jugeront peut-être, sûrement même, mon langage outrancier, c'est volontaire et j'assume, c'était aussi la méthode de Lénine qui estimait sans doute qu'il fallait secouer les esprits engourdis pour qu'ils se réveillent ou les âmes sensibles pour qu'elles s'endurcissent ! Ceci dit, pas plus tard qu'hier, donc vous pouvez le vérifier, j'ai appelé les militants à participer au combat initié par le POI, seuls ceux qui sont capables de faire la part des choses le comprendront, je ne me fais aucune illusion à cet égard non plus compte tenu de la décomposition théorique du mouvement ouvrier et des militants en général.

Finissons par une note un peu plus légère pour se détendre.

Tenez, hier, j'ai eu un message dans ma boîte aux lettres électronique m'annonçant que j'avais été sollicité par des militants pour participer à 8 groupes sur Facebook, rien que cela, et que d'autres personnes étaient en attente de ma réponse, je sens qu'avec cette causerie je vais m'être fait de nouveaux amis !

2- Atteinte au droit de grève.

Invité au journal de 20h de TF1, le Premier ministre François Fillon a lancé un avertissement aux protestataires.

"Le droit de grève, ce n'est pas le droit d'empêcher l'accès à un dépôt de carburant, ça c'est une action illégale. Je ne laisserai pas bloquer notre pays, je ne laisserai pas l'économie française étouffée par un blocage de l'approvisionnement en carburant", a-t-il dit.

"Le gouvernement est responsable, il n'y aura aucun blocage", a dit le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, sur RTL. *"Il n'y aura pas de blocage pour les entreprises, pas de blocage pour les transports, pas de blocage pour les usagers de la route."*

Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a prévenu que le gouvernement ferait *"débloquer les dépôts"* pétroliers qui seraient bloqués par des manifestants, lors du Grand jury RTL-Le Figaro-LCI. *"Nous avons déjà procédé à des mises en route de ces dépôts sans problème majeur"*, a ajouté le ministre.

Traduction immédiate: la préfecture de Seine-et-Marne a pris dimanche un arrêté que l'AFP s'est procuré, afin de requérir du personnel *"pour procéder au chargement et à la livraison des clients de la raffinerie"* Total de Grandpuits, pour répondre aux *"difficultés d'approvisionnement en carburants en Seine-et-Marne ainsi que dans la région Ile-de-France"*, selon le texte administratif.

Il concerne trois salariés de la raffinerie, a expliqué à l'AFP Charles Foulard, coordinateur CGT du groupe Total, qui se trouvait sur place. Ces salariés ont, selon lui, *"été menacés de cinq ans d'emprisonnement s'ils refusaient"*.

Pour Charles Foulard *"le groupe Total et le gouvernement sont en train de se livrer à une atteinte caractérisée du droit de grève, en procédant à des réquisitions."*

Selon lui, *"si c'est pour les services publics et les hôpitaux, on s'y conformera"*, mais *"si c'est pour alimenter des stations-service, c'est une atteinte au droit de grève"*, a-t-il insisté.

L'arrêté a été pris en vertu du Code général des Collectivités territoriales (CGCT) qui dispose que *"lorsque l'atteinte constatée ou prévisible au bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publiques l'exige"*, le préfet peut *"réquisitionner tout bien ou service, requérir toute personne nécessaire au fonctionnement de ce service (...)"*.

Le ministre du Travail Eric Woerth a affirmé ce dimanche qu'il "n'y aura pas de pénurie d'essence". "La police ou la gendarmerie, d'ailleurs dans de très bonnes conditions, ont dégagé un certain nombre de dépôts, voilà, il n'y a pas de risque et le gouvernement est très vigilant là-dessus", a déclaré à l'AFPTV Eric Woerth.

Interrogé par l'AFP, un porte-parole de Total a indiqué que la grève continuait "de toucher l'ensemble des raffineries du groupe. Les manoeuvres d'arrêt se poursuivent".

"S'il y a eu réquisition, il s'agit de réquisition préfectorale à la seule demande des pouvoirs publics", a-t-il ajouté. (Libération.fr et Reuters 17.10)

La question est dorénavant posée à l'ensemble des partis, des syndicats, des militants et des travailleurs : Qu'est-ce qui est légitime : le combat de la classe ouvrière sur son propre terrain de classe qui consiste à recourir à la grève quitte à bloquer l'économie capitaliste pour défendre ses droits légitimes dont celui à la retraite, ou la prétention de l'Etat des banquiers et des rentiers de continuer à liquider tous nos droits sociaux pour qu'une poignée de privilégiés continuent de s'enrichir indéfiniment au prix de la liquidation de tous nos droits sociaux ?

Qu'est-ce qui est légitime, l'aspiration de l'immense majorité de la population de vivre dans une société et un monde meilleur ou la marche au chaos et à la barbarie que voudrait nous imposer le capitalisme en pleine décomposition ? Nous y reviendrons.

Politique.

1- France. Ils ne pensent qu'à cela !

Après Rachida Dati qui avait confondu inflation et fellation, le 26 septembre, c'est au tour de Brice Hortefeux, invité du "Grand Jury" sur RTL dimanche soir, de commettre un lapsus : "Il y a deux fichiers majeurs : le fichier des empreintes génitales, et le fichier des empreintes génétiques." (Lepost.fr 17.10)

2- Allemagne. Bouc émissaire : du juif au musulman, il n'y a qu'un pas...

La chancelière allemande Angela Merkel a affirmé samedi devant le congrès des jeunes de son parti CDU et de son pendant bavarois CSU, à Potsdam près de Berlin, que le modèle d'une Allemagne multiculturelle, où cohabiteraient harmonieusement différentes cultures, avait "totalement échoué", alors que le débat sur l'immigration s'enflamme en Allemagne.

La classe politique a condamné ses thèses mais selon les sondages une majorité des Allemands les approuvent. Une étude publiée cette semaine montre même que plus de 50% d'entre eux tolèrent mal les musulmans. Plus de 35% estiment que l'Allemagne est "submergée" par les étrangers et 10% que l'Allemagne devrait être dirigée "d'une main ferme" par un "Führer".

Angela Merkel semblait ainsi ménager l'aile libérale de sa formation et l'aile conservatrice, incarnée par le chef de la CSU, Horst Seehofer.

Ce dernier avait déjà lancé vendredi devant le même public: "Nous nous engageons pour la culture de référence allemande et contre le multiculturel. Le Multikulti est mort".

Tout en affirmant que l'Allemagne restait un pays ouvert au monde, Angela Merkel a estimé: "Nous n'avons pas besoin d'une immigration qui pèse sur notre système social".

Cependant, le pays ne pourra faire l'économie de spécialistes étrangers même s'il forme des chômeurs allemands, a estimé la chancelière.

Selon le président de la chambre de commerce et d'industrie allemande (DIHK), Hans Heinrich Driftmann, il manque à l'économie allemande environ 400.000 ingénieurs et personnels diplômés.

"Cela nous coûte environ 1% de croissance", a-t-il estimé dans le journal Welt am Sonntag à paraître dimanche, en plaidant pour une immigration qualifiée.

M. Seehofer avait fait scandale une semaine plus tôt en déclarant que son pays n'avait "plus besoin d'immigrants de pays aux cultures différentes, comme les Turcs et les Arabes", car s'intégrer "est au final plus difficile" pour eux. (Libération.fr 17.10)

Après avoir désigné le juif comme le responsable de tous les maux de la nation allemande, ce fut le tour ensuite de l'étranger en général d'être considéré comme son ennemi numéro 1, puis celui de son pays d'être accusé d'étrangler économiquement le

peuple germain, une fois réunies les conditions consistant à monter les prolétariats les uns contre les autres il ne restait plus qu'à détruire ses organisations, enfin la grande boucherie pouvait commencer...

[Haut de page ↗](#)

Le 19 octobre

Il m'est toujours difficile de saisir la situation en étant à 10 000 kms de la France et en n'ayant pas mis les pieds dans ce pays depuis plus de huit ans. On entend dire tout et son contraire sur l'état d'esprit des masses, à tel point que j'ai redemandé à Magueswary, mon épouse qui est arrivée de France depuis un mois, ce qu'elle en pensait.

J'ai fait le tour avec elle de tous les gens qu'elle a pu rencontrer, elle m'a affirmé qu'ils en avaient tous plus que marre de la situation, que tout le monde était conscient que la société était en train de se décomposer. Bon, partant de là, elle n'a pas eu besoin de me donner des précisions sur le contenu de ce ras-le-bol général car je le connais. Ce que je voulais mesurer c'était le degré de ce ras-le-bol et quelles couches il concerne particulièrement.

Il y avait deux hypothèses possibles, la première consistait à dire que les gens en ont marre mais qu'ils supportent finalement assez bien dans leur majorité ce qui leur arrive en se débrouillant tant bien que mal, ils seraient toujours sous le coup de la fatalité en quelque sorte, la deuxième faisait le constat que le niveau de l'insupportable avait été atteint et était partagé par la majorité, il semblerait que ce soit cette seconde hypothèse qui soit la bonne.

Quand on s'exprime, il vaut mieux dire d'où l'on part ou sur quelle base concrète pour éviter des malentendus.

On ne peut pas raisonnablement se fier à ce qu'on lit ici ou là. Par exemple, j'ai lu dans un document provenant d'un parti qu'un camarade m'a adressé avant-hier, que les masses ne seraient pas "démoralisées" si le combat engagé contre Sarkozy sur les retraites se terminait par un échec, très fort, sans que l'on puisse dire à l'avance de quelle manière il pourrait prendre fin et si la classe serait en mesure d'en tirer des enseignements pour la suite, sous-entendant que le mouvement ouvrier et le prolétariat tiraient toujours profit de leurs défaites, ce qui est très loin d'être le cas, on se demandera alors pourquoi après 65 ans de lutte de classe nous en sommes toujours au même point et nous n'avons pas été foutus de construire le parti.

Maintenant il est vrai que Sarkozy a joué gros, à quite ou double en annonçant à l'avance qu'il allait poursuivre son offensive contre la classe ouvrière. Cette stratégie est à double tranchant, car elle peut contribuer à renforcer l'idée qu'aucune autre politique n'est possible, dans ce cas-là elle se traduirait par la démoralisation des masses, qui ne pourrait être de toutes manières que temporaire, à l'opposé elle pourrait alimenter la détermination des travailleurs à s'opposer par tous les moyens à sa politique antisociale et favoriser le développement de la mobilisation et la recherche d'une véritable issue politique.

J'ai constaté, mais je ne sais pas si la majorité de la classe fait le même constat, que dès qu'il ouvre la bouche c'est pour lâcher une énorme connerie ou pour annoncer une nouvelle grosse saloperie, par exemple lorsqu'il a affirmé qu'il était en faveur d'un bouclier européen anti-missiles et qu'il n'y aurait pas de problème pour le financer, au moment même où il martèle qu'il n'y aurait pas d'argent pour financer les retraites et que c'est pour cette raison que sa contre-réforme doit être appliquée.

Il faut tenir compte également qu'à partir du moment où son projet de loi sera adoptée, le mot d'ordre d'abrogation va cristalliser et rassembler tous les opposants sans distinction à cette loi scélérate, Sarkozy va ainsi réussir là où nous avons échoué, à unifier le mouvement ouvrier contre le gouvernement et l'Etat, développant ou alimentant une crise aigue dans tous les syndicats, mettant pour ainsi dire au pied du mur les appareils, tandis que la nature sociale de tous les partis dits ouvriers va apparaître plus clairement aux yeux des travailleurs, il va finalement réussir à dresser classe contre classe dans un combat où l'Etat est plus isolé et faible que jamais.

C'est donc dans cette perspective politique qu'il faut dès à présent nous positionner, afin d'aider la classe à prendre conscience des tâches qu'elle a à accomplir à cette étape de sa mobilisation. La question centrale demeure son organisation pour l'aider à briser les obstacles dressés par les appareils, en attendant de pouvoir les expulser du mouvement ouvrier.

L'orientation politique que nous devons proposer aux travailleurs doit s'appuyer à la fois sur la nécessité de comprendre que la société ne peut plus progresser ou fonctionner sous un régime capitaliste, que la satisfaction de nos besoins est incompatible avec ceux des banquiers et la survie en général du système économique actuel, que le capitalisme mène inexorablement à la paupérisation et à une régression sociale sans fin, au-delà de la guerre, il existe des antécédents pour le prouver si nécessaire, d'où la nécessité d'exproprier les banquiers et les propriétaires des grandes entreprises, cet aspect de notre combat est indispensable pour les aider à rompre avec le capitalisme, il doit être relié ou partir de chacune de nos revendications, les syndicats et les partis peuvent s'en saisir, ensuite il faut leur indiquer clairement l'objectif politique qu'ils doivent se fixer d'atteindre au préalable pour pouvoir s'attaquer aux fondements du capitalisme, abattre l'Etat et les institutions de la Ve République

conçus uniquement pour perpétuer le régime capitaliste et créer nos propres organismes de pouvoir indépendant qui seront les embryons du nouvel Etat, un Etat ouvrier ou social, une République sociale ou socialiste, peu importe ici son appellation, que la victoire finale dépendra de l'engagement politique et de la mobilisation de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels dans tout le pays, à nous ensuite de faire en sorte que le degré de conscience politique de cet engagement soit le plus élevé possible pour que les masses se saisissent du programme de la révolution socialiste...

Maintenant rien ne dit que la situation va se développer dans cette direction dans les semaines qui viennent ou prendre cette tournure à court terme, car si l'Etat est faible, l'avant-garde du prolétariat l'est également, or si rien n'est possible sans la mobilisation générale de la classe, la victoire est impossible sans le parti pour guider (ou éclairer) les masses dans la bonne direction.

Notre combat doit donc se dérouler sur deux fronts qui n'en forment qu'un, parce que les deux questions sont intimement liées, sur le plan économique et politique.

Je ne vais pas commencer à chercher une autre maison où habiter, alors que je ne me suis pas encore séparé de celle où je vis, il me faut auparavant trouver un acheteur parce que je n'ai pas d'argent. Je ne vais pas commencer à imaginer ce que ma vie serait sous un régime socialiste, à quoi bon alors que je n'ai pas encore trouvé les moyens de me séparer du capitalisme, pour le moment je vis, mal certes, mais je vis ou survis, d'autres près de moi ou dans le monde n'ont même pas cette "chance", quand je serai convaincu qu'il est possible de faire fonctionner la société sur d'autres bases économiques et de vivre mieux, à ce moment-là seulement je me débarrasserai du capitalisme et j'adhérerai au socialisme. Facile à dire, en fait ce processus se déroule toujours au départ plus ou moins inconsciemment et c'est seulement s'il parvient à maturité qu'il peut être mené à son terme. Il arrive aussi un moment où l'on se dit qu'on n'a plus rien à perdre et on se lance tête baissée à l'aventure dans un processus sans savoir vraiment où il nous conduit, sans en maîtriser à l'avance les différentes étapes. Ainsi va tout processus révolutionnaire.

Jusqu'à présent les masses ne savaient pas au juste ce qu'elles ne voulaient plus, elles sont tellement habituées à vivre en régime capitaliste, elles commencent seulement à prendre conscience qu'elles ne veulent plus du capitalisme, et si elles savent ce qu'elles veulent c'est seulement sur le plan économique mais pas sur le plan politique, de plus elles ne savent encore comment l'obtenir. Le chemin sera donc encore long et tortueux, semé d'embûches et de nombreux obstacles à briser avant qu'elles renouent avec le socialisme et qu'elles comprennent qu'une révolution est indispensable.

On ne peut saisir la situation qu'à travers ses contradictions.

Pour revenir et terminer sur la situation. J'ai eu à peine le temps de prendre connaissance des articles des agences de presse d'hier, d'où certaines approximations dans mon analyse, c'est inévitable.

L'UNSA et la CGC ont déjà annoncé qu'ils ne participeront plus aux prochaines journées de mobilisation ou grèves. Il y a tout lieu de penser que la CFDT et la CFTC va leur emboîter le pas rapidement. Donc l'intersyndicale va éclater, nous nous en réjouissons. Il reste la CGT, FO, SUD et la FSU. Vont-ils appeler ensemble à une grève interprofessionnelle de 24h ? Ce serait le maximum que leurs dirigeants seraient prêts à concéder à contre-cœur à leurs bases. Attendons de voir ce qui va se passer aujourd'hui pour évoquer la suite, on se demandera seulement si une grève de 24h sera plus mobilisateur ou efficace qu'une journée de grève et de mobilisation, pas sûr du tout, mais cela peut peut-être servir de nouvelle étape à la mobilisation générale de la classe, nécessaire ou non, vous êtes mieux placés que moi pour en juger.

Quoi qu'il en soit, il faut continuer inlassablement de pilonner Sarkozy, puisqu'il incarne à lui tout seul le gang du Fouquets, la Bourse, le régime bonapartiste de la Ve République, il concentre sur lui la haine du régime et de la classe des privilégiés, il nous facilite la tâche.

Je n'ai plus le temps d'aborder les autres aspects de la situation, les lycéens par exemple, il peut y avoir des provocateurs payés par la police qui sévissent ici ou là, mais pas dans toutes les manif simultanément à travers tout le pays, les jeunes commencent à comprendre qu'ils n'auront aucun avenir dans cette société, et qu'il faut une révolution pour nous débarrasser de toutes ces ordures comme disait Lénine...

Bonne manif camarades !

Retraites.

1- Mobilisation.

1.1- Au total, les douze raffineries de métropole étaient toujours paralysées.

Sur l'ensemble de la France, «on est largement au-dessus des 2000 stations touchées» au total, estime ainsi un porte-parole de la FF3C (Fédération française des combustibles, carburants et chauffage). En agrégeant les chiffres de Total, des indépendants et des grandes surfaces, le nombre de stations touchées par un manque de carburant dépasse en effet les 2500 stations. (Lefigaro.

fr 18.10)

1.2- Quatre fédérations syndicales des transports (CFDT, CFTC, CGT, FO) appellent les convoyeurs de fonds à participer à la mobilisation contre la réforme des retraites par des grèves ou des débrayages.

1.3- Des préavis de grève ont été déposés dans 32 réseaux de transports urbains pour la journée de demain. Lors des précédentes journées nationales, mardi dernier 85 préavis avaient été déposés, le 23 septembre 77 préavis, le 7 septembre 103.

1.4- Les sapeurs-pompiers professionnels de Seine-Maritime ont déposé un nouveau préavis de grève pour le début de semaine prochaine et rédigé à l'intention du gouvernement une motion évoquant une «déconstruction sociale».

1.5- Le site PSA-Mulhouse est bloqué par des salariés.

1.6- Des salariés de la centrale nucléaire de Flamanville (Manche) ont voté pour un arrêt de travail de 48 heures avec baisse de production «*d'au moins 50%*» annonce la CGT.

1.7- La Direction générale de l'aviation civile prévoit 50% de vols annulés à Orly, et 30% dans les autres aéroports pour la journée de grève de mardi.

1.8- Un peu plus de 10 % d'enseignants du primaire (écoles maternelles et élémentaires) vont faire grève mardi, selon le ministère de l'Education nationale.

Selon le ministère de l'Education, 261 lycées étaient perturbés lundi. L'UNL, premier syndicat de lycéens, a annoncé de son côté 950 lycées mobilisés, dont 600 bloqués.

Ces chiffres sont similaires à ceux de vendredi et les syndicats lycéens promettent qu'ils grossiront mardi, pour la journée d'action interprofessionnelle.

"La dynamique est partie chez les lycéens et commence chez les étudiants", a dit à Reuters Juliane Charton, membre du bureau nationale de l'UNL.

Vingt-et-une universités sur 83 ont tenu lundi des assemblées générales ayant rassemblé par endroits plus de 1.000 étudiants, et 12 ont voté la grève selon l'Unef, premier syndicat étudiant.

Quatre d'entre elles (Rennes-II, Caen, Bordeaux-III et Paris-VIII) ont voté le blocage de l'université mardi.

Le mouvement lycéen continue de se caractériser par son improvisation et l'aspect spectaculaire de ses actions.

Lundi à Paris, quelques centaines de lycéens ont tenté en vain de bloquer le rond-point de l'Arc de Triomphe puis les Champs-Élysées. D'autres, à l'appel de l'UNL, se sont rassemblés devant l'Hôtel de Ville mais une grosse centaine seulement était au rendez-vous pour entraver la rue de Rivoli.

Ces actions *"pacifiques"*, selon les mots des lycéens, n'ont pas rencontré autant d'écho que les affrontements avec les forces de l'ordre qui se répètent chaque jour depuis la semaine dernière en marge des défilés ou blocages de lycéens.

Des rues de Nanterre (Hauts-de-Seine) et Lyon étaient jonchées de cailloux et de poubelles brûlées après des affrontements entre les forces de l'ordre et des individus, selon les autorités, extérieurs au mouvement lycéen. (voir et)

"Le gouvernement joue un jeu très dangereux. Il provoque les violences. On sait que s'il veut qu'il n'y ait pas de violences, il n'y en a pas", dit Juliane Charton.

"Il ne faut pas s'étonner qu'il y ait des violences quand il y a déjà trois camions de CRS devant la grille du lycée à 7 heures du matin", ajoute-t-elle en évoquant le cas de Nanterre.

À Combs-la-ville (Seine-et-Marne) un défilé a été ponctué de jets de cocktails molotov et un manifestant a brandi un fusil à pompe, a-t-on appris de sources syndicale et policière.

À Epinay (Seine-Saint-Denis), le lycée et les trois collèges étaient fermés après des attaques à la voiture-bélier et aux cocktails molotov par des jeunes d'une cité voisine criant *"Sarko facho"*, a-t-on appris auprès du personnel du collège Jean-Vigo.

A Lille, Valenciennes, Nantes ou Mulhouse, les mêmes scènes de violence ont été rapportées. Les principales cibles sont le mobilier urbain, les voitures, les forces de l'ordre et parfois les établissements scolaires.

D'autres manifestations, rassemblant à chaque fois quelques centaines de lycéens, ont eu lieu dans le calme à Paris, Bordeaux ou Toulouse. (Reuters 18.10)

1.9- A compter de ce lundi, plus de trois milliards d'aides directes sont versés par anticipation aux agriculteurs, précisent ses services. Ces aides sont habituellement versées autour du 1er décembre.

Au total, 345.000 exploitations agricoles, soit 99% des demandes potentiellement éligibles, vont bénéficier d'une avance de 50% de leurs aides découplées, pour un montant de 2,768 milliards d'euros. Cette somme "ne prend pas en compte les dispositions liées au bilan de santé de la PAC, lesquelles seront intégrées au paiement du solde intervenant au 1er décembre", souligne le ministère.

Par ailleurs, 26.850 éleveurs ovins et caprins, soit 96% de ceux qui en ont fait la demande, vont percevoir une avance de 50% sur les nouvelles aides instaurées en 2010 pour un montant de 58,2 millions d'euros. Trente-huit mille éleveurs bovins bénéficieront également d'une avance de 60% sur la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) et sur l'aide nationale complémentaire à cette prime pour un montant de 188,4 millions d'euros. (AP 18.10)

2- Déclarations.

2.1- CFE-CGC.

La CFE-CGC condamne «les actions de blocage et de grève généralisée» contre la réforme, précisant par ailleurs que la centrale syndicale ne participerait plus aux manifestations après celle de demain. (Libération.fr 18.10)

La contestation contre la réforme des retraites a ravivé la guerre interne à la CFE-CGC. Les opposants au président Bernard Van Craeynest et à son projet de créer une «troisième force syndicale généraliste» - et non plus catégorielle, centrée sur les seuls cadres et techniciens - lui reprochent d'avoir embarqué leur centrale dans un conflit qui ne concerne pas leurs militants. Peu d'entre eux défilèrent d'ailleurs aujourd'hui lors de la huitième journée de mobilisation contre le texte discuté au Sénat.

«Cela ne sert à rien de perdre son temps dans les rues», tranche Philippe Jaeger, le président de la fédération chimie. «Il est regrettable que l'on se soit opposé au report de l'âge de départ à la retraite à 62 ans, alors que cette mesure ne touche pas les cadres», abonde un autre opposant interne. «On a glissé sur un terrain de contestation politique qui n'a plus rien à voir avec les raisons pour lesquelles nous étions entrés dans le conflit», ajoute un troisième, qui regrette que la CFE-CGC ait soutenu les appels à la grève. «Que reste-t-il de notre message? s'interroge un dernier "contestataire". Rien, si ce n'est que cette réforme est injuste pour les femmes, et sur la base d'éléments qui ne sont pas l'essentiel de la réforme.»

Karniewicz critiquée comme présidente de la Cnav

Devant la fronde - émanant des grosses fédérations de la chimie et de la métallurgie -, la direction confédérale a lancé il y a une semaine une consultation interne par mail pour sonder les patrons de branche sur la suite du mouvement. «Je leur ai demandé de me dire s'ils souhaitaient que la CFE-CGC soutienne la mobilisation du 16 octobre et celles qui pourraient être décidées par la suite», explique Carole Couvert, la secrétaire générale.

«On a eu vingt-quatre heures pour se positionner et personne ne nous a informés des résultats», critique Philippe Jaeger. Selon Carole Couvert, 80% des fédérations auraient répondu. Parmi elles, seules 40% auraient exigé de sortir de la contestation. Qu'importe, le président de la métallurgie, Gabriel Artero, a demandé officiellement à ses troupes de rester chez elles les 16 et 19 octobre. Une prise de position prémonitoire puisque Carole Couvert a annoncé dans Le Figaro que la CFE-CGC ne s'associerait plus à des appels à la mobilisation après le vote de la loi au Sénat cette semaine. «On a d'autres combats à mener, notamment devant le Conseil constitutionnel où nous voulons contester les dispositions relatives à la médecine du travail», justifie la secrétaire générale. (Lefigaro.fr 18.10)

Quel avenir le capitalisme réserve-t-il aux cadres et techniciens ? Le même qu'à la classe ouvrière et au reste de la population.

2.2- PS. Le piège se referme sur le PS.

Il y a des engagements qu'on n'est pas prêt à prendre au sein de la gauche du PS: accepter sans rien dire l'allongement de la durée de cotisation à 41 ans et demi pour financer le système de retraites. Alors, lorsque Martine Aubry a cherché à clarifier la position du Parti socialiste sur la réforme des retraites, jeudi dernier sur France 2, en précisant que les socialistes y étaient favorables, la première secrétaire en a inquiété plus d'un.

À les entendre, le message est mal perçu en pleine mobilisation sociale. «*Avant, dans les manifestations, on n'entendait qu'un "Non à Dominique Strauss-Kahn". Maintenant, on entend aussi "Non aux 41 ans et demi"*», rapporte un membre du courant de Benoît Hamon. Cela grincerait donc. «*L'électorat s'interroge sur notre volonté réelle à faire une autre réforme des retraites*» que celle du gouvernement, poursuit-on. Le retour à un âge de départ à 60 ans serait une promesse inaccessible pour le plus grand nombre.

«*Martine Aubry va dans le mur*», s'alarme donc le maire du XIV^e arrondissement de Paris, Pascal Cherki. «*Affirmer une position sur les 41 ans et demi, c'est nous mettre en décalage avec la mobilisation sociale. Au moment du contrat première embauche, est-ce qu'on a dit qu'on était d'accord avec une partie du projet du gouvernement?*» Dimanche soir, il a publié sur son blog un message éloquent à destination de la première secrétaire, intitulé: «*J'ai un doute*». Dans l'entourage de Benoît Hamon, Razzy Hammadi, secrétaire national aux services publics, s'interroge aussi: «*La différence avec la droite ne peut pas être une question de curseur.*»

L'inquiétude est là: la gauche du Parti socialiste craint plus que tout la non-différenciation politique. «*Une partie de notre électorat risque de s'abstenir si on donne le sentiment que le PS c'est la droite en moins pire*», explique-t-on. On attend une mise au clair avec la première secrétaire, mais pas lors d'un bureau national. Hors de question de mettre en scène une division, promet-on.

Pour Martine Aubry, la fronde de son aile gauche risque d'être gênante, au-delà du débat sur les retraites. Sa candidature potentielle aux primaires est portée notamment par le courant de Benoît Hamon et d'Henri Emmanuelli qui défendent la «*légitimité*» de sa candidature. Ils ne souhaitent pas voir la ligne de Dominique Strauss-Kahn l'emporter. (Lefigaro.fr 18.10)

Ils se foutent du monde !

Ces gens sont de mauvaise foi ou ils racontent n'importe quoi, car si "*avant, dans les manifestations, on n'entendait qu'un "Non à Dominique Strauss-Kahn"*", nous avons tous entendu Aubry maintes fois répéter qu'elle était sur les mêmes positions que Strauss-Kahn, elle a même été jusqu'à dire que Strauss-Kahn ou elle c'était du pareil au même, pour ceux qui n'auraient pas encore compris sur quelle ligne elle était.

Que disent les bifeckards Hamont, Hammadi et Emmanuelli ? Il fallait la fermer sur l'allongement de la durée de cotisation, rendez-vous compte nous sommes sur la même position que l'UMP, il fallait laisser passer tranquillement cette contre-réforme après plus personne n'y aurait pensé. On faisait soutenir du bout des lèvres la mobilisation des travailleurs en espérant qu'elle s'essouffle rapidement et basta. Comment allons-nous faire pour tromper ensuite les électeurs en 2012, vous vous rendez compte dans quelle situation vous nous mettez, CQFD.

Le PS n'est pas en "*décalage avec la mobilisation sociale*" il y est étranger puisqu'il s'aligne sur l'UMP, son camp naturel !

Pour la clique à Aubry, l'essentiel c'est que Sarkozy fasse passer sa loi, pour l'autre clique que représente Hamon, l'essentiel ce sont les postes ministériels en 2012. Où y-a-t-il trace d'un parti ouvrier dans tout cela ? Les travailleurs ne sont pas dupe, alors ils s'affolent ! Cohn-Bendit exprime la même crainte d'une autre manière ci-dessous.

2.3- Europe Ecologie

«*Aujourd'hui, la situation est quand même très compliquée puisque le gouvernement va tenir. Donc, si on dit grève générale, on dit on tient jusqu'à la démission du gouvernement*» a expliqué Daniel Cohn-Bendit (Europe Ecologie) ce midi sur RTL. «*Ça serait catastrophique que le gouvernement ne plie pas, que ces grèves soient pour du beurre et qu'il n'y ait pas vraiment préparation d'une alternative réelle crédible*». (Libération.fr 18.10)

Il prédit déjà que "*le gouvernement va tenir*", qu'en sait-il après tout, il exprime en réalité un souhait, le sien !

2.4- Sondage.

Selon un sondage lundi, 71% des Français expriment leur soutien ou de la sympathie pour la journée de mardi organisée par l'intersyndicale. (20minutes.fr 18.10)

International.

1- Grèce.

Bravant ouvertement l'interdiction de fumer dans les lieux publics, gérants de bars et de restaurant ont symboliquement remis lundi en Grèce des cendriers sur les tables de leurs établissements.

Les restaurateurs refusent d'appliquer l'interdiction de fumer, prise et ignorée à plusieurs reprises ces dernières années dans ce pays de grande tabagie. Ils expliquent qu'elle fera fuir les fumeurs à un moment où le secteur de la restauration est durement frappé par la crise financière et les mesures d'austérité.

La plupart des cafés et bon nombre de restaurants ont tranquillement ignoré cette interdiction, entrée en vigueur le 1er septembre, en autorisant leur clientèle à fumer en salle après avoir, dans un premier temps, supprimé les cendriers.

Lundi, les restaurateurs, cafetiers et limonadiers ont franchi une nouvelle étape en proclament ouvertement leur refus d'appliquer la loi malgré des menaces d'amendes et de retrait de licence.

Le ministère de la Santé a fait savoir que les pouvoirs publics étaient résolus à faire appliquer l'interdiction, tout en n'imposant pas dans l'immédiat les amendes, disant préférer la pédagogie et la persuasion à la sanction.

Le gouvernement réexaminera pour sa part sa stratégie en la matière en décembre.

Les Grecs sont les plus gros fumeurs d'Europe, avec plus de 40% d'adeptes du tabac. Ils dépensent chaque année 4,5 milliards d'euros pour le tabac, à peu près autant que pour leur facture d'électricité. (Reuters 18.10)

Rejeter la Constitution et les lois en vigueur, ne pas les respecter, c'est remettre en cause la légalité, la légitimité de l'Etat et du régime qu'il incarne... C'est l'une des étapes par laquelle passera le combat de la classe ouvrière quand elle s'engagera sur le chemin qui la mènera à la prise du pouvoir.

La légalité est du côté de la classe qui peut se prévaloir d'un rapport de forces favorable, habituellement la classe qui détient le pouvoir, jusqu'au moment où la lutte de classe du pro

létariat ou le rejet du pouvoir en place prend une telle ampleur qu'ils entraînent un basculement de ce rapport de forces, dès lors la légalité change de camp. Voilà un bon exemple de dialectique.

2- Suède.

Les autorités suédoises ont rejeté lundi une demande de permis de travail et de résidence pour Julian Assange, fondateur du site internet Wikileaks spécialisé dans la divulgation de documents ultraconfidentiels sur la politique militaire des Etats-Unis en Afghanistan et en Irak.

Assange, qui est Australien, a choisi de s'installer en Suède pour profiter de la législation très stricte dans ce pays sur la protection des sources des journalistes.

Hakan Gestrin, porte-parole du Service suédois des migrations, qui a annoncé la nouvelle, n'a pas fourni de raison pour ce refus en invoquant le caractère confidentiel de la décision. (Reuters 18.10)

Effectivement et pas seulement en Suède, en France également et sans doute d'autres pays. Le service des visas d'une ambassade ou d'un consulat peut rejeter votre demande de visa sans avoir à le justifier, c'est le règne de l'arbitraire le plus total puisque vous n'avez aucun recours, et il faut savoir aussi qu'après un refus, ce refus figure dans votre dossier, il est donc impossible de faire une nouvelle demande de visa sans qu'elle paraisse suspecte et soit rejetée également le plus souvent.

Il est étrange que cette personne soit en possession de tels documents, cela pose de nombreuses questions auxquelles nous ne pouvons pas répondre. Qui lui a adressé et dans quel but précis ? Qui est vraiment Julian Assange ?

Economie.

Etats-Unis.

1-Trompe l'oeil.

Citigroup a annoncé lundi avoir dégagé un bénéfice trimestriel meilleur qu'attendu à la faveur d'un ralentissement de ses pertes de crédit (2,2 milliards de dollars, soit 1,6 milliard d'euros), mais son produit net bancaire est ressorti moins élevé qu'espéré et les analystes se demandent si la crise des saisies immobilières ne pourrait pas peser sur les résultats à venir.

Le produit net bancaire (PNB) a légèrement progressé par rapport à l'an dernier, à 20,7 milliards de dollars, mais a reculé si on le compare à celui de la période d'avril à juin, la banque ayant dû puiser dans ses réserves pour couvrir des créances douteuses.

Citigroup explique que son PNB, qui ressort en deçà de ses performances des deux premiers trimestres de cette année, a souffert d'une chute de son activité de trading et de pertes sur des couvertures de dérivés de crédit.

Comme JPMorgan, Citigroup ne doit sa performance trimestrielle qu'à la baisse de ses provisions sur créances douteuses.

Les analystes se demandent pendant combien de temps les bénéfices des banques vont encore croître si le ralentissement économique se traduit par une faiblesse de la demande de crédit et un niveau relativement élevé de pertes de crédit.

"C'est actuellement un problème pour toutes les banques, elles ont du mal à accroître leur activité", souligne Matt McCormick, gérant de portefeuille chez Bahl & Gaynor Investment Counsel.

"Réduire les provisions pour créances douteuses n'est pas une chose que l'on peut répéter indéfiniment."

Après déduction du montant de provisions pour pertes sur crédit, le montant des prêts en cours de Citigroup a reculé de 5,5% en raison de la baisse de la demande de crédit émanant des particuliers. Pour l'heure, la situation pour les entreprises reste meilleure. (Reuters 18.10)

2- La reprise... à reculons ! La production industrielle aux Etats-Unis a reculé de 0,2% en septembre.

Le taux d'utilisation des capacités de production a légèrement reculé à 74,7% en septembre (taux révisé à 74,8% en août). S'il est à 4,2 points au-dessus de son niveau d'il y a un an, il reste 5,9 points sous son niveau moyen de la période 1972-2009. (Reuters 18.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 octobre

J'actualise le site à nouveau après avoir reçu plusieurs documents.

La situation en France vue par la presse internationale.

- "*Situation explosive*", titre le Financial Times au dessus de la photo d'une voiture incendiée à Nanterre, près de Paris. S'il est le seul de la presse britannique à consacrer sa Une aux événements, son ton donne le la.

- Le tabloïde The Daily Mail choisit la même illustration pour titrer: "*les rues françaises en feu*". "*La France dans le chaos*", pour le Daily Telegraph. "*Epreuve de force entre Sarkozy et des +guérilleros urbains+*", juge le Times.

- "*La révolte de la France qui fait le siège de Sarkozy*", titre de son côté le quotidien La Repubblica (gauche), seul des grands journaux italiens à évoquer en Une la grogne sociale en France.

- "*Des millions de citoyens dans les rues contre la réforme des retraites. Des travailleurs qui risquent leur emploi mais aussi des étudiants qui craignent pour leur avenir. Les grèves dans les transports et le carburant sur le point de finir. C'est l'automne chaud du président, assiégé par ceux qui l'avaient élu et jamais aussi bas dans les sondages*", résume le quotidien.

- "*La France bloquée, Sarkozy ne fait pas marche arrière*", écrit le Corriere della Sera (centre), principal tirage d'Italie.

- Pour l'espagnol ABC (conservateur), qui loue le "*courage*" du président Nicolas Sarkozy, "*les graves incidents en France (...) sont plus qu'une manifestation de rue contre une mesure concrète: c'est l'avenir de l'Etat providence qui est en question parce que la crise économique a déclenché toutes les alarmes sur un système (...) maintenant incapable de répondre aux attentes qu'il a suscitées*".

- Mais pour Publico (gauche) "*la position prédominante dans l'opinion publique semble indiquer que, en dépit d'accès de violence indésirables lors des manifestations, ceux-ci sont la conséquence d'un climat généré par une violence bien plus grande: celle d'un libéralisme économique sauvage*".

- "*Emeutes en France*" au dessus d'une photo de jeunes manifestants poursuivis par des forces de l'ordre: les grèves et échauffourées se retrouvent en Une du quotidien allemand Berliner Zeitung.

- La Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ) publie un cliché d'un dépôt de fioul et gazole à Caen (ouest) bloqué par des manifestants et se demande: "*Le Pirée? Caen!*" en référence à la crise grecque il y a un an.

- "*La France victime de grèves et d'émeutes*" titre également le conservateur Die Welt tandis que le quotidien du sud de l'Allemagne, Süddeutsche Zeitung, insiste sur "*Le feu de la colère*".

- Sur son édition internet, der Spiegel s'exclame: "*Mutinerie de Français frustrés contre Sarkozy*".

- Le danois Politiken titre, "*les Français sur les barricades pour le sixième jour*".

- En Norvège, le journal d'affaires Dagens Naeringsliv fait le parallèle entre la France et la Grande Bretagne pour mettre en valeur leurs différences.

- "*Demain à Londres, le gouvernement va annoncer une réduction révolutionnaire des prestations sociales. A Paris, on redoute une révolution d'un genre plus classique*", écrit un des éditorialistes.

- "*Le Premier ministre britannique David Cameron a réussi à faire comprendre la crise (à son opinion publique), ce qui n'est pas le cas du président français Nicolas Sarkozy. Il faut dire que c'est peut-être impossible*", ajoute-t-il, doutant des aptitudes des Français à se réformer.

La suite peut-être en fin de journée, le site est à votre service. C'est parti !

Causerie du matin

Pas de causerie, pas le temps.

Retraites.

1- Mobilisation.

1.1- Les manifs.

- 277 manifestations étaient prévues ce mardi, un peu partout en France.

- A Paris : 60.000 personnes, selon une première estimation de la préfecture de police à 15 heures. La CGT en annonce 330.000.

- A Toulouse : 155.000 manifestants selon les syndicats, 35.000 pour la préfecture.

- A Lyon : 45.000 manifestants d'après les syndicats, 18.000 selon la police.

- A Bordeaux : entre 140.000 et 34.000 manifestants.

- A Marseille : entre 240.000 et 23.000 personnes.

- A Rennes : entre 26.000 et 50.000 personnes.

- A Brest : entre 11.000 manifestants et 20 000 manifestants. Ouest France en compte 15.000.

1.2- Les différents secteurs en grève.

- Un tiers des agences de la Brink's sont touchées par la grève.

- La moitié des 520 éboueurs de la Communauté urbaine de Toulouse (CUT) étaient en grève mardi matin avec l'objectif de durcir le mouvement de contestation de la réforme des retraites. Guy Mongin, secrétaire CGT, a précisé que les éboueurs en grève n'avaient pas effectué le ramassage des ordures et que les non grévistes n'avaient pas pu vider leurs camions à l'usine d'incinération de Monlong (sud de Toulouse), bloquée par un piquet de grève.

- Le Centre régional de transport (CRT) de Lesquin, importante plate-forme de transport et de logistique de la région lilloise est bloqué.

- Transports ferroviaires : 30,4 % des agents étaient en grève mardi selon la direction de la SNCF.
- RATP : 9 % des personnels étaient en grève.
- Dans les bus et sur les lignes de tramway, le trafic est quasi normal, annonce la RATP.
- Aéroports : la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) a demandé la réduction de 50 % du programme de vols à Orly et 30 % dans les autres aéroports métropolitains. A l'aéroport de Lyon, 112 vols ont été annulés, soit 31 % du trafic total. A Bordeaux, l'accès à l'aéroport a été coupé durant plus de deux heures dans la matinée par des manifestants de la CGT, FO, SUD, FSU et de la CNT. Ils ont mis fin à leur action sans intervention des forces de l'ordre. La fédération CGT des transports veut mobiliser les salariés des aéroports partout en France mercredi pour une journée de grève contre la réforme des retraites, a-t-elle indiqué mardi dans un communiqué.
- Poste et telecoms : le taux de grévistes est de 10,23 % selon la direction. SUD PTT annonce un taux de grévistes de près de 25 %.
- Energie : la baisse de la production d'électricité liée aux mouvements sociaux représentait 5 200 mégawatts mardi matin, a annoncé la CGT, dont 3 000 MW dans le nucléaire.
- Les 12 raffineries du pays ont reconduit la grève. Onze sont à l'arrêt et la dernière, celle d'Exxon à Fos-sur-mer, près de Marseille, fonctionne partiellement au débit minimum. La grève continue également dans les terminaux pétroliers de Fos-Lavera. Les dépôts de Bassens, Toulouse, Brive, Portes-les-Valences, Nanterre, Ouistreham, Rubis et Genevilliers sont bloqués, a-t-on appris de sources syndicales et pétrolières.

Sur les réquisitions, la direction de Total ne fait aucun commentaire, elle se borne à dire que l'entreprise exécute une injonction du préfet. Les grévistes, eux, dénoncent une volonté du gouvernement de "*casser le mouvement*", qui renforce leur résolution. "*Je n'ai jamais vu une détermination comme celle-ci, assure Franck Manchon, délégué CGT, la question de savoir si on continue ou non la grève ne se pose même plus.*"

Sur les 12 500 stations-service que compte la France, au moins 2 750 sont en rupture de carburant (1 000 stations Total, 750 stations Intermarché, 1 000 stations d'indépendants), selon des sources officielles.

- Le ministère de l'éducation nationale a annoncé que 379 lycées étaient perturbés. Selon la FIDL, plus de 1 200 lycées sont mobilisés et 850 bloqués.

Douze des 83 universités ont voté la grève pour ce mardi, dont cinq avec des mesures de blocage, selon l'UNEF, premier syndicat étudiant. Le ministère fait état dans la matinée de quatre universités entièrement bloquées (Bordeaux-3, Paris-8, Pau et Rennes-2) et de deux partiellement (Caen et Tours), Lyon-2 étant fermée administrativement par la direction. De son côté, l'UNEF assure que dix universités étaient bloquées, six entièrement (Bordeaux-3, Clermont-2, La Havre, Montpellier-3, Paris-8 et Pau) et quatre partiellement (Caen, Orléans, Poitiers, Tours). De nouvelles assemblées générales sont prévues à la mi-journée.

Les enseignants sont 13,95 % à faire grève mardi, dont 14,14 % en primaire et 13,79 % dans le secondaire, selon le ministère de l'éducation nationale, soit moins que lors des précédentes journées. Selon le Snuipp-FSU, principal syndicat du primaire, le nombre d'enseignants grévistes dans les écoles (maternelles et élémentaires) était de 31 %.

- Plusieurs affrontements entre les forces d'ordre et les dockers ont eu lieu mardi matin au Havre (Seine-Maritime) lors de la manifestation contre la réforme des retraites, a-t-on appris auprès de la police.

Les affrontements se sont déroulés en fin de matinée en tête du cortège. Des pierres et des pavés ont été lancés en direction des CRS qui ont répliqué par des bombes lacrymogènes.

A l'issue de cette manifestation, la CGT du port du Havre a lancé un appel à la grève générale sur la zone portuaire qui sera, selon les syndicats, impossible d'accès mercredi matin.

Selon la CGT, plus de 60.000 manifestants ont défilé dans les rues du Havre mardi matin, 15.000 selon la police.

2- Déclarations.

2.1- CGT.

Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, a appelé le gouvernement à "*entendre l'ampleur de cette protestation*" contre

la réforme des retraites et à accepter "des négociations avec les syndicats".

"Soyez raisonnable, acceptez les discussions avec les syndicats, ne vous enfermez pas dans ce choix unilatéral", a déclaré le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault.

"La mobilisation nous permettra d'envisager d'autres initiatives", a souligné Bernard Thibault.

2.2- FO.

Jean-Claude Mailly, leader de FO, appelle à "24 heures de grève public-privé, de manière coordonnée et unifiée" pour poursuivre le mouvement.

2.3- FSU.

La secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison, constatant que "la contestation s'amplifie", envisage une "nouvelle mobilisation nationale" contre la réforme des retraites qui, une fois votée au Sénat, "restera injuste".

2.4- CFE-CGC

Le président de la CFE-CGC Bernard van Craeynest a estimé mardi que face aux "dérapages" et "débordements", "il faudra sans doute marquer une pause pour réorienter (les) actions" des syndicats, mardi au départ du défilé parisien contre la réforme des retraites.

2.5- UNL et la Fidl.

L'UNL et la Fidl, les deux principales organisations lycéennes, ont annoncé mardi les lycéens à une nouvelle journée nationale d'actions jeudi, pour «amplifier la mobilisation» contre la réforme des retraites «de manière pacifique».

2.6- Comédie et regrets

«Dès le départ, le gouvernement a mis en place une "concertation" qui n'en avait que le nom, peste Jacques Voisin, le président plutôt modéré de la CFTC. Un dialogue de sourds dont nous n'avions d'éventuels retours que par médias interposés.»

Même sentiment de «vrai gâchis» pour le réformiste Alain Olive, responsable de l'Unsa : «Je ne dis pas que la négo aurait été facile mais là, le pouvoir a délibérément choisi de mettre les syndicats hors jeu». Un choix rendant «impossible la recherche d'un compromis social» et laissant «les acteurs politiques seuls maîtres du jeu». Même quand il s'est agi d'adoucir le texte, «le ministre du Travail refermait aussitôt les portes que nous essayions d'entrouvrir», rapporte Laurent Berger, de la CFDT. Du coup, et à défaut de dialogue social, «le pouvoir a décidé d'attendre de voir à chaque manif s'il y aurait plus de monde, avant de lâcher quelque chose, décrypte un dirigeant syndical. Mais en procédant ainsi, il a créé lui-même un climat de surenchère».

«Nicolas Sarkozy a privilégié un clivage politique, où les partenaires sociaux n'ont pas leur place, analyse un dirigeant confédéral. Mais en matière sociale, on ne joue pas sans les corps intermédiaires, ou alors nous n'avons plus de raison d'être.» Reproche identique à la CGT : «Le Président a politisé la réforme dès le début, la présentant comme un marqueur de son quinquennat, explique Eric Aubin. Une grosse erreur qu'il paie aujourd'hui dans la rue.» Même la CGC (syndicat des cadres), favorable au recul de l'âge légal et qui devrait quitter l'intersyndicale après le vote de la loi, n'a pas eu de mots assez durs contre le gouvernement ces dernières semaines. Quant au responsable de l'Unef (étudiants), il n'a pas été reçu une seule fois par le ministre du Travail, Eric Woerth, «alors que nous en avons fait la demande à plusieurs reprises, se plaint son président, Jean-Baptiste Prévost. A croire que le tête à tête entre jeunes et police les arrange».

Sarkozy se retrouve désormais seul face à la base. «Avec la mobilisation d'aujourd'hui, impossible de ne pas appeler à une nouvelle journée», glissait un dirigeant réformiste hier, pourtant tenté de lever le pied après le vote de la loi demain. «En nous marginalisant, Sarkozy a ainsi transféré le pouvoir à la rue.» Problème : la rue, elle, ne négocie jamais.

Commentaire.

On ne peut pas imaginer un seul instant que cette racaille n'ait pas compris que Sarkozy n'avait pas le choix et qu'il ne lâcherait pas, et que par conséquent il n'y avait rien à négocier avec lui. Ils lui reprochent de s'y être mal pris, mais pouvait-il s'y prendre autrement, non évidemment, cela aurait été inutile de chercher un autre moyen pour faire passer cette loi scélérate, puisque le contenu aurait été le même, et c'est sur son contenu que les masses se sont mobilisées et non sur la manière de l'avoir présentée, les masses sont pragmatiques avant tout... et lucides pour peu qu'on les éclaire, les appareils à côté sont de vulgaires illusionnistes à l'image de leur maître, Sarkozy.

2.7- PS.

Le Parti socialiste négocierait avec les syndicats sa position sur la durée de cotisation pour obtenir une retraite s'il accédait au pouvoir en 2012, a dit mardi son porte-parole Benoît Hamon.

"Le Parti socialiste a arrêté une position. La question c'est : s'il vient au pouvoir, cette position, la négociera-t-il ou pas ? Evidemment que oui. Il la mettra en débat", a-t-il dit.

"Si demain les conditions économiques sont réunies pour qu'on le fasse, bien évidemment qu'on préférera faire travailler les salariés 40 ans que 41 annuités et demie ou 42 ans", a-t-il ajouté.

Un appel au dialogue, lancé ce mardi par Laurent Fabius, qui pointe les «risques de débordements».

Le PS mise aussi sur l'ampleur des cortèges pour peser sur le choix des sénateurs: «Plus la mobilisation sera déterminée, puissante, sereine, plus le Sénat sera en situation de demander au gouvernement de reprendre le dialogue», espère Ségolène Royal.

«Les socialistes doivent être clairs. Nous ne reviendrons pas à la retraite à 60 ans de type 1981», assène Manuel Valls. Chargée des retraites au PS, la députée strausskahnienne Marisol Touraine renchérit: «Il est bon d'être crédible lorsqu'on s'approche de l'élections présidentielle, ne pas être uniquement dans la posture de contestation ».

«Le PS ne peut pas être le parti de la rue », gronde de son côté un cadre strausskahnien qui éloigne aussi sec le spectre du retour de la division au PS. «Quand on dit "unité, unit !", ce n'est pas artificiel», jure-t-il.

Commentaire

«Le PS ne peut pas être le parti de la rue » et à la fois celui du capital et de la Ve République, logique en somme !

Le voile de l'illusion du parti ouvrier se déchire, faisons en sorte qu'il tombe !

Nous avons bien lu : "si demain les conditions économiques" sont réunies, le PS reviendra sur l'allongement de la durée de cotisation, comme l'on sait par avance que tel ne sera pas le cas en 2012, cela signifie qu'il ne reviendra pas sur cette loi. Il indique par là ouvertement qu'il est subordonné au capitalisme.

Que "négocie" discrètement dans le dos des travailleurs le PS avec les dirigeants syndicaux : la neutralité du mouvement ouvrier et la paix sociale à partir de 2012 pour que les capitalistes puissent tranquillement continuer à vaquer à leurs occupations... comme en 81 ? A votre avis, que peut-il négocier d'autres ? Il risque d'y avoir une erreur de timing dans leur scénario car la situation économique et sociale n'est plus la même, depuis la crise du capitalisme n'a cessé de s'amplifier...

2.8- PCF.

Le PCF accusait aussi, lundi, le gouvernement de jouer «la carte de l'exaspération, de la tension et du pourrissement du conflit». Et appelait le Président à «retirer son projet de loi et [à] reprendre les discussions».

Commentaire

Toujours fidèle à lui-même, on ne se refait pas !

2.9- Gouvernement.

Le président de la République a annoncé qu'il tiendrait « une réunion dès (son) retour à Paris pour débloquer un certain nombre de situations, car il y a des gens qui veulent travailler, c'est même l'immense majorité, et qui ne doivent pas être privés d'essence, ça ne doit pas exister dans une démocratie. »

Le Premier ministre, la «négation de la démocratie et du pacte républicain»: «personne n'a le droit de prendre en otage un pays tout entier.»

Commentaire

La démocratie est du côté de l'immense majorité des exploités toutes couches confondues qui rejette le projet du gouvernement,

et non du côté d'un chef de l'Etat et d'un gouvernement ultra minoritaire et illégitime.

"La Constitution de notre République prévoit le droit de grève qui doit être respecté, elle ne prévoit pas le droit de bloquer le pays, son économie et ses emplois", a déclaré le Premier ministre François Fillon à l'Assemblée nationale.

Commentaire

Il a raison, la Constitution a pour fonction de permettre à l'Etat pour le compte de la classe dominante d'exploiter et d'opprimer tranquillement les classes dominées, et il est normal qu'il ne puisse pas admettre que la grève remette en cause le bon fonctionnement de l'économie capitaliste et soit l'antithèse de l'ordre établi.

Le patron des députés UMP, Jean-François Copé, mise donc sur un vote définitif par le Parlement «mardi (26) ou mercredi (27) ou en tout cas en milieu de semaine prochaine».

2.10- Sondages.

- Le duo de l'exécutif bat des records d'impopularité depuis mai 2007, en pleine contestation contre la réforme des retraites, selon le baromètre BVA-Orange-L'Express-France Inter publié mardi.

Nicolas Sarkozy recueille 69% de mauvaises opinions, battant de cinq points le record atteint au mois de septembre. Il recueille 30% de bonnes opinions (- 2 points), un autre record à la baisse depuis mai 2007.

L'impopularité de François Fillon est en hausse de quatre points à 52%. Pour la première fois depuis sa nomination à Matignon, plus d'un Français sur deux désavoue le Premier ministre. (Reuters 19.10)

- Les Français soutiennent la mobilisation contre la réforme des retraites et désapprouvent la fermeté de Nicolas Sarkozy face aux grèves et manifestations, selon un sondage Viavoice à paraître mercredi dans Libération.

Une majorité souhaite que le projet de loi soit partiellement modifié (61%) ou profondément modifié (60%) et 79% souhaitent une reprise des négociations avec les syndicats.

Les grèves et manifestations sont approuvées par 67% des Français, la mobilisation des jeunes par 51% et les grèves dans les transports en commun par 50%. En revanche, le blocage des raffineries est désapprouvé par 54% des Français .

Soixante-cinq pour cent des Français désapprouvent "la fermeté de Nicolas Sarkozy face aux grèves et aux manifestations".

Seuls 18% des Français sont contre une reprise des négociations, 34% sont contre une modification partielle du projet de loi et 37% contre une modification profonde.

Un retrait complet du projet est souhaité par 43% des Français et rejeté par 53% d'entre eux. (Reuters 19.10)

2.11- Titres et regard des médias en France.

- Nouveau record d'impopularité pour Sarkozy - L'Express

- La cote de popularité de Sarkozy au plus bas depuis 2007 - LeMonde.fr

- Nicolas Sarkozy récolte 61% d'opinions négatives, selon un sondage - AP

- Nicolas Sarkozy jamais aussi... impopulaire - Le Post

- Séquence inquiétante pour la majorité. Le rêve élyséen d'une réforme des retraites adoptée au forceps, permettant d'asseoir l'image d'un président courageux, est en passe de virer au cauchemar. - Libération

- Rien n'est écrit, comme le rappelle Dominique Seux dans *Les Echos*: "La division syndicale, elle, est possible, probable, mais pas certaine. Thibault et Chérèque ont fait cause commune jusqu'à maintenant, et la CFDT ne va pas vouloir donner l'impression de reculer. Donc, c'est le flou sur leurs stratégies à eux". Mais ces stratégies ressemblent d'ores et déjà à des stratégies de sortie de crise. "Tous les leaders savent que Nicolas Sarkozy ne cédera pas et cherchent le moyen de sortir de ce conflit sans trop de casse", décrypte ainsi un expert en relations sociales cité par *Le Figaro*.

- Malgré les derniers débordements, ce soutien "*gagne même en fermeté*", selon Jérôme Fourquet, directeur adjoint du département Opinion de l'institut de sondages Ifop. Il agrège en fait des mécontentements plus larges, de l'affaire Woerth-Bettencourt au bouclier fiscal, qui viennent nourrir le thème de l'injustice, choisi par les syndicats pour dénoncer la réforme des retraites. Jusqu'à quand?

- "*Le soutien populaire à l'action des syndicats a atteint son apogée la semaine dernière et devrait retomber*", explique Jérôme Sainte-Marie, directeur du département Opinion de l'institut de sondages CSA à L'Expansion.com. Selon lui, "*la pénurie d'essence, les blocages routiers et surtout les risques de débordements et de violences liés à l'entrée des jeunes dans le mouvement, qui échappent au contrôle des syndicats, peuvent faire se retourner une grande partie de l'opinion publique.*" Mais on n'en est pas encore là.

- Edwy Plenel, le patron du site d'information Mediapart, remplacera le chroniqueur Eric Naulleau dans le prochain numéro d'On n'est pas couché, le talk show de Laurent Ruquier diffusé chaque semaine sur France 2, signale l'AFP.

Par conséquent, comme la société de Catherine Barma produit On n'est pas couché pour le compte de France 2, une rémunération de la pige de Plenel signifierait que France Télévisions se retrouverait à payer Mediapart. Une situation un brin cocasse, moins d'un mois après un échange musclé entre le patron du service public, Rémy Pflimlin, et Edwy Plenel! Le JDD.fr rapportait alors que Pflimlin s'en était pris à Mediapart en critiquant la façon dont le site avait traité l'affaire Woerth-Bettencourt. (Slate.fr 19.10)

Mais en bon petit serviteur du régime et pour faire tourner son affaire subventionnée par l'Etat, donc l'UMP, entre temps Plenel a fait acte de contrition en déclarant qu'il y aurait en réalité encore moins de manifestants lors des journées de mobilisation que les estimations de la police. Cela vous ouvre bien des portes ! On se demande comment ce genre d'individus peut encore se regarder dans un miroir. Au lieu de payer un abonnement à Mediapart pour accéder à tous leurs articles, participez au financement du site indépendant de l'Etat *La voix de l'opposition de gauche* !

2.12- Vu de l'étranger.

- En regardant Fox News et CNN ces derniers jours, le téléspectateur américain ne peut arriver qu'à une conclusion: la révolution n'est pas loin.

- Même refrain côté britannique: «*De nombreuses personnes craignent une répétition des événements de mai 68*», lâche le *Daily Mail*

- *The Guardian* titre également sur «le spectre de 1968» tandis que *The Independent* fait l'amalgame avec les émeutes de 2005.

(source : AP, Reuters, Lexpress.fr, Libération.fr, Lefigaro.fr, Lepoint.fr, 20minutes.fr, Lepost.fr 19.10)

Economie.

1- Chine.

À trois jours de la réunion des ministres des Finances du G20, en Corée la Chine relève ses taux d'intérêt de 0,25 %. Les taux de dépôt et de prêt à un an sont relevés chacun d'un quart de point, à respectivement 2,5% et 5,56%. Une première depuis 2007. Pékin accepte ainsi de voir le yuan s'apprécier un peu. Le dollar remonte face à l'euro et à la livre.

Les cambistes estiment que le relèvement des taux d'intérêt, signe avant coureur d'une appréciation du yuan, s'inscrit dans le cadre d'un accord entre Pékin et Washington sur les changes, visant à freiner la glissade du dollar.

L'annonce de Pékin intervient en effet au lendemain d'une déclaration du secrétaire américain au Trésor, Tim Geithner, assurant que les États-Unis ne dévaluaient pas le billet vert pour devenir compétitif. «*Ce n'est pas une stratégie faisable, viable, nous ne ferons pas*», a martelé Tim Geithner, alors que la Fed semble décidée à faire marcher la «*planche à billets*» en rachetant des bons du Trésor, pour aider l'économie américaine à se redresser.

Le Trésor américain a annulé vendredi la publication d'un rapport dans lequel il était susceptible d'accuser la Chine de manipuler sa monnaie.

En position d'accusé avant le G20, le «G2» -Chine-Etats-Unis- semble s'être entendu en coulisse pour jouer l'apaisement sur la guerre des changes.

"*La récente hausse de l'inflation (3,5% sur un an en août) a conduit les taux (d'intérêt réel) en territoire négatif et je pense que c'est la raison pour laquelle la banque centrale a dû relever ses taux aussi rapidement*", souligne Zhu Jiangfang, chef économiste chez CITIC Securities. (Lefigaro.fr et Reuters 19.10)

2- Etats-Unis.

2.1- Chez Goldman Sachs, les revenus tirés du trading obligataire, de devises et de matières premières ont diminué de 37% à 3,77 milliards de dollars. Ceux du seul trading actions ont plongé de 43% à 1,05 milliard de dollars.

En dépit de ces vents contraires, la banque new-yorkaise a dépassé les attentes des analystes en publiant un bénéfice par action de 1,9 milliard de dollars.

Autre bonne nouvelle pour Goldman, sa division de banque d'investissement a fait état d'un produit net de 1,12 milliard de dollars, en hausse de 24%.

Depuis l'adoption de la Volcker Rule, qui limite le champ d'action des banques en matière d'opérations pour compte propre, Goldman Sachs a décidé de démanteler sa division Principal Strategies Group, justement chargée de réaliser ce type d'opérations.

Elle s'est en outre lancée dans une opération de relations publiques destinée à redorer un blason terni par des accusations de fraude en provenance de la Securities and Exchange Commission, le gendarme américain de la Bourse.

Goldman Sachs a été accusé d'avoir créé et commercialisé un produit nommé Abacus, soit des titres de dette adossés à des crédits immobiliers subprimes, sans dire aux investisseurs qu'un fonds spéculatif avait aidé à choisir les titres sous-jacents au produit pour ensuite parier contre ce produit à la vente.

Pour éviter un procès, elle a accepté de verser 550 millions de dollars à la justice. (Reuters 19.10)

2.2- Bank of America (BofA) a fait état mardi d'un bénéfice d'exploitation trimestriel meilleur qu'attendu et d'une amélioration de la situation de son portefeuille de crédits.

Certains analystes se demandent toutefois si la plus grande banque des Etats-Unis par les actifs pourra continuer de dégager des bénéfices en réduisant ses provisions sur créances douteuses, si son coeur de métier n'affiche qu'une croissance atone.

"La baisse des provisions pour risque est une chose que nous relevons dans toutes les banques. Dans le cas de BofA, la question est de savoir si elle va pouvoir maintenir cette tendance", note Heinz-Gerd Sonnenschein, stratège chez Postbank.

Hors exceptionnels, le groupe bancaire a affiché un bénéfice net trimestriel de 3,1 milliards de dollars.

En incluant cependant une dépréciation de survalueur relative à son activité de cartes de crédit de 10,4 milliards de dollars, la banque affiche une perte nette de 7,3 milliards de dollars.

L'établissement avait déjà annoncé cette dépréciation lors de la publication de ses résultats du deuxième trimestre. Cette charge résulte d'une nouvelle loi limitant les frais bancaires sur les transactions réalisées avec une carte de crédit.

BofA estime qu'elle pourrait perdre entre 1,8 milliard et 2,3 milliards de dollars de recettes annuelles avec cette nouvelle réglementation.

Son produit net bancaire (PNB) s'est élevé à 26,9 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 2,2% par rapport à l'année précédente.

Comme ses concurrentes, Bank of America a annoncé une amélioration de ses perspectives en matière de crédit. Le montant net de ses provisions pour créances douteuses a baissé de 24% par rapport au deuxième trimestre, à 7,2 milliards de dollars et ses provisions pour pertes sur crédit ont été divisées par près de deux, à 5,4 milliards de dollars.

Mais certains moteurs traditionnels du profit de la banque calent quelque peu. Le produit net des intérêts a diminué pour le quatrième trimestre d'affilée, à 12,7 milliards de dollars, en recul de 3% sur le deuxième trimestre. La banque pense que cette baisse se poursuivra dans les trimestres à venir, mais à un rythme plus lent.

Le total des prêts a encore diminué, à 933 milliards de dollars au 30 septembre, en baisse de 2,4% sur le total au 30 juin, mais en hausse de 2% sur la période comparable de 2009. (Reuters 19.10)

International.

Chili. Patron criminel.

Les 33 mineurs, sauvés la semaine dernière au Chili après 69 jours à plus de 600 mètres sous terre, avaient demandé à sortir de la mine trois heures avant l'éboulement qui les a piégés le 5 août, en raison de bruits anormaux, mais leurs responsables le leur auraient interdit.

C'est ce qu'a révélé le député Carlos Vilches, de l'Union démocratique indépendante (UDI, majorité), membre d'une commission d'enquête sur les causes de l'accident. Le parlementaire se base sur le témoignage de l'un des "33", Juan Illanes, recueilli à l'hôpital de Copiapo (nord) après son retour à l'air libre. *"Il m'a signalé qu'ils ont commencé à entendre des bruits très forts à 11 heures. Ils ont demandé à sortir, mais on ne leur a pas donné l'autorisation. Ils pensent que les propriétaires et les gérants ont commis une négligence"*, a déclaré le député, cité mardi par le quotidien La Tercera. *"Les conditions et les risques étaient connus, mais ces messieurs ont fait comme si de rien n'était (...). La raison commandait de faire sortir" les mineurs*, a-t-il ajouté.

Deux autres rescapés, Omar Reygadas y Jimmy Sanchez, ont confirmé à la presse locale qu'il y avait un problème à l'intérieur du site de San José. *"La mine faisait du bruit et ils nous ont laissés dedans, mais je ne peux pas en dire plus"*, a raconté Jimmy Sanchez, le benjamin des mineurs (19 ans).

Omar Reygadas a expliqué qu'il avait entendu l'appel à l'aide lancé par le chef de quart Luis Urzua ou le contremaître Florencio Avalos pour avertir le directeur opérationnel de la mine, Carlos Pinilla, du problème. *"Pinilla savait très bien ce qui se passait dans la mine. Il ne peut pas le nier. Cela faisait plusieurs jours que ça grinçait"*, a affirmé le mineur, qui compte témoigner devant la commission d'enquête parlementaire. (Lepoint.fr 19.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 octobre

Deux brefs sujets en hors d'oeuvre aujourd'hui.

1- Bourgeois, la bourgeoisie, une terminologie obsolète appartenant au XIXe siècle ?

Lyon la bourgeoise connaît des scènes de "guérilla urbaine" titrait hier Reuters. Lyon *"une ville à la réputation bourgeoise"* pouvait-on lire encore dans cet article.

2- Rappel. En famille

Patrick Devedjian : *"j'ai été rapporteur du budget de la justice sous le gouvernement de Lionel Jospin"* (Lemonde.fr 20.10)

Ils ont vieilli, des pères bien inoffensifs, pour un peu on en oublierait leur parcours politique et ce qu'ils sont vraiment, à quelle école politique ils ont été formés, en 68 Devedjian faisait partie d'une organisation d'extrême droite, Occident, si je ne me trompe pas. Jospin le savait forcément sans que cela ne lui pose un problème.

Retraites.

1- Provocation-répression. Quand le mauvais exemple vient d'en "haut". Ils haïssent le prolétariat et sa jeunesse.

Hortefeux en visite à Lyon. Une dizaine de jeunes ont hué le ministre de l'Intérieur qui descendait la rue Victor Hugo et crié sur son passage *"fasciste"*, *"raciste"* ou encore *"t'es pas le bienvenu ici"*.

Trois d'entre elles ont été interpellées sur le champ par les forces de police qui entouraient le ministre. (Reuters 20.10)

- Allez, au hasard, vous trois par ici, vous êtes en état d'arrestation

- Mais et les autres ils criaient aussi

- Pas de discussion, c'est comme cela.

L'arbitraire le plus total quoi !

Et après cela ils voudraient que les jeunes qui manquent de repères ne commettent pas des actes individuels violents et aveugles et respectent un certain nombre de principes ? Ils voudraient que les jeunes respectent la police et les institutions, alors qu'ils piétinent leur droit à s'exprimer tout simplement avec des mots. Rappelons qu'Hortefoux a été récemment condamné pour des propos qualifiés de racistes.

Nous exigeons la libération immédiate et sans conditions de toutes les personnes arrêtées lors de manifestations organisées ou spontanées par un pouvoir minoritaire et illégitime.

2- Mobilisation.

- Les douze raffineries de métropole sont en grève.

- A Marseille, le préfet fait appel à 150 personnels de la Sécurité civile pour ramasser les ordures amoncellées dans les rues depuis le 12 octobre, début de la grève des éboueurs.

- A Toulouse, les éboueurs intensifient leur mouvement en bloquant quatre de leurs cinq dépôts, paralysant le ramassage des ordures dans la Communauté urbaine. Mercredi, seulement 5% des camions habituellement mobilisés ont pu sortir ramasser les ordures.

- A Marseille, aucun bus ni aucun tramway n'a circulé mercredi en raison du blocage des quatre dépôts de la ville.

- A Rennes, des chauffeurs de bus cessent le travail après avoir été victimes de gaz lacrymogènes tirés par les forces de l'ordre venues libérer l'accès du principal dépôt de bus de la ville.

- Education. Cent soixante-dix-huit lycées ont été bloqués mercredi par des élèves, selon le gouvernement, six cents selon l'Union nationale lycéenne.

Le blocage de l'université Lille III (lettres et sciences humaines) est voté pour jeudi, lors d'une assemblée générale qui a réuni 600 étudiants.

Une assemblée générale d'étudiants de l'université de Caen vote le déblocage de son principal campus, entamé lundi.

La poursuite de la grève jusqu'à vendredi midi est votée à l'université de la Sorbonne-Tolbiac (Paris).

3- Déclarations.

3.1- FO.

"*Ils sont enfermés dans leur tour d'ivoire, ce sont eux qui sont complètement bloqués*", a dit le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, sur Canal+.

3.2- CFDT.

Réaction à l'annonce d'un amendement du président du groupe centriste du Sénat, Nicolas About, en faveur d'«*un régime universel par points ou en comptes notionnels*». Jean-Louis Malys : «*Comme depuis le début, nous engrangeons tout ce que nous pouvons engranger.*»

3.3- Gaucheritude.

Les présidents des trois groupes de gauche au Sénat, où le vote sur le projet de réforme est prévu demain soir, demandent solennellement au président de la République de suspendre le débat et d'ouvrir une «*très large concertation*» avec tous les partenaires. «*Suspendez le débat, reprenez le chantier, saisissez ce moment, agissez avec sagesse*», implore le chef de file des sénateurs PS, Jean-Pierre Bel. «*Nous ne suspendrons pas les débats au Sénat*», répond Eric Woerth.

Que craignent-ils le plus : que la mobilisation continue et se radicalise ou que la classe finisse par s'en prendre aux institutions de la Ve République. Sans doute les deux à la fois, on les comprend.

3.4- Gouvernement.

- "*Mon devoir est de garantir le respect de l'ordre républicain au service de tous les Français*", a déclaré Nicolas Sarkozy en conseil des ministres.

Commentaire

Pas "*tous*", loin s'en faut puisqu'ils sont plus de 70% à rejeter votre projet de loi infâme sur les retraites et votre politique en générale.

- "*Dans quelques jours, la réforme des retraites sera la loi de la République*", a ainsi déclaré François Fillon lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

Commentaire

Une "*loi*", cela s'abroge, de gré ou de force !

- "*La réforme actuelle n'est ni de droite ni de gauche, c'est la réforme du bon sens*", a ajouté le Premier ministre. "*Dans quelque temps, cette réforme fera l'objet, comme les autres (réformes des retraites), d'un large consensus.*"

Commentaire

Une pure vue de l'esprit, où a-t-il vu que les travailleurs avaient accepté la remise en cause des 37,5 annuités par exemple ?

Mais peut-être pensait-il aux partenaires de l'UMP, le PS et ses satellites, qui peaufinent les textes de loi dans les différentes commissions de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil économique et social, et qui défendent ces lois antisociales une fois qu'elles ont été adoptées ou ne les abrogent pas quand ils sont au pouvoir. Dans ce cas-là il a eu raison d'évoquer "*un large consensus*".

- Le ministre du Travail, Éric Woerth, s'apprêtait mercredi soir à donner son feu vert à un amendement du président du groupe centriste du Sénat, Nicolas About. Cet amendement prévoit, «*à compter du premier semestre 2014*», une «*réflexion nationale*» en vue d'une remise à plat de tout le système de retraite, en envisageant «*un régime universel par points ou en comptes notionnels*».

Commentaire

Après avoir justifié le projet de loi actuel en expliquant qu'il était "*indispensable*" pour préserver le système de retraite par répartition, voilà qu'il lâche le morceau, il ne servirait en réalité qu'à préparer sa liquidation, ce que nous n'avons eu aucune difficulté à comprendre. Alors pourquoi ne pas le programmer dès maintenant.

En voilà une bonne idée qui va sans doute contribuer à désarmer la mobilisation en cours ! Continuez dans cette voie-là...

- Hortefaux "*La France appartient aux honnêtes gens qui veulent travailler paisiblement.*"

Commentaire

Les grévistes sont des fainéants, c'est bien connu, pire ce seraient des gens malhonnête, l'amalgame avec les voyous ou les casseurs n'est pas loin.

Au fait, ils sont quoi les "*honnêtes gens*" qui voudraient bien "*travailler paisiblement*" mais qui ne le peuvent pas ou qui sont livrés au chômage par les capitalistes dont vous représentez les intérêts, donc avec votre complicité ?

(source : Lemonde.fr, Lefigaro.fr, Reuters et AP 20.10)

Politique.

1- France.

1.1- C'est le bordel au Palais !

Les ministres, François Fillon en tête, qui ont affirmé en boucle le week-end dernier qu'il n'y avait «*pas de pénurie*», assurent s'être exprimés sur la foi «*des éléments de langage de l'Élysée, construits sur la base des informations fournies par le ministère*

de l'Écologie». L'un d'entre eux précise: «*Borloo s'est juste trompé d'un zéro. Il a parlé de 300 stations en rupture de stock au lieu de 3.000!*»

Lundi, l'Élysée a demandé des comptes au ministre de l'Environnement. Le même jour, le ton a monté entre Fillon et Borloo, via leurs conseillers respectifs, lors de la réunion hebdomadaire des «*communicants*» du gouvernement. «*Comment pouvez-vous nous dire qu'il n'y a pas de problèmes d'essence alors que vous êtes incapable de nous fournir des chiffres?*», a lancé la conseillère com de Matignon à son homologue de l'Écologie.

Le lendemain, la colère présidentielle n'est pas retombée, au contraire. «*Nicolas Sarkozy a eu le sentiment qu'on ne lui avait pas donné les bonnes informations*», raconte un ministre. Le soir, à l'Élysée, et en présence de Borloo, Fillon a évoqué «*une communication inadaptée*».

Mercredi encore, il a «*esquissé un recadrage de Borloo au Conseil des ministres*», selon un participant. Le ministre de l'Écologie a cru pouvoir détourner le tir en mettant en cause l'efficacité du déblocage du dépôt de Donges, en Loire-Atlantique. Mal lui en a pris: le chef de l'État a profité du Conseil pour féliciter le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, de sa gestion de la crise. (Lefigaro.fr 20.10)

Borloo la lavette Premier ministre de La Talonnette ? L'hystérique du Palais n'a tout simplement pas besoin de Premier ministre, mais comme il ne peut pas supprimer cette fonction sans modifier de fond en comble la Constitution de la Ve République, il lui faut trouver, non pas son clône sinon il choisirait Besson son "ami", problème, il est aussi grillé qu'Hortefeux, non, il lui faut un expert dans la langue de bois qui ne trimballe pas trop de gamelles derrière lui, discret et qui s'efface naturellement devant sa majesté, maléable mais pas trop quand même, une personnalité sans personnalité pour ne pas lui faire de l'ombre, pas trop grand de taille si possible, sinon il devra faire réajuster ses talonnettes, au frais de l'Etat de préférence, encore un scandale en perspective, ferme et qui la ferme de préférence quand il ne l'a pas autorisé à l'ouvrir, on lui aurait bien proposé un de ses amis du gang du Fouquets, Bolloré par exemple, mais cela ferait désordre, la France n'est pas la Grande-Bretagne, ou bien son frère, mais il préside un fond de pension à qui va profiter la privatisation larvée des retraites, quel casse tête vraiment !

1.2- UMP + FN.

En confirmant ce mercredi lors d'un entretien accordé au Figaro.fr son souhait de voir son parti s'associer au Front National, le député UMP Christian Vanneste ne craint pas d'entretenir la polémique.

Le 6 octobre, sur l'antenne de Radio Courtoisie-orientée extrême-droite-, ce Christian Vanneste était monté au créneau, en compagnie de l'élus UMP Xavier Lemoine. Les deux hommes avaient alors affiché leur volonté d'une alliance avec le FN dans la perspective des élections législatives de 2012.

Ce mercredi, le député du Nord a réitéré de manière non équivoque son désir de rapprochement avec le FN. "A partir du moment où le FN renonce à certaines mauvaises habitudes, pourquoi s'en priverait-on? Tant qu'on aura un ennemi à droite, on perdra les élections !" explique-t-il.

Christian Vanneste étaye son propos en faisant allusion à Silvio Berlusconi, qui s'est un temps associé avec l'Alliance nationale de Gianfranco Fini et la Ligue du Nord: "Au moment où nous perdions les régionales en France, Berlusconi emportait les siennes", insiste-t-il. (Lexpress.fr 20.10)

Il aurait été plus judicieux qu'une partie des foscos en accord avec la politique de Sarkozy et plus discrets sur leur accord avec les méthodes du FN, rejoignent le parti de Le Pen, au lieu d'avoir rejoint la tendance la plus droitière de l'UMP, trop tard, on ne refait pas l'histoire. Du coup ils sont obligés d'apparaître au grand jour tels qu'ils sont.

2- Afghanistan. Quel "succès", demain ils proclameront que le régime est une démocratie !

Près d'un quart des 5,6 millions de bulletins de vote déposés lors des élections législatives du 18 septembre en Afghanistan ont été invalidés, ont annoncé mercredi des responsables de la commission électorale qui ont toutefois qualifié le scrutin de succès.

L'émissaire spécial de l'Onu en Afghanistan, Staffan de Mistura, a félicité la CEI pour les "progrès significatifs" réalisés depuis le précédent scrutin tout en indiquant que les responsables des fraudes devraient être poursuivis en justice.

Les premiers résultats étaient attendus le 8 octobre mais leur annonce a été reportée à deux reprises par la CEI pour permettre de nouvelles vérifications et de nouveaux comptages de voix. Les résultats définitifs ne devraient pas être connus avant le mois prochain.

Plus de 4.000 plaintes officielles ont été déposées auprès de la Commission des plaintes électorales (CPE) soutenue par l'Onu. La moitié de ces plaintes pourraient influencer sur le résultat final, a fait savoir la CPE. (Reuters 20.10)

3- Pakistan. Chaos et barbarie.

La capitale économique et financière du Pakistan, Karachi, était à l'arrêt mercredi pour une journée de deuil après une vague de violences qui a fait au moins 56 morts en cinq jours.

"Il semble qu'il n'y ait pas de gouvernement à Karachi", a déclaré depuis son exil londonien le chef du Mouvement Muttahida Qaumi (MQM), Altaf Hussein. (Reuters 20.10)

Economie.

1- UE.

La commission de Bruxelles a proposé que des superviseurs soient autorisés à suspendre les dividendes, remplacer les directeurs de banques ou obliger des ventes d'actifs pour éviter aux gouvernements un "*terrible dilemme*": celui d'avoir à décider entre laisser une banque faire faillite -au risque de perturber tout le système financier- ou laisser les contribuables la renflouer. (AP 20.10)

Comment l'UE pourrait-elle avoir le pouvoir de virer des directeurs de banques et obliger les banques à vendre des actifs si l'aristocratie financière n'était pas aux commandes de cette institution ? Et dire qu'il y en a encore, de moins en moins, qui se demande quelle peut bien être la nature sociale de l'UE !

2- Grande-Bretagne. Le Talon de fer.

La Grande-Bretagne va procéder aux plus importantes réductions de ses dépenses depuis la Seconde guerre mondiale. Le ministre des Finances George Osborne a annoncé mercredi un plan d'austérité sur cinq ans et 83 milliards de livres (94,3 milliards d'euros), qui va principalement frapper les emplois du secteur public et les prestations sociales, même si les secteurs de la santé et de la lutte contre le terrorisme seront protégés.

La conséquence sera la suppression de quelque 500.000 emplois publics, une baisse importante des prestations sociales - sept milliards de livres (7,9 milliards d'euros) supplémentaires en plus des 11 milliards (12,5 milliards d'euros) déjà annoncés depuis l'été- et l'arrêt des dizaines de programmes gouvernementaux. Même la reine sera touchée, le budget du palais royal réduit de 14% sur quatre ans, a-t-il ajouté.

L'âge de la retraite sera augmenté à 66 ans d'ici 2020, soit quatre ans plus tôt que prévu, ce qui représentera une économie potentielle de cinq milliards de livres (5,6 milliards d'euros). (AP 20.10)

3- Etats-Unis. Le prochain Lehman Brother ?

Morgan Stanley a fait état mercredi d'une perte trimestrielle de 91 millions de dollars (66 millions d'euros).

"Morgan Stanley est une chenille au stade de la chrysalide. Elle va soit se transformer en superbe papillon soit être dévorée par un merle", estime Brad Hintz, analyste chez Sanford C. Bernstein.

Les recettes des activités de marché de Morgan Stanley ont d'ailleurs chuté de 57% au troisième trimestre par rapport à l'an dernier, à 846 millions de dollars.

La banque estime que sa perte nette résulte en outre d'une dépréciation de 229 millions de dollars relative à Revel Entertainment Group, son projet d'hôtel casino à Atlantic City (New Jersey).

Son activité de gestion de fortune a dégagé un produit net bancaire (PNB) de 3,1 milliards de dollars, soit 1% de mieux que l'an dernier.

La banque a également dit être en train de restructurer FrontPoint Partners, le hedge fund dont elle est propriétaire. (Reuters 20.10)

4- Russie.

Le gouvernement russe a approuvé un programme de privatisations pour un montant estimé de 42 milliards d'euros sur cinq ans, a annoncé mercredi 20 octobre le vice-premier ministre russe, Igor Chouvalov.

La liste comprend neuf cents entreprises, parmi lesquelles figurent le pétrolier Rosneft, la banque semi-publique Sberbank ou encore la banque publique VTB, deuxième du pays en termes d'actifs. '*Selon les données préliminaires, grâce à la réalisation*

du programme de privatisations, le gouvernement pourrait recevoir 1 800 milliards de roubles [42 milliards d'euros], a déclaré M. Chouvalov, cité par l'agence Itar-Tass. (Reuters 20.10)

Sciences et technologies.

Des astronomes européens pensent avoir découvert la plus ancienne galaxie jamais observée dans l'univers, selon une étude publiée mercredi dans l'édition en ligne de la revue "Nature".

Apparaissant sur une image du télescope spatial Hubble sous la forme d'une lueur ténue, cette galaxie aurait 13,1 milliards d'années et serait également la plus lointaine jamais observée. Il y a plus de 13 milliards d'années, l'univers était encore très jeune, avec seulement quelque 600 millions d'années d'existence.

La galaxie est si ancienne qu'il est probable qu'elle n'existe plus dans sa forme initiale et a fusionné avec des voisines plus importantes, souligne Matthew Lehnert, de l'Observatoire de Paris, principal auteur de l'étude.

Il y a 13,1 milliards d'années, l'univers n'avait qu'un vingtième de son âge actuel, note Richard Ellis, de l'Institut de technologie de Californie, qui n'a pas participé à l'étude.

Les astronomes européens ont calculé l'âge de la galaxie après 16 heures d'observations à partir d'un télescope au Chili. La nouvelle galaxie n'a pas reçu de nom à proprement parler, et est seulement identifiée par une série de lettre et de chiffres.

Les astronomes voient la galaxie telle qu'elle était il y a 13,1 milliards d'années, époque où elle était très jeune et n'avait peut-être que 100 millions d'années, précise M. Lehnert. Le carbone ou de métal que l'on observe dans les étoiles plus matures y sont très peu présents, et elle est remplie de jeunes étoiles bleues massives, ajoute-t-il. (AP 20.10)

Le 22 octobre

Retraites.

1- Mobilisation.

Plusieurs milliers de lycéens et d'étudiants (4.000 selon la police et 17.000 selon l'UNEF) ont défilé jeudi après-midi à Paris contre la réforme des retraites, dans le cadre d'une journée nationale de mobilisation à l'appel de leurs trois principales organisations (UNL, FIDL et UNEF).

Environ 35.000 personnes, selon les organisateurs, 8000 selon la police, ont de nouveau défilé dans les rues jeudi à Toulouse contre la réforme des retraites, sans attendre un éventuel nouvel appel national à manifester.

- SNCF : Entre 13,3 % de grévistes (direction) et 24,6 % (CGT).

- Transports urbains : des dépôts de bus ont été bloqués à Poitiers, Niort, Limoges, Tours.

- Education : Entre 312 (ministère de l'éducation nationale) et 1 300 (syndicats lycéens) lycées étaient "perturbés". Des manifestations ont eu lieu dans la matinée dans plusieurs villes, notamment à Marseille, Toulouse, Bordeaux, Brest, Rennes, Caen, Grenoble, Perpignan. Entre sept (ministère) et onze universités (UNEF) étaient perturbées ou bloquées jeudi matin et 4 à 5 fermées administrativement.

- Fonction publique : La grève se poursuivait dans plusieurs services des collectivités territoriales (crèches, cantines, ramassage d'ordures) : à Toulouse, les éboueurs bloquaient les dépôts. Ils sont aussi en grève à Nantes, Montpellier, Agen. Les agents du centre hospitalier psychiatrique d'Agen ont voté la grève reconductible.

- Gaz et électricité : Les deux principaux terminaux méthaniers, Fos-Tonkin (Bouches-du-Rhône) et Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique), étaient encore arrêtés, le troisième fonctionnant à "débit minimum". Environ 300 personnes ont bloqué l'usine hydroélectrique EDF d'Ottmarsheim (Haut-Rhin) et l'écluse sur le canal Rhin-Rhône à proximité.

- Raffineries et dépôts pétroliers : Les douze raffineries de la métropole sont toujours bloquées. Il est impossible d'accéder à la raffinerie Total de Grandpuits (Seine-et-Marne), malgré la réquisition du personnel.

- Barrages filtrants ou opérations escargot : Plusieurs barrages fixes ou filtrants ont été organisés près du Havre et de Rouen. A Strasbourg, une opération escargot a été menée sur l'autoroute A 35 entre l'aéroport d'Entzheim et Strasbourg. A Limoges, des manifestants ont bloqué les trois ponts enjambant la Vienne et, à Lille, des militants ont installé un barrage filtrant au port fluvial. A Toulon, d'autres ont bloqué partiellement les accès de l'arsenal. Le pont de Pirmil à Nantes (Loire-Atlantique) a été bloqué par des étudiants et des lycéens.

- Industries et commerces : Près de Bordeaux, des manifestants ont bloqué la plate-forme logistique de Carbon-Blanc qui approvisionne les supermarchés Auchan du Sud-Ouest. Au Luc (Var), d'autres paralysaient une centrale d'achats qui alimente de grandes enseignes de la région PACA. Une plate-forme de transport et de logistique a également été bloquée près de Lille, ainsi que la principale zone industrielle d'Amiens. En Bretagne, la plus grande zone commerciale de Saint-Brieuc a été bloquée une bonne partie de la matinée par des barrages formés par quelque 500 manifestants, qui ont allumé des feux de pneus et de palettes et bloqué également, comme la veille, la RN 12 (Rennes-Brest).

2- Déclarations.

2.1- Intersyndicale jaune. Le pourrissement.

Lire dans le site le communiqué du 21 de l'intersyndicale jaune CFTD, CFE/CGC, CFTC, CGT, FSU, UNSA.

Elle appelle à "*une journée nationale de grèves et de manifestations*" le 28 octobre et à "*une journée de mobilisations et de manifestations*" le 6 novembre, s'opposant ainsi à l'organisation et à l'appel à une grève générale illimitée jusqu'au retrait du projet de loi du gouvernement, ainsi qu'à une manifestation centrale à Paris contre les institutions de la Ve République qui ont décidé d'adopter ce projet scélérat.

Eh oui, c'est bien le chef de l'Etat, l'Assemblée nationale et le Sénat, donc les institutions de la Ve République qui ont décidé d'adopter cette loi et non le patronat, bien que cette loi soit taillée sur mesure pour satisfaire ses intérêts. D'ailleurs ils le confirment en disant que : "*les organisations syndicales appellent solennellement le gouvernement et les parlementaires à ne pas adopter cette réforme en l'état*".

Voyant que la détermination et la mobilisation du prolétariat et sa jeunesse ne faiblissent pas, ils ne peuvent pas en rester là.

Ils se livrent à un amalgame en prétendant que la mobilisation confirmerait "*que c'est par un large débat public et une véritable concertation en amont qu'il faut aborder une réforme importante comme celle des retraites*", poursuivant plus loin en reprenant exactement la même formulation mais au nom des syndicats : "*Les organisations syndicales confirment que c'est par un large débat public et une véritable concertation en amont qu'il faut aborder une réforme importante comme celle des retraites*", histoire de justifier leur stratégie qui leur serait imposée par les travailleurs, entendez par là que s'ils n'appellent pas à la grève générale, c'est parce que les travailleurs et la majorité des militants y seraient opposés, se disposant de telle sorte que l'échec éventuel de cette bataille sera à porter au compte des travailleurs mais pas à celui des dirigeants syndicaux de l'intersyndicale.

Pour bien montrer dans quel camp se situe cette intersyndicale, ils ont pris soin de préciser que "*ces organisations (...) veilleront au respect des biens et des personnes*" sans faire la moindre distinction entre les actes de violence ou de vandalisme commis par des provocateurs professionnelles à la solde du régime et les témoignages légitimes d'exaspération d'une partie des manifestants notamment les jeunes, apportant ainsi leur soutien à la répression aveugle du tandem de choc Sarkozy-Hortefeux.

Cette intersyndicale est calée sur la position de la CFTD dit-on, vérifions-le une nouvelle fois.

La mobilisation contre la réforme des retraites «*exige une prise de distance avec toute forme de radicalité*» afin de rester populaire, affirme le Conseil national de la CFTD, au moment où les blocages d'installations économiques se multiplient. «*Nous avons jusqu'ici gagné la bataille de l'opinion (...). Une majorité de Français valide une approche qui est aussi la nôtre: la nécessité d'une réforme juste et négociée*», souligne le syndicat.

2.2- Répression. Matracage de journalistes, suite.

L'agence Moas Presse a mis en ligne le 14 octobre une vidéo sur laquelle on voyait un journaliste de TF1, preneur de son, malmené par des CRS.

"*On a clairement senti qu'ils se défoulaient, qu'ils avaient envie de taper*", expliquait un des collègues de ce journaliste de TF1 à Rue89.

La société des journalistes de TF1 vient d'écrire à Brice Hortefeux pour dénoncer cet acte qui est "*une atteinte à la liberté de la presse*", rapporte LeMonde.fr

"La SDJ de TF1 considère cet acte comme une atteinte à la liberté de la presse. Des forces de l'ordre qui sont censées protéger les journalistes (...) s'arrogent régulièrement le droit d'entraver le travail des reporters en les forçant à quitter les lieux, en obstruant les objectifs des caméras ou appareils photos, quitte à employer la violence", écrit la SDJ.

Elle poursuit : "Plusieurs de nos confrères, de différents médias, ont vécu des expériences similaires cette année (...). Ces incidents nous indignent et nous inquiètent". (Lepost.fr 21.10)

2.3- FO.

Extrait de l'éditorial de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 20 octobre 2010.

"À ce point du mouvement, il faut rappeler que la responsabilité des confédérations, de manière unitaire, serait d'appeler ensemble à 24 heures de grève pour coordonner et unifier le mouvement. Ce qui, pour le moment, ne recueille pas l'accord majoritaire des autres syndicats, hormis la CFTC lors de la dernière réunion des syndicats.

Selon quelques médias, certaines organisations syndicales s'interrogeraient sur la poursuite du mouvement une fois la «réforme» votée par le Parlement. Ce serait, paraît-il, une question de démocratie.

Autant nous ne contestons pas le rôle du Parlement, autant nous n'avons pas à accepter une loi d'austérité pour les salariés et futurs salariés.

Quand les amendements sont annoncés et écrits à l'Élysée, quand le Parlement accepte des marges de manœuvre très réduites, l'équilibre des pouvoirs, une des bases de la démocratie, n'est pas respecté.

C'est non seulement le droit des salariés de contester cette loi, c'est aussi un devoir."

Mailly précise dans les premiers paragraphes "Rien du côté des pouvoirs publics, qui demeurent arc-boutés sur un projet à destination des marchés financiers et à vocation politique."

Si ce projet de loi a une "vocation politique", il faut tout faire pour que la mobilisation des travailleurs se dote d'un contenu politique, sinon elle demeurera en décalage et ne correspondra pas à l'enjeu du projet du gouvernement. Comment aider les travailleurs à trouver les moyens de donner un contenu politique à leur mobilisation sans appeler à la grève générale qui a notamment pour fonction de dresser la classe contre les institutions ? Oui mais voilà, Mailly se prosterne devant les institutions quand il dit "nous ne contestons pas le rôle du Parlement, donc il ne peut être qu'opposé à la radicalisation politique du mouvement en cours et tenter de le freiner, car une grève de 24h ne changerait absolument rien à la situation et au rapport de forces.

C'est de la foutaise, où a-t-il vu qu'une grève de 24h pourrait "coordonner et unifier le mouvement" ? Même les grèves générales de 36 et de 68 qui ont duré un peu plus de 24h n'en ont pas été capables ou n'ont pas permis à un tel processus conscient de voir le jour, la maturité politique des masses n'ayant jamais atteint le niveau nécessaire pour l'imposer aux appareils, car le mouvement ne pourrait se "coordonner et (s') unifier" que contre à la fois les institutions et les appareils des syndicats et des partis qui soutiennent le régime.

Il veut peut-être dire par là qu'une grève de 24h entraînerait l'ensemble des travailleurs d'un même secteur à faire grève, oui, au lieu de 40% de grévistes à la SNCF il y en aurait 80%, pendant 24h et le lendemain tout le monde retournerait bosser, on serait bien avancé. Et puis qui, combien de travailleurs seraient en mesure de se mettre en grève ne serait-ce qu'une journée ? Ceux qui sont syndiqués seulement ? En dehors de la fonction publique, pourquoi aujourd'hui l'opacité la plus totale règne sur le nombre d'entreprises touchées par des grèves et combien au juste de travailleurs sont en grève ? Ce reproche s'adresse à tous les syndicats et pas seulement à FO.

Mais dites-nous monsieur Mailly, avec les subventions que l'Etat accorde gracieusement à FO (et aux autres syndicats), votre syndicat aurait les moyens de mettre à la disposition des travailleurs et des militants un site Internet où figureraient tous les mouvements sociaux en cours avec les coordonnées des élus et des délégués syndicaux des entreprises concernées pour qu'ils puissent prendre contacts entre eux ou que des travailleurs ou militants d'autres entreprises les contactent, pas secteurs d'activité ou corps de métier, ainsi ils pourraient plus facilement agir ensemble, se coordonner, se rencontrer, non ? Pourquoi ne le faites-vous pas ?

2.4- CFDT.

Sur les amendements UMP et centristes sur la retraite par points adoptés mercredi au Sénat, Jean-Louis Malys estime que c'est une bonne chose, mais qu'ils arrivent trop tard : « Les sénateurs ont décidé d'ouvrir un chantier qui aurait du être ouvert avant.

Le débat national sur les retraites aurait du avoir lieu avant que le gouvernement décide. Le Sénat a bien fait. On va pouvoir démontrer qu'il y a d'autres solutions que de repousser l'âge. C'est une mise à plat qui est utile ».

Sur les blocages, « *ce qui nous gêne se sont les blocages qui ne se font pas dans l'entreprise* » a conclu Jean-Louis Malys. (Publicsenat.fr 21.10)

Commentaire.

Que chacun s'enferme dans "son" entreprise et n'en sorte surtout pas, éviter à tout prix que les travailleurs et les jeunes de toutes les couches exploitées ne se regroupent, tel est le message de ce jaune. L'antithèse de la fédération de tous les mouvements sociaux en cours qui pourrait déboucher sur un appel à la grève générale.

2.5- UNSA.

"L'intersyndicale ne se fissure pas", a déclaré Jean Grosset (Unsa)

Commentaire.

Elle est reconduite uniquement pour faire barrage à la grève générale, pour le compte de Sarkozy.

2.6- CGC.

Anne Couver (CFE-CGC) : *"Nous ne céderons pas aux sirènes de la division, ce sujet est trop important"*.

2.7- UNEF.

"Les étudiants entendent construire leur mobilisation dans la durée, au côté des salariés, et privilégient les actions de blocage les jours de manifestations nationales", selon l'Unef.

2.8- UNL.

«Ce n'est pas une petite semaine de vacances qui va nous démobiliser. Il y aura des actions pendant les vacances, ce n'est pas près de s'arrêter. Nous resterons mobilisés jusqu'au retrait de cette loi injuste», prévient Victor Grezes, secrétaire national de l'Union nationale lycéenne (UNL, première organisation lycéenne)

UNEF et UNL, même stratégie des actions dispersées et du pourrissement que l'intersyndicale jaune.

2.9- PS.

Martine Aubry a dénoncé *"le coup de force permanent de Nicolas Sarkozy"*, en l'accusant d'avoir imposé l'accélération des débats au Sénat sur la réforme des retraites.

"Face aux Français qui sont dans la rue pour manifester, le gouvernement brandit le respect du vote du Parlement. Mais quand le Parlement fait son travail, il n'a qu'une obsession: l'en empêcher!", ajoute-t-elle. (Lepost.fr 21.10)

Commentaire.

On se demande de l'UMP ou du PS lequel soutient le plus ce projet de loi, car au point où en est la situation, on a tout intérêt à ce que cette loi soit adoptée le plus rapidement possible pour que l'ensemble des travailleurs et des militants se rassemblent sur un seul mot d'ordre : abrogation !

On voit clairement ici quel précieux concours le PS apporte à la stratégie de Sarkozy.

2.10- Satellites du PS

Des petites pièces jaunes pour masquer leur soutien au gouvernement.

Le Front de gauche veut organiser la solidarité avec les grévistes. Parce que la bataille est *"difficile"* mais que le *"pays mobilisé ne reculera pas"*, le Parti communiste, le Parti de gauche et la Gauche unitaire, qui composent le Front de gauche, ont décidé

de lancer un "*grand week-end de collecte*" en solidarité avec les salariés mobilisés. Samedi 23 octobre, les trois organisations de gauche se retrouveront devant Beaubourg pour une collecte géante avec des prises de parole expliquant ce mouvement de soutien aux salariés opposés à la réforme des retraites, ont-elles annoncé lors d'une conférence de presse à Paris, jeudi 21 octobre.

"*Il faut marquer une nouvelle fois la nécessité de retirer le projet de réforme, d'arrêter le débat parlementaire et d'ouvrir les discussions sur des bases complètement différentes*", a plaidé M. Laurent. "*La bataille peut encore durer des jours*", a-t-il ajouté. Alors, pour aider "*le pays mobilisé*" - ces salariés qui ont un "*engagement courageux mais qui est dur pour des gens qui gagent peu*".

"*On voit bien que le mouvement s'enracine*", analyse Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, qui sent dans la rue "*cette volonté tranquille d'aller au bout de cette mobilisation mais aussi une grande tension résultant de la souffrance que la lutte engendre*."

"*Notre responsabilité politique est de dire que ce pouvoir n'a plus la légitimité pour gouverner contre la volonté générale. Il doit se soumettre ou se démettre*", a ajouté Christian Picquet, de la Gauche unitaire. (Lemonde.fr 21.10)

L'opportunisme débridé de cette confrérie des contre-révolutionnaires réunis alterne entre cynisme et discours vindicatifs qui ne doivent pas tromper les militants. Ces socialistes en parole se refusent à dénoncer et combattre la stratégie des appareils de l'intersyndicale et d'appeler à marcher sur Paris pour imposer le retrait du projet de loi de Sarkozy, et ensuite ils versent une larme sur les difficultés matériels que les travailleurs en grève rencontrent.

Il n'est pas étonnant qu'ils reprennent la même stratégie que le PS qui verrait bien la discussion s'éterniser au Sénat pendant que la mobilisation s'essoufferait. Décidément Sarkozy a de bien mauvais conseillers, qu'il écoute donc ces lieutenants zélés des institutions, qu'il fasse un pas en arrière en décidant de rouvrir un simulacre de négociations et de repasser son texte devant les deux chambres du Parlement une fois amendé sur les 67 ans, par exemple en repoussant cette mesure de quelques années sans toucher à l'allongement de la durée de cotisation, entre temps l'intersyndicale appellerait au calme sans proposer d'autres journées de mobilisation ou de grève, en se débrouillant bien cela devrait bien prendre quelques semaines ou davantage, avec un peu de chance le soufflé de la contestation sera retombé et sa contre-réforme passerait tranquillement... ou presque.

Que dit d'autre Aubry quand elle dénonce un nouveau "*coup de force*" de Sarkozy, mettez-y la forme, associez davantage les syndicats à ce projet, avec un peu de vaseline vous parviendrez à vos fins sans trop de douleurs.

Mais voilà, rien n'est moins sûr maintenant, car l'ensemble des travailleurs ont bien compris l'enjeu de cette contre-réforme à force d'en entendre parler quotidiennement, ils sont parvenus à discerner l'ivraie du bon grain. Il se peut aussi que cette loi soit la goutte d'eau qui fasse déborder le vase du ras le bol général de la politique antisociale du gouvernement.

D'ailleurs, si l'intersyndicale et l'ensemble des partis dits ouvrier s'opposent au mot d'ordre de grève générale, c'est parce qu'ils veulent éviter à tout prix que la mobilisation actuelle ne se charge pas d'un contenu politique et que les travailleurs orientent consciemment leur combat contre les institutions, car cela pourrait les conduire à se doter de leurs propres organismes pour poursuivre le combat, faisant voler en éclat l'obstacle dressé par les appareils pour protéger le régime.

Il ne faut pas pour autant se détourner de la réalité, les travailleurs demeurent divisés entre ceux qui exigent le retrait et ceux qui estiment qu'une autre "*réforme*" serait possible ou nécessaire, y compris parmi ceux qui sont mobilisés, ce qui est normal en l'absence de toute orientation ou perspective politique unissant la classe, à des degrés divers les travailleurs témoignent ainsi encore leur soumission au capitalisme et aux institutions. Ce sont ces illusions que le PS compte capitaliser...

La question des retraites et de l'ensemble des revendications de toutes les couches exploitées trouvera une issue seulement sur le plan politique, ce que les travailleurs n'ont pas encore saisi, c'est notre devoir de les aider à en prendre conscience. Mais compte tenu de l'état lui-même du mouvement ouvrier, de la gangrène réformisme qui le ronge, de la multitude de formations politiques existant, des profondes divisions de son avant-garde révolutionnaire, la tâche s'avère très compliquée pour les militants qui par faiblesse théorique ou pour suivre leurs appareils rejettent cette orientation politique.

Ils devraient peut-être se demander quels partis proposent d'organiser les travailleurs et les militants dans la perspective d'en finir avec le régime et les institutions et les rejoindre ; j'ai employé le pluriel pour que les militants ne s'imaginent pas que je voudrais sournoisement les diriger vers un parti en particulier, maintenant un simple constat suffira à déterminer que le POI est le seul parti qui remplit ces conditions, chacun demeure libre de participer à son combat ou d'adhérer à ce parti.

Trotsky a mis environ 15 ans avant de rejoindre le parti bolchevik, il a choisi le moment qui lui semblait le plus opportun pour le faire, une fois que les conditions qu'il estimait nécessaires étaient remplies. Le POI n'est certes pas le parti de Lénine, mais son orientation politique actuelle est sensiblement conforme à celle qu'on serait en droit d'attendre d'un parti communiste. J'admets d'avance que seuls les militants habitués à faire la part des choses comprendront ma position, qui pour autant ne consiste pas à enterrer les désaccords que j'ai avec ce parti. Il faut mesurer les avantages et les inconvénients qu'il y a dans la situation actuelle à demeurer isolé ou à militer dans une petite structure ou à militer dans un parti en construction. Ce n'est

pas simple, je vous l'accorde.

Il y a des camarades qui militent dans différentes formations politiques et qui ont des profonds désaccords tout en étant d'accord sur l'essentiel. En principe ils devraient militer dans le même parti, pour cela il faudrait que les dirigeants de ce parti puissent concevoir que certains de leurs militants ne se battent pas exactement sur la même ligne que la leur au même moment, qu'ils puissent constituer une tendance si nécessaire, or ils en sont le plus souvent incapables, d'où l'impossibilité de regrouper l'avant-garde dans le même parti, aucune des deux parties en présence ne voulant faire un pas en avant vers l'autre de crainte de renier ses principes ou sous des prétextes qui n'ont rien à voir avec l'intérêt collectif du parti. Si vous imaginez qu'au sein du courant communiste internationaliste (CCI) du POI tous les militants partagent ou suivent aveuglément la politique impulsée par leurs dirigeants, vous vous trompez lourdement, pour qu'il en soit autrement il faudrait que leurs dirigeants commettent moins d'erreurs et qu'ils sachent toujours où ils vont, ce qui est loin d'être le cas, on s'en rend facilement compte quand on suit pendant des années ce parti (ou le PT et avant le PCI).

Ce n'est pas facile d'aborder cette question, généralement on se fait tirer dessus des deux côtés à la fois, il faut encaisser, personnellement je suis blindé, mais je sais que ce n'est pas le cas de tous les militants, disons qu'un jour ou l'autre pour la plupart d'entre nous, nous nous retrouverons dans le même parti, un peu plus tôt, un peu plus tard comme dit la formule, c'est une question qui doit être laissée à l'appréciation personnelle de chacun. (A suivre)

Social.

1- Charrettes.

1.1- Le groupe suisse Petroplus a annoncé jeudi sa décision de fermer la raffinerie de Reichstett (Bas-Rhin) qu'il avait rachetée à Shell en 2008, a déclaré jeudi son PDG, Jean-Paul Vettier.

Construite en 1963, la plus petite des douze raffineries françaises, avec une capacité de 84.800 barils par jour, a elle-même perdu 54 millions de dollars l'an dernier.

Les investissements de remise à niveau auraient nécessité de 150 à 220 millions de dollars d'investissement au cours des cinq prochaines années, selon Jean-Paul Vettier.

"*Aujourd'hui, c'est la colère. Demain, on verra*", a dit à Reuters Jean-Luc Bildstein, au nom de l'intersyndicale CFDT, CGT, FO.

"*Ce que les salariés ont du mal à comprendre, c'est que ces deux dernières années, on leur a demandé des efforts sur leur temps de repos pour que le site soit aux normes et, en remerciement, on leur annonce qu'il va être fermé*", a-t-il ajouté. (Reuters 21.10)

Peut-être que si vous vous étiez placés à l'époque sur le terrain de votre classe au lieu de vous situer sur celui du patronat, ils auraient compris dès le début qu'il n'y avait aucune concession à lui faire. Votre culture du compromis vous aveugle et vous empêche de progresser dans votre compréhension du fonctionnement de la société. Voilà ce qu'on pourrait leur dire.

1.2- Le numéro un mondial des téléphones mobiles, le finlandais Nokia, a annoncé jeudi la suppression de 1.800 emplois dans le cadre d'une restructuration de ses activités dans le secteur des smartphones, malgré un bénéfice net de 529 millions d'euros au troisième trimestre et le rebond de ses bénéfices sur un an. (AP 21.10)

1.3- La firme américaine Xerox a annoncé jeudi qu'elle comptait supprimer 2.500 postes, soit environ 2% de ses effectifs, au cours de l'année à venir.

Ces suppressions de postes s'ajoutent aux 2.500 déjà annoncées en janvier. Le fabricant de photocopieurs et d'imprimantes emploie 133.000 personnes.

Jeudi, Xerox a annoncé avoir doublé ses bénéfices au troisième trimestre. La firme a rapporté un bénéfice net de 250 millions de dollars (178,5 millions d'euros), soit 17 centimes par action, contre 123 millions (87,8 millions) soit 14 centimes par action il y a un an. (AP 21.10) 2- Italie. "*On croirait la guerre civile*"

De violents affrontements ont éclaté jeudi à Naples entre les forces de l'ordre et des manifestants opposés à la création d'un nouveau centre de traitement des ordures ménagères.

La police a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser des centaines de manifestants lançant des pierres et des pétards, lors de heurts qui ont éclaté dans la nuit de mercredi à jeudi près de l'actuel centre de traitement des déchets à Terzigno.

La tension est montée d'un cran dans la journée quand des manifestants ont brisé des vitrines de magasins à coups de clubs de

golf et ont mis le feu à au moins cinq camions-poubelles à Terzigno et Bosoreale.

"*On croirait la guerre civile*", a déclaré un porte-parole de la mairie de Bosoreale, une ville que les manifestants ont isolée en dressant des barricades.

"*Nous voulons respirer, c'est notre droit*", pouvait-on lire sur l'une des nombreuses pancartes accrochées dans les rues de Naples.

La collecte des ordures est devenue un problème chronique dans la région napolitaine.

Cette activité, dans laquelle le crime organisé possède des intérêts depuis des années, est entravée par le manque d'efficacité des opérateurs et aussi par les enjeux politiques.

Les habitants se plaignent des mauvaises odeurs et des risques sanitaires que présente déjà le site de Terzigno, situé à une vingtaine de kilomètres au sud-est de la ville et proche de la saturation. Des centaines de tonnes de détritiques s'entassent dans les rues de Naples.

Le gouverneur de Campanie, la région de Naples, a fait savoir que les mouvements de protestation n'enterreraient pas les plans de construction de nouveaux sites de traitement de déchets.

"*Pendant 15 ans, la Campanie a été un dépotoir pour les déchets toxiques et rien n'avait été fait contre cela. La loi stipule qu'il doit y avoir un site d'élimination des déchets dans chaque région, elle doit être respectée*", a dit Stefano Caldoro à la presse.

La crise des ordures est source d'embarras pour Silvio Berlusconi qui répète régulièrement que le nettoyage de rues de Naples peu après son arrivée au pouvoir en 2008 est l'une des plus grandes réalisations de son gouvernement.

"*Il y a une urgence qui n'a pas été résolue. Le gouvernement doit cesser de nous parler de miracles et trouver une solution à une situation qui risque de provoquer une véritable révolte*", a mis en garde Pierluigi Bersani, du principal parti d'opposition, le Parti démocrate. (Reuters 20.10)

3- Haïti.

Plus de cinquante personnes sont mortes ces derniers jours dans plusieurs villes d'Haïti suite à une épidémie de diarrhée accompagnée de vomissements liée à la mauvaise qualité de l'eau potable, ont indiqué jeudi les autorités sanitaires nationales. Une forme de choléra serait à l'origine de ces décès selon le ministère haïtien de la santé publique. (L'express.fr 21.10)

Politique.

1- UE. Anticommunisme primaire.

Le Parlement européen a décerné jeudi son prix Sakharov "*pour la liberté de l'esprit*" au dissident cubain Guillermo Farinas, a annoncé son président Jerzy Buzek.

C'est la troisième fois depuis 2002 que le prix Sakharov échoit à un dissident cubain. (Reuters 21.10)

2- Espagne. Nostalgie.

Le chef du gouvernement socialiste espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, a annoncé mercredi un profond remaniement de son gouvernement, en espérant imposer sa politique d'austérité face à la crise qui a fait chuter sa popularité et mener le pays jusqu'aux élections de 2012.

En devenant à la fois premier vice-président, ministre de l'Intérieur et porte-parole du gouvernement, Rubalcaba devient le ministre "*qui cumule le plus de pouvoirs dans un gouvernement depuis 1977*", année des premières élections après la mort de Francisco Franco, souligne El País. Il s'agit "*d'une concentration des pouvoirs sans précédent*", écrit El Mundo, pour lequel Zapatero a "*abdiqué de ses responsabilités*".

Pour Publico (gauche), "*la lecture la plus immédiate du remaniement fait ressortir Alfredo Perez Rubalcaba comme 'l'homme fort' de l'exécutif, y compris comme le 'dauphin' en cas de succession hypothétique de Zapatero*". (L'express.fr 21.10)

En France un flic-président a été élu pour mener la plus grande offensive antisociale depuis un demi-siècle contre la classe

ouvrière, en Espagne, ils écopotent d'un flic-vice-président pour faire le même sale boulot. Cherchez la différence !

3- Birmanie. Ah ces républicains, comme on les aime !

La junte militaire au pouvoir en Birmanie a modifié jeudi le nom, le drapeau et l'hymne du pays, ont rapporté les médias officiels.

Ces changements figuraient dans la nouvelle Constitution adoptée en 2008 mais le gouvernement n'avait toujours pas annoncé leur entrée en vigueur.

Le pays s'appelle désormais la République de l'Union du Myanmar et non plus l'Union du Myanmar. Les militaires, au pouvoir depuis 1962, avaient transformé la Birmanie en Myanmar en 1989, un an après l'échec d'un soulèvement populaire.

Le nouveau drapeau comporte une bande horizontale vert clair au sommet, une autre vert foncé au milieu et une rouge en bas, avec une étoile blanche au centre. Aucune signification officielle n'a été fournie à ces couleurs ou à l'étoile, ni même à tous ces changements, parmi lesquels figure aussi un nouveau sceau officiel.

Des responsables de différents services gouvernementaux ont dit à Reuters avoir reçu l'ordre de changer les drapeaux. "*Nous avons été pris au dépourvu lorsque l'ordre nous a été transmis au dernier moment. Nous avons aussi reçu l'ordre de brûler les anciens drapeaux*", a dit un responsable ayant requis l'anonymat.

Ces ordres précisent que les anciens drapeaux devaient être amenés par une personne née un mardi et hissés par une personne née un mercredi, a ajouté ce responsable. "*Il doit s'agir d'instructions d'astrologues*", a-t-il dit.

Les responsables de la junte consulteraient régulièrement des astrologues. (Reuters 21.10)

Economie.

UE.

La reprise économique a marqué le pas en octobre dans la zone euro.

"*La reprise est de plus en plus dépendante du secteur manufacturier et de l'Allemagne en particulier. La périphérie souffre de plus en plus*", a commenté Chris Williamson, économiste de Markit.

En France, le ralentissement de l'activité dans le secteur privé s'est accentué en octobre, la croissance tombant à son plus bas niveau depuis plus d'un an. (Reuters 21.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 octobre

Actualisation avec un peu de retard. D'autres articles demain que je n'ai pas eu le temps de traiter (G20, La Poste, Clichy-sous-Bois).

Plus le temps de causer ! Ici il est déjà 18h, il fait nuit et j'ai commencé à bosser à ... 6h30 ce matin, je suis lessivé.

L'automne s'annonce très chaud chez vous en France ! Ici un petit 30°C environ en fin de journée... on est en Inde, pas au pays de la Commune de Paris !

Bon week-end à tous, camarades.

Retraites

Peu avant 20h30, par 177 voix pour, 153 contre, le projet de loi de réforme des retraites a achevé son parcours parlementaire de trois semaines au Sénat.

1- Mobilisation.

- En fin de journée hier, les salariés de la raffinerie Total de Feyzin (Rhône), ont reconduit leur grève lancée le 13 octobre «sans date butoir».

- Plusieurs dizaines de manifestants ont bloqué vendredi la gare de péage de la frontière espagnole à Biriadou (Pyrénées-Atlantiques) afin d'empêcher les poids lourds, et notamment ceux transportant de l'essence, de rentrer sur le territoire français.

- Des mouvements de grève continuaient vendredi à perturber certains services dans les collectivités territoriales (crèches, cantines, ramassage d'ordures, etc.). A Marseille et à Agen, le ramassage des ordures n'est pas assuré.

- Transports urbains. Dans de nombreuses villes, le retour à la normale pourrait intervenir ce week-end. A Marseille, les prévisions de la RTM annoncent un retour à la normale pour samedi.

-En région parisienne, la RATP prévoit un trafic normal samedi sur l'ensemble de ses lignes, tout comme les réseaux de Bordeaux, Rennes, Dijon, Lille, Metz, Montpellier, Nantes et Strasbourg.

-Le trafic sur les routes, dans les gares et les aéroports français s'est sensiblement amélioré vendredi, et dans plusieurs villes de France le retour à la normale est prévu pour ce week-end. En revanche, les débrayages sont toujours particulièrement suivis dans le secteur de l'énergie, provoquant des pénuries de carburant dans les stations-service et un ralentissement de l'activité dans plusieurs secteurs.

- Le ministère de l'enseignement supérieur a comptabilisé vendredi trois universités fermées administrativement (Rennes-II, Lyon-II, Montpellier-III), une bloquée (Pau) et quatre perturbées à des degrés divers (Le Havre, Saint-Etienne, Le Mans et Limoges). "C'est un peu moins qu'hier", a précisé un porte-parole. Selon l'UNEF, dix universités étaient "totalement ou partiellement bloquées" vendredi : Paris-I Tolbiac, Poitiers, Nantes, Limoges, Pau, Le Mans, Amiens, La Rochelle, Clermont-II et Paris-X Nanterre.

Ce chiffre est en baisse par rapport à celui communiqué jeudi par l'UNEF, qui faisait état de 14 universités bloquées à l'occasion de la journée de mobilisation des lycéens et étudiants. Au total, 34 universités sur 83 en France ont voté le principe de la grève en assemblée générale, précise l'UNEF, même si les cours sont maintenus dans la plupart d'entre elles.

2- Déclarations.

2.1- UNEF. Opération dislocation, démoralisation, trahison.

L'UNEF appelle les étudiants à "*multiplier les actions*" mardi prochain -sans toutefois appeler à des manifestations dans toute la France- afin de "*passer le cap*" des vacances de la Toussaint et de préparer les mobilisations interprofessionnelles des 28 octobre et 6 novembre contre la réforme des retraites.

"*On appelle les jeunes à multiplier les actions mardi, par des rassemblements, des sit-in, plusieurs formes. Mais nous ne prévoyons pas de manifestations comme jeudi. C'est une journée qui a pour objectif de préparer les journées de mobilisation interprofessionnelle du 28 et du 6 novembre et de passer le cap des vacances*", a déclaré vendredi à l'Associated Press le président de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) Jean-Baptiste Prévost. (AP 22.10)

2.2- PS.

2.2.1- Sur la position de Benoît Hamon sur les retraites.

"*Ça ne m'empêche pas d'être unitaire*", assure-t-il. "*Ce n'est pas pour jouer ma propre partition. J'essaie de placer le PS dans une position optimale pour 2012*", explique au Post Benoît Hamon.

Avant de se montrer un peu plus virulent : "*Mon objectif, c'est que le PS prenne en compte les aspirations des classes populaires. Des fois, au PS, je sens plus la tentation d'être crédible par rapport aux agences de notation, que par rapport aux salariés.*"

Que pense-t-il des critiques des strauss-kahniens ? "*Ça ne m'a pas bouleversé*", ironise-t-il. Avant de lâcher avec le sourire : "*La prochaine fois que Le Guen et Valls participeront à un colloque du club de Copé, 'Génération France', je me souviendrai d'eux...*" "*Être social-démocrate, ça ne veut pas dire être social-libéral*", selon lui. Et quand on lui demande s'il redoute un retour de DSK, il ne préfère pas répondre...

Et Martine Aubry ? Il l'a bien plongée dans l'embarras... "*Je ne dis pas qu'elle n'aurait pas préféré que cela ne se passe pas... [sa prise de position sur RTL, ndr].*"

Veut-il occuper l'espace à gauche pour ne pas laisser le champ libre à Mélenchon et/ou Besancenot ? Benoît Hamon

confirme : *"Besancenot et Mélenchon peuvent se faire une belle pelote à gauche si le PS n'est pas assez fort sur les questions économiques et sociales."*

En somme, Benoît Hamon entend bien peser sur la ligne de son parti pour qu'elle soit le plus à gauche possible en 2012. Au risque de créer des remous au PS, qui en ce moment, ne jure que par l'unité. (Lepost.fr 22.10)

Commentaire.

L'important c'est la rose, pas les épines ! Lire l'article suivant et vous mesurerez à quel point cela va être difficile pour le PS se retrouver en *position optimale pour 2012* ! Mission impossible !

Tiens donc Le Guen et Valls participent à des colloques organisés par l'UMP... Espèce d'âne, sort un peu de ta torpeur : depuis toujours ils sont complices et appartiennent à la même famille, réveille-toi !

2.2.2- Le PS briseur de grève monte en première ligne, normal, non ?

Le président (PS) de la Communauté urbaine de Marseille a demandé vendredi la réquisition des personnels pour assurer le fonctionnement des deux centres de collecte des déchets bloqués par les éboueurs.

Les salariés du ramassage des ordures ont entamé vendredi leur 12e jour de grève dans 12 des 16 secteurs de la ville. Quatre sociétés privées ont poursuivi la collecte des ordures dans le reste de la cité phocéenne.

Les grévistes ont toutefois bloqué les deux centres de traitement des déchets, interdisant ainsi le déchargement des bennes à ordures. C'est la remise en marche de ces lieux qui a été réclamée par le président socialiste de la communauté urbaine, Eugène Caselli

"Cette décision a été rendue nécessaire par l'état sanitaire de plus en plus préoccupant des rues de Marseille après 12 jours de grève, et à la veille d'un week-end qui s'annonce pluvieux, ce qui pourrait encore aggraver la situation", a expliqué la collectivité locale dans un communiqué.

L'Etat a pour sa part fait appel mercredi à la sécurité civile pour s'attaquer au ramassage des 7.000 à 8.000 tonnes d'ordures qui s'amoncellent sur les trottoirs de la ville.

Pour justifier cette intervention, le préfet Michel Sapin s'est appuyé sur un texte de loi datant de 1884, qui fixe les prérogatives de l'Etat en matière d'hygiène et de sécurité. (Reuters 22.10)

Commentaire d'un internaute : ce marché est détenu par les copains et même le frère de Jean-Noël Guérini, actuel président PS de la région. Et même qu'une enquête est en cours depuis pas mal de temps et que des mises en examen ont déjà été prononcées par la justice pour faits de corruption passive, complicité d'escroquerie, et faux et usage de faux, rien que cela. Lire à ce propos l'article de l'AFP de Juin 2010 http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hrLFsL1c9QgMt1exyfic_4XpLtbA (L'express.fr 22.10)

2.3- UMP

2.3.1 - La stratégie de Sarkozy.

Nicolas Sarkozy fait le pari d'incarner le parti de l'ordre. Avec le recours à la force pour dégager dépôts et raffineries et des paroles de grande fermeté envers les casseurs, le chef de l'État pense toucher une large part de l'opinion exaspérée par les débordements du mouvement social.

"En mettant en grève les raffineries et en bloquant les dépôts, les syndicalistes ont fait une grosse erreur, a confié Sarkozy à ses fidèles. Les Français ne supportent pas que l'on touche à leur liberté de circulation en voiture. L'opinion va finir par se retourner."

Le président pense être entré dans l'ultime ligne droite du conflit. Le vote du projet de loi sur les retraites sera définitivement acquis la semaine prochaine et promulgué dans la foulée. Les deux journées de manifestations prévues par le front syndical devraient, selon l'Élysée, être le chant du cygne d'un mouvement voué à l'échec. Nicolas Sarkozy ne pouvait pas reculer sur "sa" réforme. Les chefs syndicalistes le savaient très bien. Ils ont été débordés par leur base et ont dû en tenir compte. (Lepoint.fr 22.10)

Commentaire d'un internaute.

Moi qui suis de droite, je ne revoterai jamais pour Sarkozy : c'est encore un gosse, un enfant gâté, arrogant, suffisant, narcissique... Son fils en plus vieux. Il ne repassera pas, et j'espère qu'il en a conscience. En se présentant, il désservirait la droite et livrerait la France à la gauche.

2.3.2 - Ils ne pourront pas dire "**on ne savait pas**" quand viendra l'heure de régler nos comptes.

La veille, sur France 24, Benoist Apparu avait affirmé à propos du relèvement de de 60 à 62 ans de l'âge légal de départ à la retraite, la mesure phare de la réforme voulue par le gouvernement: "*Pour beaucoup de syndicats, et je les comprends, c'est une forme de régression sociale. Oui, bien sûr, clairement!*".

Prié par la journaliste de la chaîne de confirmer qu'il reconnaissait bien qu'il s'agit d'une "régression sociale", il avait enchaîné: "*Evidemment. Comment pourrait-il en être autrement?*"

De quoi donner du grain à moudre aux opposants à la réforme des retraites. Et une maladresse qui pourrait coûter cher à son auteur, à quelques semaines du remaniement... Interrogé vendredi sur RMC pour savoir s'il avait "*fait une boulette*", Benoist Apparu a fait son mea culpa : "*Oui, on peut appeler ça comme ça. J'ai repris maladroitement la formulation de la journaliste*". (Lexpress.fr 22.10)

(source : Lemonde.fr, Lexpress.fr, 20minutes.fr, Reuters et AP 22.10)

Justice.

1- France.

1.1- Une «**atteinte au droit de propriété**»

La police procédait tôt samedi matin à l'expulsion des squatteurs de la place des Vosges à Paris, dont la cour d'appel avait ordonné vendredi l'expulsion sans délai, selon le collectif Jeudi Noir, confirmé par la préfecture.

La police est arrivée vers 7h et a «défoncé la porte d'entrée», a assuré vers 8h la porte-parole du collectif, Margaux Leduc. La préfecture de police de Paris a confirmé l'évacuation, précisant qu'elle était «*bientôt terminée*».

La cour d'appel de Paris avait ordonné vendredi l'expulsion sans délai des squatteurs membres du collectif Jeudi Noir qui occupent depuis un an un somptueux hôtel particulier de la place des Vosges à Paris (I^{ve} arrondissement), expulsion assortie du versement d'indemnités d'environ 80.000 euros.

Une trentaine de squatteurs avaient envahi en octobre 2009 cet hôtel particulier d'environ 1.500 mètres carrés, orné de plafonds à la française avec poutres peintes, aux gigantesques cheminées de pierre, qu'ils ont pris grand soin de ne pas dégrader. Le bâtiment était inoccupé depuis 1966, un vrai «*scandale alors que la capitale manque cruellement de logements*», dénonce Jeudi Noir.

Mais la propriétaire des murs, Béatrice Cottin, 88 ans, ne l'avait pas entendu ainsi. Elle avait attaqué les squatteurs en justice pour obtenir leur expulsion.

Les squatteurs se sont rendus coupables, selon la cour d'appel, d'une «**atteinte au droit de propriété**». (20minutes.fr 23.10)

1.2- Affaire Woerth-Sarkzoy-Bettencourt sur fond de subordination de témoin.

L'ex-comptable des Bettencourt, Claire Thibout, a assuré que François-Marie Banier avait voulu acheter son silence, notamment en lui promettant de lui ouvrir un compte en Suisse, indique jeudi le site Mediapart.

Mme Thibout, interrogée le 13 octobre par la juge Prévost-Desprez à propos d'un projet de donation de trois appartements en sa faveur, lui a précisé qu'elle n'avait pas reçu d'appartement. Elle a révélé à la magistrate qu'à cette période l'entourage de Liliane Bettencourt aurait cherché à la "*piéger*" en achetant son silence, selon Mediapart. "*C'était l'époque où il m'était promis beaucoup de choses pour que je reste et que je me taise. D'ailleurs en novembre 2007, ils ont doublé mon salaire*", a-t-elle déclaré à la magistrate.

Elle a ainsi révélé qu'il y avait eu "*une discussion au cours de laquelle François-Marie Banier voulait convaincre Liliane Bettencourt de me verser de l'argent en Suisse sur un compte que j'aurais ouvert. Il disait que c'était très facile. J'ai évidemment refusé tout net cette proposition. Lors de cet épisode Liliane Bettencourt était un peu hagarde. Elle ne suivait pas la conversation*", indique le site.

En revanche, Mme Thibout a admis avoir été bénéficiaire de deux donations, en avril et juin 2001, pour un montant total de 53

000 euros, toujours selon le site. La comptable explique que "MM. François-Marie Banier et de Maistre ne voulaient pas que je parle de l'île d'Arros [aux Seychelles, dont l'achat, caché au fisc, est révélé par les enregistrements] et surtout que je parle à Françoise Bettencourt-Meyers de ce qui se passait. A l'époque mon mari avait parlé à Patrice de Maistre pour que cela s'arrête sinon il allait parler à la police". (Lemonde.fr 22.10)

2- Pays-Bas. Epidémie. Sur les pas de Bush, Berlusconi, Sarkozy...

Le dirigeant politique néerlandais Geert Wilders a obtenu vendredi la désignation de nouveaux juges dans son procès pour incitation à la haine raciale. Un tribunal néerlandais a fait droit à une requête en ce sens déposée par l'avocat de Geert Wilders.

L'accusé soupçonnait les juges actuels de partialité après leur refus d'entendre un témoin jugé essentiel par la défense. Geert Wilders, chef de file du Parti pour la liberté (PVV), est poursuivi pour incitation à la haine raciale et à la discrimination envers les musulmans. Le parquet a requis son acquittement vendredi dernier. (Lemonde.fr 22.10)

Economie.

1- France.

1.1- Hausse du chômage en perspective.

La reprise devrait s'essouffler en 2011 en raison des mesures d'austérité. Et la faible croissance sera très pauvre en création d'emplois, selon les prévisions publiées vendredi par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

L'étude prévoit une croissance de 1,7% cette année, soit davantage que le gouvernement (plus 1,5%). L'activité ne devrait cependant croître que de 1,6% l'année prochaine alors que l'exécutif table sur 2%.

«La cure d'austérité va empêcher l'enclenchement d'un enchaînement vertueux permettant à l'économie française de croître à un rythme supérieur à son potentiel et donc au chômage de baisser», estime l'OFCE.

Du coup, «la croissance sera moins riche en emplois, voire toujours destructrice d'emplois», a déclaré l'économiste Eric Heyer en présentant ces prévisions.

«L'ancienneté au chômage devrait progresser fortement», a surtout prévenu Eric Heyer. Davantage de demandeurs d'emplois se retrouveraient donc aux minima sociaux. (20minutes.fr 22.10)

1.2- Racket de l'Etat côté cour, privilèges côté jardin.

Les députés ont décidé vendredi de porter de 5,5 à 19,6% la TVA sur les offres "triple play" qui regroupent télévision, téléphone et internet dans le cadre du projet de budget pour 2011.

Cette mesure, a précisé le rapporteur du budget, Gilles Carrez (UMP), devrait faire rentrer 1,1 milliard d'euros dans les caisses de l'Etat.

Les députés ont aussi voté contre l'avis du ministre du Budget, François Baroin, un amendement qui limite le montant des indemnités de départs, ou "parachutes dorés", au double de la plus élevée des indemnités de départ prévue en cas de licenciement par les accords d'entreprise ou de branche. (Reuters 22.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 24 octobre

Peu de nouvelles sur le front de la bataille pour les retraites.

Lacune et faiblesse de la mobilisation. Où sont donc passés les comités de grève ou d'usine, de chantier, de bureau ?

Vous ne cessez d'entendre dire depuis des mois que les appareils sont les principaux obstacles à la mobilisation générale de la classe ou à la grève générale pour contraindre Sarkozy à capituler sur son projet de loi ou à se démettre... Cela ne cache-t-il pas un aspect de la situation qu'il ne faudrait surtout pas évoquer : l'absence de l'organisation des travailleurs au-delà des syndicats qui n'organisent qu'une infime minorité de travailleurs ou dans lesquels la majorité des travailleurs ne se reconnaissent

pas, indépendamment des appareils ?

Depuis le début de la mobilisation en cours, vous avez entendu parler d'assemblées générales du personnel, d'intersyndicales d'entreprises ou de secteurs du service public, de piquets de grève, mais avez-vous entendu parler de comités de grèves ou d'usines avec élection de ses délégués, avez-vous lu des appels de partis à en constituer dans chaque entreprise ou zone industrielle ? A quel moment a été lancé un appel à l'organisation permanente de la classe pour rassembler ses forces et se donner les moyens de tenir et de poursuivre son combat jusqu'au bout contre le gouvernement ?

Je parle à ma connaissance, si vous disposez d'appels ou de tracts qui contredisent ce qui vient d'être dit ici, n'hésitez pas à nous contacter, nous rectifierons immédiatement.

Si l'immense majorité des travailleurs rejetaient le projet de loi Woerth-Sarkozy sur les retraites, si des millions de travailleurs ont participé à différentes actions au cours des derniers mois pour s'y opposer, à aucun moment cela n'a débouché sur l'organisation de ces millions de travailleurs au cours de ce combat.

Certes le POI et le NPA ont proposé de regrouper travailleurs et militants dans des comités constitués à leur initiative, mais ces initiatives sont demeurées isolées ou marginales, sans jamais entraîner l'adhésion de ces millions de travailleurs, de même que nous n'avons pas assisté à une ruée vers les syndicats ou les partis pour y adhérer comme ce fut le cas en 36 ou dans la foulée de la fin de la seconde guerre mondiale. On peut donc affirmer qu'à aucun moment les travailleurs n'ont réussi à trouver la voie qui leur auraient permis de vaincre, laissant ainsi aux syndicats et aux partis soutenant le régime en place, l'initiative de contrôler le mouvement engagé, la suite étant pour ainsi dire écrite d'avance.

Lorsqu'en 36, 47 ou 68 des millions de travailleurs étaient organisés dans les syndicats et quelques centaines de milliers dans le PC et le PS (ou la SFIO), voire plus d'un million, ils ont certes réussi à submerger les appareils pour leur imposer la grève générale (36 et 68) et conquérir de nouveaux droits ou une amélioration substantielle des conditions de travail ou d'existence de la classe ouvrière, mais à aucun moment ils ne sont parvenus à poser directement et consciemment la question du pouvoir, à briser l'obstacle des appareils qui soutenaient le régime.

Les appareils ont réussi à bloquer le processus qui aurait permis de mener à son terme le processus de maturation en cours de la conscience politique des masses, car les travailleurs sont demeurés incapables de se doter de leurs organisations indépendantes qui auraient pu leur permettre de déterminer les tâches qu'elles devaient accomplir pour aller de l'avant, contrôlant eux-mêmes leur mobilisation et brisant ainsi le carcan des appareils. Maintenant, qu'il y ait deux ou dix millions de syndiqués ne change en rien les données de notre problème si l'on compare ces différentes époques avec la situation actuelle, la question déterminante n'est pas le nombre de syndiqués mais bien la prise de conscience que les travailleurs doivent prendre eux-mêmes leur destin entre leurs mains et s'organiser, au lieu de laisser les appareils corrompus et vendus au capital s'en occuper à leur place.

Cette attitude envers les appareils n'est pas une marque de confiance envers eux comme on nous l'explique parfois, pas plus qu'un travailleur n'adhérera à la CGT par exemple, parce qu'il adhérerait au discours de Thibault, on adhère à un syndicat parce qu'on a commencé à prendre conscience qu'il fallait défendre ses intérêts et ses droits, cela n'en fait pas une conscience politique pour autant, encore moins un engagement à combattre jusqu'à l'abolition du capitalisme ou pour le socialisme.

Si l'adhésion à un syndicat est loin de signifier que l'on s'engage à combattre pour la liquidation du capitalisme, le soutien que les travailleurs non syndiqués peuvent apporter aux syndicats ne le signifie pas davantage, sauf à se faire de graves illusions. Que les travailleurs rejoignent des syndicats ou qu'ils se contentent de les soutenir, ne remet pas pour autant leur subordination au capital et aux institutions, dont finalement on se soucie peu ou qu'on évoque discrètement du bout des lèvres quand l'heure de la défaite à sonner, et encore, il y a fort à parier que l'incurie de nos dirigeants va encore se manifester en ne retenant comme seul facteur de cette défaite l'obstacle des appareils, sans chercher à en déterminer l'origine, ainsi nous pourrions continuer à reproduire indéfiniment les mêmes erreurs et nous en serons toujours au même point dans un siècle !

En l'absence d'alternative au capitalisme à laquelle une partie des masses auraient commencé à adhérer, le socialisme, cette défaite était prévisible. Elle l'était d'autant plus que Sarkozy n'aurait jamais cédé, sauf si la mobilisation avait atteint une ampleur faisant craindre aux capitalistes de tout perdre. Nous le savions, nous l'avons écrit à de multiples reprises, mais personne n'a voulu nous écouter, de toutes manières il était trop tard, les uns et les autres préférant induire les travailleurs en erreur en leur faisant croire que tout était possible dans le cadre du capitalisme et des institutions politiques en place, alors que nous ne sommes pas dans une situation comparable à 36, 47 ou 68 et que le capitalisme mondial est entré dans une phase de crise quasi permanente... ^

Si sur le plan de l'agitation il était correct de dire : soit Sarkozy cède, soit il doit partir, cela l'était déjà beaucoup moins sur le plan de la propagande, car cela laissait supposer qu'il pourrait céder, or aussi bien sur le plan économique que politique il ne pouvait pas se payer un tel luxe, car la situation aurait débouché sur une grave crise politique et amplifié la crise économique actuelle, sans compter que parti sur sa lancée, le prolétariat pouvait aller plus loin et chercher une issue politique à la crise du capitalisme, le pire des scénarii pour le pouvoir en place, et le pire exemple à donner au prolétariat de tous les autres pays soumis à la remise

en cause de leur droit à la retraite.

Aujourd'hui comme en 36, 47 et 68, l'issue du combat était liée à l'organisation indépendante du prolétariat, associant syndicats et partis engagés à ses côtés.

On pourrait s'arrêter un instant sur ce que signifie l'organisation indépendante du prolétariat.

Quand peut-elle intervenir, à quelle occasion, quel facteur est nécessaire pour que cette condition se réalise ? Quand les masses prennent l'initiative de s'organiser, elles le font indépendamment de l'Etat et des institutions, contre l'Etat et les institutions en place, elles indiquent par là qu'elles n'ont plus confiance dans ces institutions, elles situent donc leur combat sur le plan politique après qu'il eut commencé sur le plan économique, elles cherchent ainsi à résoudre sur le plan politique un problème qui remonte aux fondements du capitalisme sans en avoir encore pleinement conscience. Elles cherchent à se donner les moyens politiques de résoudre un problème essentiellement économique et social à l'origine.

Maintenant ce sont leurs conditions d'existence plus ou moins insupportables et leur degré de soumission au capitalisme qui les conduiront à se mobiliser et à le remettre en cause ou non, à envisager ou non une alternative économique remettant en cause les rapports de production existant, à adhérer à un programme socialiste... Si c'est l'ampleur de l'offensive du gouvernement et leurs conditions d'existence qui se confond avec leur état d'esprit présent qui déterminera leur mobilisation, c'est seulement leur niveau de conscience politique acquis au début de leur mobilisation et sa capacité à mûrir au cours de cette expérience, qui déterminera dans quelles conditions elles parviendront à poser consciemment la question du pouvoir et de l'Etat et à se donner les moyens de la résoudre. Or leur niveau de conscience politique repose sur le degré de compréhension du fonctionnement des institutions et du capitalisme qu'elles ont acquis au cours de leurs expériences en les combattant, or tout a été fait jusqu'à présent par la plupart des partis pour les épargner, plus particulièrement en ce qui concerne les institutions.

Si maintenant leur niveau de conscience politique est très faible au départ et qu'elles n'entrevoient aucune alternative politique au capitalisme, ce n'est certainement pas lors d'un mouvement de grèves ou de manifestations qu'il va franchir une étape décisive ou que les masses vont rompre avec les institutions et le capitalisme, sauf à se leurrer bien sûr.

Généralement on attache plus d'importance à l'état d'esprit du moment des travailleurs, au détriment de leur degré de compréhension de la société dans laquelle nous vivons. D'où l'éternellement recommencement ! Or, si c'est bien le premier facteur qui est l'élément déclencheur de la mobilisation, c'est le second qui déterminera le plus souvent son issue. On pourrait comparer cela à un combat mené sans orientation politique précise et qui finalement ne nous ferait pas avancer d'un millimètre ; dans certaines conditions, l'unité sur une revendication partielle ou ne concernant pas l'ensemble de la classe, on pourra l'emporter mais sans être capable de capitaliser cette victoire en terme de construction du parti et en terme d'élévation du niveau de conscience des travailleurs...

On a constamment négligé cet aspect déterminant de la lutte de classe pendant plus d'un demi-siècle, et après on s'étonne de se retrouver acculer à une situation où finalement aucun pas en avant vers notre objectif n'est possible, où seules les illusions et le désespoir demeurent et l'emportent. Comme aurait dit Marx ou Engels -je me couvre, il va falloir attendre la prochaine offensive déjà annoncée de Sarkozy qui frappera plus violemment encore le prolétariat et la petite-bourgeoisie pour qu'ils se mobilisent à nouveau. Peut-être que d'ici là ils auront tiré le bilan du combat actuel, de cet échec, et qu'ils auront commencé à comprendre que rien n'est possible en gardant le régime et les institutions en place, rien n'est moins sûr tant l'avant-garde est faible et éparpillée, tout repose désormais sur les initiatives engagées pour organiser les travailleurs, principalement celle du POI que nous soutenons, afin que le prolétariat adhère au socialisme et renoue avec l'espoir qu'il est possible de vivre dans une société meilleure à condition de se débarrasser du capitalisme et les institutions qui ont été uniquement créées pour assurer sa survie.

Cette défaite qui était attendue est l'échec de la stratégie employée à de multiples reprises depuis le premier quart du XXe siècle, depuis que les syndicats et les principaux partis se réclamant de la classe ouvrière sont totalement subordonnés au capitalisme et aux institutions.

C'est finalement l'échec de la stratégie reposant sur le front unique des partis se réclamant de la classe ouvrière consistant à subordonner le combat de la classe ouvrière à ces partis, à entretenir des illusions dans ces partis, qui finalement ne pouvait conduire qu'à une impasse politique, à désarmer ou neutraliser les masses, pire sans qu'elles soient en mesure d'en tirer des enseignements puisque le problème qu'elles avaient à résoudre n'a même pas été effleuré. Cela augure mal de la suite évidemment, mille fois hélas, mais il est toujours préférable de regarder la réalité en face et de dire la vérité aux travailleurs.

Sarkozy a réquisitionné par la force les ouvriers de la raffinerie de Grandpuits, à Marseille, c'est le PS qui a demandé vendredi la réquisition des personnels pour assurer le fonctionnement des deux centres de collecte des déchets bloqués par les éboueurs. (Reuters 22.10, voir les infos en bref d'hier)

Questions à ceux qui s'adressaient encore hier aux dirigeants du PS pour qu'ils se rangent au côté de la classe ouvrière : Qu'allez-vous raconter comme balivernes aux travailleurs qui pensent qu'un parti briseur de grève ne peut pas combattre dans leur camp ? Qu'ils n'ont rien compris, que ce parti est formidable et que seuls ses dirigeants seraient pourris, que malgré tout ce

serait un parti ouvrier ? Dites-le donc, quand la SFIO faisait bombarder Sétif en Algérie, quand Mitterrand participait au bombardement de l'Irak en 1991, ne teniez-vous pas déjà le même discours ? Jusqu'à quand encore ? Jusqu'à ce que mort s'en suive ? La mort du mouvement ouvrier organisée.

Retraites

«*Il faut qu'il y ait une reprise du travail des raffineries*», a-t-il déclaré à France 2, alors que l'ensemble des 12 raffineries du pays sont à l'arrêt. (20minutes.fr 23.10)

Social 1- Secteur privé ou droit privé : travaillez gratis pour augmenter la productivité et la compétitivité.

Une information judiciaire visant La Poste pour travail dissimulé, heures supplémentaires non déclarées et entrave à l'inspection du travail a été ouverte à Besançon.

Elle s'appuie sur des procès verbaux de l'inspection du travail alertée par le syndicat Sud PTT, précise le quotidien.

"*La Poste paye les facteurs non à l'heure mais pour une charge de travail*", a expliqué à Reuters Julien Juif, délégué Sud PTT du Doubs dont le syndicat s'est porté partie civile.

"*Les gens, pour réaliser leur travail, arrivent parfois avant l'heure, ne prennent pas de pause, et ce temps n'est jamais comptabilisé*, a-t-il ajouté.

Ces dépassements horaires représentent fréquemment quatre à cinq heures par semaine, selon le syndicaliste.

L'inspection du travail a constaté les faits le 16 mars dernier et demandé à la direction d'établir un système d'enregistrement des temps de travail, sans succès semble-t-il.

La mission des inspecteurs ne concerne que les salariés de droit privé qui sont désormais majoritaires, souligne Sud, au sein de La Poste, devenue société anonyme le 1er mars dernier.

En cas de condamnation de l'entreprise, le syndicat estime que la jurisprudence devrait bénéficier aux 100.000 facteurs de France. (Reuters 22.10) 2- Après avoir licencié 22 000 salariés en 2009, dont 600 en France...

L'américain Caterpillar a conclu le rachat du fabricant allemand de moteurs MWM (Motoren-Werke Mannheim) au fonds de capital-investissement britannique 3i Group pour environ 580 millions d'euros.

Jeudi, le directeur financier de Caterpillar, Ed Rapp, avait indiqué à Reuters que son entreprise se préparait à employer une partie de ses 2,3 milliards de dollars (1,6 milliard d'euros) de trésorerie pour conclure différentes acquisitions, après une opération de ce type en août, pour 820 millions de dollars (588 millions d'euros). (Reuters 22.10)

Rappel. Caterpillar a payé un dividende en espèces chaque année depuis que la société a été créée en 1925, et le montant du dividende en espèces a presque triplé depuis 1998. (boursier.com 09.06.2010)

Justice.

France.

Deux policiers ont été renvoyés en correctionnelle vendredi pour la mort accidentelle de deux adolescents en 2005 près de Paris, affaire qui avait déclenché une vague de violences sans précédent dans les banlieues françaises.

Deux juges d'instruction de Bobigny (Seine-Saint-Denis) ont ordonné leur procès pour "*non-assistance à personnes en danger*", contre l'avis du parquet qui avait requis un non-lieu pour "*charges insuffisantes*" le mois dernier, a dit à Reuters Me Emmanuel Tordjman, un des avocats des familles de victimes.

Le procès devrait se tenir l'année prochaine. (Reuters 22.10)

International.

Etats-Unis.

Les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) estiment que le diabète touche aujourd'hui un Américain adulte sur dix, mais le ratio pourrait passer à 1 sur 5, voire 1 sur 3 d'ici 2050, si la tendance actuelle se poursuit. "C'est *alarmant*", souligne Ann Albright, des CDC.

Contrairement aux précédentes projections, la nouvelle estimation inclut les personnes qui souffrent de diabète mais n'ont pas été diagnostiquées, explique Edward Gregg, chef du service des CDC en charge de l'épidémiologie et des statistiques pour le diabète. (AP 23.10)

Le 25 octobre

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, car j'ai été victime d'une agression ce matin de la part des pêcheurs du village voisin qui foutaient le bordel devant chez nous, bien qu'un mois et demi auparavant ils aient été priés par la police de ne plus revenir remettre les pieds dans notre village. J'ai simplement demandé à un pêcheur de bien vouloir arrêter le moteur (sans échappement, imaginez le bruit d'enfer !) qu'il faisait tourner depuis déjà quelques minutes, quand j'ai été une première fois menacé par un type tenant un marteau à la main, avant qu'il ne rameute une cinquantaine d'exités. Il s'en est suivi quelques échanges, rames et bâtons de deux mètres de long contre barre de fer, car contrairement à la fois précédente je n'étais pas sorti les mains dans les poches, je connais trop bien ces dégénérés qui ne sont qu'une horde de voyous, c'est ainsi que les qualifient à juste titre tous les Indiens qui les savent abrutis au dernier degré et extrêmement violents, ce qui explique d'ailleurs que les plages dans les villages de pêcheurs sont très peu fréquentées par les Indiens.

A un moment donné l'un d'entre eux m'a envoyé un caillou dans la figure, j'ai une ouverture d'environ 5 centimes au dessus de l'oeil gauche et j'ai pissé le sang pendant un bon moment. J'ai immédiatement pris quelques photos. J'ai appelé le commissariat de police pour qu'il envoie un inspecteur, mais c'était impossible parce qu'il n'y avait personne de disponible pour donner suite à mon appel. J'ai attendu que cela se calme pour aller porter plainte au commissariat de police qui était évidemment vide, il était un peu plus de midi. J'y suis retourné à 14h45 où ma plainte a été enregistrée.

Je suis tombé sur l'inspecteur pourri que je connais bien et qui a mis en doute mes explications, selon lui les gens de mon village auraient autorisé les pêcheurs du village voisin à revenir se poster devant chez nous, or le chef et le conseil de mon village m'ont affirmé par la suite que c'était totalement faux. Bref, je dois y retourner à 17h30 pour avoir une explication avec ces voyous, cela promet ! D'ailleurs j'ai déjà dit à cet inspecteur qu'il était hors de question que j'adresse la parole à des gens qui ne parlent pas mais aboient, en lui rappelant que tous ces problèmes provenaient du fait que personne ne respectait la police ou ses décisions, je n'ai pas eu besoin de lui rappler pourquoi pour lui avoir déjà expliqué à plusieurs reprises, parce qu'elle est corrompue. Il sait que je vais porter cette affaire au consulat, je n'ai pas manqué de lui dire, via son supérieur hiérarchique jusqu'au Chief minister du Tamil Nadu, l'équivalent de Sarkozy dans cet Etat, du coup il m'a écouté contrairement aux fois précédentes.

Bonne nouvelle quand même, j'en ai profité pour m'en prendre aux gens de mon village qui ne m'ont jamais donné le papier dont j'avais besoin pour revendre ma maison et quitter ce village, je leur ai dit que s'ils avaient été honnêtes et m'avaient fourni ce document, j'aurais déjà revendu la maison depuis trois ou quatre ans, juste après l'opération du coeur de Mageswary (mon épouse), et que par conséquent, indirectement ils portaient la responsabilité de l'incident de ce matin, et comme ils voulaient me racketter au moment où je revendrai ma maison, j'en ai profité pour leur dire qu'ils n'auront pas une roupie et qu'ils pouvaient aller se faire foutre.

En rentrant du commissariat je me suis arrêté à la hauteur de mon ancien élève de l'Alliance française, qui m'a dit que le fils du chef du district était prêt à m'acheter ma maison au prix que j'en réclamais et qu'ainsi tous mes problèmes seraient réglés en une ou deux semaines. J'attends confirmation de sa part ou plutôt je vais aller le trouver ce soir, s'il est d'accord l'affaire est entendue, mon terrain qui vaut plus de 8 millions de roupies, je vais lui céder pour 4,5, je n'en ai rien à taper de perdre une grosse somme lors cette transaction, j'aurai suffisamment de quoi vivre en déposant cet argent à la banque et louer une petite maison, je me fous qu'il revende ensuite la maison beaucoup plus chère et empoche une grosse plus-value, je ne regarde que mes propres intérêts qui me commandent d'aller vivre ailleurs et de pouvoir continuer mon activité politique, sans sans cesse vivre sous la menace ou être emmerdé régulièrement, ce qui a été le cas pendant 10 ans dans ce village. Et puis je serai prêt à rentrer en France du jour au lendemain si je le décidais, ce qui m'est impossible aujourd'hui.

Qu'aucun militant ne s'avise surtout pas de m'accuser de manquer de patience, je deviendrais féroce. Idem pour les leçons provenant des tiers-mondistes ou des ouvriéristes à la con qui finalement se complaisent dans ce monde de merde en collaborant à sa survie. Je me défoule, j'en ai besoin. Je pense que vous aussi camarades, dites-moi si je me trompe ? Mais pas aveuglement. Alors vive la France ! le pays par excellence de la lutte des classes, un phare pour le prolétariat international. Le combat continue...

Voilà pour aujourd'hui.

[Haut de page ↗](#)

Le 26 octobre

Suite de la causerie d'hier.

Je me suis rendu au commissariat de police de mon district à 17h30 comme convenu avec l'inspecteur Gobal. Il m'a fallu piocher une heure avant que l'autre partie ne daigne se présenter. Je me doutais par expérience que la discussion allait tourner court avec cet inspecteur pourri jusqu'à l'os, et cela n'a pas manqué.

Avant même que la confrontation commence avec ces voyoux, je lui ai demandé de pouvoir rentrer chez moi car j'estimais que toute discussion était inutile avec eux, les faits parlant suffisamment d'eux-mêmes, il n'avait pas besoin de ma présence pour leur adresser un avertissement ou en envoyer au moins un en tôle pour la nuit. Il a commencé par me demander quel accord avait été passé entre eux et moi il y a un peu plus de deux mois. Je lui ai répondu que j'avais écrit qu'ils n'avaient pas respecté l'accord qui avait été conclu entre les conseils (panchayat) des deux villages en sa présence, et que cet accord engageait la totalité des habitants des deux villages et pas seulement une partie, les Blancs comptant pour de la merde. Il a insisté lourdement sans tenir compte de ma remarque, je lui ai répété exactement la même chose, alors il s'est emporté en me posant pour la troisième fois la même question à laquelle j'ai répondu de la même manière que précédemment, il s'est mis à aboyer quand je lui ai dit qu'il cherchait à tout prix à reporter sur moi l'origine de l'incident du matin et que ce n'était pas correct. Il n'a rien trouvé de mieux que me répondre qu'il était le "boss" et qu'il avait le droit de dire et de penser ce qu'il voulait, tout les droits en somme, je lui ai répondu très calmement ce qui a dû l'exciter encore plus, qu'il était peut-être le chef de son commissariat mais que j'avais les mêmes droits que tout citoyen de ce pays et qu'il devait les respecter que cela lui plaise ou non. Il m'a dit alors de dégager en hurlant, je lui ai dit que son attitude était inqualifiable mais qu'elle ne m'étonnait pas et je porterai cette affaire au consulat de France et que je porterai plainte à ses supérieurs, il m'a répondu qu'il en avait rien à faire. En tout cet échange à durer dix minutes.

Par chance, deux minutes à peine avant j'avais rencontré le fils du chef de district qui souhaite acheter mon terrain. Je l'avais appris par une tierce personne et je voulais en avoir confirmation de sa bouche, ce qu'il a fait, du coup c'est le sourire aux lèvres et très décontracté que j'ai engagé la discussion avec cet inspecteur ripou, me foutant par avance de son issue. Si cette personne ne m'a pas raconté n'importe quoi -c'est la spécialité en Inde, la vente de ma maison devrait intervenir d'ici huit jours. Bon débarras !

A cause d'un violent orage qui s'est déclenché sur les coups de minuit, ils ont coupé le courant et je n'ai pas fermé l'oeil de la nuit, j'en ai profité pour cogiter et me questionner sur la meilleure définition à donner à tous ces pays que l'on qualifie abusivement de démocratie, alors qu'en réalité ce sont des dictatures déguisées.

Le terme de démocratie ne peut s'appliquer qu'à la façade trompeuse constitutionnelle et institutionnelle, tandis qu'une dictature sévit quotidiennement à tous les échelons de la société jusqu'aux conseils des 365 000 villages environ que compte l'Inde. L'Inde est un Etat de droit en théorie, sur le papier, en pratique c'est une dictature, puisque du juge de la cour suprême au flic de quartier toutes les instances judiciaires sont corrompus par les classes dominantes, les potentats locaux, les chefs de village ou les voyoux quand ils détiennent un certain pouvoir et de l'argent les deux allant ensemble.

Face à cette dictature, l'Indien lambda n'a absolument aucun recours, sauf à se faire justice lui-même ou à entretenir indéfiniment sa haine envers cette société. Les Indiens, un peuple souriant, heureux, insouciant, c'est tout l'inverse en vérité, la population vit un véritable cauchemar de la naissance jusqu'à la mort, surexploité, opprimé, il vit dans la crainte en permanence et je n'exagère rien, il n'a aucun droit en réalité, ceux qui figurent dans la Constitution sont destinés aux corrompus et ne servent qu'à faire croire au monde entier que cet Etat serait comparable à des pays comme la France par exemple.

Au cours de cette nuit blanche, je me suis dit que plus de 5 milliards d'habitants vivaient sous une dictature qui ne veut pas dire son nom, englobant pratiquement toute l'Asie et la quasi-totalité de l'Afrique, le Moyen et Proche-Orient, une bonne partie de l'Amérique du Sud, les Etats-Unis bien entendu, auxquels il faut ajouter la plupart des Etats de l'ex-URSS, la Russie évidemment avec son régime mafieux, ce qui ne gêne pas le moins du monde les Ong qui interviennent dans tous ces pays et légitiment ces régimes au passage.

Que dire du Brésil de Lula quand on sait que Rio de Janeiro se transforme en coupe-gorge dès la tombée de la nuit, du Mexique livré aux barons de la drogue via la mafia et l'aristocratie financière américaine américaine qui sème la terreur dans le pays, de Johannesburg recordman du monde de la criminalité, etc ? Des démocraties ? Parce que des élections sont organisées dans ces pays ? Ce serait là se cantonner aux apparences. Que ceux qui n'en sont pas convaincus aillent donc passer quelques mois dans un de ces pays et ils changeront vite d'opinion.

Aux Etats-Unis ou au Japon où ils n'existent pas de partis ouvriers, comment voudriez-vous que ce soient des démocraties ? Quand les électeurs ont le "choix" entre Bush et Obama son clône en couleur, vous appelez cela une démocratie ? Cela fait penser à ceux qui disent que le PS c'est mieux que l'UMP, alors qu'à l'arrivée le résultat est exactement le même, leur idéal ne doit pas être très élevé, s'ils en ont encore un. Je n'ai pas encore trouvé la formule qui résumerait ce que sont tous ces Etats, on pourrait

peut-être employé un oxymore : des dictatures démocratiques, les autres pays à l'instar de la France conservant la dénomination de république démocratique bourgeoise... en attendant de basculer dans la première catégorie ? (A suivre)

Info du Cermtri.

Les organisations syndicales viennent de décider de convoquer une manifestation contre la contre-réforme gouvernementale sur les retraites le samedi 6 novembre à 14h30 Place de la République... Il nous semble donc difficile de maintenir notre conférence ce jour-là.

En accord avec Florence Gauthier, la conférencière, nous avons donc décidé de reporter notre conférence : Révolution haïtienne et Révolution Française au samedi 15 janvier 2011 après-midi. Le lieu et l'heure précise vous seront communiqués ultérieurement.

Retraites.

1- Mobilisation.

1.1- Les salariés des deux raffineries françaises du groupe américain Exxon Mobil, à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) et Port-Jérôme (Seine-Maritime), ont voté la reprise du travail, a annoncé la CFDT.

Ceux de celle de Reichstett (Bas-Rhin) ont décidé quant à eux la fin du blocage des expéditions, a-t-on appris de même source.

Neuf des 12 raffineries françaises, en comptant Dunkerque, étaient toujours en grève lundi. (Reuters 25.10)

1.2- Le syndicat Force ouvrière (FO), majoritaire chez les agents de nettoyage de la Communauté urbaine de Marseille, a voté lundi la suspension du mouvement de grève de la collecte des ordures dans la ville. (Reuters 25.10) Une vingtaine de départements étaient touchés lundi par des perturbations dans le ramassage des ordures.

1.3- A la SNCF les taux de grévistes lundi, entre 6,5 % et 15,7 %, étaient les plus bas depuis le début du mouvement de grève reconductible entamé le 12 octobre. (Lemonde.fr 25.10)

1.4- "*Demain, ce n'est ni une journée-test ni un baroud d'honneur*", a déclaré à Reuters Jean-Baptiste Prévost, qui dirige l'Unef. "Le but est de faire le lien avec la mobilisation des salariés et de passer le cap des vacances".

L'Unef n'appelle pas à des manifestations mardi mais à des actions allant de sit-in devant les locaux de parlementaires, de l'UMP ou du Medef, à des rassemblements et à des "opérations coups de poing", sans plus de précision.

Le syndicat Sud Etudiants appuie les initiatives de mardi et prône une "multiplication des actions conjointes salariés-étudiants", comme des opérations péages gratuits ou des relais de jeunes dans les sites industriels bloqués.

"*Le mouvement salarié contre la réforme des retraites n'est pas en vacances donc le mouvement étudiant, qui s'appuie dessus, non plus*", a déclaré à Reuters Marie Prieur, porte-parole de Sud Etudiants qui réclame le retrait du projet de loi. (Reuters 25.10)

1.5. Les syndicats CGT, CFDT, CFTC et UNSA d'Air France ont appelé lundi les salariés de la compagnie aérienne à la grève le 28 octobre dans le cadre du mouvement contre la réforme des retraites.

Les syndicats précisent qu'ils appellent les salariés d'Air France "*à se mobiliser sous forme de grève, de 1h à 24h*", et "*à participer massivement aux mobilisations unitaires interprofessionnelles organisées dans toute la France*", jeudi prochain. (AP 25.10)

2- Déclaration.

2.1- Abolition de la loi sur les retraites !

La commission mixte paritaire (CMP), composée de sept députés et de sept sénateurs, a abouti à un texte commun qui sera soumis mardi au Sénat, qui se prononcera dans la foulée.

L'Assemblée se prononcera mercredi après-midi par un vote solennel et le projet de loi réformant les retraites, qui reporte de 60 à 62 ans l'âge légal de départ et de 65 à 67 ans l'âge pour une retraite à taux plein, quel que soit le nombre de trimestres cotisés, sera alors définitivement adopté. (Reuters 25.10)

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde a déclaré "On est sorti de la crise dans des conditions plutôt bonnes". (Reuters 25.10)

2.2- Trois syndicats de policiers attaquent Mélenchon, nous le défendons.

Le président du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, a affirmé dimanche soir à France Inter et i-Télé que des policiers avaient des «consignes» pour «infiltrer» et «jeter des pierres» dans les manifestations sur les retraites.

«La question est de savoir qui donne de tels ordres», a-t-il ajouté. «Personne ne peut croire que des policiers de leur propre initiative décident de se déguiser en manifestants et de jeter des pierres pour ensuite interpellier», a-t-il dit. «Je pense que le ministre de l'Intérieur est au courant», a-t-il ajouté. (20minutes.fr 24.10)

Un syndicat de police, Synergie Officiers, a demandé ce lundi au ministère de l'Intérieur "d'engager des poursuites" contre le président du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, qui a accusé les policiers d'"infiltrer" les manifestations contre la réforme des retraites sur France Inter.

"Nous sommes vraiment indignés par les propos de cet élu, ce sont des propos irresponsables et injurieux à l'égard des forces de l'ordre dont la seule motivation est d'assurer le bon déroulement des manifestations", a réagi un responsable de Synergie Officiers, deuxième syndicat d'officiers de police, Mohamed Douhane.

"Ce que décrit Jean-Luc Mélenchon, ce sont des pratiques qui n'ont pas cours. Il n'a pas le droit de salir une profession qui va tous les jours sur le terrain pour que l'ordre républicain règne", affirme Jean-Claude Delage, secrétaire général d'Alliance, selon Le Point.

Sur Le Post, Nicolas Comte, secrétaire général d'Unité police SGP-FO, s'inquiète des conséquences de ces accusations dans les cortèges étudiants, mardi.

"Ces propos sont à la fois scandaleux et dangereux. Les policiers ne sont pas des provocateurs. C'est irresponsable de le prétendre car cela risque d'attiser les tensions entre les jeunes et les policiers lors des prochaines manifestations. Ça risque de compliquer notre travail de policiers."

"Dire que le ministère de l'Intérieur incite à la violence ne correspond à aucune réalité. Ce sont des accusations gratuites. La présence des policiers vise justement à ce que les choses se passent le mieux possible."

"Lorsque des policiers sont outragés, c'est au ministre de l'Intérieur de réagir. Nous attendons une réaction ferme. Et celle-ci se fait attendre. Nous rencontrons le ministre demain (mardi) et lui demanderons de réagir fermement. Et s'il est possible de porter plainte, nous lui demanderons de porter plainte." (Lepost.fr 25.10)

Chacun sait depuis l'aube de la lutte des classes, que lorsque le pouvoir en place est en difficulté, il fait appel à des provocateurs déguisés en manifestants pour entraîner la répression du mouvement ouvrier. La différence entre hier et aujourd'hui, c'est qu'avec les progrès des sciences et de la technologie il est plus facile de prendre les provocateurs en flagrant délit et de constituer une preuve irréfutable. Est-ce que Mélenchon est en possession de cette preuve, on l'espère pour lui.

Quoi qu'il en soit, nous condamnons la tentative d'intimidation à l'encontre de Mélenchon de la part de ces trois syndicats de police qui en appellent à leur maître honni par l'ensemble du mouvement ouvrier et le prolétariat, et nous soutenons son droit de s'exprimer librement sur une question aussi grave, puisqu'elle a servi de prétexte à Hortefeux pour réprimer et procéder à l'arrestation de plus de 2 400 manifestants au cours des semaines précédentes.

On a le droit d'être en profond désaccord sur le plan politique avec Mélenchon, sans pour autant le placer dans le camp de nos ennemis, il faut savoir faire la part des choses. Si un tel procès était attenté envers le PS ou le PCF, nous serions obligés d'adopter la même attitude, car à travers ses partis ce serait le mouvement ouvrier et le prolétariat tout entier qui seraient visés.

Commentaires avisés de deux internautes.

- Pleins de vidéos témoignent de ce que vous dites ! des policiers en civil provoquent et vont jusqu'à commencer de casser ! Amis manifestants, filmez, témoignez, et postez sur des sites les preuves de policiers-casseurs ! Comme de nombreux internautes commencent à le faire ! tous à vos caméra téléphone pour Jeudi !

- Quand on a connu quelques manifs, disons depuis Charonne, on sait que ces manifs sont infiltrées par des flics déguisés en casseurs, ce qui permet aux forces de répression d'agir avec violence sous les applaudissements des petits-bourgeois frileux. Il ne s'agit donc pas d'une nouveauté, et personne ne peut contester sérieusement la réalité de ces usages. Maintenant, qu'un leader politique de l'envergure de Mélenchon s'empare du sujet, c'est assez nouveau pour être remarqué. Mais il faut souligner

que, par définition, la violence est TOUJOURS du côté de la répression...

3- Parisot et l'IFOP au secours des appareils.

Dans un sondage Ifop pour le JDD, 57% des Français sont satisfaits du rôle des syndicats dans la crise sociale actuelle.

80% de l'électorat de gauche se déclarent "*satisfaits*" de leur engagement et encore plus massivement grâce aux sympathisants PS, 86%. (Lexpress.fr 25.10)

Demain les appareils pourront clamer sur tous les toits que c'est de la faute des travailleurs qui ne sont pas suffisamment mobilisés, si la contre-réforme des retraites est passée.

Justice.

1- La blanchisserie de l'Etat.

1.1- Le parquet a décidé ce lundi de faire appel du renvoi en correctionnelle des deux policiers mis en cause dans la mort par électrocution de Zied et Bouna en 2005. (20minutes.fr 25.10)

1.2- Le parquet de Paris a requis un non-lieu en faveur du groupe Total, de son PDG Christophe de Margerie, du sénateur UMP Charles Pasqua et de huit salariés de la société pétrolière mis en examen dans l'enquête sur d'éventuels détournements en marge du programme onusien "*pétrole contre nourriture*" en Irak, a-t-on appris lundi de sources judiciaires. (AP 25-10)

[Haut de page ↗](#)

Le 27 octobre

Camarades, je suis trop loin pour estimer la situation avec précision, depuis quelques jours on peut lire tout et son contraire sur la mobilisation.

Certains syndicalistes et partis estiment que la mobilisation ne faiblit pas et qu'elle va encore se développer, selon des infos diffusées par les médias et agences de presse c'est exactement le contraire qui est en train de se produire. De mon côté j'ai noté qu'un peu partout des appels à la reprise du travail avaient été votés ou que les grèves ne concernaient plus qu'une infime minorité de travailleurs dans les principaux secteurs engagés dans la bataille, à l'exception des raffineries dont la majorité demeurait bloqués mardi. Qu'en est-il au juste ?

Le gouvernement a répondu favorablement à l'appel de Chérèque soutenu par Parisot de passer à poursuivre son offensive contre le prolétariat les jeunes et nos vieux travailleurs, avec le soutien de la CGT et de FO qui juge cette initiative "prématurée". (publicsenat.fr 26.10)

Bon, quoi qu'il en soit, j'ai rédigé un article, il y a déjà deux jours, dans lequel je tire le bilan et les premiers enseignements de cette bataille, je vous le soumetts, il vaut ce qu'il vaut. Vous verrez que je porte un regard sur cette bataille sans doute très différent de celui que l'on va vous servir dans les jours qui viennent.

On a tendance à confondre les discours qui relèvent de l'agitation pour entraîner les masses au combat et l'analyse lucide de la situation, qui, il faut bien le préciser, fait particulièrement défaut la plupart du temps ou plutôt comporte de graves lacunes ou imprécisions généralement volontaires, ce que ne détectent pas toujours les militants.

Dans toute analyse de ce genre, lorsqu'elle est effectuée par un syndicat ou un parti, il ne faut pas oublier qu'elle est généralement faussée par les intérêts de leurs appareils qui n'apparaissent pas forcément clairement... et pour cause, ce qui n'est pas notre cas puisque nous ne roulons pour aucun syndicat ou parti en particulier.

Retraites.

1- Mobilisation.

1.1- Le syndicat socialiste belge Setca bloque deux dépôts pétroliers dans l'ouest de la Belgique, par «solidarité» avec les grévistes français qui s'opposent à la réforme des retraites.

1.2- À Paris, un millier de personnes, selon un comptage de l'AFP, se sont rassemblées aux abords du Sénat, où se déroulait le vote solennel de la réforme. Ils étaient 950 selon la police, et 2.000 selon l'Unef.

Entre 4 et 7 universités selon les sources, sur 83 au total, sont bloquées ou perturbées mardi matin, dans le cadre du mouvement de protestation étudiant contre la réforme des retraites.

Selon l'Unef, premier syndicat étudiant, 7 universités sont bloquées: Paris-1 Tolbiac, Paris-10, Paris-13, Amiens (lettres), Caen, Montpellier-3 et Pau.

1.3- Environ 6.500 personnes selon la préfecture, 20.000 selon les organisateurs, ont manifesté Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, à l'appel du LKP.

1.4- Les fédérations du transport CGT, CFDT, FO, CFTC ont appelé mardi à une journée de "*mobilisation et de grèves*" dans tout le secteur aérien (personnels sol, aiguilleurs, personnels navigants) en France pour le 4 novembre contre la réforme des retraites, en laissant toutefois leurs syndicats décider localement des modalités d'actions.

Les quatre organisations précisent qu'elles appellent leurs syndicats "*à amplifier la dynamique enclenchée lors des précédentes actions sur les aéroports et à décider ensemble localement des modalités d'actions*".

2- Déclarations.

2.1- CFDT.

«*On ne remet pas en cause la légitimité du Parlement*» a expliqué François Chérèque, lors de l'émission Mots Croisés.

Commentaire.

La légitimité du Parlement constitué d'une majorité UMP-PS favorable à l'allongement de la durée de cotisation, contre l'immense majorité des travailleurs et jeunes qui y sont opposés, alors que l'UMP et Sarkozy sont ultra minoritaire dans le pays. La CFDT fidèle à elle-même.

2.2- UNEF.

L'Unef demande «une pause, un retrait, une renégociation» du texte, avant sa promulgation prévue à la mi-novembre. (20minutes. fr 26.10)

2.3- Front de gauche : gesticulation et autosatisfaction pour camoufler leur trahison.

"*Les parlementaires communistes et du Parti de gauche ont mené une bataille sans nom pour faire échouer la réforme des retraites : dépôt d'une proposition de loi alternative pour le financement de la retraite à 60 ans et à taux plein, initiatives répétées dans les hémicycles et dans les rues pour faire entendre le refus des Français du projet gouvernemental, collectes pour soutenir les salariés grévistes...*", est-il précisé dans le communiqué.

Que vont demander ces élus ? "*Nous allons demander à Nicolas Sarkozy de ne pas promulguer le projet de loi sur les retraites et de le retirer, comme nous le faisons depuis plusieurs semaines*", explique Éric Coquerel du Parti de gauche.

"*Ce rassemblement d'élus est un acte symbolique. C'est une manière de faire le lien avec la rue*", selon lui. (Lepost.fr 26.10)

Sarkozy étant isolé et rejeté par la majorité des travailleurs, il faut donc éviter que la rupture de ce "*lien*" persiste, car c'est mauvais pour la stabilité du régime, CQFD.

2.4- PS.

"*La loi est la loi et le Parti socialiste est un parti légaliste*", a déclaré sur Europe 1 l'ancien ministre socialiste de la Justice Robert Badinter

"*Ce que nous avons à faire c'est que cette colère qui n'a pas trouvé son résultat social trouve sa traduction politique en 2012*", lors de la présidentielle, a ainsi déclaré l'ancien Premier secrétaire du PS François Hollande sur RTL.

«*Sur les retraites, nous avons été plutôt bons*», se félicite Pierre Moscovici, sur BFM. Le député (PS) estime que, même si le texte sur les retraites «*sera sans doute promulgué*», «*il sortira de tout ça un perdant, Nicolas Sarkozy, et des gagnants, les syndicats et le Parti socialiste*».

La légalité du côté des banquiers, assureurs et autre fonds de pension, l'illégalité du côté de l'immense masse des exploités qui entendent défendre leurs droits, bref, le PS tel qu'il est : un parti de l'ordre au même titre que l'UMP.

2.5- Gaucheritude

Une délégation de six personnes, composée de Marie-George Buffet ex-numéro un communiste, Pierre Laurent, Cécile Duflot, des députés Yves Cochet (Verts), Martine Billard (Parti de gauche), ainsi que de Christian Picquet (Gauche unitaire), s'est rendue à l'Élysée où elle a été reçue par Christian Frémont, directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy et Marguerite Bérard, collaboratrice de Raymond Soubie, conseiller social de l'Élysée.

Voilà comment les contre-révolutionnaires légitiment et donc soutiennent Sarkozy. Le PS n'avait pas besoin de s'associer à cette démarche, Badinter s'en est chargé à sa manière. C'est La Talonnette qui doit jubiler !

2.6- Gouvernement.

"La phase de démocratie politique est achevée, le mouvement n'a plus de sens", a déclaré le Premier ministre, François Fillon, lors d'une réunion devant les députés UMP.

"Il y a 15 jours, nous sommes passés à côté d'une crise d'une extrême gravité, d'une asphyxie totale de l'économie française", a déclaré à l'Assemblée nationale le ministre de l'Écologie, Jean-Louis Borloo. (Retters 26.10)

S'ils ne pourront pas cette fois remercier leurs partenaires syndicaux d'avoir fait preuve d'un grand esprit de "responsabilité", mais ils le pensent très très fort qu'on l'entend d'ici !

Social.

1- Nouvelle offensive de Sarkozy-Parisot orchestrée par les dirigeants syndicaux, Chérèque en tête.

Le secrétaire général de la CFDT a jugé, lundi soir sur France 2, qu'il y avait "urgence" à ouvrir une négociation sur l'emploi des jeunes et des seniors, une question liée à la réforme des retraites.

La présidente du patronat français, le Medef, a saisi la balle au bond lors de l'émission "Mots croisés" sur France 2. "Je suis d'accord pour qu'on ouvre une délibération sociale pour voir si on peut (...) commencer à travailler ensemble", a déclaré Laurence Parisot.

Pour FO : "C'est un coup de « com' » de la CFDT (...) C'est un appel du pied au patronat qui n'attend qu'une chose, s'engouffrer dans la main tendue par Chérèque et remettre les gens au travail. Une grande organisation syndicale qui lui fait des offres de service, ça ne mange pas de pain."

Question : En essayant de trouver une porte de sortie, considérez-vous que la CFDT tourne le dos aux salariés ?

Réponse : "C'est les prendre pour des billes. Pour nous, son intervention était prématurée. Nous aussi étions partants pour organiser un agenda de travail avec le Medef. D'ailleurs, nous projetons toujours d'aborder toute une série de sujets avec le patronat."

Question : Cela sonne-t-il le début de la fin pour le mouvement de contestation ?

Réponse : "C'est un échec momentané. Mais les organisations syndicales rebondiront. Le président de la République pourra dire qu'il a vaincu la rue, mais c'est une victoire à la Pyrrhus. Les syndicats sauront s'en souvenir. Ne pas laisser une porte de sortie honorable aux syndicats créera des surprises par la suite. Mettre en échec les organisations syndicales n'est jamais bon pour la démocratie." (Publicsenat.fr 26.10)

FO ne condamne pas l'initiative de Chérèque, elle était seulement "prématurée", ce qui signifie que FO l'approuve. Que vont "négocier" les bureaucrates syndicaux avec le gouvernement, la mise au travail forcé des jeunes et des vieux au chômage, conditionner les allocations ou aides versées par l'État à l'obligation d'accepter le premier emploi que le Pôle emploi leur propose, à n'importe quel tarif ?

Peuvent-ils négocier autre chose que la régression sociale pour l'ensemble des travailleurs et des miettes pour certaines couches afin de garantir la stabilité du régime ? La seule position correcte à défendre consiste à prôner la rupture des relations des syndicats avec l'Etat, le patronat et l'Union européenne ou son syndicat jaune, la CES.

Soucieux d'apaiser le climat social et de renouer avec les syndicats, le gouvernement a aussitôt salué la proposition.

"*Je pense que le dialogue social reprendra sous des formes à déterminer*", a déclaré Raymond Soubie à Reuters. "*Je pense en particulier, comme l'a suggéré François Chérèque et accepté Laurence Parisot, qu'il faut réactiver des négociations entre les syndicats et le patronat.*" (Libération.fr 26.10)

«*On sort de cette crise en promulguant la loi et ensuite, on propose aux partenaires sociaux d'engager un dialogue sur l'emploi des jeunes et l'emploi des seniors*», a lancé le Premier ministre, François Fillon, selon des participants à la réunion hebdomadaire à huis clos du groupe UMP à l'Assemblée nationale. (20minutes.fr 26.10)

2- Chômage.

En hausse de 28 300 en septembre (+ 0,7 %), le nombre de chômeurs dans les catégories A, B et C les trois principales revient à un niveau jamais vu depuis plus de onze ans. Il faut y ajouter environ 250 000 chômeurs dans les Dom.

Fin septembre, 3.999.200 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi en France métropolitaine et 4.249.100 en ajoutant les Dom.

Le nombre de demandeurs d'emploi des plus de 50 ans a augmenté de 16,3% sur un an.

Le nombre de chômeurs de longue durée a augmenté de 24,9% sur un an.

Les effets de la crise sont loin d'être terminés en matière d'emploi. Ensuite, l'écart va croissant entre le nombre de chômeurs de catégorie A, dont la progression n'est plus aussi spectaculaire que fin 2008, et le nombre de chômeurs en catégories B et C (ayant exercé une activité réduite). Cela signifie que les créations d'emplois qui, malgré tout, existent, concernent surtout les «petits boulots», CDD courts et autres emplois intérimaires. Des données cohérentes avec celles d'autres sources comme les Urssaf. (Lefigaro.fr et Reuters 26.10)

A bas le chômage, la précarité et la pauvreté associé à la nécessité de liquider les institutions pourrait ou devrait être le mot d'ordre du mouvement ouvrier.

3- Régression.

Selon une étude publiée mercredi par l'Institut national de la statistique, le taux de mortalité infantile a légèrement progressé l'an dernier, atteignant 3,7 décès pour 1.000 "naissances vivantes". La France est ainsi passée du 5e rang européen en 1999 au 14e en 2008.

L'espérance de vie augmente par ailleurs régulièrement: elle atteint ainsi 84,5 ans pour les femmes et 77,8 ans pour les hommes en France métropolitaine. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les hommes gagnent en moyenne chaque année trois mois d'espérance de vie, contre deux mois pour les femmes. (AP 26.10)

Politique.

1- Vous êtes des "**cons**" de ne pas soutenir l'occupation de l'Afghanistan.

Sur la radio Beur FM cette semaine, le ministre de la Défense a tenté de justifier la présence française en Afghanistan en expliquant qu'il était difficile de faire comprendre "**à des cons**" que la défense de la France se jouait à 7000 km de son territoire. (Lexpress.fr 26.10)

Décidément, au sommet de l'Etat ils ont de plus en plus de mal à se maîtriser !

2- Hortefeux le casseur morveux pris à son propre piège.

D'après les informations recueillies par Le Post, Brice Hortefeux ne portera pas plainte contre Jean-Luc Mélenchon après ses propos contre les policiers qu'il accuse de s'être déguisés en casseurs.

Le ministre de l'Intérieur ne souhaite "ni faire de la publicité pour le leader du Parti de Gauche, ni le victimiser", explique un syndicaliste policier au Post.

Contacté par Le Post, Jean-Luc Mélenchon se réjouit de cette décision et affirme que "ce sont les journalistes qui ont abordé le sujet des policiers casseurs". (Lepost.fr 26.10)

Commentaire avisé d'un internaute.

Ce qui change un peu la "donne" aujourd'hui en effet, ce sont les caméras de surveillance omniprésentes qui ont bien dû "immortaliser" quelques temps forts du genre qui pourraient bien, si les citoyens mettaient la main dessus, poser quelques problèmes au pouvoir en place.

Les députés communistes et du Parti de Gauche demandent la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les violences en marge de certaines manifs. «Des doutes sérieux existent sur l'implication possible d'agents de la force publique dans les actes de violence dont ont été victimes des manifestants et notamment des jeunes, à plusieurs reprises et dans plusieurs villes de France», précise le communiqué. (Libération.26.10)

Le leader de la CGT Bernard Thibault affirme dans un entretien à Libération que «la présence de policiers en exercice camouflés sous des badges syndicaux, à Lyon, à Paris ne fait aucun doute». «Des manipulateurs s'infiltrèrent et poussent au crime dans des piquets de grèves, des manifestations, des occupations de ronds points, violentent les situations en fin de manifs pour avoir des images chocs pour le JT de 20h et créer des climats de tension», accuse-t-il.

«On a vu, ajoute-t-il, des policiers avec des badges CGT repérés par les nôtres, qui se réfugient dans un hall d'immeuble, et finissent par se faire exfiltrer par des CRS. Quand on en vient à ce genre de procédés, c'est que l'on ne sent pas très fort de l'autre côté.» (Libération.26.10)

Pourquoi ne pas avoir enregistré ces scènes avec des téléphones portables ou des appareils photos numériques ? Pour ne pas augmenter la pression qui pesait de plus en plus sur le pouvoir, sans compter qu'un tel témoignage sorti au bon moment aurait pu être explosif, surtout du côté des jeunes.

3- Les barbouzes à l'oeuvre.

Selon LePost.fr, Hervé Gattegno, journaliste d'investigation au magazine *Le Point*, qui a beaucoup travaillé sur l'affaire Woerth-Bettencourt, a été victime du vol de son ordinateur portable, survenu dans les locaux du magazine, dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 octobre. Soit le même jour où le journaliste du Monde Gérard Davet, qui travaillait également sur ce dossier sensible, s'est fait voler le sien, mais à son domicile.

Selon LePost.fr, les auteurs du larcin 'étaient bien renseignés, puisque Hervé Gattegno venait de changer de bureau au journal'. Le câble antivol de son portable a été sectionné. (Lemonde.fr 26.10)

4- Le monarque en vacances chez un monarque.

Pour profiter de quelques jours de repos, Nicolas et Carla Sarkozy ne se sont pas rendus au Cap Nègre, comme prévu initialement, mais ont honoré une invitation du roi du Maroc, qui leur a prêté sa résidence pendant qu'il chassait. (Lexpress.fr 26.10)

International.

Irlande. La spirale infernale.

Le gouvernement irlandais a annoncé mardi que les économies nécessaires pour ramener le déficit public sous contrôle se monteraient finalement à 15 milliards d'euros sur quatre ans.

Ce montant représente le double de ce qui avait été annoncé l'an dernier.

"Les raisons de cette augmentation importante par rapport aux chiffres annoncés dans le budget 2010 sont des perspectives de croissance plus faible à la fois chez nous et à l'étranger et un coût plus élevé du service de la dette", déclare le gouvernement dans un communiqué.

"Le gouvernement réalise que les ajustements de dépenses et les mesures de relèvement des recettes qui doivent être maintenant introduites auront un impact sur le niveau de vie des citoyens. Mais il n'est ni crédible ni réaliste de retarder ces mesures", ajoute le gouvernement.

Les détails de ces mesures seront annoncés dans un plan de quatre ans le mois prochain. (Reuters 26.10)

Grèce. Cynisme.

La Grèce est toujours en situation d'urgence et ne doit pas diminuer ses efforts pour réduire les déficits et sortir de la crise de la dette, a déclaré lundi le Premier ministre grec George Papandréou.

"Il n'y aura pas de nouvelles mesures pour les salariés ou les retraités, a lancé le chef du gouvernement. Ils ont suffisamment payé." (Reuters 25.10)

[Haut de page ↗](#)

Le 28 octobre

Pas le temps de causer et d'actualiser la rubrique des infos en bref.

Je ne sais pas si j'aurai le temps demain, car je suis convoqué au commissariat de police de mon district demain matin à 10h et j'ai ensuite une réunion avec le conseil de mon village. J'ai trouvé le temps de mettre en ligne la suite de l'article d'avant-hier et je n'ai pas tellement la tête à ce qui se passe en France étant donné les graves problèmes que j'ai ici, un nouvel incident avec les mêmes voyous vient d'avoir lieu il y a à peine une heure.

Samedi je dois finaliser la vente de ma maison si aucun incident grave n'intervient d'ici là. C'est ma propre sécurité et mon avenir qui est en jeu, il faut bien que je leur accorde un peu de temps.

Le 29 octobre

J'ai préparé cette rubrique hier soir et ce matin car mon rendez-vous a été reporté à midi. Par contre je n'ai pas le temps de commenter les infos.

Retraites.

1-Mobilisation.

Cette septième journée de mobilisation depuis la rentrée et la plus faible, organisée en pleines vacances scolaires, a rassemblé 560.000 manifestants, selon le ministère de l'Intérieur. La CGT a compté près de deux millions de personnes dans les rues.

1.1- La manifestation dans la capitale a rassemblé 170.000 personnes, selon la CGT, 31 000 selon la préfecture de police.

Marseille: 12.000 personnes (police) à 150.000 (syndicats) ont manifesté.

A Lyon : 32.000 manifestants, selon les syndicats, 11.000 d'après la préfecture.

A Toulouse : La manifestation a rassemblé 120.000 personnes, affirment les syndicats. La préfecture de Haute-Garonne annonce 15.000 manifestants.

A Auch 4.000 personnes ont défilé, selon les syndicats, 1.500 selon la police.

1.2- Par secteur d'activité.

4,06% des fonctionnaires d'Etat en grève. 3,4% chez les agents territoriaux et 4,25% chez les hospitaliers.

SNCF: 16,8% de grévistes selon la direction, 26,5% selon la CGT.

A la poste : quelque 5,33% des postiers étaient en grève à 10H00.

Entre 5 et 6 universités sur 83 au total, sont perturbées ou bloquées partiellement dans le cadre de la journée interprofessionnelle à laquelle appellent les étudiants de l'Unef et Sud étudiant.

Lille: espace aérien fermé - Les contrôleurs aériens du 12^e aéroport du pays sont en grève. La fermeture est prévue jusqu'à 19H00.

Orly, aéroport le plus touché - 50% des vols y sont annulés.

2- Déclarations.

2.1- CGT. Autosatisfaction. Il ne manque pas une occasion de légitimer le gouvernement.

"Je peux vous l'annoncer, la participation sera inférieure aux fois précédentes", a-t-il ajouté. "Je n'ai pas de chiffres mais c'est la première fois, au lendemain d'un vote du Parlement, qu'on a une manifestation d'une aussi grande ampleur. Il y a un énorme soutien populaire."

Bernard Thibault : "Depuis des mois, on est dans la rue, on est dans la grève pour dénoncer un gouvernement qui prend des décisions unilatérales (...) C'est à lui maintenant de trouver les termes, la posture, les sujets sur lesquels il prétend refaire du social."

Le leader de la CGT, Bernard Thibault, explique jeudi dans Libération que l'"objectif n'est pas de battre des records" tout en tablant sur "un bon niveau de mobilisation, qui montrera que le niveau de la révolte n'a pas diminué".

Sans se prononcer sur le fond de la proposition de François Chérèque, Bernard Thibault prévient la majorité: "Si certains pensent qu'il suffit de photos autour d'une table pour tourner la page, ils se trompent lourdement".

Commentaire.

Thibault n'avait même pas besoin de se retrouver "autour d'une table pour tourner la page", avant même le début de cette bataille il l'avait déjà tournée en acceptant "l'agenda" du gouvernement.

2.2- FO. Un "**minimum de délai**" pour faire avaler cette défaite aux travailleurs.

Le leader de FO Jean-Claude Mailly explique sur France 2, ne pas être d'accord avec Bernard Thibault. Le leader de la CGT avait dénoncé la présence de policiers dans les manifestations. "J'ai l'impression que c'est un peu pour faire diversion".

"C'est compliqué de raidir les choses après sept jours de grève. L'atterrissage était un peu prévisible", analyse René Valladon, le secrétaire confédéral de FO.

En réponse à François Chérèque qui a réclamé lundi l'ouverture de négociations sur l'emploi des jeunes et des seniors, pour le syndicat de Jean-Claude Mailly, la proposition de François Chérèque était même "à la limite de la décence". "Qu'il cherche un autre sujet pour rebondir est une chose mais il y a un minimum de délai à respecter avant de dire aux salariés qu'on a incité à faire grève: 'terminé, on passe à autre chose", dit René Valladon.

2.3- CFDT. Jaune et cynique.

"Une certaine forme de fatigue plus les vacances égalent moins de personnes dans les rues", a expliqué le leader de la CFDT, François Chérèque, en tête du cortège parisien.

"C'est un risque que nous assumions mais ce n'est pas parce qu'une loi est votée qu'elle est juste et qu'il ne faut pas continuer à la contester", a-t-il ajouté.

François Chérèque : "Nous continuerons à la contester (la loi -Ndlr) et à tout faire pour qu'elle soit réformée". "Les salariés sont encore très majoritairement contre cette loi, notre devoir c'est de continuer à le dire".

Le responsable CFDT Jean-Louis Malys. "Le contexte change et les formes d'action aussi doivent changer", explique-t-il.

2.4- FSU. Grotesque. L'art de dire une chose et de faire son contraire.

La secrétaire générale de la FSU, Bernadette Groison, estime que les syndicats ont "*toute légitimité*" pour "continuer la bagarre sur les retraites". Il faut "*corriger la loi*".

"*On a déclenché dans le pays un débat sur la situation économique et sociale qui ne faiblira pas et qui aura des suites importantes*", juge ainsi Bernadette Groison, la secrétaire générale de la FSU, principale fédération de fonctionnaires.

Avant cela, "tant que la loi n'est pas promulguée, on peut continuer à faire pression. Il faut tout faire pour éviter que ce texte sorte", a-t-elle déclaré à Reuters.

2.5- Solidaires.

Annick Coupé, porte-parole de Solidaires, affirme sur Canal+ que la "*page de la mobilisation sur les retraites n'était pas tournée*", tout en admettant que "*les grèves s'affaiblissent peut-être*". Mme Coupé estime qu'en appelant à une journée pendant les vacances, l'intersyndicale avait pris un risque.

2.6- PS. La "*loi*" de leur République et la grande illusion.

- "*Jusqu'au bout*" - Martine Aubry (PS) estime que "les Français ont compris que tant que la loi n'était pas promulguée, ce n'était pas la loi de la République". "*je me bats pour que cette loi sur les retraites ne soit pas promulguée*".

Commentaire.

Pour faire oublier ou qu'on ne pense surtout pas qu'ils ont tout fait pour que cette loi scélérate passe, il demande qu'elle ne soit pas promulguée.

- Marisol Touraine a qualifié la réforme de "provocation, d'irresponsabilité, d'injustice".

"*Avec ce vote, vous tournez le dos au mouvement du progrès social, vous refusez la volonté d'une société de justice et de solidarité qui était celle héritée du Conseil national de la Résistance*", a-t-elle déclaré.

Commentaire

Vive l'union nationale !

2.7- PG. Coup de "pipeau" avant l'heure des comptes.

Jean-Luc Mélenchon manifeste à Paris et assure que "*rien n'est fini*". "*On ne va pas se laisser impressionner par la propagande du pouvoir*". Dire que la mobilisation faiblit, "*c'est du pipeau*" et ceux qui renvoient la question à 2012 sont "*des poules mouillées*".

2.8- NPA. La lutte, la lutte , la lutte... jusqu'à que mort s'ensuive !

"*Même la loi votée, on continue à lutter*", dit-il. "*Personne n'attendra 2012 pour gagner sur les retraites*".

2.9- Gouvernement.

2.9.1- Nicolas Sarkozy a prévenu, lors d'un petit-déjeuner de la majorité ce jeudi, qu'il ne « *fallait pas agresser les syndicats* » et éviter les « *mots qui blessent* », a rapporté un responsable de l'UMP.

Commentaire.

Il faut bien les ménager et leur préparer une porte de sortie "*honorable*" !

2.9.2- Parole de ripou : plus "juste" tu meurs !

"*Cette réforme est efficace au sens où elle va amener un équilibre de nos régimes de retraites. C'est aussi une réforme juste, profondément juste*", a déclaré Eric Woerth.

2.9.3- Copains-coquins ou culs et chemises.

Pour les dirigeants de la majorité, Premier ministre en tête, la contestation n'a plus lieu d'être puisque la phase de la "démocratie parlementaire" est terminée.

"Le plus facile, dans une mobilisation sociale, c'est de la lancer. En sortir, c'est une autre affaire", reconnaît en écho un syndicaliste.

2.9.4- Coup de force.

Le Premier ministre français François Fillon a estimé mercredi que la loi impopulaire sur la réforme des retraites, définitivement adoptée par le Parlement, devait "être désormais acceptée par tous" et appelé à "sortir de cette crise", après des semaines de contestation.

"La vigueur des débats fut légitime, mais la loi de la République doit être désormais acceptée par tous. Chacun doit savoir sortir de cette crise avec responsabilité et dans le respect réciproque", affirme M. Fillon dans un communiqué.

La "responsabilité" selon lui, c'est d'accepter la régression sociale, la surexploitation, l'oppression, la répression et le muselage du mouvement ouvrier et de tous les exploités de l'ouvrier au chercheur, la dictature du capital doit s'imposer, du coup il ne nous reste pas d'autre alternative que la renverser pour nous émanciper.

2.9.5- Etat... policier casseur provocateur : l'aveu.

- Mercredi, lors d'une conférence de presse, le préfet du Rhône a répondu à Bernard Thibault et officiellement reconnu que des policiers s'étaient bien fait passer pour des manifestants, munis de badge CGT, évoquant même une "tradition" : "*Il y a une tradition dans la police d'infiltrer la population, ils le font couramment*", a dit Jacques Gérault. (Lemonde.fr 28.10)

- Sur les images captées par I-Télé, on voit en effet des manifestants siffler et huer ce qui semble être des policiers en civil. L'un d'entre eux, suivi par une manifestante brandissant derrière lui un panneau portant l'inscription ironique "*Flics en civil (pas grillé)*", se réfugie alors derrière des CRS.

Les autres manifestants et le cameraman d'I-Télé, bloqués, le voient alors s'éloigner. Des images intrigantes.

A 18h 22, Le Monde fait part "*de policiers en civil repérés et se faisant poursuivre par les manifestants qui les poussent hors de la manifestation sous les huées. Ils se sont réfugiés derrière les CRS, les manifestants hurlent 'police, casseurs'*", lit-on encore.

Des policiers civils déguisés en syndicalistes ? L'ancienne ministre de l'Intérieur et actuelle Garde des Sceaux Michèle Alliot-Marie affirme sur I-Télé que "*ça elle ne l'a jamais vu*". (Lepost.fr 28.10)

Commentaire d'un internaute.

Il ne s'agit pas de faire "la révolution" ! On ne sait plus ce que ça veut dire ! En revanche, on peut chasser du pouvoir la clique qui le détient actuellement, en contraignant Sarkozy à retirer sa loi anti-retraites, ou même à démissionner. Tout cela est politiquement possible. C'est pourquoi l'issue du conflit actuel est politique, et non plus syndical. Chacun sent bien que si la mobilisation reste forte, c'est à cause de Sarkozy qui est rejeté par une grande majorité de l'opinion. Ce qui peut expliquer la "timidité" des leaders syndicaux qui n'ont pas de solution politique...

2.9.6- Sondage.

Selon un sondage CSA dans Le Parisien/Aujourd'hui en France, près de deux Français sur trois (65%) soutiennent cette journée de grève.

(source : Reuters, 20minutes.fr, Lemonde.fr, Lexpress.fr 27 et 28.10)

Vous m'excuserez d'avoir parfois oublié de préciser les sources, en fait les agences de presse et les principaux quotidiens nationaux.

Politique.

1- Le monarque et sa cour.

1.1- Bernard-Henri Lévy entre au conseil de surveillance du Monde - sur l'initiative de l'un des actionnaires du titre, Xavier Niel (Lexpress.fr 27.10)

1.2- L'avocat Arno Klarsfeld a été nommé au Conseil d'Etat, mercredi en conseil des ministres, selon le compte-rendu de l'Elysée.

Le Conseil d'Etat conseille le gouvernement pour la préparation des projets de loi et des décrets. Il est aussi le juge administratif suprême qui tranche les litiges relatifs aux actes des administrations.

Le conseiller de Nicolas Sarkozy pour les affaires sociales, Raymond Soubie, a été nommé mercredi au Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Un autre collaborateur du chef de l'Etat, Pierre Charon, est au nombre des quarante personnalités qualifiées choisies par le gouvernement pour siéger au CESE, dont la liste a été adoptée en conseil des ministres. Il siégeait déjà dans l'ancien Conseil économique et social, rebaptisé CESE. Raymond Soubie, 70 ans, avait annoncé son départ de l'Elysée après la promulgation de la loi sur la réforme des retraites.

Parmi les personnalités nommées au CESE, figure également le médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye, un ancien ministre de Jacques Chirac, qui fait figure de favori pour prendre la présidence du Conseil.

Les membres du CESE, au nombre de deux cent trente-trois, sont nommés pour cinq ans. (Lemonde.fr 27.10)

2- Le club des « zozos ».

Invité mardi soir du Grand journal sur Canal+, s'est lâchée sur le premier ministre. Question : « *Est-ce que, comme François Fillon, vous trouvez que Jean-Louis Borloo est un « zozo » ?* » Réponse de Fadela Amara : « *Non, pas du tout. Lui oui* »... Donc comprendre François Fillon est un zozo. C'est clair.

Surprise sur le plateau de l'émission. « *C'est un zozo ?* ». La secrétaire d'Etat se rattrape : « *Non... non, non, non. J'ai compris, j'ai compris.... Bayrou, j'ai compris* ». Mouais. « *François Filon, c'est un homme que je respecte, j'aime son côté droite sociale. Et d'ailleurs, on partage en profondeur les valeurs de la République. Mais c'est vrai que j'ai plus d'affinité très clairement avec Jean-Louis Borloo, parce que sur les sujets que je porte au sein du gouvernement, il a été un soutien énorme pour moi, il m'a beaucoup aidé* », reconnaît-elle, comme l'a déjà fait samedi dans Le Parisien/Aujourd'hui en France. La journaliste Ariane Massenet lui demande si elle se place vis-à-vis de Jean-Louis Borloo, « *comme on dit qu'il va être premier ministre* ». Réponse d'Amara : « *Non, j'en ai rien à foutre franchement, c'est pas mon truc* »... (Publicsenat.fr 27.10)

3- A droite toute !

Un tiers des sympathisants du parti présidentiel sont d'accord Christian Vanneste de l'UMP qui s'est prononcé en faveur d'une alliance avec le Front national.

En effet, selon un sondage Ifop pour le Nouvel Obs, 32% d'entre eux sont favorables à des accords électoraux entre l'UMP et le FN aux élections locales. Dans les régions où le FN est fort, le chiffre monte même à 37%.

Côté FN, 62% des sondés se montrent favorables à cette idée. Dans les deux cas, cependant, les dirigeants des partis ne veulent même pas en entendre parler. Pour le moment. (20minutes.fr 27.10)

4- Dictature du capital.

4.1- Taxer le capital, non, saigner les travailleurs, oui.

Les députés français ont rejeté jeudi une proposition d'instaurer une nouvelle taxe pour les fabricants de cigarettes, à laquelle s'opposait le gouvernement.

La commission des Affaires sociales prévoyait notamment une contribution de 5% sur le chiffre d'affaires hors taxe pour les cigarettiers. Il était examiné dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2011.

François Baroin a souligné que les prix du tabac en France avaient augmenté de 70% en huit ans et réaffirmé la "détermination" du gouvernement de poursuivre sa lutte contre le tabagisme. (Reuters 28.10)

Taxer les multinationales du tabac, mais vous n'y pensez pas, on va continuer de piller la Sécu et on décidera en accord avec ces multinationales des hausses du prix du tabac que les travailleurs devront payer pour renflouer ses caisses.

4.2- UE : des Etats livrés aux gangsters de la finance... comme aux Etats-Unis.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne ont donné jeudi leur feu vert à la préparation d'une révision limitée du traité de Lisbonne dans le but de créer un mécanisme permanent de gestion des crises réclamé par Paris et Berlin.

Selon un diplomate européen participant jeudi à Bruxelles à la réunion des dirigeants des Vingt-Sept, ces derniers se sont mis d'accord pour donner au président du Conseil européen Herman Van Rompuy le mandat de sonder les Etats membres sur cette possibilité et à la Commission européenne celui d'en étudier les aspects techniques.

Les Etats membres envisagent par ailleurs de recourir à l'article 48 du traité qui permettrait de ne pas faire entrer le Parlement européen dans la danse, et ainsi d'éviter un processus trop long et potentiellement dangereux.

"Il y a un consensus sur le fait que le président du Conseil européen soit chargé d'explorer la possibilité d'un changement limité du traité en vue d'obtenir un accord sur ce point en décembre", a expliqué une source diplomatique au fait des discussions des chefs d'Etat.

"Il n'y a pas eu jeudi de négociation sur le mécanisme en lui-même mais il devrait y avoir dans les conclusions du sommet européen une référence à la participation du secteur privé à ce mécanisme", a ajouté cette source. (Reuters 27.10)

Pour satisfaire les besoins du "secteur privé", l'aristocratie financière qui entend faire payer le prix de la crise du capitalisme au prolétariat des 27 pays peut compter sur l'UE, CQFD.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 octobre

C'est la mousson ici, l'actualisation du site sera donc perturbée pendant quelques jours ou semaines à cause de longues coupures de courant.

Retraites.

1- Mobilisation.

Les douze raffineries françaises ont cessé leur grève contre la réforme des retraites.

Les salariés des terminaux de Fos-Lavera (Bouches-du-Rhône), maillon crucial de la chaîne pétrolière, ont eux aussi décidé de vendredi de reprendre le travail, au 33e jour de leur grève contre la réforme portuaire, tout comme ceux du Havre (Seine-Maritime).

2- Déclarations.

2.1- Du Palais.

Les grands syndicats ont veillé eux-mêmes à limiter les dérapages pour préserver la popularité du mouvement, ce qui fait aujourd'hui dire à l'Elysée qu'ils ont été "*hyper-responsables*".

Commentaire.

Au Château, on comprend qu'ils ne manquent pas de superlatifs pour témoigner leur gratitude aux dirigeants de l'intersyndicale qui se seront opposés jusqu'au bout à la grève générale pour affronter Sarkozy et les institutions de la Ve République, afin que leur loi scélérate sur les retraites soit adoptée et finalement s'applique.

L'intersyndicale a ainsi démontré dans quel camp elle se situait, quelle était la nature de ses dirigeants syndicaux : inféodés au régime et à l'Etat qui les financent.

Ajoutons, quand bien même elle aurait appelé à 24h de grève interprofessionnelle ou générale, elle aurait continué de remplir le rôle de rempart des institutions et du capitalisme, car elle aurait tout fait pour empêcher que la mobilisation ne se place résolument sur le plan politique, ce qu'elle n'a pas cessé de faire en réalité depuis le début de cette bataille, afin d'interdire aux masses d'entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme qui correspond réellement à leurs besoins, non pas un gouvernement du PS et ses satellites qui poursuivrait la politique réactionnaire de Sarkozy, mais un gouvernement ouvrier révolutionnaire avançant

sur la voie du socialisme...

Une question se pose désormais aux militants et aux travailleurs : si les syndicats (et l'intersyndicale), les principaux partis se réclamant de la classe ouvrière ou du socialisme n'ont pas été en mesure de définir les moyens qui permettraient d'affronter le pouvoir en place, qu'à aucun moment ils n'ont réussi à entraîner au combat les masses, ce n'est pas qu'ils n'ont pas pu mais qu'ils ne l'ont pas voulu. Il faut donc en conclure qu'il a manqué quelque chose à l'ensemble de la classe pour qu'elle parvienne à briser les obstacles des appareils et se mobilise.

Il y a maintenant deux façons d'interpréter la situation ou de tirer les leçons de cette bataille.

La première qui n'est pas à proprement parlé une analyse, mais plutôt un constat stérile de commentateurs impuissants, elle consiste à relever que les appareils ont parfaitement rempli leur fonction de rempart du régime et qu'il a été impossible de les submerger, autrement dit, on essaiera de faire mieux la prochaine fois, comme si ces appareils pourraient remplir une autre fonction dans une autre situation, cela fait un siècle qu'ils ont démontré le contraire, peu importe. Ensuite, une fois cet argument nié, ils continueront tranquillement sur la ligne du front unique en direction des appareils reproduisant ainsi indéfiniment la même erreur...

La seconde qui prend en compte le rôle contre-révolutionnaire des appareils ne s'arrête pas là, elle intègre tous les facteurs qui ont empêché la classe de se soulever contre le régime, partant de l'hypothèse d'un quart ou un tiers de la classe y étant disposé, dont les rapports entre la classe et les appareils, les différents partis et syndicats, le gouvernement, les institutions, et avec le capitalisme. Cette analyse prend ainsi en compte l'ensemble des conditions objectives et subjectives qui concernent directement les masses : ses conditions d'existence et de travail, ainsi que son état d'esprit et son niveau de conscience politique. Oublier, négliger ou surestimer un de ces facteurs et notre analyse de la situation est faussée, d'où la nécessité de bien y réfléchir avant de dire ou d'écrire quoi que ce soit, sans qu'on en ait toujours les moyens, ce qui est mon cas ici par exemple, c'est un risque que j'assume tout comme mes erreurs.

Qu'a-t-il manqué à la classe, le parti évidemment, des comités de grève ou d'action qui centralisés nationalement auraient pris le relais des appareils à la direction de sa mobilisation, un degré suffisant de conscience politique qui aurait pu mûrir à chaque étape du développement de son combat, sachant qu'il existe un rapport de cause à effet entre ces différents facteurs.

Il est caractéristique que ceux qui expliquent que seuls les appareils seraient responsable de la défaite de notre combat sur les retraites, seront demain les premiers à s'en remettre à ces appareils, ce sont les mêmes qui ne veulent absolument pas entendre parler de la question du niveau de conscience politique des masses, car selon eux poser cette question reviendrait à faire porter aux travailleurs le poids de cette défaite, alors qu'en réalité cette question permet de comprendre en partie pourquoi cette bataille s'achève ainsi...

En résumé, parce que je n'ai pas le temps de m'éterniser sur cette question ce matin, faut-il continuer de faire croire aux militants et travailleurs que l'issue de la crise du capitalisme passera forcément par les appareils des syndicats et les partis PS et ses satellites, ou faut-il rassembler nos forces pour construire le parti ouvrier révolutionnaire qui portera la classe ouvrière au pouvoir, et dans cette perspective organiser dans des comités d'action (ou une autre dénomination) militants et travailleurs qui auront pour tâche aussi bien de participer à la lutte des classes que de favoriser leur compréhension de la société dans laquelle nous vivons.

Souvenez-vous de ce qu'écrivaient Marx et Engels à propos du mouvement ouvrier, il peut être bourgeois ou révolutionnaire selon le contenu et l'orientation politique de son combat... S'il a pu vaincre à une autre époque en étant situé sur la première orientation, de nos jours c'est devenu impossible. Maintenant, soit nous tenons compte de ce constat, soit nous le rejetons et disons-le franchement : place à la barbarie. (A suivre)

2.2- PG. A la botte de l'intersyndicale !

Mélenchon a rappelé: «*Le rendez-vous, c'est le 6 novembre prochain, et malheur à qui rompt les rangs au moment où l'union syndicale les appelle au combat.*» (Libération.fr 27.10)

Pour qui se prend-il le député européen qui n'a rien d'autre à proposer qu'une "révolution citoyenne par les urnes"... avec ses amis du PS et du PCF, pour vouloir nous imposer de nous tenir au garde-à-vous devant les lieutenants du capital de l'intersyndicale ?

Que représente-t-il en dehors d'une forme d'opportunisme nauséabond pour le compte du régime ou de théories frelatées taillées en pièces par le socialisme scientifique et réfutées par l'expérience de la lutte des classes au XXe siècle ? Uniquement les intérêts particuliers d'une couche privilégiée de petits-bourgeois ou de l'aristocratie ouvrière qui entend continuer de vivre confortablement en régime capitaliste, quitte à défendre ce régime si nécessaire, par exemple en préférant s'encanailler avec le PS lors de la bataille contre les licenciements ou sur les retraites, plutôt que répondre favorablement aux initiatives du POI.

2.3- PS.

2.3.1- La "gauche" du PS telle qu'elle est et a toujours été : une escroquerie !

Fin octobre, plusieurs de ses adversaires lui ont reproché d'avoir remis en cause, sur RTL, l'allongement de la durée de cotisation pour la retraite à taux plein, pourtant acté par le PS. Ce qui lui a valu un recadrage de la part de Martine Aubry, qui a rappelé le principe du passage à 41,5 annuités d'ici à 2020. Un point issu de la réforme de 2003, menée par le ministre des affaires sociales de l'époque, François Fillon.

Interrogé aujourd'hui, Benoît Hamon endosse l'allongement, précisant que "*sur RTL, j'ai surtout dit qu'il faudrait négocier, c'est-à-dire tout le contraire de ce que ce gouvernement est en train de faire, avec les syndicats.*"

N'y a-t-il donc aucune différence entre la position du parti et celle de Benoît Hamon ? Le porte-parole ne "*répond pas à cette question*" : "*les positions des partis sont toujours le fruit de compromis. Ce n'est pas le temps de parler de positions personnelles. (...) Je ne suis pas schizophrène. Il n'y a pas un Benoît Hamon qui représente l'aile gauche du PS et un autre qui représente le parti.*" (Lemonde.fr 29.10)

Le temps des grandes manoeuvres et des gesticulations verbales est terminé monsieur Hamon et le soutien du PS au "coeur" du projet de loi du gouvernement demeurera dans toutes les têtes, comme vous n'avez pas pu empêcher les contradictions dans lesquelles votre parti était empêtré d'éclater au grand jour au point d'en faire apparaître clairement la véritable nature : réactionnaire.

Les choses auraient été évidemment beaucoup plus simples ou moins périlleuses si l'ensemble des dirigeants syndicaux avaient adopté l'allongement de la durée de cotisation et l'alignement du public sur le privé, mais voilà l'immense majorité des militants y étaient farouchement opposés et la majorité de la classe qui était déterminée à défendre son droit à la retraite en a décidé autrement.

Aucun militant ou travailleur n'oubliera que sur la question des retraites le PS s'est placé délibérément au côté de l'UMP, nous n'aurons de cesse de leur rappeler si nécessaire, vous pouvez compter sur nous.

2.3.2- Quand le PS soutient Hortefeux... et indirectement la répression contre les manifestants.

Contacté par Le Post, le secrétaire national au PS chargé de la sécurité, Jean-Jacques Urvoas, indique qu'il n'est "*pas d'accord*" avec les affirmations de Jean-Luc Mélenchon et de Bernard Thibault.

Et rappelle que "*ceux qui sont dépositaires de la parole publique doivent mesurer leurs propos*".

"*Je n'imagine pas que la direction générale de la police puissent donner de telles consignes aux policiers [de se déguiser en manifestants pour faire dégénérer une manif, ndlr]. Je n'ai aucune raison de remettre en cause les propos du ministre de l'Intérieur sur le sujet*", déclare au Post le "M. sécurité" du PS.

2.4- FO

Pour le leader de FO, Jean-Claude Mailly, la polémique autour de ce sujet relève plus d'"*une opération de diversion qu'autre chose*", car des policiers "*sous badge syndical, ça a toujours existé*". "*Les policiers sont en plus une catégorie très fortement syndicalisée. Des choses comme ça, ça ne passerait pas*", a-t-il dit jeudi sur France Info.

De son côté, Brice Hortefeux dénonce "*un retour aux vieilles ficelles de l'extrême gauche*". (Lepost.fr 29.10)

Parce que cela a "*toujours existé*" il ne faudrait rien dire ou faire, à FO ils en sont encore à l'âge de pierre de la lutte des classes, sauf qu'aujourd'hui avec le développement de nouvelles technologies dans le domaine de la communication, caméra et appareil photo numérique, téléphone portable, il est possible de suivre le parcours d'un individu dans une manifestation et d'établir avec certitude que certains policiers se transforment parfois en casseurs, sur ordre de leur hiérarchie évidemment, donc du ministre de l'Intérieur, B. Hortefeux.

Quand Mailly précise que "*Les policiers sont en plus une catégorie très fortement syndicalisée*", nous lui répondrons que cela ne veut absolument rien dire ou prouver, M. Bonnemaïson du FN, familier de Le Pen et de feu le dirigeant anarcho-syndicaliste également dirigeant de la fédération de Loire-Atlantique de FO, A. Hébert, avait bien été accepté dans les rangs de votre syndicat pendant de nombreuses années, lui aussi il devait être un syndicaliste au-dessus de tout soupçon...

Bref, Mailly aurait mieux faire de se taire sur ce coup ou de soutenir les accusations publiques de Mélenchon et Thibault, ou encore de visionner les documents qui circulent sur Internet.

(source : Lemonde.fr, Reuters, 20minutes.fr, Lepost.fr 29.10)

[Haut de page ↗](#)